

Le bataillon acadien

de la Première Guerre mondiale



FOR THE EMPIRE!



BRITAIN NEEDS
MEN

LORD KITCHENER SAYS:—

WHO WILL VOLUNTEER TODAY
FOR OVERSEAS SERVICE

Claude E. Léger

Le bataillon acadien

de la Première Guerre mondiale

Sur la couverture :

Photo panoramique du bataillon acadien,
Valcartier (Qc), été 1916.
Coll. Musée de Moncton.

Claude E. Léger

Le bataillon acadien

de la Première Guerre mondiale

Moncton
2001

Révision linguistique

Bernadette Landry et Réjean Ouellette

Graphisme

Raymond Thériault

ISBN 2-9807014-0-8

Aux soldats Fidèle Després (1896-1964),
165e bataillon F.E.C. ;

et Athanase Poirier (1891-1916),
26e bataillon F.E.C.

Table des matières

Prologue 11

1. 1914-1918 : la Grande Guerre 15

2. Le Canada se mobilise 23

3. 1915 : la guerre totale 41

4. Un bataillon acadien ? 55

5. Le 165e bataillon d'infanterie 67

6. Hiver 1916 : l'appel 79

7. Été 1916 : Valcartier, Québec 107

8. Automne 1916 – hiver 1917 :
Saint-Jean, Nouveau-Brunswick 123

9. Le séjour en Angleterre et en France 147

Épilogue 199

Conclusion 209

Annexe 213

Bibliographie 225



Le lieutenant-colonel Louis Cyriaque D'Aigle (1869-1958).
Photo tirée de *Un aperçu historique et un registre photographique du bataillon « acadien » d'outre-mer 165ᵉ F.E.C.*, Ottawa, 1918.
Coll. de l'auteur.

Prologue

Le texte qui suit n'est pas un récit de gloire ou de faits d'armes, comme on serait peut-être porté à s'y attendre d'un document concernant la Première Guerre mondiale. C'est l'historique d'un bataillon d'infanterie que l'Acadie a décidé, à la fin de 1915, d'offrir à l'armée canadienne pour servir la cause de l'Empire britannique dans une période fatidique et tragique. Comme trop d'autres événements de l'histoire acadienne, cet épisode a été largement oublié, assez curieusement d'ailleurs car, en 1916, il a pris les proportions d'un projet national acadien qui était dûment encouragé par les élites et les journaux d'information et d'opinion, et dont la population suivait l'évolution avec un grand intérêt. Néanmoins, hormis quelques articles disparates publiés dans des revues de sociétés historiques, il n'existe qu'une seule publication traitant spécifiquement du régiment acadien. Il s'agit d'un album-souvenir préparé en 1917, alors que le régiment était encore au pays, et publié en 1918. Puisque l'issue des événements demeurait inconnue, le bref historique que contient cet album est incomplet, ainsi que les photographies des officiers et des hommes du bataillon. Il reste sans doute des exemplaires de cet album dans les greniers de vieilles maisons des régions acadiennes des provinces Maritimes. C'est l'un d'entre eux, quelque peu abîmé mais précieusement conservé par ma grand-mère, qui a éveillé mon intérêt pour cette histoire et mené éventuellement à la recherche dont voici le résultat.

Ce qui m'a surtout intrigué au sujet du bataillon acadien, ce sont les sentiments et le contexte immédiat qui ont motivé la population à le créer et à l'offrir à l'armée canadienne. Dans cette optique, je me suis heurté à une difficulté que rencontre toute étude à caractère historique : l'impossibilité d'appréhender tout à fait l'esprit de l'époque que l'on voudrait décrire. Cette difficulté est d'autant plus grande lorsque la mémoire vive de l'époque en question s'est

estompée avec le passage des saisons et que sont disparus ceux et celles qui ont vécu les événements que l'on voudrait relater. Que pouvait donc ressentir la population acadienne en 1916 ou en 1917 ? Nous connaissons à peu près ses valeurs à cette époque, mais ce sont pour la plupart d'entre nous des connaissances objectives et désincarnées, car les valeurs et les idées reçues ont évolué avec le passage du temps, les nouvelles conditions sociales et, surtout, le déroulement des événements bouleversants qui ont façonné notre ère. Cela dit, il est parfois étonnant qu'en étudiant une période du passé, on découvre des situations et des attitudes qui n'ont guère changé depuis.

Pour quiconque veut essayer de s'imaginer l'Acadie de 1916, il existe des documents officiels ou privés qui permettent de reconstruire les événements, et des photographies jaunies qui donnent une idée du paysage social et physique. Les journaux de l'époque, déposés aux archives, se sont avérés une source d'information précieuse, quoiqu'il soit difficile de déterminer dans quelle mesure ils reflétaient l'opinion populaire, ou s'ils essayaient plutôt de la façonner dans ce contexte d'une guerre totale dont l'issue, rappelons-le bien, demeurait inconnue. Ils m'ont été néanmoins indispensables pour établir la chronologie des événements qui ont conduit à la mise sur pied du bataillon acadien. J'ai aussi consulté la correspondance des particuliers qui se trouve dans les collections privées et publiques. Toutefois, étant donné qu'elle a été écrite par la classe lettrée, elle ne reflète pas nécessairement les sentiments populaires. Pour les événements qui nous intéressent, il existe une certaine correspondance et des documents officiels aux Archives nationales du Canada, mais ils sont éparpillés en bribes sous plusieurs rubriques et dans divers dossiers. Il faut donc composer avec le matériel disponible, ce qui laisse place à bien des failles qu'on est tenté de colmater avec des suppositions, pour aplanir le récit. Évidemment, d'autres documents ou d'autre matériel historiques pertinents feront surface après la publication de ce texte ; n'est-ce pas là le propre de toute étude en histoire ? Si j'espère ainsi que cet ouvrage puisse contribuer à faire la lumière sur un épisode méconnu de l'histoire acadienne, j'assume néamoins l'entière responsabilité de toute erreur ou lacune flagrante qu'il pourrait comporter.

Je suis particulièrement redevable au père Maurice A. Léger, de Shédiac (N.-B.), qui m'a encouragé dans ce projet et m'a donné accès à la collection de documents personnels du lieutenant-colonel Louis Cyriaque D'Aigle, laquelle lui avait été confiée par l'historien Cyriaque Brideau, de Saint-Louis-de-Kent. Le père Léger a aussi fait une lecture critique du manuscrit dans sa première version et m'a fait bénéficier de ses connaissances en histoire et de suggestions précieuses. Je tiens aussi à exprimer une reconnaissance toute spéciale au personnel du Centre d'études acadiennes de l'Université de Moncton, en particulier à Ronnie-Gilles LeBlanc. Une autre évaluation critique du manuscrit a été effectuée par le professeur Raoul Dionne, qui m'a aussi permis de consulter sa collection de photographies ayant appartenu à Mgr Jean Vital Gaudet. Il me faut de plus souligner l'aide accordée par le personnel des Archives nationales du Canada, à Ottawa ; des Archives provinciales du Nouveau-Brunswick, à Fredericton ; de la paroisse Notre-Dame-de-l'Assomption, de Moncton, et du diocèse de Saint-Jean ; du Musée du Royal 22e Régiment, de Québec ; du Musée de Moncton ; du Musée acadien de l'Université de Moncton ; des bibliothèques publiques de Moncton, de Newcastle et de Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick ; ainsi que des bibliothèques de l'Université de Moncton, de la Mount Allison University, de Sackville (N.-B.), et de la University of New Brunswick, de Fredericton. Par ailleurs, Madame Léone Boudreau-Nelson et Monsieur Régis Brun m'ont offert des commentaires, des suggestions et des renseignements très utiles. Je dois aussi des remerciements tout particuliers à Mesdames Françoise Putod-Vacheret, de Vers-en-Montagne, Constance Rameaux, de Les Nans, et Marika Berthet, de l'Office du tourisme de Champagnole, qui on facilité mes recherches dans le Jura français.

Enfin, le lecteur notera que la perspective du récit est surtout celle du sud-est du Nouveau-Brunswick, où fut décidée et où fut centrée l'organisation du bataillon acadien. Il s'agit là d'un choix personnel motivé, ou peut-être dicté, par la disponibilité du matériel documentaire sur place.

Chapitre 1

1914-1918 : la Grande Guerre[1]

La terrible guerre qui déchira l'Europe à partir du mois d'août 1914 marqua la fin d'une époque dans l'histoire de la civilisation occidentale et, surtout, le début d'une nouvelle ère de violence sans précédent. Même s'il s'agissait avant tout d'une confrontation entre empires occidentaux, la guerre fut dite mondiale du fait que la plupart de ces empires s'étendaient sur de vastes régions de la planète, et peut-être aussi un peu parce que ce furent les Occidentaux qui la nommèrent ainsi, par simple nombrilisme. En réalité, ce fut essentiellement une guerre européenne.

Dans la mémoire collective occidentale, la principale image qui demeure de la guerre de 1914 est celle de soldats vivant, combattant et périssant dans la futilité la plus totale, pour la possession de tranchées et de trous dans un paysage de boue labourée par l'artillerie. L'épicentre du conflit était situé dans une zone de tranchées, de barbelés et de destruction qui s'étendait dans l'ouest de la Belgique et le nord de la France. De durs et sanglants combats eurent lieu aussi ailleurs en Europe, de l'autre côté de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, dans les montagnes du nord de l'Italie et dans la péninsule des Balkans. D'autres affrontements, moins connus de nous, eurent comme théâtres les océans lointains du Sud et les mers avoisinant l'Europe, les déserts de la Mésopotamie et de la Palestine, de même que les chaudes forêts d'Afrique. De nombreux pays pourtant éloignés des combats, notamment ceux de l'Empire britannique, y sacrifièrent la fleur de leur jeunesse masculine et y engloutirent leurs trésors nationaux.

On admet que l'affrontement qui se déroula en pays belge et français eut lieu en trois phases. La première dura à peine quelques

---

1. Les sources générales mises à contribution dans ce chapitre sont indiquées dans la bibliographie.

semaines en août et en septembre 1914 : ce fut la marche inexorable de la vaste armée allemande à travers la Belgique et le nord de la France, en direction de Paris. L'armée belge gagna l'admiration des peuples français et anglo-saxons grâce à sa résistance héroïque mais vaine, qui ralentit à peine l'avancée allemande. Les Français, dont les plans militaires préconisaient une offensive sur leur frontière orientale, en Alsace-Lorraine, durent faire face en catastrophe à l'attaque allemande venant du nord, qu'ils n'avaient pas prévue. Un contingent britannique débarqua à la hâte sur le continent et s'élança aussitôt à la rencontre des Allemands. Après un premier et terrible affrontement aux abords de la frontière franco-belge – pour la première fois, c'était des millions d'hommes que commandaient les généraux –, les alliés français, britanniques et belges durent battre en retraite. Ce fut une période de désespoir et de panique pour leurs gouvernements et leurs peuples. Toutefois, rendus dans la vallée de la Marne, à l'est de Paris, les Français, aidés des Britanniques, se retournèrent en une série de contre-attaques dont une, lancée de Paris, menaça le flanc de l'armée allemande. À leur tour, les Allemands durent se replier pour protéger leurs arrières. On a parlé du Miracle de la Marne, évoquant même l'esprit de Jeanne d'Arc, pour expliquer cette victoire de l'armée française, jusqu'alors en pleine retraite. Pour l'Allemagne, cette bataille se solda par une catastrophe, car toute sa stratégie reposait sur une victoire rapide contre la France. Voilà qu'elle se trouvait plutôt enlisée dans une guerre d'usure sur le front occidental, alors que la Russie l'attaquait de l'autre côté.

Les Allemands se retirèrent donc vers le nord, jusqu'aux hautes terres surplombant l'Aisne, où ils fortifièrent des positions défensives. Incapables de percer ces positions allemandes, les Français et les Britanniques se fortifièrent en face, et ainsi débuta la guerre des tranchées, qui s'étendit en quelques semaines vers la mer du Nord d'un côté et jusqu'à la Suisse de l'autre, chaque camp ayant cherché sans succès à contourner le flanc ennemi. Voulant désespérément en finir, les Allemands tentèrent une dernière percée vers l'extrémité nord de la zone de combats, autour d'Ypres, en Flandres (Belgique), mais les Britanniques résistèrent aux assauts, perdant les deux tiers de leur armée de métier. Puis l'hiver s'imposa et, avec lui, un terrible

essoufflement. Les combats majeurs cessèrent. Le jour de Noël 1914, dans les Flandres du moins, les soldats des camps ennemis se rencontrèrent paisiblement en une confrérie pathétique, dans le no man's land séparant leurs tranchées, ce qui fut sans doute une des dernières manifestations d'une époque qui s'éteignait. Le soir venu, ils retournèrent chacun de leur côté pour poursuivre la tuerie. On fortifia les positions défensives ; la guerre entrait dans une deuxième phase.

La guerre des tranchées devait durer quatre hivers et trois étés. Cependant, rares étaient ceux qui auraient pu le soupçonner en 1914. En effet, les économistes n'avaient-ils pas affirmé qu'une guerre longue, si destructrice et onéreuse, serait impossible à soutenir pour les pays belligérants, qui n'en auraient pas les moyens en cette époque industrielle ? Chaque année, on annonçait donc que les généraux avaient trouvé des solutions et que ce serait la dernière année du conflit. Mais le long siège perdura.

Les Allemands, maîtres de la situation et occupés sur leur front oriental à combattre les Russes, se contentèrent de se terrer derrière leurs fortifications bien situées et brillamment conçues, que Français et Britanniques essayaient en vain de percer. Pendant toute cette période, les Allemands n'entreprirent qu'une seule offensive stratégique majeure sur le front franco-belge, soit à Verdun, en 1916, laquelle se solda par un échec après huit mois de combats désespérés et laissa en France le souvenir d'une victoire défensive héroïque. Les autres lieux de batailles dont les noms hantent la mémoire de nos sociétés évoquent les offensives manquées des alliés : en Artois et en Champagne en 1915, sur la Somme en 1916, dans les Flandres (Passchendaele) et de nouveau en Champagne (Chemin des Dames) en 1917.

Jusqu'en 1916, dans le camp des alliés, on a pu croire en la possibilité d'une solution diplomatique, d'une paix négociée, pour arrêter la tuerie. Mais après l'hécatombe sur la Somme à l'été et à l'automne de 1916, les attitudes s'endurcirent. Trop de sang avait été versé. Seule la victoire totale suffirait, car sans elle, jamais les dirigeants des pays combattants ne pourraient justifier à leurs peuples de tels sacrifices. L'enthousiasme martial que manifestaient

les populations des pays alliés à l'été de 1914 tourna au cynisme après les échecs de 1915 et à l'amertume à compter de 1916. Après 1917, chez les soldats comme chez les civils, on désespérait d'en voir la fin. Dans le camp des alliés, on misa sur l'arrivée des Américains, qui avaient finalement déclaré leur entrée dans la guerre au printemps 1917, mais qui mettaient du temps à s'organiser.

Au printemps de 1918, ce furent les Allemands qui inaugurèrent la troisième phase de la guerre en lançant leur offensive de la dernière chance. À la suite à la Révolution russe et du retrait de la Russie de la guerre, l'Allemagne avait pu concentrer ses forces sur son front occidental, sachant qu'elle devait en finir avec les Britanniques et les Français avant l'arrivée en force des Américains. Elle attaqua massivement en Picardie au printemps de 1918 et mena ensuite une série d'offensives dans les Flandres et en Champagne, jusqu'au début de l'été. Du coup, les Allemands effacèrent les piètres succès que les alliés avaient si chèrement payés au cours des deux années précédentes. Malgré la panique, les alliés réussirent à endiguer le flot allemand, notamment en coordonnant leurs forces sous un seul commandement. Bientôt, les Allemands furent à bout de souffle, et le flot se renversa. Utilisant de nouvelles tactiques liées aux transports mécaniques et aux récentes technologies de guerre, en particulier l'aviation et le char d'assaut, et fortement encouragés par l'arrivée tant attendue de la puissance américaine, les alliés avancèrent à leur tour. Les fortifications allemandes furent franchies, et une guerre en rase campagne devint enfin possible. Pendant trois mois (on parle des « 100 jours »), le front recula vers les frontières de l'Allemagne, depuis longtemps coupée de vivres par un blocus maritime et au bord de la révolte. Sentant approcher la défaite et abandonnées par leurs alliés autrichien et turc, les autorités allemandes demandèrent enfin l'armistice, selon les conditions posées par les puissances occidentales. Les canons se turent le 11 novembre 1918.

Les conséquences de cette guerre sont incalculables. Quelque 10 millions de vies humaines et les trésors nationaux de plusieurs pays y furent engloutis à tout jamais. Des dizaines de millions d'hommes furent mutilés dans leur corps et leur esprit. En France, on estimait que des milliers de femmes devraient se résigner au

célibat, faute de jeunes hommes à marier. Le monde politique s'en trouva transformé d'une façon qui aurait été inimaginable quelques années plus tôt. Deux grands empires, ceux d'Autriche-Hongrie et de Turquie, avaient disparu de la carte. L'Empire russe se transformait en l'Union soviétique socialiste, et bientôt communiste. L'Empire allemand, privé de ses possessions coloniales et transformé en une république ruinée et instable, sombrerait bientôt dans le fascisme le plus sordide. L'Empire britannique en sortit épuisé, affaibli, sa légitimité minée. Les États-Unis d'Amérique s'affirmèrent comme puissance mondiale.

Les sanctions draconiennes et l'humiliation imposées à l'Allemagne en 1919 par le traité de Versailles, qui mit fin à l'état de guerre, allumèrent une mèche qui devait mener à une nouvelle et plus terrible explosion de violence une génération plus tard. Certains historiens parlent d'une seule guerre de 1914 à 1945, interrompue par une pause de 20 ans, question, selon les plus cyniques, d'élever une nouvelle génération de combattants[2]. Par ailleurs, le partage des régions arabes de l'Empire ottoman entre Français et Britanniques, qui contrevenait aux promesses faites aux Arabes en échange de leur aide contre les Turcs, résonne encore parmi les événements qui font l'histoire de nos jours.

Les livres et autres ouvrages portant sur les causes de cette tragédie remplissent des bibliothèques entières. La plupart reviennent sur les mêmes thèmes. Parmi ceux-ci, il y a la rivalité de longue date entre les empires d'Autriche-Hongrie, de la Russie et de la Turquie, qui se disputaient l'hégémonie sur les territoires de la future Yougoslavie, dans la péninsule des Balkans, région géographique où se frottaient les trois puissances. D'ailleurs, cette rivalité et le réveil des nationalismes au sein des peuples de la région avaient donné lieu depuis 1870 à plusieurs guerres localisées que les grandes puissances de l'époque avaient étouffées par des arrangements diplomatiques, imposant des solutions sans pour autant réussir à résoudre l'instabilité régionale. En outre, en Europe occidentale, les rapports entre la France et l'Allemagne étaient

---

2. Douglas How. *One Village, One War, 1914–1945*. Hantsport (N.-É.), Lancelot Press, 1995.

tendus depuis la guerre de 1870, quand l'Allemagne avait arraché à la France les provinces de l'Alsace et de la Lorraine. En France, l'esprit de revanche était vif et la principale raison d'être de la classe militaire consistait à récupérer les deux provinces perdues.

Cette situation se compliqua davantage par le système d'alliances politiques et militaires qui s'instaura graduellement entre les grandes puissances européennes au tournant du XXe siècle. Ainsi l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne et la Turquie signèrent une entente réciproque de défense, ce que firent aussi de leur côté les puissances rivales, la France et la Russie. Quelques années plus tard, cherchant une alliance pour mettre un terme à plusieurs décennies de *splendid isolation*[3], la Grande-Bretagne conclut une entente tacite avec la France.

La personnalité des chefs d'État est aussi mise en cause par les historiens, surtout celle de l'empereur allemand Guillaume II. Celui-ci rêvait d'un empire d'outre-mer comme ceux dont s'enorgueillissaient plusieurs pays d'Europe comme la France, l'Angleterre et même de petits pays comme la Belgique et le Portugal. Ce rêve et la nature plutôt impulsive de Guillaume furent à l'origine de quelques célèbres incidents diplomatiques dans la décennie précédant 1914. En outre, l'Allemagne sur laquelle régnait Guillaume était une société industrieuse et industrialisée en pleine effervescence, la plus dynamique d'Europe, consciente de sa puissance et déterminée à se tailler une place convenable parmi les puissances mondiales. Une guerre éventuelle était envisagée par ses dirigeants, surtout contre la Russie (et donc la France), car ils n'obtiendraient pas par la seule diplomatie que les puissances impériales établies cèdent de bon gré à l'Allemagne un espace suffisant, sur un échiquier mondial déjà bien rempli[4].

Aux yeux des Britanniques, la plus grande menace était la détermination de Guillaume de doter l'Allemagne d'une marine de guerre moderne et puissante, nécessaire à la défense de ses pré-

3. D'après : Robert K. Massie. *Dreadnought. Britain, Germany, and the Coming of the Great War*. New York, Random House, 1991.

4. Fritz Fischer. *World Power or Decline. The Controversy over Germany's Aims in the First World War*. New York, W.W. Norton, 1974.

rogatives impériales. Cette volonté plaçait l'Allemagne carrément en rivalité avec la Grande-Bretagne pour la supériorité maritime, une situation inacceptable pour les Britanniques, qui avaient fait de cette supériorité la pierre angulaire de leur mythologie nationale : *Britannia rules the waves*. Les deux puissances s'engagèrent bientôt dans une course à la construction navale.

En mai 1914, le colonel E.M. House, conseiller en chef et homme de confiance du président américain Thomas Woodrow Wilson, affirmait que l'Europe vivait une situation politique tendue :

> La situation est extraordinaire. C'est du militarisme poussé à la folie. À moins que quelqu'un, agissant en votre nom, puisse amener les parties à voir les choses autrement, il y aura un jour un terrible cataclysme. Personne en Europe n'est en mesure de le faire. Il y a trop de haine, trop de jalousie. Dès que l'Angleterre y consentira, la France et la Russie s'en prendront à l'Allemagne et à l'Autriche. L'Angleterre ne veut pas que l'Allemagne soit complètement écrasée, sinon elle devra faire cavalier seul contre son vieil ennemi, la Russie. Mais si l'Alllemagne tient absolument à sans cesse accroître sa marine, alors l'Angleterre n'aura pas le choix. Les meilleures chances de paix résident dans une entente entre l'Angleterre et l'Allemagne concernant les armements navals, encore qu'il ne soit pas à notre avantage que ces deux-là deviennent trop étroitement liées [traduction][5].

Il ne manquait que l'étincelle pour mettre le feu aux poudres, ce qui arriva à Sarajevo, en Bosnie, le 28 juin 1914 avec l'assassinat par un jeune nationaliste serbe de l'archiduc François-Ferdinand, héritier du trône d'Autriche-Hongrie, et de son épouse.

C'est donc excités par leurs rivalités internationales, soucieux de leurs intérêts et de leur prestige, encarcanés dans leurs alliances et croyant sans doute encore aux solutions diplomatiques de dernière heure, que les grands pays d'Europe poussèrent leurs peuples vers le précipice. Et par milliers, leurs citoyens y allèrent de bon gré, allègrement même, drapeaux flottants et tambours battants, le chant aux lèvres, chacun convaincu de la justesse de sa cause. D'autres,

---

5. L.L. Snyder (dir.). *Historic Documents of World War I*. D. van Nostrand Ltd., 1958, p. 51 (cité dans Charles Seymour. *The Intimate Papers of Colonel House*. Boston et New York, 1926).

on pense aux paysans affairés dans leurs champs, reçurent l'ordre de mobilisation avec stupéfaction, mais partirent néanmoins avec détermination[6]. Ici et là quelques-uns pressentirent ce qui allait arriver, mais leurs voix furent perdues dans les clameurs martiales. Un des derniers grands personnages d'Europe ayant eu le courage de s'opposer à la guerre et d'appeler à la réconciliation, le philosophe et dirigeant socialiste français Jean Jaurès, fut assassiné à Paris à la toute veille de la mobilisation par un militariste affolé.

---

6. Jay Winter et Blaine Baggett. *The Great War and the Shaping of the 20th Century.* Penguin Studio (Penguin Group), 1996.

Chapitre 2

Le Canada se mobilise

Lorsque l'Angleterre déclara la guerre à l'Allemagne le 4 août 1914, elle parlait pour tout son empire et donc pour le Canada, car la politique extérieure canadienne était essentiellement celle de l'Empire britannique. La situation constitutionnelle du Canada au sein de l'Empire ne lui reconnaissait aucun moyen indépendant ni de déclarer la guerre ni de faire la paix[7]. Tout au plus, le Canada et les autres dominions pouvaient établir la forme et le degré de leur participation à la guerre. On était à l'apogée de l'âge des grands empires européens, et l'Empire britannique conservait toujours, pour la majorité des Canadiennes et des Canadiens, son lustre et la mythologie de sa mission protectrice et civilisatrice. Ainsi était l'ordre établi, et seuls quelques nationalistes auraient osé le contester ou même songé à le faire. Au Canada français, ce nationalisme, véhiculé notamment par Henri Bourassa et Olivar Asselin, s'exprimait moins en faveur d'un Québec indépendant du Canada, que d'un Canada plus indépendant de l'Empire. Cette thèse était aussi défendue par un certain nombre d'anglophones, mais les impérialistes dominaient largement leur discours. Trois ans plus tôt, en 1911, l'élection fédérale avait porté sur la question d'un resserrement des liens avec l'Empire, prôné par Robert Borden et ses conservateurs, par opposition à un rapprochement économique avec les États-Unis, que favorisait le gouvernement libéral sortant de Wilfrid Laurier. Borden avait remporté facilement la victoire. Pour la majorité des habitants du pays, la patrie demeurait l'Empire.

On avait bien sûr entendu parler de l'assassinat du 28 juin à Sarajevo, mais cet incident ne pouvait être qu'un événement violent parmi d'autres qui depuis toujours caractérisaient cette région

---

7. Col. G.W.L. Nicholson. *Canadian Expeditionary Force, 1914–1919. Official History of the Canadian Army in the First World War*. Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1962.

lointaine. On n'y vit donc rien de nouveau. En Acadie, comme ailleurs au Canada, on avait d'autres préoccupations : c'était l'été, le temps du travail de la terre ou de la mer pour certains, et des vacances au soleil et à la mer pour d'autres. Les provinces de l'Ouest étaient en récession économique depuis l'achèvement des lignes ferroviaires transcontinentales et la chute des valeurs liées à la spéculation sur les terres. Les revenus agricoles, et donc la production, étaient à la baisse, ce qui avait eu des répercussions dans les régions industrielles du pays. En Acadie, par contre, les journaux de l'époque témoignent d'un courant d'optimisme, et la présence acadienne se manifestait enfin, après tant de luttes, dans les milieux de pouvoir politiques et institutionnels.

Par-dessus tout, l'Acadie était catholique, et ses élites professionnelles et politiques ne pouvaient que s'incliner devant le pouvoir de la hiérarchie religieuse, alors en plein essor. Deux ans auparavant, après deux décennies de réclamations et de luttes contre un épiscopat canadien-irlandais intransigeant, les Acadiens avaient obtenu que l'Église nomme un premier évêque dans leurs rangs, Mgr Édouard Alfred LeBlanc[8]. Celui-ci dirigeait le diocèse du sud du Nouveau-Brunswick à partir de son siège épiscopal à Saint-Jean. À Moncton, un événement capital pour l'émancipation de la communauté acadienne venait de se produire : la création d'une paroisse française, appelée Notre-Dame-de-l'Assomption, taillée dans la paroisse à prédominance irlandaise de Saint-Bernard malgré la vive résistance des autorités paroissiales irlandaises. Les architectes étaient à compléter les plans d'une imposante église en pierre pour la nouvelle paroisse, dont un dessin paraîtrait dans les journaux à l'automne. Les travaux d'excavation du site avaient débuté. Une grande église en pierre était aussi en construction à Shédiac pour remplacer celle en bois, qui n'était pourtant pas si vieille, et une autre était presque terminée à Sainte-Marie-de-Kent.

Les élites religieuses nationalistes étaient aussi à bâtir sur un tout autre plan : celui de la colonisation. Selon l'historien Léon Thériault : « En matière économique, l'idéal de la colonisation et

---

8. Marie-Dorothée, sœur, n.d.s.c. *Quand tourne le vent. Mgr Édouard Alfred LeBlanc, premier évêque acadien 1912-1935*. Moncton, Religieuses de Notre-Dame du Sacré-Cœur, 1991.

de l'agriculture constitue le leitmotiv des nationalistes, d'autant plus qu'ils espèrent par là enrayer une tendance vers l'émigration[9]. » Pour les plus visionnaires, il s'agissait aussi d'établir des Acadiens catholiques sur la plus grande étendue de territoire possible avant que d'autres groupes ne viennent l'occuper. Sous cette impulsion, de nouvelles communautés acadiennes comme Rogersville, Kedgwick et Saint-Quentin avaient été fondées récemment dans l'arrière-pays. En 1913, lors de la Convention nationale acadienne de Tignish, à l'Île-du-Prince-Édouard, la Société acadienne de colonisation, d'agriculture et de rapatriement avait été fondée pour étayer ce mouvement. Ses premiers directeurs étaient Mgr Marcel-François Richard, l'abbé Jean Vital Gaudet, le médecin Fred A. Richard, l'inspecteur scolaire Charles Hébert et le sénateur Pascal Poirier[10].

Dans le domaine de l'éducation en français, on avait fait de remarquables progrès. Un grand congrès pédagogique s'était tenu à Cap-Pelé (N.-B.) à l'été de 1914 et avait été largement suivi et applaudi par les journaux de langue française. L'Acadie n'avait pas les moyens de faire instruire tous ses enfants, mais une caisse scolaire avait été créée en même temps que la Société mutuelle l'Assomption en 1903, permettant ainsi d'offrir une éducation collégiale à certains individus prometteurs. Par ailleurs, l'Acadie comptait maintenant trois collèges. Le Collège Saint-Joseph, œuvre de la congrégation de Sainte-Croix, existait depuis un demi-siècle à Memramcook et avait en fait le statut d'université. En 1914, on achevait la construction d'une nouvelle aile à l'édifice principal. De leur côté, les Pères Eudistes dirigeaient le Collège Sainte-Anne, ouvert depuis 24 ans à Pointe-de-l'Église, dans la Baie Sainte-Marie (N.-É.), et le Collège du Sacré-Cœur de Caraquet (N.-B.), de formation plus récente. Ce dernier passerait au feu le 31 décembre 1915 et serait réinstallé à Bathurst.

La création de la Société mutuelle l'Assomption avait été préconisée lors d'un congrès national à Waltham, au Massachusetts, en 1902 ; l'entreprise fut fondée un an plus tard à titre de société

---

9. « L'Acadie, 1763-1978. Synthèse historique », dans Jean Daigle (dir.). *Les Acadiens des Maritimes*. Moncton, Centre d'études acadiennes (CEA), 1980, p. 81.

10. *L'Évangéline*, 11 août 1919.

mutuelle d'entraide devant canaliser les ressources financières des Acadiens en faveur du développement de leurs communautés. En quelques années, des succursales virent le jour un peu partout en Nouvelle-Angleterre et dans les provinces Maritimes. Lors d'un congrès général de l'organisation tenu à Shédiac en 1913, on décida de transformer l'entreprise en une société d'assurance et de transférer son siège social de Waltham à Moncton. En outre, la caisse scolaire fut ouverte aux jeunes femmes qui désiraient poursuivre des études supérieures dans les couvents dirigés par les communautés religieuses[11].

Afin d'avoir une idée du niveau de développement des Acadiens de l'époque, considérons maintenant une ville largement sinon typiquement acadienne. Selon le recensement de 1911, la population de Shédiac était de 1 459 habitants, dont 1 073 Acadiens et 342 anglophones[12]. Le journal intime d'une résidante anglophone, Sadie Harper, suggère que les deux communautés vivaient dans un respect mutuel, mais étaient séparées autant par la langue que la religion. Sauf pour les cérémonies ou les événements publics, chacun demeurait de son côté, et seuls les Acadiens de l'élite et les domestiques semblent avoir été admis dans la société anglaise[13].

Depuis 1910, Shédiac avait son propre réseau hydroélectrique alimenté par un barrage sur la rivière Scoudouc, à quelques milles en amont de la ville. Celui-ci servait à l'éclairage des rues, des maisons d'affaires et de certaines résidences à proximité du réseau. Le service résidentiel pouvait coûter environ un dollar par mois, et seule une minorité de résidences y étaient abonnées. Sur les quelque 1 300 automobiles immatriculées au Nouveau-Brunswick, 19 appartenaient à la classe nantie de Shédiac, dont le juge W.A. Russel et le marchand R.C. Tait, qui en possédaient chacun deux. Les Tait possédaient aussi le seul camion de la ville, un modèle GMC. Les médecins Robidoux et Alphonse Sormany et les mar-

---

11. Antoine Bernard. *La renaissance acadienne au XXe siècle*. Québec, Comité de la survivance française, Université Laval, 1949.

12. R. Brun. *Shédiac. L'histoire se raconte*. Shédiac, Corporation de développement du centre-ville de Shédiac, 1995.

13. M.B. Peck, *A Full House and Fine Singing. Diaries and Letters of Sadie Harper Allen*. Fredericton, Goose Lane Editions, 1992.

chands Olivier M. Melanson et James E. (Jim) White étaient parmi les Acadiens de l'endroit qui étaient propriétaires d'une automobile. Pour la plupart des gens, les déplacements se faisaient en train, le réseau ferroviaire étant bien développé sur la côte est du Nouveau-Brunswick. Les voyageurs de l'Île-du-Prince-Édouard débarquaient du traversier à Pointe-du-Chêne, et la ligne ferroviaire qui les transportait vers Moncton et toutes les autres destinations passait par Shédiac. D'autres lieux importants de la côte, dont Bouctouche, Richibouctou et les villes de la Péninsule acadienne, étaient alors reliés au réseau ferroviaire par des lignes secondaires, quoique depuis moins de temps que Shédiac.

Shédiac était déjà reconnu comme lieu de villégiature. Pendant l'été, les journaux anglais rapportaient dans leurs petites nouvelles la présence de personnalités importantes venues prendre le soleil au bord de la mer, et la visite de personnes natives de l'endroit chez la parenté. L'industrie du bois tenait encore une place prépondérante dans l'économie et comptait quelques grandes scieries dans la région, mais elle avait amorcé son déclin en raison de la surexploitation des forêts les plus accessibles. L'agriculture semblait prendre la relève grâce à l'ouverture d'importants marchés d'exportation, principalement pour la pomme de terre, et Shédiac était un important port d'expédition. La pêche aux mollusques et au homard s'avérait une autre industrie importante, et ses produits voyageaient vers Boston ou ailleurs sur les trains du chemin de fer Intercolonial. Le propriétaire d'une usine de transformation des produits de la pêche, Émile Paturel, possédait lui aussi une automobile. Moncton était un grand carrefour ferroviaire où les usines, les ateliers et les bureaux administratifs de l'Intercolonial et les industries connexes constituaient le gagne-pain de milliers de familles. On s'apprêtait à y construire le premier pont sur la Petitcodiac et un viaduc pour la ligne ferroviaire au-dessus de la rue Main.

La radio n'existait pas encore comme outil de communication de masse, mais la télégraphie sans fil était à ses débuts grâce aux travaux de Guglielmo Marconi, qui avait réussi une première liaison transatlantique en 1901. Un important poste de retransmission de TSF appartenant à la British Universal Syndicate était à peu près en opération à Newcastle (N.-B.). Dès la déclaration de la

guerre, la toute première tâche de la milice locale, le 73e régiment d'infanterie, fut d'investir le poste et d'y installer une garnison armée. Quelques techniciens allemands qui y travaillaient furent arrêtés et emprisonnés à Amherst (N.-É.).

Les réseaux de téléphone reliaient les villes de la côte à Shédiac et à Moncton, mais seulement certains parmi les plus fortunés y étaient abonnés. Toutefois, la pénétration du réseau était bien amorcée dans les zones urbaines, et chaque semaine les journaux de Moncton publiaient les coordonnées des nouveaux abonnés. La communication rapide à distance se faisait par télégraphe et le journal demeurait le principal outil de communication de nouvelles, de publicité et d'opinions. Le sud-est du Nouveau-Brunswick était le siège de trois hebdomadaires acadiens-français : *L'Évangéline* et *L'Acadien* étaient imprimés à Moncton, alors que *Le Moniteur Acadien* était situé à Shédiac. Comme bon nombre des journaux de l'époque, *L'Acadien* et *Le Moniteur Acadien* servaient d'organes de propagande aux partis politiques, le premier étant un journal libéral tandis que le second servait les intérêts du Parti conservateur. Leurs insultes mutuelles paraissaient régulièrement en éditorial. Il en était de même pour les deux journaux anglais de Moncton, le *Moncton Transcript* et le *Daily Times*, largement lus par les Acadiens de l'endroit. *L'Évangéline* se voulait politiquement neutre et surtout nationaliste, comme l'annonçait sa devise *unir et instruire*. Dans le nord-ouest du Nouveau-Brunswick, un autre journal français avait été fondé en 1913 : *Le Madawaska*, dont les articles et les textes d'opinion étaient parfois repris par ses contemporains du Sud-Est.

En 1914, les journaux anglais accordaient beaucoup d'espace aux reportages sur les affaires de l'Empire, notamment la situation tendue en Irlande, où la majorité catholique réclamait un gouvernement national alors que les protestants du Nord menaçaient ouvertement d'avoir recours à une guerre civile pour préserver leur lien direct avec l'Angleterre. Depuis peu, les journaux néo-brunswickois étaient beaucoup préoccupés par un éclatant scandale politique impliquant le premier ministre conservateur du Nouveau-Brunswick, James K. Flemming, qui avait été pris en flagrant délit

de corruption. Celui-ci dut démissionner de son poste en décembre 1914, et d'autres membres de son parti le suivraient plus tard, à la lumière des enquêtes menées inlassablement par les libéraux. À l'échelle nationale, quelques années auparavant, le gouvernement de l'Ontario, pressé par les Orangistes et de connivence avec l'épiscopat catholique irlandais, avait promulgué le Règlement 17, qui visait à abolir l'éducation en français dans les écoles publiques de la province. L'émoi de cette insulte perdurait au Canada français et continuait à faire couler beaucoup d'encre dans les journaux de langue française, en Acadie comme ailleurs.

L'assassinat de Sarajevo disparut vite des journaux de l'Acadie au début de juillet 1914. Mais l'affaire rebondit soudainement vers la fin du mois quand l'Autriche-Hongrie déclara la guerre à la Serbie, bousculant ainsi l'équilibre des alliances militaires. On assista alors en quelques jours, et à coups de reportages enflammés sur les événements diplomatiques en Europe, au glissement de l'Empire britannique, et donc du Canada, vers la guerre.

Depuis 1911, le conservateur Robert Borden était premier ministre du Canada et Wilfrid Laurier, au terme d'une longue et prestigieuse carrière politique, était chef de l'opposition libérale. Le ministre de la Milice était le colonel Sam Hughes, un Orangiste ontarien et virulent anti-français, vétéran de la guerre sud-africaine et personnage tout à fait original. Plus tard, on lui attribua une large part de responsabilité en ce qui concerne les difficultés du recrutement militaire au Canada français. Il était débordant d'énergie, opiniâtre, fougueux et menait son ministère d'une main de fer. C'était un militariste convaincu qui avait cru inévitable une guerre entre les empires rivaux de l'Angleterre et de l'Allemagne, et qui avait fait son possible pour préparer militairement le Canada. Quelques heures avant l'annonce de l'entrée en guerre de l'Empire britannique, quand il avait pu sembler que l'on trouverait une ultime solution diplomatique, Hughes, impatient, désespéra que les Britanniques aient le courage de déclarer la guerre. Pour manifester son mécontentement, il ordonna que soit enlevé le *Union Jack* du mât devant l'édifice de son ministère, mais un vieil officier parvint à l'en dissuader.

Une fois la guerre déclarée, Hughes se lança avec frénésie dans l'organisation de l'effort de guerre, imposant sa façon de faire aux militaires professionnels. Écartant les plans de mobilisation élaborés en secret depuis 1911, ignorant la petite armée de métier déjà en place ainsi que les régiments de milice qui ne demandaient qu'à servir, Hughes opta pour la mobilisation de volontaires destinés à former un corps d'infanterie constitué de bataillons numérotés. Et les volontaires ne tardèrent pas à venir.

On annonça aussitôt la formation d'un contingent de 25 000 hommes qui iraient prêter main-forte à l'armée britannique pour la défense de l'Empire. Dans les provinces de l'Ouest canadien et les grandes villes de l'Est, les volontaires se précipitèrent aux centres de recrutement, et au-delà de 30 000 hommes furent enrôlés dans le contingent. Les deux tiers d'entre eux n'étaient pas des Canadiens de naissance mais des immigrants originaires pour la plupart des Îles britanniques. Beaucoup étaient vétérans des guerres coloniales et impériales ou réservistes de régiments britanniques. Ils n'allaient pas se battre pour le Canada, mais pour l'Angleterre et son empire. Bon nombre y allaient par esprit d'aventure ou saisissaient l'occasion de visiter leurs familles en Grande-Bretagne. Cette armée de volontaires se rassembla à Valcartier, près de Québec, où un camp de formation avait été aménagé de toutes pièces sous les ordres de Hughes. Celui-ci agissait désormais comme maréchal de son armée plutôt que ministre de la Milice, se pavanant en uniforme de colonel, lançant des ordres à la façon d'un sergent-major, accordant des titres d'officier de façon fantaisiste, convaincu d'être adulé de ses troupes.

Quoique moins nombreux, apparemment moins enthousiastes et certainement moins remarqués que ceux de l'Ontario et de l'Ouest, les volontaires des provinces Maritimes répondirent aussi à l'appel de l'Empire quand les diverses unités régionales de milice demandèrent des hommes. Il appartenait à ces unités de recruter des détachements de volontaires et de les envoyer à Valcartier où ils seraient intégrés dans les nouveaux bataillons créés par Sam Hughes. Déjà, le 15 août 1914, un détachement d'environ 70 soldats de l'Île-du-Prince-Édouard débarqua du traversier *Empress* à Pointe-du-Chêne et le train spécial qui le transportait fit un

bref arrêt à Shédiac. Au son de la fanfare de l'endroit et pour le grand plaisir des touristes et citoyens, le détachement parada en face de la gare, devant l'hôtel Weldon, que l'on avait pavoisé pour l'occasion. Ensuite, il monta dans le train qui le mena à Moncton, où il parada à nouveau devant une foule de gens et deux fanfares, avant de poursuivre sa route vers Valcartier. Le 20 août, deux trains, l'un provenant de Halifax et l'autre de Saint-Jean, transportant 900 hommes embarqués en cours de route, s'arrêtèrent à Moncton sous les applaudissements chaleureux d'une foule de citoyens qui se bousculaient sur les quais de la gare, agitant des drapeaux et scandant des slogans patriotiques, toujours au son des fanfares locales dont les services étaient en demande comme jamais auparavant. Dix-neuf hommes de Moncton, dont cinq Acadiens[14], étaient à bord du train de Saint-Jean avec le détachement de leur régiment de milice, le 74e d'infanterie, qui avait été mobilisé à Sussex quelques jours auparavant.

L'unité de milice qui était en quelque sorte le porte-étendard de Moncton était la 19e batterie d'artillerie de campagne, commandée en 1914 par le major S. Boyd Anderson, qui demanda des volontaires dès l'annonce des hostilités. Son détachement s'embarqua pour Valcartier en fin d'après-midi le 28 août, sous les acclamations patriotiques de milliers de citoyens venus le saluer à la gare malgré une forte pluie. De nombreuses présentations furent faites aux officiers et soldats de l'unité de la part d'organisations patriotiques et de maisons d'affaires, parmi les discours de circonstance, les appels à l'héroïsme et les prières des dignitaires, la gaillardise des uns et les larmes des autres et, bien entendu, la musique martiale des fanfares. C'était du jamais vu à Moncton, et peu de gens ont dû se douter que ce n'était pas le dernier des grands départs. Le détachement d'environ 125 hommes, qui emportait avec lui quelque 70 chevaux et ses quatre petits canons de campagne, se rendit lui aussi à Valcartier, où il fut fondu dans le contingent canadien.

À la fin de septembre, après quelques semaines d'enrégimentation et d'instruction rudimentaire, ce premier contingent quitta

---

14. William Lirette, Arthur P. LeBlanc, Marc Bourgeois, Edgar Cormier et Calixte Sawyer (Jaillet). *The Moncton Transcript*, 21 août 1914, p. 5.

Valcartier pour Québec, où il s'embarqua sur les navires qui devaient le transporter outre-mer. Les historiens s'accordent généralement pour dire qu'environ 1 000 Canadiens français en faisaient partie, quoique la polémique n'ait pas tardé à éclater à ce sujet dans les journaux de l'Ontario, les uns accusant les Canadiens français de couardise pour leur peu d'engagement, les autres affirmant que plus de 2 000 d'entre eux s'étaient engagés, une excellente contribution si l'on ne considérait que les Canadiens de naissance. Cette polémique dure encore de nos jours, renforcée par une semblable dispute autour de la participation des Canadiens français à la guerre de 1939-1945, une cause perpétuelle de frictions entre les deux principaux groupes linguistiques du Canada.

Quoi qu'il en soit, la flotte de plus de 30 navires se rassembla dans le bassin de Gaspé et appareilla tranquillement vers les vieux pays au début d'octobre. Sam Hughes se pressa de se rendre à New York, où il s'embarqua sur un paquebot rapide qui le mena en Angleterre, entendant lui-même souhaiter la bienvenue aux troupes qu'il considérait comme les siennes. De peur que Hughes ne réclame pour lui-même le commandement du contingent canadien, ce qu'avaient préconisé les journaux, le haut commandement britannique lui nomma vite un général anglais. Le contingent canadien reçu une instruction militaire plus avancée en Angleterre et passa finalement en France en février 1915. On entendrait beaucoup parler de lui quelques semaines plus tard.

Quelques jours seulement après le départ du premier contingent canadien, on annonça la mobilisation d'un deuxième contingent de 20 000 hommes. Cette fois, on recruta plus activement dans les provinces Maritimes. Ignorant les unités de milice, on décida de former sur place plusieurs nouveaux bataillons de volontaires civils. Avec l'approche de l'hiver, comme il n'était pas possible de les recevoir à Valcartier, ces bataillons devaient s'organiser et demeurer dans leurs régions jusqu'au moment du départ pour l'Angleterre, où aurait lieu leur formation avancée. On annonça ainsi qu'un bataillon d'infanterie de plus de 1 000 hommes serait recruté au Nouveau-Brunswick et désigné le 26e bataillon. On demanda des volontaires, qui devaient se rendre à Saint-Jean, où était mobilisé le régiment. On fit de même en Nouvelle-Écosse,

où le bataillon fut désigné le 25e. Il y eut aussi pour la première fois le recrutement d'un bataillon entièrement canadien-français, le 22e, basé à Saint-Jean-sur-Richelieu, au Québec.

C'est alors que l'on commença à demander aux Acadiens de faire leur part au sein de ces nouvelles unités ; on pressait en particulier les Acadiens du Nouveau-Brunswick de s'enrôler dans le 26e bataillon. Au cours de grandes assemblées patriotiques qui avaient lieu un peu partout au pays, on sollicitait des volontaires pour l'armée ainsi que des dons pour le tout nouveau fonds patriotique canadien, une campagne de souscription destinée à soutenir financièrement les familles dont le gagne-pain serait parti à la guerre, une façon de plus d'encourager le volontarisme. De telles assemblées eurent lieu à Moncton à l'automne de 1914, lors desquelles des dignitaires appelaient les jeunes hommes à s'enrôler pour le service de l'Empire. Dès le début, des membres du clergé et d'autres dignitaires acadiens étaient présents à ces assemblées pour encourager implicitement et explicitement le recrutement des Acadiens[15]. Ainsi, Mgr Édouard Alfred LeBlanc fit un discours favorable à la cause de l'Empire britannique à l'occasion d'une grande assemblée patriotique à Saint-Jean, discours qui fut largement cité dans les journaux anglais et dont la traduction intégrale parut dans les journaux français. Ces derniers publièrent aussi les affiches sollicitant l'engagement d'hommes pour le 26e bataillon.

Afin de mieux comprendre le contexte de l'enrôlement et le but que se donnaient les recruteurs militaires, examinons plus attentivement l'organisation des armées britanniques, en particulier la composition d'un bataillon d'infanterie telle qu'elle se présentait à l'époque. Un bataillon ou un régiment contenant plus d'un bataillon constituait l'unité de base de l'armée. Il se composait généralement d'hommes d'une même région ou ayant des intérêts communs. C'était la grande famille d'un soldat, commandée par un lieutenant-colonel qui devait habituellement connaître ses hommes et qui, surtout au début de la guerre, pouvait lui-même les mener au combat. Le bataillon comptait quatre compagnies d'environ

15. *L'Évangéline*, 7 octobre 1914, p. 1.

L'EVANGELINE, 2 DECEMBRE 1914

L'Angleterre s'attend que tout homme va faire son devoir."

POUR L'EMPIRE

L'Angleterre à besoin d'hommes

On nous a passé un cliché contenant l'appel ci-dessous fait en anglais. Pour nous en servir, nous sommes nécessairement obligés de le faire paraître en cette langue. Nos lecteurs, nos vaillants et braves jeunes hommes surtout, liront avec beaucoup d'intérêt ce chaleureux appel à l'enrôlement dans le deuxième contingent expéditionnaire canadien. Nous attirons tout particulièrement, l'attention du public et des intéressés, aux conditions très libérales offertes à ceux qui s'enrôleront et à leurs familles. Lord Kitchener dit:—"Au peuple de l'Empire; chaque unité militante que nous puissions envoyer au feu veut dire un pas qui nous rapproche de la paix". Qui s'enrôlera ? Nous repondons, tous nos braves !

FOR THE EMPIRE !



BRITAIN NEEDS MEN

LORD KITCHENER SAYS :---

"TO THE PEOPLE OF THE EMPIRE :—EVERY FIGHTING UNIT WE CAN SEND TO THE FRONT MEANS ONE STEP NEARER PEACE"

WHO WILL VOLUNTEER TODAY FOR OVERSEAS SERVICE

HERE ARE THE CONDITIONS

Recruiting for the New Brunswick Regiment Must be Completed Within Ten Days

THE VOLUNTEERS

THE PERIOD OF ENLISTMENT is for the duration of the war and for six months after termination if required.

THE RATE OF PAY is $1.10 per day and found for seven days a week, equal to $33.00 per month.

IF DISABLED, the soldier will receive a pension at such rates as may be fixed by the Government.

IF WOUNDED OR ILL, the soldier will be well cared for and sent back to his home at the proper time.

THEIR FAMILIES

SOLDIERS MAY ASSIGN any portion of their regular pay to wives or others, and such sums will be paid regularly to the persons so designated.

WIVES OF VOLUNTEERS will receive twenty dollars per month separation allowance from the Canadian Government over and above the soldiers pay.

THE PATRIOTIC FUND will supplement this with an additional allowance as described hereafter.

SHOULD ANY OF THE SOLDIERS BE KILLED, their wives and children will become wards of the Canadian Government, and generous provision will be made for them.

The National Patriotic Fund Committee has decided on a basis of distribution of funds among the wives and children, and other dependents of volunteers. It is estimated that a wife on her own account requires Thirty Dollars Per Month for her maintenance. The Canadian Government provides Twenty Dollars per month of this amount and the Patriotic Fund the remaining Ten Dollars, if required. Children between [illegible] and fifteen years of age are allowed twenty-five cents per day; from five to ten years of age, fifteen cents per day; and under five years of age, [illegible] cents per day. Thus a wife and three children of the ages of three, seven and twelve, may receive a total monthly allowance of Forty-five

Le 2 décembre 1914, une annonce unilingue anglaise paraît dans le journal *L'Évangéline*, sollicitant le recrutement de 600 volontaires en 10 jours, afin de compléter le 26e régiment néo-brunswickois. L'article paraissant juste au-dessus traduit les grands titres en français, en précisant que l'annonce a été fournie telle quelle. *Coll. Centre d'études acadiennes, Université de Moncton.*

250 hommes de troupe, dont trois étaient commandées par des capitaines ou des majors, et la quatrième était directement sous les ordres de l'état-major du bataillon. S'y ajoutaient ensuite des équipes de spécialistes : mitrailleurs, grenadiers, signaleurs, cuisiniers, aumôniers, commis administratifs et autres spécialités créées selon les besoins de la guerre, pour un total d'environ 1 100 hommes. Le commandant était assisté d'un major et d'officiers administratifs qui s'occupaient des détails quotidiens de l'unité. La plupart des bataillons avaient une fanfare, dont les membres servaient aussi de brancardiers. Chaque bataillon, ou régiment, avait son identité propre, ses drapeaux, son insigne, parfois ses chansons de marche officielles, en somme, sa culture. C'était au niveau du bataillon qu'était cultivé l'esprit de corps si important pour la puissance morale de l'armée.

Quatre bataillons d'infanterie réunis formaient une brigade, sous les ordres d'un brigadier et de son personnel administratif. Au front, un secteur était tenu par une brigade, dont deux des bataillons servaient généralement en première ligne en alternance avec les deux autres. Ainsi, dans la 5e brigade, le 22e bataillon (canadien-français) alterna longtemps avec le 26e (du Nouveau-Brunswick), et le 24e (anglo-montréalais) avec le 25e (de la Nouvelle-Écosse). Le brigadier pouvait aussi diriger l'artillerie légère, des unités de mitrailleurs et d'autres spécialistes, quoique cette organisation se soit constamment transformée selon les besoins du moment, les progrès techniques ou stratégiques, ou simplement la volonté du haut commandement.

Le prochain niveau de l'organisation de l'armée était la division, composée de trois brigades d'infanterie, soit 12 bataillons, auxquelles se greffaient l'artillerie, le transport, les services médicaux, les services de renseignements, la police militaire et toute l'infrastructure administrative qui faisait d'une division une unité fonctionnelle et indépendante. En fait, si le bataillon d'infanterie était l'unité de base de l'armée, la division en était l'unité fonctionnelle au front. Elle pouvait comprendre environ 20 000 hommes. Enfin, deux ou trois divisions formaient un corps d'armée, et deux ou trois corps formaient une armée. À la fin de la guerre, les Britanniques avaient cinq armées au front et les divisions canadiennes, unies en

un seul corps d'armée, étaient intégrées à l'une ou l'autre de ces armées, selon les besoins stratégiques du moment. Les Canadiens servaient alors de troupes de choc pour les attaques britanniques. C'est pendant cette période qu'ils subirent leurs plus importantes pertes

Comme nous le verrons, la 1re division canadienne, constituée des 1re, 2e et 3e brigades d'infanterie, arriva au front en février 1915. La 2e division, qui comprenait les 4e, 5e et 6e brigades, s'y rendit à son tour en septembre 1915. Et alors qu'à Moncton les discussions autour d'un bataillon acadien avaient lieu, pendant l'automne de 1915, la 3e division canadienne se constituait en Angleterre à partir de bataillons récemment arrivés du Canada. Elle se rendit en France au cours du printemps de 1916 et une quatrième division se joignit à elle plus tard cette même année. L'organisation des unités et l'attribution des responsabilités aux différents niveaux de la hiérarchie évoluèrent au cours de la guerre, au gré des progrès techniques dans les armes, les communications et les nouvelles tactiques qu'on essayait dans l'espoir de se sortir de l'impasse ou de réduire les pertes humaines.

La structure de l'armée canadienne faisait en sorte que souvent l'on assignait les membres d'une même collectivité à des unités précises ou que l'on ciblait certains groupes pour la formation de nouveaux bataillons. C'est pourquoi les grandes assemblées populaires misaient sur la ferveur patriotique propre à chaque communauté pour recruter de nouveaux soldats. Le 25 novembre 1914, une telle assemblée eut lieu à Shédiac, dans la grande salle de l'hospice de la Providence Saint-Joseph, décorée pour l'occasion du *Union Jack* et du tricolore français. Comme d'habitude, la fanfare de la paroisse était présente pour divertir la foule avec la musique patriotique de circonstance et des mélodies populaires, dont la nouvelle chanson fétiche des armées de l'Empire, *It's a long way to Tipperary*, adoptée comme chanson de marche par les soldats anglais. Le maire Raymond Léger présida l'assemblée, accompagné sur l'estrade du curé Donat LeBlanc, de Shédiac, et de Mgr Philippe Belliveau, de Grande-Digue, ainsi que de membres des clergés protestants et de l'élite politique et commerciale de la région. Le sénateur Pascal Poirier agissait comme secrétaire. Poirier lut une

lettre bienveillante du juge Pierre-Amand Landry, qui ne pouvait être présent, et une autre du juge William Russel, un des citoyens de Shédiac les plus en vue. Tous les dignitaires prononcèrent des discours sur l'importance et l'urgence de l'enrôlement dans le deuxième contingent pour la défense, selon Pascal Poirier, des « deux mères patries » : l'Angleterre et la France[16]. On expliqua aussi les conditions de l'engagement : il devait être pour la durée de la guerre avec la possibilité de six mois supplémentaires, à la discrétion des autorités militaires ; le salaire serait de 1,10 $ par jour, en plus de la nourriture et du logement ; un homme invalidé recevrait une pension dont la valeur restait à déterminer; un soldat pouvait assigner une partie de son salaire à sa famille, et l'épouse d'un volontaire recevrait 20 $ par mois d'allocation du gouvernement ainsi que le soutien supplémentaire apporté par le Fonds patriotique canadien; en cas de décès d'un soldat marié, sa famille serait prise en charge par le gouvernement et traitée généreusement. Notons en passant qu'à l'époque un homme marié avait besoin de la permission écrite et signée de son épouse pour partir à une guerre outre-mer.

Mgr Belliveau rapporta que déjà neuf jeunes hommes de sa paroisse s'étaient engagés et le maire Léger déclara que 10 citoyens de Shédiac en avaient fait autant et étaient en attente de leur examen médical. Deux jours plus tard, le sénateur Poirier prit à nouveau la parole en français lors d'une autre grande assemblée patriotique au théâtre Grand Opera House à Moncton. Il fit allusion notamment aux deux « mères patries », à la loyauté des Acadiens et au discours prononcé à Saint-Jean par Mgr Édouard LeBlanc[17].

Il est difficile d'évaluer avec précision l'impact de toute cette activité sur l'enrôlement des Acadiens du Nouveau-Brunswick dans le deuxième contingent, tout comme il est difficile de savoir le nombre d'Acadiens enrôlés, car aucune liste séparée n'était faite. Dans les listes des enrôlés que publiaient les journaux anglais de Moncton au cours de la campagne de recrutement du 26e bataillon,

---

16. *Le Moniteur Acadien*, 3 décembre 1914 ; *The Moncton Transcript*, 27 novembre 1914 ; *The Daily Times*, 28 novembre 1914.

17. *L'Acadien*, 30 novembre 1914.

en novembre 1914, il se trouve quelques noms acadiens. De la liste des 74 recrues des comtés de Westmorland et d'Albert publiée dans le *Daily Times* le 27 novembre, 10 ont des noms acadiens, dont quatre de Moncton et six de la région de Shédiac. Ces hommes se rendirent à Saint-Jean avec l'officier recruteur. Par ailleurs, le *Daily Times* affirma que les 34 hommes recrutés à Moncton représentaient une contribution insuffisante pour cette ville, sans faire de distinction entre l'enrôlement des Acadiens et des anglophones. Sur 15 noms de recrues de Restigouche publiés par le *Campbellton Graphic* le 26 novembre, sept sont acadiens. Le 30 novembre, on annonça que le 26e bataillon était complet, mais que le recrutement continuerait afin de constituer une réserve.

C'est dans un journal acadien que parut la première critique publique à l'endroit de l'enrôlement chez les Acadiens du Nouveau-Brunswick. Toutefois, la critique ne s'adressait pas aux Acadiens, mais visait plutôt les autorités responsables du recrutement. Dans son éditorial du 3 décembre 1914, *Le Moniteur Acadien* demanda que soit nommé au 26e bataillon un officier acadien « qui serait en mesure de faire du recrutement de manière effective ». Affirmant que l'engagement des Acadiens dans le premier et le deuxième contingent avait été considérable, l'éditorialiste nota néanmoins que « si les autorités avaient fait le choix de quelques Acadiens pour faire du recrutement, le nombre des recrues aurait certainement été plus élevé chez nous. Peu de démarches ont été faites pour expliquer dans les centres français les conditions qui gouvernent le recrutement. Là où ces conditions ont été suffisamment expliquées, le recrutement des nôtres a été satisfaisant. » Était-ce avouer un problème en matière d'enrôlement chez les Acadiens ? Il est difficile de le savoir, car l'article n'eut aucune suite en cet automne de 1914, ni dans *Le Moniteur Acadien* ni dans aucun autre journal du sud-est du Nouveau-Brunswick. Il est toutefois possible de conclure qu'il ne se produisit aucune ruée d'Acadiens vers les drapeaux, en dépit des exhortations de leurs élites.

Le 26e bataillon eut cependant son officier acadien, et ce, quelques jours seulement avant la publication des remarques du *Moniteur Acadien*. Le lieutenant Joseph Arthur Léger, originaire de Saint-Louis-de-Kent, fils de l'homme politique Auguste T. Léger, signa

son attestation dès le 1[er] décembre 1914 au bureau de recrutement du 26e bataillon à Saint-Jean. Il était alors âgé de 25 ans et avait travaillé comme chauffeur de locomotive pour l'Intercolonial. Le lieutenant Léger avait été membre du 73e régiment de milice, l'unité des comtés du nord-est du Nouveau-Brunswick. Son nom figure sur une liste des officiers du 26e bataillon publiée dans le *Sackville Tribune* et le *Campbellton Graphic* au début du mois de décembre 1914, mais ni son enrôlement ni son statut d'officier ne furent remarqués par les journaux acadiens. Rien n'indique que le lieutenant Léger ait participé aux campagnes de recrutement pour son bataillon.

Par ailleurs, le 1er décembre, le *Daily Times* publia les résultats de la campagne provinciale de recrutement du 26e bataillon. Sur un total de 1 022 hommes, 597 étaient originaires de la ville de Saint-Jean, ce qui confirmait une tendance perçue ailleurs au Canada selon laquelle les recrues venaient surtout des zones urbaines. Les autres hommes provenaient d'un peu partout dans la province, y compris 71 de Westmorland et d'Albert, 58 de Gloucester et de Restigouche, 57 de Northumberland et de Kent, et 10 des trois comtés du Nord-Ouest.

Les nouvelles de la guerre continuaient à dominer largement les pages de tous les journaux, et la une des journaux de langue anglaise leur accordait une couverture presque intégrale. C'était l'époque des grandes batailles près de la côte flamande, autour d'Ypres, alors que les Allemands attaquaient massivement dans un ultime effort pour contourner les Britanniques et occuper la côte et ses ports. Les Britanniques devaient à tout prix conserver les ports en question : Dunkerque, Calais et Boulogne, face à la côte anglaise. Les noms des petits villages insignifiants qui changeaient de mains au gré des avances et des reculs des armées devinrent familiers aux lecteurs des journaux. Ce n'est que vers la fin de novembre que cessèrent les principaux combats, et que le front se stabilisa. Pour l'Allemagne, cet enlisement signifiait l'échec de son grand plan stratégique, qui aurait nécessité une victoire rapide.

Tous les journaux prirent l'habitude de publier des lettres de soldats à leurs familles, et quelques lettres de soldats acadiens parurent au cours de l'automne de 1914 dans les journaux des deux langues. Il s'agissait de soldats du premier contingent qui recevaient alors leur formation sur la plaine de Salisbury, en Angleterre. Parmi ces lettres se trouvent celles de Jean Williams, de Saint-Paul ; d'Hypolite Bonnevie, un homme marié qui serait tué au combat en 1916 ; de Camille Degrâce, devenu à 17 ans membre de la batterie d'artillerie du major Anderson ; et du caporal Théodore Dugas qui, dans un régiment de Montréal, devint selon ses propres mots un « guerrier endurci ». Il serait paralysé par une blessure, sa troisième, à deux mois de la fin de la guerre et décéderait en 1919 des suites de cette blessure. On peut lire aussi les demandes d'aide aux réfugiés belges, aux hôpitaux français ou encore au Fonds patriotique canadien, qui ne cessaient de paraître. Des associations patriotiques furent fondées dans plusieurs communautés du sud-est du Nouveau-Brunswick, dont à Léger Corner (aujourd'hui Dieppe), à Saint-Anselme et à Shédiac. Ces associations étaient surtout composées de femmes qui organisaient des collectes et des assemblées patriotiques, tricotaient du linge d'hiver pour les soldats, leur expédiaient des colis et encourageaient le recrutement. Des comités locaux participaient aussi à une grande collecte pour un navire-hôpital canadien. Ainsi, c'est toute la population qui était appelée à contribuer de diverses façons à l'effort de guerre.

Chapitre 3

1915 : la guerre totale

On s'imagine facilement qu'au Canada, comme en Acadie, l'année 1915 débuta sous un nuage d'incertitude, voire d'incrédulité face à la nouvelle réalité d'un avenir insondable et menaçant. Des rumeurs circulaient au sujet du premier contingent canadien, certaines prétendant qu'il était rendu au front, d'autres affirmant qu'il irait sous peu en Égypte défendre le canal de Suez, un lien maritime essentiel à l'Empire. En fait, il était toujours en Angleterre, sur la plaine de Salisbury, où il passait un hiver misérable sous la tente, dans la pluie, la boue et le froid. Un certain nombre d'hommes y succombèrent à la méningite ou à la pneumonie.

En lisant les journaux de l'époque, surtout ceux de langue anglaise avec leur contenu à sensation, on constate que, sauf pour la politique partisane, presque toutes les préoccupations d'avant-guerre avaient été mises au rancart, sinon oubliées. Dans les journaux acadiens, on trouvait encore de l'espace pour rapporter et commenter d'autres situations, notamment celle des francophones de l'Ontario. On ironisait sur les agissements à caractère prussien du gouvernement de cette province et l'on réclamait l'aide des Acadiens pour la minorité franco-ontarienne. Néanmoins, l'importance des nouvelles de la guerre était aussi indéniable pour les Acadiens, comme en témoigne un commentaire publié dans *L'Évangéline* du 4 novembre 1914, selon lequel « les journaux anglais et neutres ont plus que doublé leur circulation depuis le commencement des hostilités en Europe, et cela est dû en grande partie à leur clientèle acadienne ». L'auteur du commentaire déplorait que des Acadiens puissent préférer les journaux anglais et il voulait lancer l'idée d'un quotidien acadien.

Les journaux n'étaient pas les seuls à bénéficier des circonstances. Déjà, en août 1914, les éleveurs de la région de Moncton en avaient profité lorsque le major Anderson avait acheté les chevaux

nécessaires à sa batterie d'artillerie, et les éditorialistes des journaux acadiens avaient conseillé aux agriculteurs de se préparer à augmenter leurs niveaux de production pour tirer avantage de la nouvelle situation. La publicité commença à adopter des thèmes militaires pour vendre des produits comme le tabac, des remèdes populaires et des biscuits, une tendance qui s'accentua tout au long de la guerre. En outre, l'hiver suivant, la Maritime Hat Company de Moncton reçut du gouvernement une commande de 7 000 chapeaux militaires et la Record Foundry, de la même ville, se lança dans la production d'obus pour l'artillerie.

À l'automne de 1914, la communauté d'affaires d'Amherst (N.-É.) avait réclamé que le statut de centre de mobilisation militaire soit accordé cette ville, qui reçut la visite du ministre Sam Hughes lors de sa tournée d'inspection dans la région. C'est ainsi qu'en mars 1915 le 22e bataillon canadien-français déménagea à Amherst, où il continuerait à s'entraîner en attendant son transport en Europe. Cette mesure visait aussi à réduire le taux de désertion qui décimait ses rangs[18]. Amherst avait également obtenu qu'une prison pour 500 Allemands capturés ou internés soit aménagée dans une usine locale, la Malleable Iron, propriété du sénateur Curry, du Parti conservateur. En outre, on annonça vers la fin de janvier qu'Amherst serait un des centres de mobilisation pour un troisième contingent d'outre-mer, avec Halifax, Saint-Jean et Fredericton.

C'est au début du mois de janvier 1915, lorsque les bataillons du deuxième contingent furent pour la plupart complets et leur instruction bien entamée, que l'on annonça le recrutement pour ce troisième contingent. En fait, les activités de recrutement n'avaient pas cessé une fois terminée la formation des bataillons du deuxième contingent, puisqu'il avait été décidé de maintenir une force de 50 000 hommes en garnison et en instruction au pays, afin de

18. Desmond Morton. *When Your Number's Up. The Canadian Soldier in the First World War.* Toronto, Random House of Canada, 1993 ; Joseph Chaballe. *Histoire du 22e bataillon canadien-français.* Montréal, Éditions Chantecler, 1952 : « L'instruction se poursuivit pendant tout l'hiver, mais la troupe aurait voulu être déjà en France ; la monotonie des exercices la rendait impatiente et nerveuse. Et puis, on était trop près de Montréal, la grande ville avec ses tentations. Le colonel demanda et obtint un changement de garnison pour Amherst en Nouvelle-Écosse, ce qui fut bien accueilli de tous, car on se rapprochait ainsi du but. »

Undisputed
Leadership
TOASTED CORN FLAKES
Made in Canada
Kellogg's
CORN FLAKES
The Sweet Heart of the Corn





Deux exemples de publicités parues dans les journaux anglophones de Moncton à l'automne de 1915. Les annonceurs n'hésitent pas à adopter des thèmes militaires afin de promouvoir des produits de consommation courante. *Bibliothèque Champlain, Université de Moncton.*

disposer de renforts pour l'armée d'outre-mer et de former les spécialistes nécessaires à l'infrastructure technique et administrative de cette armée en pleine expansion. Le 22 janvier, *L'Acadien* rapporta que des bureaux de recrutement permanents seraient ouverts dans plusieurs villes des provinces Maritimes. La guerre se faisait totale : elle exigeait sa propre infrastructure et accaparerait les forces vives du pays. Les espoirs d'une guerre courte s'étaient avérés naïfs, et l'un des principaux sujets de discussion était désormais la durée du conflit. Certains esprits braves osaient affirmer que la guerre durerait jusqu'en 1916.

Au début de février 1915, les journaux mentionnèrent que la 1re division canadienne était enfin rendue au front. Toutefois, si le mouvement des troupes vers la France avait été amorcé au début du mois, ce n'est que le 17 février que les premières unités arrivèrent à la ligne de feu, se joignant à l'armée britannique dans le secteur tranquille d'Armentières. La division ne participa à aucune opération majeure dans ce secteur, mais les journaux commencèrent à rapporter les noms de quelques soldats du contingent canadien tués ou blessés au front. Pour la plupart de ces premières victimes, on indiquait des adresses en Angleterre comme leurs lieux d'origine. Une des premières victimes canadiennes fut Joseph Lorette, un Acadien de Sackville, un de ceux qui s'étaient rendus à Valcartier en août 1914. Il succomba à ses blessures le 25 mars 1915, dans les rangs du Princess Patricia's Canadian Light Infantry[19].

En avril, la division canadienne fut envoyée un peu plus au nord pour tenir une section du front devant Ypres, en Belgique. À peine quelques jours plus tard, le 22 avril, les Allemands lancèrent une attaque majeure en plein dans le secteur d'Ypres et choisirent cette occasion pour inaugurer une nouvelle arme de la guerre moderne : les gaz toxiques. Il incomba à la division canadienne de tenir pendant trois jours des positions dévastées par l'artillerie, la mitraille, les gaz et les attaques frontales des Allemands, afin de permettre aux Britanniques de réorganiser leurs lignes de défense. La nouvelle du désastre, transformé par la propagande en héroïque

---

19. *The Moncton Transcript*, 7 avril 1915.

victoire défensive, filtra dans les journaux en Acadie au cours des semaines qui suivirent, et éventuellement l'ampleur des pertes devint évidente : environ 6 000 Canadiens avaient été mis hors combat, dont 2 000 étaient morts et plus de 1 400 étaient prisonniers des Allemands. Les listes de morts, de blessés et de disparus parurent dans les journaux tout au long du mois de mai, et pour la première fois le nom de jeunes combattants des régions acadiennes y figuraient.

Le soldat Thomas Després, de Cocagne, était mort, ainsi que quelques soldats de la batterie d'artillerie du major Anderson. D'autres étaient blessés. Le dimanche 23 mai, on célébra un service religieux à Moncton en mémoire de ces morts. À la fin du mois, on annonça la mort d'Arthur Comeau, de Moncton, signaleur dans la batterie du major Anderson. Grièvement blessé pendant l'attaque allemande, il avait été évacué en Angleterre, où il mourut à l'âge de 19 ans. On annonça aussi la mort du soldat Ivor Murray, un anglophone originaire de Shédiac. Une cérémonie civique en sa mémoire eut lieu au Star Theatre, de l'endroit, rempli à capacité pour l'occasion. Les enfants de l'école secondaire anglaise, accompagnés par la fanfare l'Assomption, s'y rendirent en rangs solennels, derrière des drapeaux inclinés. Il y eut chants, discours, et appels au drapeau. Selon les reportages, l'événement fut chargé d'émotion et de patriotisme. Plusieurs drapeaux de la ville furent mis en berne, dont ceux de la municipalité et de l'école anglaise. La guerre revêtait soudainement une nouvelle allure, un nouveau et cruel visage. Reflétant sans doute une opinion populaire chez ses lecteurs, le *Moncton Transcript* lança un appel à la vengeance, pour que le peuple allemand soit écrasé à tout jamais[20].

Pendant ce temps, ailleurs au Canada, l'organisation de l'effort de guerre se poursuivait. À la fin de l'hiver et au cours du printemps de 1915, les unités du deuxième contingent furent transportées en Angleterre. Le samedi 20 février, huit trains transportant des soldats des Prairies canadiennes vers Halifax s'arrêtèrent à Moncton. « Ils ont créé une impression favorable et ont été reçus à la gare de

---

20. *The Moncton Transcript*, 26 avril 1915.

The Moncton Transcript.

VOL. XXXIII. — JOHN T. HAWKE, Editor and Proprietor. — MONCTON, N. B., MONDAY, APRIL 26, 1915. — PRICE TWO CENTS. — NO. 283.

CANADA MOURNS HER HONORED DEAD WHO FELL THAT WE MAY LIVE!

HEAVIEST LOSSES WERE AMONG BATTALIONS RECRUITED IN WEST.

Casualties Among Canadians in Big Battle Likely to Total About Eight Hundred.

The Germans Claim to Have Taken Over a Thousand Canadian Prisoners.

HEAVY LIST OF CASUALTIES AMONG CANADIANS FIGHTING IN FLANDERS.

Result of Their Heroic Action in Repelling Desperate German Attack.

Complete Lists Have Not Yet Been Received, But List Already to Hand is Large.

KING GEORGE'S CONGRATULATORY MESSAGE.

(Signed GEORGE.)

CANADA MUST AVENGE HER HUNDREDS OF FALLEN HEROES.

The Casualty List is Appalling in Its Significance of Fierce Fighting.

The Dominion's Task is Now to Help Crush the German Power For Ever.

Le lundi 26 avril 1915, la une du *Moncton Transcript* rapporte les lourdes pertes subies par les troupes canadiennes dans la région d'Ypres, en Belgique.
Bibliothèque Champlain, Université de Moncton.

Moncton par une foule de citoyens et salués par la fanfare qui les accompagna dans la parade dans les rues Principale et Highfield », rapportait *Le Moniteur Acadien* du 25 février. Le 20 mai, le 22e bataillon quittait Amherst sous les acclamations d'une foule de citoyens qui l'avaient pourtant accueilli assez froidement en mars. Il se rendit à Halifax, où le vapeur *Saxonia* l'attendait pour le transporter outre-mer.

Pour sa part, le 26e bataillon s'embarqua à Saint-Jean le 13 juin et le navire qui le conduisait, le *Caledonia*, fit une brève escale à Halifax avant de poursuivre sa route vers l'Angleterre. Parmi les 41 officiers du bataillon, le seul Acadien était le lieutenant Joseph Arthur Léger ; sur ses quelque 1 160 soldats et sous-officiers, la liste d'embarquement contient un peu plus de 80 noms d'Acadiens et de Gaspésiens[21]. Plusieurs de ceux-ci s'étaient enrôlés au cours de l'hiver et du printemps, comblant sans doute les vides laissés dans le 26e bataillon par les désertions, les maladies et les expulsions d'insoumis. Et pour compléter les rangs du 26e avant son départ, environ 100 soldats avaient été transférés du 55e bataillon, une nouvelle unité en formation. Ainsi, Athanase Poirier, de Balmoral, inscrit dans le 55e, put rejoindre son frère Étienne, qui était dans le 26e depuis l'hiver. Athanase écrirait plusieurs lettres de nature assez poétique qui furent publiées dans *L'Évangéline* et *L'Acadien*, avant d'être tué par un obus près d'Ypres en mars 1916. De nombreux autres Acadiens passeraient éventuellement dans les rangs du 26e au cours de la guerre, parmi les quelque 6 000 hommes qui en firent partie au gré des pertes et des renforts.

En plus des deux bataillons d'infanterie des provinces Maritimes et du 22e bataillon canadien-français, la 2e division canadienne, organisée en Angleterre au cours de l'été de 1915, comprenait un bataillon d'Anglo-Québécois, quatre bataillons des provinces de l'Ouest canadien et quatre de l'Ontario. La division se rendit en France en septembre 1915, où elle devait combattre aux côtés de la 1re division dans le secteur sud autour d'Ypres.

---

21. Archives nationales du Canada (ANC), doc. C.E.F., « 26th bn., Nominal Role of Officers, N.C.O.'s & Men ».

Parallèlement à toutes ces activités, le recrutement du troisième contingent se poursuivait dans tout le pays. Plusieurs unités à moitié formées durent éventuellement envoyer des détachements de leurs hommes pour renforcer les bataillons décimés au front qui devaient se reconstituer. Au début de février, on créa deux nouvelles unités devant recruter dans les provinces Maritimes, avec Amherst comme centre de mobilisation : le 40e bataillon d'infanterie réquisitionnait environ 1 000 hommes et le 6e régiment de fusiliers montés en demandait 500. En sept jours, 675 hommes signèrent leur inscription. Le 26 février, une liste de recrues enrôlées au bureau de recrutement de Moncton parut dans le *Daily Times*. Sur neuf noms, quatre étaient acadiens : J. Norbert Collette, J. Wilfrid Pellerin, Georges LeBlanc et Alyre LeBlanc. Quand le 27 février on annonça que le recrutement pour le 6e régiment de fusiliers montés (*6th Mounted Rifles*) allait bientôt prendre fin, 19 hommes se présentèrent au bureau de Moncton, dont trois de Saint-Joseph-de-Memramcook : Édouard Landry, Alfred Cormier et Elphège Léger.

Un autre phénomène associé à toutes les guerres fit aussi son apparition au pays dès le début de 1915 : la chasse aux espions. Selon les reportages des journaux, on apercevait ici et là des gens pouvant être à la solde du Kaiser allemand, et toute personne de descendance allemande était suspecte. Au début de février, l'explosion d'une bombe artisanale sur un pont de l'Intercolonial enjambant la rivière Sainte-Croix, entre le Nouveau-Brunswick et le Maine, provoqua tout un émoi. La bombe causa peu de dommages au pont, mais un certain Werner Van Horne, un Allemand résidant aux États-Unis, fut arrêté du côté américain. En avril, un inconnu agissant de façon suspecte aux alentours de Shédiac fut observé et suivi par des résidants, car il semblait s'intéresser aux ponts et autres infrastructures. Lorsqu'il prit la route en charrette en direction de Moncton, on téléphona au chef de police de l'endroit pour l'en avertir. Toutefois, l'individu ne se rendit pas à Moncton, et on conclut qu'il s'agissait probablement d'un inspecteur de la voirie faisant son travail[22].

---

22. *The Moncton Transcript*, 10 avril 1915.

À la mi-mars, on annonça la formation d'une autre unité devant recruter des combattants au Nouveau-Brunswick et à l'Île-du-Prince-Édouard. L'unité s'appelait le 55[e] bataillon d'infanterie et avait Sussex (N.-B.) comme centre de mobilisation. Le 15 avril, une liste de 31 recrues de Moncton fut publiée dans le *Moncton Transcript*, parmi lesquelles figuraient 11 Acadiens. Le 19 mai, *L'Évangéline* publiait les noms de 20 soldats partis de Bathurst la semaine précédente en direction de Sussex, où ils s'étaient joints au régiment. Ces soldats étaient originaires de divers villages de la Péninsule acadienne et avaient été plusieurs semaines à l'entraînement à Bathurst. Leur départ de Bathurst fut marqué par des cérémonies, des présentations, des réceptions et d'autres célébrations patriotiques.

Néanmoins, la formation du 55[e] bataillon ne se déroulait pas au rythme prévu : le 25 mai, il lui manquait toujours 500 hommes. Des annonces commencèrent alors à paraître dans les journaux de Moncton pour inciter les volontaires à s'enrôler. Ces annonces avaient un ton sérieux et d'urgence tout nouveau, puisqu'elles étaient publiées peu après les longues listes de pertes de vie à la bataille devant Ypres, et deux semaines après le torpillage du paquebot *Lusitania* par un sous-marin allemand, qui avait fait des centaines de victimes civiles. Par ailleurs, au début du mois de juin, on rapporta que 93 recrues avaient déserté le camp de Sussex et que les autorités les pourchassaient partout dans la province. Un certain nombre de ces déserteurs furent capturés à Moncton et dans les environs de Shédiac. D'autres se sauvèrent vers le nord. Quelques-uns se rendirent à Pointe-du-Chêne, espérant peut-être s'embarquer sur le traversier vers l'Île-du-Prince-Édouard[23]. Alors que le chef de police de Shédiac, William Gunn, reconduisait un groupe de déserteurs vers Moncton, l'un d'entre eux réussit à s'échapper à nouveau en sautant du train qui les transportait. Il fut toutefois repris à Shédiac par la police militaire.

Les pertes de l'armée canadienne au cours de l'hiver et du printemps de 1915 transformèrent la perception que les Canadiens avaient de la guerre : la folle aventure patriotique devint une croisade

---

23. *The Moncton Transcript*, 4 juin 1915, 5 juin 1915.

pour le salut de la civilisation face à la « menace teutonique ». Le sacrifice des Canadiens devant Ypres fut immédiatement érigé en exploit héroïque. Les résultats des efforts de recrutement augmentèrent d'un bond. Le ministre Hughes, néanmoins insatisfait du travail de la milice en matière de recrutement, fit appel à des citoyens bien connus et aux élites au sein des communautés pour rassembler des bataillons de volontaires. L'organisation d'unités militaires, surtout de l'infanterie, devint une source de fierté pour diverses communautés, ce qui accentua l'esprit de clocher. On adopta aussi une pratique britannique selon laquelle des unités pourraient se former autour d'intérêts particuliers. On créerait ainsi des bataillons de sportifs, de non-buveurs et d'Orangistes. Dans certaines unités, le port du kilt donnait un cachet particulier. D'autres se fondaient sur l'origine ethnique. Des ligues de recrutement apparurent et les assemblées de recrutement se multiplièrent. Au cours de l'été de 1915, on réduisit les exigences concernant la taille et le poids des recrues, et les épouses perdirent le droit de retenir leur mari au pays. On modifia les règlements pour permettre aux fils de cultivateurs d'interrompre leur formation afin d'aller aider leurs familles à la moisson. Notons que le gros des activités de recrutement se déroulaient en Ontario et dans les provinces de l'Ouest. Sur 158 bataillons d'infanterie créés en 1915, 15 seulement provenaient des trois provinces Maritimes et 16 du Québec, dont sept se disaient francophones[24].

Les quelques chiffres qui suivent indiquent que, tout compte fait, les Acadiens se rendaient sous les drapeaux en nombre appréciable. Quoiqu'il soit toujours difficile d'évaluer le taux de recrutement chez les Acadiens par rapport à celui observé chez leurs compatriotes anglophones de la région, certains indices semblent assez révélateurs. Ainsi, le 16 juin, le *Daily Times* publia une liste de 73 recrues de Moncton pour le 55e bataillon, sur laquelle 23 noms étaient ceux d'Acadiens. Quelques jours plus tard, le 55e envoya en renfort un détachement de 250 hommes vers l'Europe, et quatre des 10 hommes de Moncton qui en faisaient partie étaient Acadiens. Une liste de 85 recrues de Campbellton pour le 55e, publiée le

24. Desmond Morton. *When Your Number's Up. The Canadian Soldier in the First World War.* Toronto, Random House of Canada, 1993, p. 58.

15 juillet dans le *Graphic*, comptait au moins 43 noms français. Pour sa part, le *Gloucester Northern Light* de Bathurst publia le 21 juillet une liste de 19 recrues, dont 14 étaient des Acadiens. Enfin, répondant à l'accusation du recruteur en chef pour les provinces Maritimes selon laquelle les hommes des comtés de l'est du Nouveau-Brunswick ne faisaient pas leur part, le *Gloucester Northern Light* publia le 17 novembre une liste approximative de toutes les recrues du comté de Gloucester. Sur un total de 197 noms, 127 étaient français.

Ces données fragmentaires suggèrent que, pendant cette période, l'enrôlement des Acadiens était largement représentatif de leur poids démographique. Le député de Gloucester, Onésiphore Turgeon, affirma à la Chambre des communes en 1919[25], et répéta dans ses mémoires publiés en 1928[26], que 1 350 hommes de Gloucester, dont 1 150 Acadiens, s'étaient enrôlés avant l'imposition de la conscription en 1917. En outre, selon Turgeon, plus de 400 Acadiens de Gloucester avaient été refusés par les médecins de l'armée, et des centaines de jeunes Acadiens travaillant dans les chantiers du Québec et de l'Ontario s'étaient enrôlés là où ils travaillaient.

Dès le mois d'octobre 1915, le Canada avait déjà créé 90 bataillons d'infanterie, dont un certain nombre étaient au front avec les deux divisions canadiennes, d'autres en instruction en Angleterre, et bon nombre en train de s'organiser au Canada. La grande campagne nationale de recrutement battait son plein, fouettée par une propagande patriotique et l'esprit de clocher. Le tout était devenu un peu anarchique depuis que le ministre de la Milice Sam Hughes avait en quelque sorte écarté les militaires du recrutement, en faveur de comités communautaires organisés par les élites politiques et sociales. C'est que les militaires avaient reconnu que l'armée au front n'avait pas besoin de tous ces nouveaux bataillons, mais bien de renforts pour combler les vides au sein des unités existantes. Sam Hughes, impatient devant la lenteur de l'organisation bureaucratisée des militaires, entendait plutôt les

---

25. *Débats de la Chambre des communes*, 5 septembre 1919.
26. Onésiphore Turgeon (sénateur). *Un tribut à la race acadienne. Mémoires, 1871-1927.* Montréal, G. Ducharme, libraire-éditeur, 1928.

clameurs de ceux qui, par patriotisme ou par orgueil, lui offraient de toutes parts des bataillons représentatifs de communautés ou d'intérêts particuliers. Plus tard, la grande majorité de ces nouveaux bataillons seraient démantelés et leur effectif versé dans les unités existantes ; mais en octobre 1915, les organisateurs des bataillons ne pouvaient pas s'en douter.

En juillet 1915, le 55ᵉ bataillon s'était rendu à Valcartier afin d'y poursuivre sa formation. En octobre, il était prêt à s'embarquer au port de Québec pour son voyage transatlantique. Les efforts de recrutement au Nouveau-Brunswick étaient concentrés désormais sur le 104ᵉ bataillon d'infanterie, qui se rassemblait au camp militaire de Sussex. Cependant, en France, à la mi-octobre de la même année, après un été relativement tranquille, les Britanniques lancèrent une vaste offensive autour de la ville flamande de Loos. Cette attaque ne parvint pas à percer le front allemand, et les gains furent négligeables malgré de lourdes pertes en vies humaines. Les généraux britanniques commencèrent aussitôt la planification de leur prochaine offensive, prévue pour l'été suivant. Celle-ci devait faire appel à une « nouvelle armée » britannique constituée de millions de civils qui répondaient à l'appel aux armes de lord Kitchener, le grand héros national anglais. À Moncton, un magasin affichait des uniformes militaires pour petits garçons, calqués sur ceux du Princess Patricia's Canadian Light Infantry, le régiment le plus chic de l'armée canadienne. Et partout en Acadie, comme ailleurs au Canada, des milliers de femmes étaient à tricoter des chaussettes pour les soldats du front, réagissant aux demandes exprimées par des soldats dans des lettres que publiaient les journaux, et aux reportages sur les conditions de vie affreuses dans les tranchées.

Au début de novembre, un comité de citoyens fut mis sur pied à Moncton dans le but d'y stimuler le recrutement. Ce comité était formé du maire McAnn et de huit citoyens bien connus, dont un Acadien, le conseiller Philias A. Belliveau. Le 3 novembre, le comité rencontra l'officier de recrutement pour le Nouveau-Brunswick afin de discuter de stratégie[27]. Le gouvernement canadien avait promis

---

27. *The Moncton Transcript*, 3 novembre 1915, p. 8.

250 000 hommes pour la cause de l'Empire, et on était déterminé à s'assurer que Moncton ferait sa part. L'officier recruteur était le capitaine L.P.D. Tilley. Fils d'un des pères de la Confédération canadienne, il était lui-même député à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick depuis 1912, représentant la ville de Saint-Jean. Plus tard, de 1933 à 1935, il deviendrait le premier ministre de la province. Au tournant du siècle, Tilley avait été officier de milice et avait atteint le grade de capitaine. À l'automne de 1914, il avait été nommé officier de recrutement pour la province, toujours avec le rang de capitaine de milice. Apparemment, sa tâche consistait à parcourir la province pour encourager les efforts locaux et voir à l'organisation de comités de recrutement. Quelques jours après le passage de Tilley à Moncton, les journaux annoncèrent qu'une grande assemblée publique en faveur du recrutement aurait lieu le soir du mardi 9 novembre 1915 : « Rassemblez-vous ! Rassemblez-vous ! Le roi et l'Empire ont besoin de vous ! La première d'une série d'assemblées populaires "À la défense de l'Empire" aura lieu à la salle l'Assomption, au coin des rues Saint-Georges et Lutz, mardi soir le 9 novembre, sous les auspices du comité de recrutement des citoyens de Moncton [...] Dieu protège le roi. »

C'est ce qu'on pouvait lire dans les annonces publiées par les deux journaux anglais de la ville. Le curé Henri D. Cormier avait mis la salle paroissiale l'Assomption à la disposition des recruteurs et serait un des orateurs à cette assemblée.

Entre-temps, le lundi 8 novembre 1915, une assemblée publique eut lieu à Campbellton pour discuter de la possibilité de lever un bataillon d'infanterie dans les quatre comtés du *North Shore* du Nouveau-Brunswick : Restigouche, Gloucester, Northumberland et Kent[28]. La proposition originale était venue du lieutenant-colonel George W. Mersereau, un ancien commandant du 73ᵉ régiment de milice. Celui-ci souhaitait lever et commander le bataillon, et demandait le concours des communautés concernées. Il était assez bien connu dans sa région en tant que commandant de milice et inspecteur des écoles. Son fils était déjà officier au front. D'autres assemblées devaient avoir lieu à Chatham, à Newcastle et à Bathurst

---

28. *The Campbellton Graphic*, 11 novembre 1915.

dans le but d'obtenir le soutien des élites et du grand public, pour étayer la demande d'autorisation qui devait être adressée au ministre Sam Hughes. L'assemblée de Campbellton nomma un comité formé des juges McLatchy et Matheson, et du capitaine de milice Arthur T. LeBlanc, qui avait pris la parole à l'assemblée. LeBlanc était originaire de Memramcook, mais sa profession d'avocat l'avait mené au nord, à Campbellton.

Le comité prépara aussitôt une résolution au nom des citoyens du comté de Restigouche, qui fut acheminée à Hughes. Une semaine plus tard, le *Campbellton Graphic* annonça que la levée du bataillon avait été autorisée et que la nouvelle unité serait désignée le 132e bataillon d'outre-mer. Déjà, un certain nombre d'hommes des environs de Campbellton et de la Gaspésie voisine s'étaient présentés devant l'officier recruteur de Campbellton, et on avait pris des arrangements pour le logement d'un détachement de recrues à Campbellton. Comme prévu, des comités de recrutement furent organisés ailleurs dans les quatre comtés visés par le 132e. Le *North Shore* avait déjà fait sa contribution aux autres régiments, disait-on aux assemblées publiques, mais cette contribution n'était pas reconnue car les hommes étaient éparpillés dans diverses unités. Il était temps que la région ait son propre bataillon. Bien entendu, il y aurait aussi certaines retombées économiques, car les recrues seraient logées pendant une certaine période en détachements dans les principales villes de la région.

Chapitre 4

Un bataillon acadien ?

La construction de l'église de la toute nouvelle paroisse acadienne de Notre-Dame-de-l'Assomption, à Moncton, avait débuté à l'été de 1914. À l'automne, l'excavation était terminée et on avait commencé à ériger l'assise en pierre. En février 1915, l'assise était finie, mais les fonds manquaient pour la construction de l'édifice. Le père Cormier demanda alors aux hommes de métier de la paroisse de construire un toit directement sur l'assise, formant ainsi une crypte. Au-dessus, dans le grenier, on aménagea une grande salle. La crypte fut consacrée en tant qu'église paroissiale le 2 mai 1915 et allait servir au culte religieux pendant plus de 20 ans, jusqu'à la construction de la cathédrale actuelle sur le même site[29]. La salle, que l'on nomma salle l'Assomption, servirait à d'autres activités paroissiales et publiques, à des bazars, à des assemblées et à des répétitions de fanfares. C'est là que fut convoquée la grande assemblée de recrutement du 9 novembre 1915.

« Suivez les fanfares jusqu'à la salle l'Assomption », annoncèrent les journaux. En effet, la Citizens' Cornet Band devait partir de l'extrémité est de la ville en même temps que la Loyal Protestant Band partirait de l'extrémité ouest. La population était invitée à se ranger derrière les fanfares, qui devaient marcher dans les principales rues de la ville pour se rencontrer à l'angle des rues Saint-Georges et Lutz, devant la crypte-église. Au-delà de 1 000 personnes pénétrèrent dans la salle, et plusieurs centaines durent rester dehors faute d'espace à l'intérieur. L'assemblée eut lieu sous la présidence de J.K. McNeillie, le surintendant local de l'Intercolonial. Le premier orateur fut le curé Henri D. Cormier, qui s'adressa en français à la foule, soulignant l'importance pour la

---

29. CEA, 806.1, 806.2, notes historiques, paroisse Notre-Dame-de-l'Assomption, Moncton.

population acadienne de participer à la cause de l'Angleterre et faisant allusion à la mort héroïque du jeune paroissien Arthur Comeau. Ensuite, ce fut au tour respectivement de l'avocat H.J. Logan et du sergent N.F.R. Knight, un vétéran à l'allure chevaleresque qui marchait à l'aide d'une canne à cause d'une blessure de guerre. Ces deux orateurs faisaient équipe avec le capitaine Tilley, se rendant d'une assemblée de recrutement à l'autre. Intercalées parmi les discours, les pièces musicales des fanfares servaient à remonter l'esprit martial et patriotique de la soirée, et des applaudissements fréquents marquaient l'approbation de la foule, selon les reportages enthousiastes des journaux du lendemain.

Enfin, ce fut au tour du capitaine Tilley lui-même de prendre la parole. Il remercia la foule d'être venue en si grand nombre et expliqua ensuite la tâche qu'il avait à accomplir. Il devait trouver 4 000 nouvelles recrues dans la province du Nouveau-Brunswick, assez d'hommes pour constituer quatre nouveaux bataillons d'infanterie, c'est-à-dire une brigade entière, excluant les recrues du 104e bataillon déjà en formation à Sussex. « Organisons un bataillon canadien-français au Nouveau-Brunswick, dont un tiers de la population est française » (traduction), lança Tilley. Il promit que, s'il était formé, ce bataillon acadien irait au front en tant qu'unité et serait mené par des officiers acadiens. « Si vous voulez un aumônier, peut-être que le père Cormier ira » (traduction), renchérit-il, suscitant des applaudissements de la foule.

Nous n'avons aucun indice quant à la réaction du père Cormier à cette dernière suggestion, mais il est certain que la soirée connut un vif succès. Vingt-quatre jeunes hommes, dont 15 Acadiens, s'enrôlèrent sur-le-champ. Quelques jours plus tard, l'hebdomadaire *L'Acadien*, qui servait d'organe au Parti libéral, se rangea fermement derrière l'idée d'une unité acadienne pour l'armée d'outre-mer. Son éditorial du 12 novembre donna le ton à la campagne de recrutement qui allait suivre :

> **Un bataillon acadien !**
>
> Sur les 100 000 Acadiens au Nouveau-Brunswick, il devrait être possible de recruter non seulement une compagnie, mais tout un bataillon acadien. Nous sommes autorisés par le capitaine Tilley, l'officier qui a

> la direction entière du recrutement au Nouveau-Brunswick, à annoncer qu'une compagnie de recrues acadiennes sera formée, et si possible tout un bataillon. Ce bataillon aurait ses officiers choisis parmi les siens. Quel honneur pour l'Acadie que d'être représentée sur les champs de bataille par une unité composée entièrement des nôtres. Rien ne nous donnerait plus de prestige qu'une telle représentation. Le capitaine nous prie aussi d'annoncer que tout Acadien qui s'enrôle et qui désire faire partie de la nouvelle compagnie acadienne, n'a qu'à exprimer son désir à aucun des officiers recruteurs au Nouveau-Brunswick et il sera immédiatement mis au nombre de ceux qui formeront cette ou ces compagnies. En avant les Acadiens ! Formons nos compagnies qui formeront notre bataillon !

Dans les jours qui suivirent la publication de ce texte, un comité provisoire fut formé dans le but d'étudier la possibilité de recruter une unité acadienne dans Moncton et la région environnante. Ce comité était présidé par Jean Malenfant, de Moncton, imprimeur de métier et gérant d'une imprimerie. Malenfant avait vécu auparavant à Shédiac, sa ville natale, où il avait été employé du *Moniteur Acadien*. Érudit et passionné de musique, il agissait aussi comme directeur de fanfare, et sa fille cadette Anna deviendrait plus tard une célèbre cantatrice. Le secrétaire du comité était J. Alfred Blanchard, aussi de Moncton. Peu de documents existent sur le travail de ce comité, mais il semblerait que deux autres membres en étaient le Dr Fred A. Richard et Rufin Arsenault, respectivement président du conseil d'administration et rédacteur en chef de *L'Évangéline*. Le comité se rencontra dans la salle l'Assomption le 18 novembre et on rapporta que l'idée d'un bataillon acadien semblait être « partout bien accueillie[30] ».

Deux jours plus tôt, le mardi 16 novembre, avaient eu lieu à Halifax les funérailles de *sir* Charles Tupper, le dernier survivant parmi les pères de la Confédération canadienne de 1867. Au nombre des personnages présents à la cérémonie funèbre figurait Sam Hughes. Il fut rapporté plus tard que Hughes avait fait publiquement des remarques désobligeantes à un des dirigeants acadiens au sujet de la supposée faible participation des Acadiens dans l'armée d'outre-mer. L'interlocuteur de Hughes ne fut pas nommé, mais un

30. *L'Évangéline*, 24 novembre 1915, p. 8.

certain *Hon. Mr. Comeau*[31] est le seul Acadien dont le nom figure sur la liste des dignitaires invités aux funérailles de Tupper[32]. On accorda aux commentaires de Hughes passablement d'importance dans un court historique du bataillon acadien, publié en 1918[33]. Le 24 novembre, le *Daily Times* publia un bref article au sujet du comité de Jean Malenfant, notant que rien n'avait été décidé mais que plusieurs possibilités étaient à l'étude. On parlait désormais d'un bataillon acadien à l'échelle provinciale.

Mais il fallait faire vite. Déjà, dans les comtés du nord-est de la province, la campagne de recrutement du 132ᵉ bataillon avait été lancée, et bon nombre d'Acadiens s'étaient rangés sous ses drapeaux. Quelques Acadiens étaient proposés pour des postes d'officiers au sein du 132ᵉ, dont J. Théophile Doucet. Ce dernier était le fils du percepteur des droits de douane à Bathurst et il était bien connu de la communauté. Il avait acquis une certaine expérience militaire dans l'armée américaine avant de revenir à Bathurst. Plus récemment, il avait participé aux efforts de recrutement dans le comté de Gloucester avant de se rendre à Saint-Jean, où il s'était enrôlé dans une unité d'artillerie lourde qui s'y organisait. Un autre Acadien, le capitaine de milice Arthur T. LeBlanc, de Campbellton, était intimement lié à l'organisation du 132ᵉ bataillon. Il parcourait les assemblées de recrutement, souvent accompagné du curé de Shippagan, le père Thomas Albert. Il était prévu que d'importants contingents du 132ᵉ bataillon seraient logés pour l'hiver dans les villes de Chatham, de Newcastle, de Bathurst et de Campbellton[34]. De plus petits détachements demeureraient dans les principaux villages de la Péninsule acadienne et de la Miramichi.

D'autre part, on annonça le recrutement d'un autre nouveau bataillon d'infanterie dans la grande région de Moncton. Selon les premières annonces, celui-ci s'appellerait le 145ᵉ bataillon, il

---

31. Il pourrait s'agir de Joseph Willie Comeau.

32. *The Halifax Herald*, 17 novembre 1915.

33. Louis Cyriaque D'Aigle. *Un aperçu historique et un registre photographique du bataillon « acadien » d'outre-mer 165ᵉ F.E.C.* Ottawa, Mortimer Co. Ltd. [1918].

34. *The Gloucester Northern Light*, 24 novembre 1915, 1ᵉʳ décembre 1915.

serait à moitié constitué d'Acadiens et compterait un aumônier catholique francophone et un nombre d'officiers acadiens[35]. Le 104e bataillon étant à peu près complet à Sussex, la création de deux autres unités avait été autorisée dans les régions anglophones de l'ouest de la province, soit les 115e et 140e bataillons d'infanterie. Déjà, un recruteur du 115e avait visité Moncton, et les deux recrues qu'il avait enrôlées s'appelaient Camille et William LeBlanc[36]. Enfin, des unités pour l'artillerie s'organisaient à Fredericton et à Saint-Jean. La compétition entre toutes ces unités pour attirer les recrues s'annonçait courtoise mais tendue.

Des trois journaux français, c'est *L'Acadien*, le journal libéral de Clément Cormier, qui réclama le plus vivement la formation d'un bataillon à l'identité proprement acadienne. En éditorial du 26 novembre 1915, il élabora ses « quatre raisons pour un bataillon acadien ». Puisque près de 600 Acadiens s'étaient déjà enrôlés dans les divers régiments de l'armée canadienne et que de nombreux Acadiens continuaient de le faire de toute façon, l'éditorialiste pensait qu'il serait avantageux pour ces soldats d'être menés par des officiers acadiens, sous la protection d'aumôniers catholiques et français. De plus, selon lui, c'est en groupant ses soldats dans un même régiment que le degré de participation de l'Acadie à la guerre de l'Empire deviendrait évident pour le grand public et les Acadiens eux-mêmes. Cette mesure servirait sans doute d'atout puissant pour les Acadiens dans les luttes nationales à venir, des luttes dont les signes avant-coureurs se profilaient dans les actions anti-françaises du gouvernement orangiste de l'Ontario. Enfin, depuis 1881, les Acadiens avaient combattu pour établir leur propre identité nationale, pour leur reconnaissance comme peuple distinct au sein du Canada et de l'Empire. L'offre de former un bataillon purement acadien comme gage de loyauté à l'Empire s'inscrirait dans la suite logique de ces démarches. Quoi qu'en disent les autres, l'Acadie se montrerait capable d'agir en tant que peuple avec confiance et détermination.

---

35. *The Moncton Transcript*, 29 novembre 1915.
36. *The Daily Times*, 20 novembre 1915.

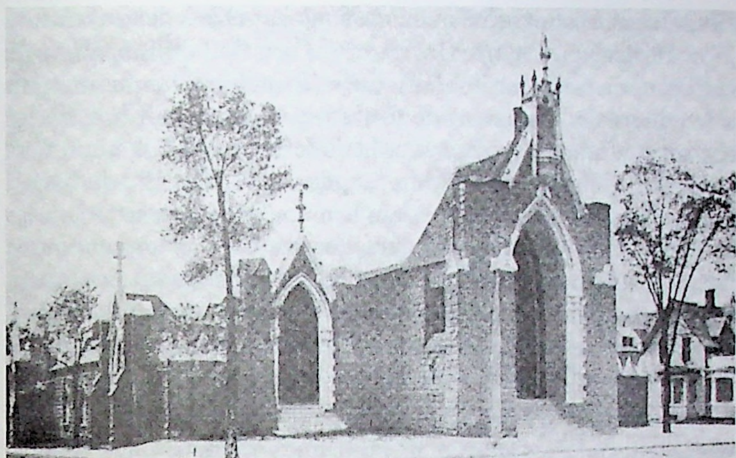
Le comité provisoire présidé par Jean Malenfant décida d'agir en convoquant une assemblée publique où l'on espérait arriver à une décision finale. L'assemblée aurait lieu le vendredi 3 décembre à Moncton, à la salle l'Assomption. Des invitations écrites furent aussitôt envoyées aux élites politiques, religieuses et commerçantes des quatre coins de l'Acadie. On chercha aussi à identifier un individu qui accepterait la lourde tâche de commander l'organisation du bataillon proposé. Le candidat devait être acceptable aux yeux des autorités militaires et, peut-être surtout, à ceux du ministre Sam Hughes. Les commandants de bataillon avaient généralement le grade de lieutenant-colonel, et aucun Acadien membre de la milice n'avait atteint ce rang. La constitution d'un corps d'officiers posait un autre problème, car l'Acadie n'avait pratiquement aucune tradition militaire. Toutefois, des sessions de formation d'officiers pour les nouveaux bataillons des trois provinces Maritimes auraient lieu à Halifax à partir du début de janvier 1916, et le comité devait identifier des jeunes hommes ayant les aptitudes nécessaires et soumettre leurs candidatures aux autorités militaires.

Vers la fin de novembre, les réponses des dignitaires invités à l'assemblée du 3 décembre arrivèrent sur le bureau du secrétaire du comité, J. Alfred Blanchard. Un certain nombre de ces lettres ont été conservées et sont parmi les rares documents originaux relatifs à l'organisation du bataillon acadien ayant survécu aux aléas du temps[37]. Elles jettent une lumière sur les attitudes d'une certaine élite de l'époque envers le projet. Certains des invités promettaient d'être à l'assemblée tandis que d'autres regrettaient de ne pouvoir s'y rendre. La plupart offraient leurs commentaires sur le projet du comité.

Dans sa lettre, Pierre J. Veniot, de Bathurst, se disait incertain de pouvoir se rendre à l'assemblée, mais heureux de voir s'organiser un bataillon acadien. Veniot avait été député libéral du comté de Gloucester à l'Assemblée législative provinciale, puis percepteur des droits de douane au port de Bathurst. Il avait été remercié de ses services à l'arrivée des conservateurs au pouvoir en 1911 et travaillait depuis comme organisateur du Parti libéral. On le

---

37. CEA, 506, fonds Rufin A. Arsenault.



Crypte-église Notre-Dame-de-l'Assomption, Moncton, N.-B. (1915-1938). Photo tirée de L. Machum, *A History of Moncton. Town and City 1855–1965*.

considérait comme le chef politique des Acadiens du Nouveau-Brunswick. Plus tard, il serait réélu à l'Assemblée législative et deviendrait premier ministre intérimaire du Nouveau-Brunswick. Un de ses fils était soldat au front dans le 26e bataillon et un deuxième s'apprêtait à endosser l'uniforme.

Veniot soulevait toutefois des doutes quant aux chances de succès de l'entreprise. De nombreux Acadiens s'étaient déjà enrôlés et étaient partis dans diverses unités, et le nouveau bataillon du nord-est de la province, le 132e, était en pleine campagne de recrutement. Depuis quelques jours, pas moins de 20 Acadiens s'y étaient enrôlés. Dans peu de temps, il ne resterait que les récalcitrants. Veniot pensait que la réussite d'un bataillon acadien reposerait sur la mutation dans ce bataillon de toutes les nouvelles recrues acadiennes. Il promit de discuter de la situation avec le capitaine Tilley.

Le père Patrice Alexandre Chiasson, supérieur du Collège Sainte-Anne, de la Baie Sainte-Marie, et futur évêque de Bathurst de 1920 à 1942, n'était pas en faveur du recrutement tel que pratiqué

alors. Il trouvait exagéré que l'on fasse appel à « des enfants de 17 et 18 ans » pour porter les armes, et que l'on utilise parfois de la tromperie pour enrôler les jeunes. Toutefois, si suffisamment d'Acadiens s'engageaient de toute façon, il pensait bon de les regrouper afin qu'ils soient sous la direction morale d'aumôniers dévoués. Le père Eugène Méry, supérieur du Collège du Sacré-Cœur, de Caraquet, abondait dans le même sens et ajoutait que les Acadiens devaient venir au secours des nations « qui luttent pour la justice et la civilisation ». Pour sa part, le père Benjamin Lecavalier, supérieur de l'Université Saint-Joseph, de Memramcook, appuya vivement le projet du bataillon acadien, toujours dans l'optique du bien-être spirituel des soldats acadiens.

Considérant que la question était « des plus importantes, non seulement pour les alliés mais pour nous-mêmes », le sénateur Pascal Poirier, de Shédiac, promit d'être à l'assemblée. Le Dr David V. Landry, de Bouctouche, alors secrétaire provincial dans le gouvernement conservateur, appuya le mouvement, comme le fit l'avocat Pius Michaud, d'Edmundston, qui pressa le comité de se hâter pour éviter d'être en retard. Clément M. Léger, homme politique et important marchand de Memramcook, pensait qu'en ayant un régiment distinct, l'Acadie pourrait « plus directement jouir du triomphe qui attend la cause des alliés ». Ce prestige serait « un levier puissant pour notre race pour l'avenir ». Le père Pierre C. Gauthier, curé de Palmer Road, à l'Île-du-Prince-Édouard, y voyait le même avantage. Les politiciens C.H. LaBillois, de Dalhousie, et J. Bennet Hachey, de Bathurst, envoyèrent leurs souhaits de bon succès. Onésiphore Turgeon, député fédéral du comté de Gloucester, écrivit de Bathurst pour affirmer son « adhésion complète à cette idée généreuse et patriotique ». Comme Pierre Veniot, toutefois, il craignait que l'entreprise n'ait déjà du retard. Par contre, selon lui, si le projet à « cette heure avancée sera plus difficile », il n'en serait aussi que « plus méritoire ».

La dernière lettre que nous prendrons en considération est celle d'Arthur T. LeBlanc, avocat de Campbellton et officier de milice. Comme nous l'avons déjà noté, celui-ci était impliqué dans le recrutement du 132e bataillon dans le nord-est de la province, et le ton de sa lettre suggère une confiance envers ses propres

connaissances militaires. LeBlanc dit s'être proposé de se rendre à Moncton pour l'assemblée du 3 décembre, mais ayant pris connaissance du projet d'un bataillon bilingue pour Moncton, le 145ᵉ, annoncé le matin précédent dans les journaux anglais de Moncton, il avait décidé de rester chez lui. Avait-il confondu le projet du bataillon bilingue avec celui du comité de Jean Malenfant, ou pensait-il que le recrutement d'Acadiens dans le 145ᵉ sonnerait le glas pour une unité purement acadienne ? « Un bataillon acadien a toute mon approbation et mon concours d'avance acquis », insista LeBlanc, mais ce bataillon devait être exclusivement acadien, y compris les officiers et les aumôniers. Ayant apparemment déjà discuté de la chose avec des membres du comité de Malenfant, il avait pris l'initiative d'identifier trois jeunes hommes de Campbellton qu'il proposait comme officiers d'un bataillon acadien. Il informa le comité que le père Thomas Albert, curé de Shippagan, qui avait œuvré pour le 132ᵉ bataillon, avait fait des démarches auprès de son évêque pour partir comme aumônier avec une unité acadienne, et promettait 50 recrues de sa paroisse pour une telle unité.

LeBlanc insistait toutefois pour que le recrutement du bataillon acadien attende la formation d'un corps d'officiers. Et puisque les cours de formation de nouveaux officiers à Halifax devaient durer du début de janvier jusqu'à la fin de février, il proposait d'y envoyer les candidats au grade d'officiers et d'attendre leur retour avant de lancer la campagne de recrutement de la troupe. Sans le concours d'un cadre d'officiers compétents, le recrutement risquait de tourner à la catastrophe. Il fallait se plier aux circonstances. De toute façon, pensait LeBlanc, l'entraînement d'un bataillon éparpillé en diverses localités pour l'hiver serait inefficace, et un bataillon recruté au printemps pourrait se mobiliser en tant qu'unité complète et passer immédiatement à sa formation avancée au camp de Valcartier.

C'est donc pour le soir du vendredi 3 décembre 1915 que fut convoquée la grande assemblée publique qui déciderait de l'avenir du projet de Jean Malenfant et de son comité :

> Cette assemblée est d'une grande importance puisqu'il est nécessaire de s'entendre immédiatement sur le projet de former un bataillon acadien. Des représentants de toute l'Acadie seront présents, et tous les intéressés

sont instamment priés de se rendre eux aussi à cette assemblée. Il s'agit de décider si le projet va être mis à exécution, et de prendre les mesures nécessaires pour nous assurer tous les privilèges promis [...].

C'est ce que publia *L'Évangéline* le 1er décembre. Parmi les privilèges qu'avait à l'esprit celui qui rédigea ce commentaire figurait sans doute la promesse du capitaine Tilley de transférer au bataillon acadien toutes les nouvelles recrues acadiennes. *Le Moniteur Acadien*, organe du Parti conservateur, sonna la première note publique discordante, soulevant des questions à l'égard du projet sans oser l'attaquer directement. Dans son éditorial du 2 décembre, consacré à la question du recrutement chez les Acadiens, il commenta en passant l'idée de former un bataillon acadien :

[...] une question qui mérite d'être étudiée sérieusement. Nous avons interrogé à ce propos plusieurs compatriotes. Les idées sont partagées. Les uns favorisent avec enthousiasme le projet d'un bataillon acadien ; les autres sont d'avis qu'il vaudrait mieux continuer à former des bataillons mixtes tout en faisant les démarches nécessaires pour assurer aux nôtres leur juste proportion dans le choix des officiers, les services d'un chapelain acadien, etc. [...] Nous dirons ici à la louange du ministre de la milice que les autorités de son département ont sans cesse manifesté un désir sincère d'assurer aux soldats catholiques les moyens d'obtenir sur le champ de bataille les consolations de la religion.

Toujours est-il que, le soir du 3 décembre, les dignitaires et plusieurs citoyens ordinaires se rendirent à la salle l'Assomption, au-dessus de la crypte-église de l'abbé Henri Cormier, à Moncton. Il n'existe que les reportages des journaux et le bref historique du bataillon acadien pour nous reconstituer cette soirée, à laquelle une centaine de personnes auraient assisté. La liste des dignitaires présents comprend le sénateur Pascal Poirier, le Dr Alphonse Sormany, le lieutenant J. Léandre Melanson, fils de l'entrepreneur et homme politique Olivier M. Melanson, et Raymond A. Léger, tous de Shédiac. Ce dernier avait récemment démissionné comme maire de cette ville. On remarquait aussi Ferdinand J. Robidoux, député fédéral du comté de Kent, Louis Auguste Dugal, député du Madawaska à l'Assemblée législative provinciale, Pierre J. Veniot, de Bathurst, Alphonse T. LeBlanc, de Dupuis Corner, préfet du comté de Westmorland et frère du capitaine Arthur T. LeBlanc,

Ambroise D. Richard, homme politique de Dorchester, et l'avocat A. Robichaud, de Cocagne. De Moncton étaient présents l'abbé Henri Cormier et l'abbé Émile Ouellet, son vicaire, Bliss A. Bourgeois, l'avocat et futur sénateur Antoine J. Léger, le dentiste Antoine Cormier et le médecin Louis-Napoléon Bourque, ainsi que René A. Fréchet. Ce dernier était un architecte d'origine québécoise, concepteur d'églises dont celles de l'Assomption, de Saint-Joseph à Shédiac et de Saint-Bernard à la Baie Sainte-Marie, mais aussi de plusieurs autres édifices publics et privés. Il deviendrait l'architecte le plus connu chez les Acadiens de la première moitié du XXe siècle[38]. Il était aussi un militant du Parti libéral. Clément Cormier, l'âme dirigeante de *L'Acadien*, était également présent, ainsi que Rufin Arsenault, rédacteur et éditorialiste de *L'Évangéline*. Les autres personnages nommés dans les articles sont John Gauvin, Georges Léger, membre du comité de recrutement pour Westmorland, A.V. Landry, Camille H. Boudreau, gérant à Moncton de la Banque Provinciale, le médecin Fred A. Richard, J. Alfred Blanchard et Jean Malenfant. Ces trois derniers étaient les principaux membres du comité organisateur de l'assemblée, dont faisaient sans doute partie aussi certains autres personnages nommés dans l'article.

Jean Malenfant appela l'assemblée à l'ordre et expliqua le but de la soirée. Alfred Blanchard fit la lecture des lettres d'appui des invités qui n'avaient pu être présents. Le Dr Sormany fut ensuite choisi président d'assemblée avec Rufin Arsenault comme secrétaire, puis on passa à la question principale. À ce sujet, les reportages de *L'Évangéline* et de *L'Acadien* sont identiques : « Sur la demande sage de l'Hon. Sénateur Poirier, une motion est d'abord proposée sur laquelle l'assemblée pourra ensuite discuter. Cette proposition faite par M. Jean Malenfant, et appuyée par M. Clément Cormier, est comme suit : "Que cette assemblée considère qu'il serait à propos de prendre les mesures nécessaires pour procéder à la formation d'un bataillon acadien dans les provinces Maritimes." » Ensuite, le sénateur Poirier prit la parole. Il parla de l'importance de la

---

38. R. Brun. *Les Acadiens à Moncton. Un siècle et demi de présence française au Coude.* Moncton, chez l'auteur, 1999.

question, soulignant la participation des Acadiens à la guerre « comme événement national dont on nous tiendra nécessairement compte à l'avenir. Si autour de nous l'on trouve que nous n'avons pas fait jusqu'ici notre part, c'est parce que nos soldats sont perdus dans la foule. C'est pourquoi l'idée de former un groupe de soldats acadiens, par exemple un bataillon, est excellente. » Vinrent ensuite les autres orateurs, qui tous appuyèrent les sentiments exprimés par Pascal Poirier. Certains esprits prudents étaient plutôt favorables au recrutement de compagnies d'Acadiens qui pourraient éventuellement fusionner en un bataillon si elles arrivaient à se compléter, mais l'idée fut rejetée, et on en vint à voter sur le projet d'un bataillon. La proposition finale et formelle se lit comme suit :

> Attendu que les Acadiens des provinces Maritimes réunis à Moncton ce troisième jour de décembre 1915, expriment le désir de former un bataillon acadien commandé par des officiers acadiens et sous la direction de chapelains de leur race ; attendu que, à une assemblée de recrutement tenue à Moncton le 9 novembre dernier, le capitaine L.P.D. Tilley a suggéré la formation d'un bataillon, avec l'assurance que tous les Acadiens s'enrôlant à partir de cette date pourraient être transférés et incorporés dans ce dit bataillon ; il est résolu que demande soit faite à l'Hon. Ministre de la Marine, de ratifier la déclaration du capitaine Tilley et d'autoriser la formation d'un tel bataillon acadien dans les provinces Maritimes.

Cette proposition fut adoptée à l'unanimité par l'assemblée. Il fut décidé de la faire parvenir immédiatement au ministre de la Milice, Sam Hughes, au premier ministre Robert Borden et au ministre de la Marine, J.D. Hazen, représentant du Nouveau-Brunswick au Conseil des ministres à Ottawa. Un nouveau comité organisateur fut aussitôt formé, présidé par le Dr Sormany, avec Rufin Arsenault comme secrétaire et les membres Pius Michaud, Ferdinand J. Robidoux, Pierre J. Veniot, René A. Fréchet et le capitaine Arthur LeBlanc. Avant de clore la soirée, on adopta une autre résolution, déplorant l'absence d'un aumônier catholique dans les deux bataillons du Nouveau-Brunswick : le 26e bataillon, alors au front, et le 55e, rendu en Angleterre. On chanta *Ave Maris Stella* et *God Save the King*. L'assemblée prit fin. Il était une heure du matin.

Chapitre 5

Le 165e bataillon d'infanterie

L'autorisation de recruter pour le bataillon acadien arriva le mardi 7 décembre dans un télégramme laconique adressé à Rufin Arsenault par le ministre Sam Hughes : « Télégramme reçu le 7. Nous serons heureux d'accepter un bataillon acadien. – signé, Sam Hughes » (traduction). Le premier ministre Robert Borden exprima ses sentiments d'approbation et de gratitude dans une lettre datée du 4 décembre, qui arriva peu après. Les reportages sur l'assemblée du 3 décembre ne paraîtraient que la semaine suivante dans les hebdomadaires acadiens, mais dès le samedi 4 décembre, les deux journaux anglais de Moncton publièrent des reportages sur l'événement du soir précédent. Le *Moncton Transcript* ajouta qu'un avocat bien connu du nord de la province, officier de milice, était préconisé pour le poste de commandant du futur bataillon. L'individu n'était pas nommé, mais il s'agissait sans aucun doute du capitaine Arthur T. LeBlanc.

Dans les journaux anglais, on remarquait aussi que le recrutement du bataillon bilingue proposé pour la région de Moncton, le 145e, pourrait et devrait se faire malgré l'intrusion de ce nouveau bataillon acadien sur le même territoire. Jusque-là, les organisateurs du 145e avaient été tenus en haleine en attendant la décision du comité acadien, car ils misaient sur la participation acadienne pour remplir les rangs de leur bataillon. C'est donc avec joie et enthousiasme qu'ils reçurent malgré tout, le lundi 6 décembre, l'autorisation de former le 145e bataillon. Le recrutement commença aussitôt, mais on ne parla plus de bataillon bilingue.

Du côté acadien, la prochaine étape était de trouver un commandant au futur bataillon et d'envoyer des officiers à Halifax pour leur formation. Le choix d'un commandant devait être ratifié par le ministre Hughes, connu comme un farouche partisan politique dans les nominations qu'il effectuait. À l'époque, il était avantageux aussi

qu'un homme désireux de devenir commandant de régiment dispose d'une fortune personnelle qu'il pourrait mettre à contribution dans l'organisation de son unité. Le comité organisateur envoya de nouvelles invitations aux membres de l'élite politique acadienne, les convoquant à une réunion à Moncton le mardi 14 décembre, dans le but de choisir un commandant. Comme les réunions publiques précédentes, celle-ci eut lieu dans la salle de la paroisse acadienne de Moncton, en présence du capitaine Tilley. Le Dr Sormany présidait et Rufin Arsenault agissait comme secrétaire. Étaient aussi présents Pascal Poirier, Ambroise D. Richard, Ferdinand Robidoux, David V. Landry, le lieutenant J. Léandre Melanson, Raymond Léger, l'abbé Wilfred Sormany, de Rogersville, l'abbé P. Hébert, de Saint-Louis-de-Kent, Georges Léger, du comité de recrutement du comté de Westmorland, Jean Malenfant, René Fréchet, M. Doucet et Jean H. LeBlanc. Cette liste de dignitaires est sans doute incomplète.

La suite est racontée dans le bref historique officiel du bataillon acadien, dont la rédaction est attribuée à Louis Cyriaque D'Aigle :

> [...] Des explications sur le télégramme de Sir Sam Hughes sont données. Le Capitaine L.P.D. Tilley est d'avis que le transfert des soldats acadiens déjà enrôlés, dépendra en grande partie des commandants des différents bataillons. Il est convaincu que la plupart de ces commandants n'objecteront pas à ce transfert. Le Capitaine Tilley assure que le recrutement pourra se faire dans toutes les provinces maritimes.
>
> Les noms suivants sont proposés pour le commandement du bataillon acadien : le Capitaine A.T. LeBlanc, Campbellton ; le Capitaine M.D. Cormier, Edmundston ; le Lieutenant Léo Richard, Bermudes ; le Lieutenant J.L. Melanson, Shédiac ; M. R.A. Fréchet, Moncton ; le Capitaine Brosseau, Halifax ; M. L.C. D'Aigle, Moncton ; le Lieutenant Chas. Gallant, Halifax. Le dépouillement du scrutin fait tomber le choix sur L.C. D'Aigle, choix ensuite unanimement ratifié par l'assemblée. M. L.C. D'Aigle se rend à l'appel de l'assemblée et accepte le commandement, disant que quoique la tâche soit difficile, il y mettra tout son énergie et toutes ses connaissances pour faire un succès du bataillon acadien.

Une résolution demandant que Louis Cyriaque D'Aigle soit nommé au poste de commandant, avec le titre honorifique de lieutenant-colonel, fut envoyée au ministre de la Milice. On demanda aussi le transfert au bataillon acadien du capitaine Brosseau, militaire de carrière alors en poste à Halifax. Ce dernier était recommandé comme commandant en second.

La réponse favorable à la nomination de D'Aigle arriva le 16 décembre dans un télégramme de Sam Hughes transmis au comité organisateur par Ferdinand Robidoux. Quant à D'Aigle lui-même, il était déjà en route pour Halifax, accompagné de Rufin Arsenault et du Dr Sormany, pour aller s'entretenir avec les autorités du district militaire. Ce jour-là, c'était aussi le 46e anniversaire de naissance de Louis Cyriaque D'Aigle.

Sans une recherche approfondie, il est difficile après tant d'années de connaître les raisons du choix de D'Aigle comme commandant d'un bataillon d'infanterie. Comme le firent remarquer les journaux, D'Aigle n'avait aucune expérience militaire, mais on ajoutait aussitôt qu'il était bien connu et respecté partout en Acadie. Son domaine d'expertise était l'industrie laitière, et depuis le tournant du siècle, il avait été surintendant dans ce secteur au sein de la fonction publique du Nouveau-Brunswick, responsable des régions francophones, ainsi qu'instructeur à l'école de l'industrie laitière de Sussex.

D'Aigle avait vu le jour en 1869 à Saint-Louis-de-Kent, où son père tenait magasin. Il avait étudié au Collège Saint-Louis, puis au Collège Saint-Joseph vers 1886. Aîné d'une famille de huit enfants, il avait dû interrompre ses études à la suite du décès de son père pour s'occuper de sa famille et prendre en charge le magasin, une occupation qui lui déplaisait, surtout dans le climat économique alors difficile[39]. Mais il n'abandonna pas ses études et put finalement suivre des cours en agronomie à Guelph, en Ontario, et à Sainte-Anne-de-la-Pocatière, au Québec[40]. En septembre 1896, D'Aigle fut engagé pour accompagner le fonctionnaire superviseur de l'industrie laitière du Nouveau-Brunswick dans sa tournée des régions

---

39. Cyriaque Brideau, émission radiophonique *Un brin de souvenance*, Radio-Canada Atlantique, 4 janvier 2001.
40. CEA, 566, notes biographiques, fonds Louis Cyriaque D'Aigle (1869-1958).

francophones de la province, car celui-ci ne parlait pas français. Vers 1898, D'Aigle devint lui-même fonctionnaire et superviseur pour ces mêmes régions. En 1902, il était le seul francophone parmi les 32 fonctionnaires de la province et gagnait environ 1 000 $ par année[41]. Il avait pour tâche de favoriser l'essor de l'industrie laitière dans les régions francophones de la province, en offrant des conférences techniques aux agriculteurs, en faisant la promotion des technologies modernes et, surtout, en encourageant l'établissement d'un secteur secondaire de laiteries, de beurreries et de fromageries.

Domicilié à Moncton, D'Aigle était constamment en voyage pour donner des conférences et effectuer des visites techniques, et il agissait comme juge aux foires agricoles qui se déroulaient un peu partout dans la province. Malgré cela, il était actif dans diverses organisations acadiennes[42]. En 1913, son salaire était d'environ 1 200 $ et ses frais de déplacement, de 940 $[43]. Chaque année, l'école d'agriculture de Sussex, où il enseignait les techniques laitières, était en activité dès la fin de l'hiver jusqu'à la saison des semences. Les conférences et les discours qu'il prononçait étaient appréciés, et il avait représenté la province lors de divers congrès et conférences ailleurs au Canada. Ainsi, en 1910 D'Aigle fut désigné représentant de la province à une prestigieuse exposition agricole à Chicago, « un honneur pour M. Daigle et pour les Acadiens », selon *L'Évangéline*. Et en 1913, sa photographie parut dans la revue d'affaires de Moncton *The Busy East*, sous le titre « Prominent Acadian », mais sans texte explicatif. D'Aigle s'était marié à Elmina Landry en 1899 et était père d'une fille. Jusqu'à sa nomination au bataillon acadien en 1915, il était demeuré surintendant de l'industrie laitière. En 1914, alors que la guerre occupait les esprits tout autour, D'Aigle avait remis en fonction une beurrerie dans son village natal de Saint-Louis-de-Kent. Dans la conclusion du rapport annuel de ses activités au gouvernement pour 1914, D'Aigle

---

41. « Discours du député Melanson sur le budget », *L'Évangéline*, 10 avril 1902.
42. Cyriaque Brideau, émission radiophonique *Un brin de souvenance*, Radio-Canada Atlantique, 4 janvier 2001.
43. *Journal of the House of Assembly of New Brunswick*, « Public Accounts », 1914, p. 43.

évoqua le malheur de la guerre et l'importance du devoir de chacun dans ces circonstances exceptionnelles : « D'une certaine façon, l'Empire compte autant sur le fermier qui cultive la terre et produit des denrées alimentaires, que sur le soldat qui combat dans les tranchées et sur le marin qui parcourt les mers[44] » (traduction). Toutefois, son nom ne figura jamais dans les écrits publics concernant le bataillon acadien avant sa nomination au poste de commandant.

Aucune dissension concernant à la nomination de D'Aigle ne parut dans la presse acadienne, ni dans les journaux de langue anglaise du sud de la province. Ceux-ci s'accordèrent, du moins pour la forme, sur le bien-fondé de cette nomination. Il faut consulter le *Campbellton Graphic* du 23 décembre 1915 pour lire une opinion contraire. Selon ce journal, tout le monde avait compris que le commandement du bataillon acadien revenait au capitaine Arthur T. LeBlanc, cet avocat bien connu de Campbellton qui possédait 15 années d'expérience dans la milice. Affirmant citer le capitaine LeBlanc, le *Graphic* rapporta que, dès les premières discussions au sujet d'une unité acadienne, on en avait offert le commandement à LeBlanc, qui avait accepté le défi et avait même entrepris de régler ses affaires personnelles en vue de cette éventualité. Suivant l'autorisation de former le bataillon, vers le 7 ou le 8 décembre, il avait de nouveau été approché par le président du comité organisateur, qui lui avait offert le poste de commandant, et il l'avait accepté avec enthousiasme. Par la suite, LeBlanc n'aurait reçu aucune nouvelle à ce propos et aurait appris la nomination de D'Aigle par le biais d'un journal. Le *Graphic* ne manqua pas de souligner le manque d'expérience militaire de D'Aigle, citant comme seul avantage sa qualité de « *estimable gentleman* ». Quelques mois plus tard, le *Graphic* récidiva, qualifiant la nomination de D'Aigle de geste politique, mais sans offrir d'explications. Plus tard, au début de 1918, Ferdinand J. Robidoux adressa une longue lettre au ministre de la Milice en faveur de D'Aigle, dans laquelle il affirmait que « [...] le colonel Daigle a accepté d'assumer le commandement [du bataillon acadien] et de recruter son effectif alors

---

44. *Journal of the House of Assembly of New Brunswick*, « Report on Agriculture », 1915.

qu'aucune autre personne d'origine acadienne, que ce soit parmi les militaires ou les civils, n'était prête à accepter cette responsabilité » (traduction). Voilà une version quelque peu discordante des faits tels que rapportés par le *Graphic*.

Si la politique a joué un rôle dans le choix de D'Aigle comme commandant du régiment acadien, c'est peut-être qu'on ne lui connaissait aucune allégeance politique ou, du moins, qu'il gardait ses opinions politiques pour lui-même. Fonctionnaire provincial depuis près de 20 ans, quoique ayant apparemment plafonné dans sa carrière, il avait survécu aux purges accompagnant les changements politiques à Fredericton, un fait improbable pour quiconque se serait identifié à un parti politique. Par contre, Arthur T. LeBlanc, lui, militait activement pour le Parti libéral, ce qui rendait à peu près inconcevable sa nomination par un ministre conservateur de la trempe de Sam Hughes. LeBlanc serait élu à l'Assemblée législative provinciale au sein du nouveau gouvernement libéral en février 1917 et nommé juge par ce même gouvernement en 1924. Certains des autres candidats au poste de commandant mentionnés dans la liste citée plus tôt étaient associés à un parti ou l'autre. D'autres étaient trop jeunes pour un tel poste. Il se peut donc que Louis Cyriaque D'Aigle ait été le choix d'un compromis entre les principaux promoteurs politiques du bataillon. Enfin, l'insistance d'Arthur T. LeBlanc afin que l'on retarde le recrutement de la troupe jusqu'au printemps, alors que d'autres prônaient le contraire, a sans doute joué contre sa nomination. Néanmoins, quelques semaines plus tard, *L'Évangéline* recommanda au capitaine LeBlanc de se préparer à recruter un deuxième bataillon acadien après le départ du premier.

Le 15 décembre, les autorités militaires de Halifax avisèrent le comité organisateur acadien que leur bataillon serait désigné le 165e bataillon d'infanterie, que son quartier général serait à Moncton et que le recrutement pouvait commencer immédiatement. On annonça que les hommes intéressés pouvaient s'adresser à Jean Malenfant, qui agirait comme officier recruteur à Moncton, ou encore au lieutenant J. Léandre Melanson, qui avait un bureau à Shédiac, dans la salle municipale. Ce dernier était le fils d'Olivier M. Melanson, un important marchand de Shédiac que l'on décri-

vait comme étant le premier millionnaire acadien du Nouveau-Brunswick[45]. Melanson était député à l'Assemblée législative provinciale au sein du gouvernement conservateur de l'époque. Récemment, il avait été nommé orateur de l'Assemblée.

On prévoyait qu'une ou deux des compagnies du bataillon acadien seraient cantonnées à Moncton pour l'hiver. Elles s'ajouteraient aux quelque 600 hommes que le 145ᵉ bataillon comptait cantonner à Moncton, ce qui ferait au-delà de 1 000 soldats en ville, au plus grand plaisir de la communauté d'affaires. C'est la municipalité elle-même qui devait louer et aménager des locaux convenables, et les offrir gratuitement au ministère de la Milice. Les plans étaient déjà établis pour transformer un entrepôt de la Record Foundry en logements pour les hommes du 145ᵉ, lequel avait quelques semaines d'avance sur le 165ᵉ. Des détachements du 145ᵉ seraient aussi logés à Richibouctou, à Port Elgin et à Sackville. Un sous-détachement resterait à Dorchester, en dépit des protestations des édiles de Sackville, qui le réclamaient pour leur ville.

Les recrues pour le bataillon acadien commencèrent à arriver par petits groupes. Le 21 décembre, *L'Acadien* publia une première liste de 10 noms de recrues du bureau de Shédiac, et deux jours plus tard, *Le Moniteur Acadien* augmenta cette liste à 13. On laissa entendre que, dans diverses paroisses, plusieurs jeunes hommes avaient manifesté leur intérêt. On annonça qu'une campagne de recrutement était en préparation et devait couvrir toutes les régions acadiennes des provinces Maritimes. « En avant le 165ᵉ ! », lança *L'Évangéline* le 22 décembre.

C'est le 30 décembre qu'eut lieu la première de plusieurs assemblées publiques de recrutement d'hommes pour le 165ᵉ bataillon. Elle eut lieu à Moncton, toujours dans la salle l'Assomption, au-dessus de la crypte-église du père Henri Cormier, lui-même présent sur l'estrade, sous l'égide du Moncton Citizens Recruiting Committee. La soirée, présidée par F.W. Sumner, homme d'affaires bien connu de Moncton, se déroula donc surtout en anglais. La

---

45. R. Brun, B. LeBlanc et A. Richard. *Les bâtiments anciens de la Mer Rouge*. Moncton, Michel Henry Éditeur, 1988.

fanfare communautaire joua des airs patriotiques et la salle était remplie à capacité. Toutefois, le *Moncton Transcript* nota le lendemain que la proportion d'hommes célibataires d'âge militaire parmi la foule était plutôt faible.

Sept orateurs furent invités à prendre la parole. Le principal fut le lieutenant-colonel Percy A. Guthrie, milicien et député à l'Assemblée législative provinciale, qui avait pris congé de ses devoirs de député pour s'enrôler dans l'armée d'outre-mer. Blessé au combat, marchant avec difficulté, il était de retour au pays depuis peu, en authentique héros de la guerre. Parlementaire de vocation, Guthrie avait le don de l'éloquence et s'en servit pendant plus d'une heure pour peindre en des tons héroïques un tableau de la guerre et de la participation des Canadiens dans les batailles de 1915. Les autres orateurs qui lui succédèrent furent le lieutenant Victor Beique, du 69e bataillon de Canadiens français, alors en garnison à Saint-Jean (N.-B.) en attente des ordres qui le mènerait outre-mer, le lieutenant-colonel D'Aigle, le capitaine Siddall, du 145e bataillon, ainsi que le capitaine Lawson, aumônier de cette même unité, John T. Hawke, propriétaire du *Moncton Transcript* et partisan libéral redoutable, et le Dr Otto B. Price, député de Moncton à l'Assemblée législative, qui présenta Guthrie à l'assemblée. Le dernier à prendre la parole fut le capitaine Tilley, qui demanda des recrues et descendit dans la foule avec D'Aigle pour parler directement à de jeunes hommes présents. À la fin de la soirée, neuf hommes s'enrôlèrent dans le bataillon acadien. Ils devaient se rapporter le lendemain à Jean Malenfant, qui avait un bureau dans l'édifice Harris, sur la rue Main, près du bureau de poste.

Depuis la mi-novembre, la progression des activités qui devaient aboutir à la création du bataillon acadien avait été suivie avec intérêt par au moins un individu qui se trouvait déjà à la guerre. Joseph Arthur Léger, rappelons-le, était le seul officier acadien du 26e bataillon, l'unité représentant le Nouveau-Brunswick au front, et le seul officier acadien des provinces Maritimes à avoir vécu la guerre comme combattant. Arrivé en France à la mi-septembre 1915 avec le reste de la 2e division canadienne, son bataillon tenait depuis plus de deux mois une section de tranchées face au village

flamand de Wystchaete (Belgique), occupé par les Allemands et situé au sud du tristement célèbre saillant d'Ypres[46]. Les combattants avaient pour routine de passer six jours en première ligne, puis six jours à l'arrière en réserve, en principe au repos mais accablés de toutes les corvées que nécessite une armée en campagne. Le 26e bataillon occupait sa section de tranchées en alternance avec le 22e bataillon de Canadiens français, les deux unités faisant partie de la cinquième brigade d'infanterie. Ainsi, les Acadiens du 26e bataillon rapportèrent qu'ils bénéficiaient des services de l'aumônier catholique du 22e.

Le village de Wystchaete était situé au sommet d'une colline dont les Allemands occupaient les hauteurs. À peine 75 mètres séparaient les tranchées ennemies. Il pleuvait beaucoup en cet automne de 1915, et l'état des tranchées et les conditions de vie des soldats étaient si misérables, que les tours en première ligne furent raccourcis de six à quatre jours. Les Allemands se plaisaient à drainer leurs tranchées vers celles des Canadiens. En fait, il ne s'agissait pas de véritables tranchées dans ce secteur, mais plutôt de remparts de sacs de terre protégés par des barbelés, dont l'entretien et la consolidation constituaient la principale tâche nocturne des combattants. S'ils arrivaient à dormir, c'était pendant le jour.

Quoique situé dans un secteur tranquille, le 26e bataillon perdit des hommes tout au long de l'automne. Le premier soldat du 26e à mourir au front fut Moïse Gallant, de l'Île-du-Prince-Édouard, tué par un franc-tireur allemand dès l'arrivée du bataillon en première ligne. Par la suite, chaque tour en première ligne apporta des morts et des blessés, que rapportaient les journaux dans des articles de plus en plus brefs. À la mi-octobre, un détachement du 26e mena une attaque mineure sur un cratère produit par l'explosion d'une mine à quelques mètres devant sa position, que l'on pensait occupé par l'ennemi. Vingt et un hommes du bataillon furent tués au cours de cette opération, et 34 furent blessés. Le nom du lieutenant Léger ne figure pas parmi la liste des participants à cette attaque, quoique

---

46. S.D. MacGowan, H. Heckbert et B. O'Leary. *New Brunswick's "Fighting 26th". A History of the 26th New Brunswick Battalion, C.E.F., 1914–1919*. Saint-Jean (N.-B.), Neptune Publishing Co. Ltd., 1994.

dans une lettre à son père il ait dit qu'au cours des premières semaines au front il avait subi des pertes parmi ses hommes, soit un mort et cinq blessés. En novembre, il fut nommé commandant de la section des grenadiers du bataillon, un poste important mais dangereux.

Léger était cependant au courant des efforts de création d'un bataillon acadien, ayant lu cette nouvelle dans un des journaux de Moncton, qui étaient disponibles au front avec quelques semaines de retard. Le 8 décembre, alors au repos dans le cantonnement du 26e bataillon, derrière le front, il adressa une lettre au Dr Fred A. Richard, du comité organisateur du bataillon acadien, lui demandant d'arranger son transfert à ce nouveau bataillon : « Ce que j'aimerais beaucoup que vous fassiez, ou que vous essayiez de faire, c'est d'obtenir que je sois nommé à ce bataillon. Vous savez déjà que je suis le seul officier acadien-français tant dans la 1re que la 2e division et je crois que si on recrute un bataillon [parmi les Acadiens], je devrais recevoir le commandement d'une de ses compagnies[47] » (traduction). Dans un rapport rédigé quelques années plus tard, le lieutenant-colonel D'Aigle affirme avoir expressément demandé le transfert de Léger à son unité, et avoir reçu par la suite une lettre de Léger qui abondait dans le même sens. Son souhait exaucé, Léger quitta le 26e bataillon à la fin de janvier 1916 et se rendit en Angleterre pour regagner le Canada à la mi-février.

D'autres hommes étaient candidats pour des postes d'officiers dans le nouveau bataillon. Ainsi, le 5 janvier 1916, *L'Évangéline* publia une liste de 23 hommes qui s'étaient proposés. Douze d'entre eux étaient partis deux jours plus tôt pour la Royal School of Infantry, de Halifax, où ils allaient suivre la formation qui devait les qualifier. Parmi ces derniers, certains noms étaient déjà connus : Rufin Arsenault avait pris congé de son poste de rédacteur à *L'Évangéline* pour endosser l'uniforme à 23 ans. Jean Malenfant avait aussi quitté son emploi de directeur de l'imprimerie Maritime Press pour s'engager dans le bataillon dont il avait été un des principaux instigateurs. Homme de taille imposante, Malenfant

---

47. CEA, 506, fonds Rufin A. Arsenault.

avait alors 49 ans et était père de famille. On lui accordait déjà le titre de capitaine, sans doute à cause de son âge et du fait qu'il avait été membre de la milice dans le 74e régiment. Parmi ces premiers aspirants officiers, il y avait aussi J. Alfred Blanchard, de Moncton, qui avait agi comme secrétaire du comité de Malenfant. Il avait 30 ans et était originaire de la Péninsule acadienne. Il avait exercé le métier d'enseignant dans sa région natale avant de s'installer à Moncton vers 1907, où il travaillait dans les bureaux du chemin de fer Intercolonial, et avait été actif dans le milieu nationaliste acadien. Un certain James Bourgeois, de Moncton, figurait aussi sur la liste des futurs officiers, de même que deux frères de Fredericton, Alfred et Édouard Belliveau, fils du professeur Alphé Belliveau, de l'École normale. Alfred avait interrompu ses études universitaires au Collège Saint-Joseph quelques jours auparavant pour s'enrôler dans le bataillon acadien, en compagnie de son copain Aimé Léger, de Cocagne (N.-B.), et les deux voyageaient ensemble à Halifax. Léger était étudiant en philosophie et il avait de très bons résultats. Quand on publiait les noms des étudiants figurant aux tableaux d'honneur, celui d'Aimé Léger se trouvait toujours au haut de la liste. On lui promettait un brillant avenir.

Les autres hommes sur la liste des premiers aspirants officiers à se rendre à Halifax étaient Edgar LeBlanc, de Shédiac, J. Arthur LeBlanc, de Saint-Jean, Edmond Barrieau, de Rogersville, Rémi Alphonse Pertus, de D'Escousse, au Cap-Breton, et J.L. Dugas, de Caraquet. Certains de ces hommes ne devinrent pas officiers, et d'autres parmi ceux qui le devinrent ne le furent pas longtemps. D'autres hommes prendraient leur place plus tard. Par ailleurs, au début de janvier, Mgr Édouard LeBlanc nomma l'abbé Jean Vital Gaudet, jusque-là le curé d'Adamsville (N.-B.) au poste d'aumônier du 165e bataillon.

Chapitre 6

Hiver 1916 : l'appel

C'est après la période des Fêtes, au début de janvier 1916, qu'on donna l'élan aux efforts de recrutement et d'organisation du bataillon acadien. Ces efforts locaux s'inscrivaient dans le contexte d'une nouvelle décision du premier ministre Robert Borden, annoncée au tout début de 1916, selon laquelle il avait augmenté à 500 000 le nombre d'hommes que le Canada promettait à l'Empire pour sa lutte.

Le lieutenant Alfred Bourque fut nommé officier recruteur à Moncton, en remplacement de Jean Malenfant, qui était rendu à Halifax. Le 7 janvier, les 26 recrues du bureau de Shédiac se rendirent à Moncton, ce qui fit un total de 70 hommes. Les volontaires de l'extérieur de la ville seraient logés comme pensionnaires chez des particuliers pendant que les autorités militaires et civiles se penchaient sur les possibilités de trouver un logement commun. Quelques édifices publics ou industriels étaient envisagés. En attendant, les hommes devaient se rendre chaque matin, bien rasés et habillés convenablement, au quartier général du bataillon, sur la rue Main, où le lieutenant Alfred Bourque et un certain sergent Léger les prenaient en charge pour leur formation à la marche et aux exercices militaires. Les hommes étaient toujours en habits civils. Seules ou par petits groupes, de nouvelles recrues arrivaient, et leurs noms furent dûment publiés dans les journaux dans l'espoir d'en attirer d'autres.

Le lieutenant-colonel D'Aigle s'attela à la tâche avec énergie et détermination. Le 6 janvier, il était à Halifax, et quelques jours plus tard, à Ottawa. Arrivé à Moncton le 13 janvier, il repartit aussitôt pour Bathurst et la Péninsule acadienne, où il espérait enrôler de nombreuses recrues. Le lieutenant Alfred Bourque s'en alla le même jour en tournée de recrutement aux îles de la Madeleine et au Cap-Breton. En son absence, le lieutenant Babineau s'occupait

des affaires du bataillon alors que le sergent Arthur P. LeBlanc, un vétéran blessé du premier contingent canadien, s'occupait des exercices militaires avec l'aide des sergents Petitpas et Léger. Fait cocasse, le lieutenant Bourque resta pris aux îles de la Madeleine jusqu'au printemps, la banquise s'étant refermée derrière lui, ce qui rendit son retour impossible. Il réussit enfin à se rendre à la côte du Cap-Breton en avril, après une traversée partielle en bateau et une aventure à pied sur la banquise, en compagnie de quelques recrues.

En ce début de 1916, un total de six bataillons d'infanterie se disputaient les recrues de la province du Nouveau-Brunswick : le 104e, toujours à Sussex, avait une certaine avance sur les autres, tandis que les 115e et 140e recrutaient surtout du côté anglophone de la province. Le 132e réquisitionnait les hommes du Nord-Est, le 145e s'identifiait aux comtés de Westmorland et de Kent, avoisinant Moncton, et le 165e était le dernier venu sur ce territoire, le seul autorisé à recruter dans toutes les provinces Maritimes. Une directive d'Ottawa avait été émise selon laquelle les recrues acadiennes de n'importe quelle unité encore au Canada pouvaient obtenir leur transfert au bataillon acadien. On publia cette directive dans les journaux acadiens et on encouragea la population acadienne à appuyer son bataillon en favorisant ces transferts. L'accord des colonels des unités en question était toutefois nécessaire.

Cet accord ne serait pas toujours facile à obtenir. En décembre 1915, lorsque la formation d'un bataillon acadien avait été annoncée, le commandant Mersereau du 132e bataillon avait affirmé d'un ton plutôt dur que son territoire comprenait une importante région acadienne et qu'il avait bien le droit et l'intention d'enrôler des Acadiens dans son unité. Le 22 décembre 1915, le *Gloucester Northern Light* avait publié une liste de 29 hommes enrôlés dans le 132e depuis une semaine dans le seul détachement de Bathurst, dont 20 étaient des Acadiens de la Péninsule acadienne. Le 12 janvier 1916, une nouvelle liste de 40 noms de recrues du 132e comptait 22 Acadiens. Une semaine plus tard, on nota une nette diminution dans le recrutement à Bathurst, et même si les quatre hommes enrôlés au cours de cette semaine étaient tous des Acadiens, on attribua cette diminution à l'entrée en scène du 165e. Selon le

Northern Light, les Acadiens attendaient l'arrivée des recruteurs de ce nouveau bataillon pour s'engager, et sans doute un certain nombre d'hommes du 132e choisiraient de passer au 165e. Au cours de sa visite à Bathurst, D'Aigle adressa la parole à plusieurs soldats acadiens du 132e, espérant les convaincre de demander leur transfert à son unité. Selon le *Northern Light*, toute cette activité provoquait de la confusion dans les efforts de recrutement du 132e, et l'officier recruteur Tilley avait commis une erreur en autorisant deux unités en même temps sur un même territoire. Il aurait fallu retenir une des unités en attendant que l'autre complète ses rangs, selon l'éditorialiste, qui soutenait farouchement le 132e.

C'est donc plus de 1 000 hommes que devaient enrôler les recruteurs du bataillon acadien au cours de l'hiver et du printemps de 1916. Les recrues devaient recevoir sur place leur initiation à la vie de soldat et surtout à la discipline militaire, avant de se rendre en début d'été au camp de Valcartier pour une formation plus avancée au métier des armes. À l'automne, les bataillons cantonnés à Valcartier seraient normalement transportés en Angleterre.

Des détachements du 165e furent établis à Meteghan et à Antigonish, en Nouvelle-Écosse, ainsi qu'à Caraquet et à Edmundston, au Nouveau-Brunswick. Des changements eurent lieu dans le corps d'officiers au long de l'hiver. L'architecte René Fréchet fut nommé lieutenant et devint officier recruteur. Vers la fin de janvier, il se rendit au Madawaska, où le député Louis Auguste Dugal avait organisé des assemblées de recrutement. Le Dr Lorne Joseph Violette, de Saint-Léonard, fut nommé officier médical, mais sa nomination fut de courte durée. Le lieutenant Léo Richard, fils d'Ambroise D. Richard, de Dorchester, et volontaire dans un régiment canadien en garnison aux Bermudes, fut transféré au 165e avec le rang provisoire de capitaine. Et le lieutenant Charles Gallant, qui s'était engagé dans un bataillon néo-écossais, fut aussi nommé capitaine provisoire au 165e bataillon. Elphège Léger, volontaire dans une unité à Halifax, fut nommé lieutenant dans le 165e à Moncton. Il devait retourner à Halifax en mars afin de suivre sa formation d'officier à la Royal School of Infantry. D'autres hommes jugés aptes à ces fonctions allèrent aussi à Halifax suivre une formation de sous-officiers. Ainsi, Louis Cormier, James

Bourgeois et Alfred Belliveau revinrent à Moncton à la fin de janvier avec le rang de sergents. Belliveau fut nommé lieutenant quelques mois plus tard. Quelques transferts de soldats acadiens d'autres régiments eurent lieu mais, apparemment, il n'y en eut aucun du 132e bataillon, qui devenait le grand rival du 165e pour le recrutement des Acadiens du nord-est du Nouveau-Brunswick. Quant à Louis Cyriaque D'Aigle, à peine arrivé de la Péninsule acadienne et de la Miramichi, il partait pour Halifax et le Cap-Breton. Et en plus de s'occuper activement du recrutement, il dut, comme les autres, suivre une formation militaire et se qualifier comme officier de campagne.

À Moncton, les recrues arrivaient, mais par petits groupes seulement. Malgré la confiance affichée dans les journaux selon laquelle telle ou telle assemblée de recrutement donnerait d'impressionnants résultats, la ruée tant attendue vers les bureaux de recrutement n'eut pas lieu, et ce, tant pour le 145e que le 165e. Toutefois, le lundi 24 janvier fut une bonne journée, car 11 jeunes hommes s'enrôlèrent dans le bataillon acadien et 14 dans le 145e. Pendant cette période, les travaux de préparation des quartiers pour le 145e furent interrompus et les plans modifiés afin d'assurer des conditions sanitaires acceptables. La question des quartiers pour le 165e était toujours sur la table. Au début de février, les bureaux du bataillon furent déménagés de l'édifice Harris à l'hôtel Brunswick, en face de la gare. La Municipalité de Moncton y avait loué quatre chambres à cette fin. Un comité local formé de membres des églises et du YMCA[48] se pencha sur la question du divertissement de la troupe, et un corps de police militaire fut institué dans chaque bataillon pour veiller sur le comportement des militaires en ville. Les soldats du 145e bataillon reçurent l'ordre formel d'éviter le secteur de la gare ferroviaire ainsi que les quartiers malfamés des rues Pearl et Telegraph[49].

Le 23 janvier, une assemblée de recrutement pour le 165e eut lieu à Halifax, dans la salle de la Société l'Assomption, sous l'égide de la Société. Les orateurs furent l'abbé Jean Vital Gaudet, aumônier du bataillon, les prêtres irlandais de la paroisse Saint Mary de Halifax, le lieutenant-colonel D'Aigle, le capitaine Arthur T. LeBlanc, de Campbellton, qui se trouvait lui aussi à Halifax pour sa formation

d'officier, quoique apparemment sans être associé au 165ᵉ, et le capitaine Victor Beique, ce Canadien français du 69ᵉ bataillon qui avait pris la parole à l'assemblée publique de Moncton quelques semaines plus tôt, et dont l'unité était toujours en garnison à Saint-Jean. La plupart des aspirants officiers du 165ᵉ alors en formation à Halifax étaient présents à l'assemblée. Une semaine plus tard, une autre grande assemblée eut lieu au théâtre Grand Opera House de Moncton au profit des deux bataillons locaux. Comme d'habitude, la salle était comble et l'élite sociale de la communauté prenait place sur l'estrade avec de nombreux militaires. Pierre Veniot fut un des orateurs et implora les Acadiens de s'enrôler en plus grand nombre. Les résultats furent maigres : sur 14 nouvelles recrues, seulement deux étaient des Acadiens.

Heureusement, René Fréchet était revenu de Shédiac ce jour-là avec sept nouvelles recrues, de sorte qu'au début de février, le 165ᵉ avait recruté environ 200 hommes au Nouveau-Brunswick et un certain nombre dans les autres provinces. Le 10 février, le *Moncton Transcript* indiqua que le nombre total de recrues se situait à environ 300. Pendant cette période, on enregistrait de 20 à 30 nouvelles recrues environ par semaine, selon les chiffres rapportés dans les différents journaux. Toutefois, plusieurs de ces hommes seraient rejetés à l'examen médical. On était donc loin des 1 000 soldats que les organisateurs devaient enrôler avant l'été, et même *L'Évangéline* le remarqua en éditorial le 9 février, prenant toutefois la défense du lieutenant-colonel D'Aigle et rappelant à ses lecteurs que le bataillon était un mouvement national et que tous les Acadiens se devaient de s'y intéresser.

Vers la fin de janvier, Jean Malenfant revint de Halifax et fut nommé *quartermaster*, ou intendant, officier responsable de l'approvisionnement et du matériel du bataillon. Il se rendit aussitôt à Saint-Jean pour prendre possession des uniformes et des chaussures destinés aux soldats. Quelques caisses de carabines Ross arrivèrent. Quelques jours plus tard, les soldats acadiens défilèrent à Moncton pour la première fois dans leurs nouveaux uniformes.

---

48. Young Men's Christian Association.
49. *The Moncton Transcript*, 21 janvier 1916.

Petit à petit, au cours de l'hiver, l'organisation du 165ᵉ bataillon prit forme à Moncton et se mit en branle. Les journaux firent paraître des offres de travail pour un cordonnier, un tailleur, des cuisiniers, des bouchers, enfin pour des hommes de tous les métiers. Les nouveaux officiers arrivés de Halifax prirent leur place et assumèrent leurs responsabilités dans la hiérarchie, et d'autres s'en allèrent suivre divers cours, devenant par la suite instructeurs dans des domaines variés comme la communication et le maniement de la baïonnette. D'autres encore parcoururent les régions acadiennes en quête de recrues, et on organisa des tournées de recrutement et des assemblées publiques dans de nombreuses localités des régions ciblées. À Moncton, les soldats quittaient chaque matin leur domicile ou leur pension de famille pour se rendre sur la rue Main, devant les bureaux du bataillon, où les officiers ou sous-officiers les prenaient en charge. Leur formation à la marche et aux exercices militaires se poursuivait. Le curé Henri Cormier permit au bataillon d'utiliser la salle de la paroisse pendant les jours de grand froid. Et tous les dimanches, la troupe se rendait en rangs, parfois derrière une des fanfares locales, à la messe dans la crypte-église au-dessous de cette salle. Au moins une fois par semaine, les églises protestantes organisaient des soirées musicales ou des jeux pour les soldats cantonnés à Moncton, et des équipes de hockey des deux bataillons se rencontraient en rivales sur la glace de la patinoire locale.

À la mi-février, une polémique éclata à la suite des commentaires formulés par le maire McAnn, de Moncton, au cours d'une réunion du conseil municipal. Le conseiller Belliveau avait évoqué la question du logement pour le bataillon acadien. L'espace réservé à l'hôtel Brunswick s'avérait insuffisant pour les bureaux et pour entreposer tout le matériel qui ne cessait d'arriver. Le maire rétorqua que le colonel D'Aigle ne semblait pas savoir ce qu'il voulait, et ses paroles furent rapportées dans la presse locale. D'Aigle envoya aussitôt une réplique qui fut publiée dans le *Daily Times* : « Au contraire, affirma-t-il, le colonel D'Aigle sait parfaitement ce qu'il veut » (traduction). Il démontra, chiffres à l'appui, que l'espace alloué par la Ville au 165ᵉ était nettement insuffisant pour son organisation en pleine croissance. Même l'officier de recrutement

avait dû déménager son bureau dans sa propre maison. Il suffirait de 10 $ de plus par mois pour louer une chambre de plus au Brunswick. D'ailleurs l'espace loué au Brunswick coûtait justement 10 $ de moins par mois que celui loué auparavant dans l'édifice Harris. Le 145e bataillon avait deux fois plus d'espace que le 165e bataillon pour ses seuls bureaux administratifs et il avait un bureau de recrutement séparé, sans parler de la caserne que l'on préparait pour ses soldats. Et le 145e n'avait rien que ce qui lui revenait, assurait D'Aigle, car les hommes de ce bataillon avaient engagé leur sang dans la lutte pour l'Empire. Le 165e avait lui aussi des besoins : « Que Son Honneur n'aille pas croire que le 165e bataillon acadien-français n'a droit qu'à un traitement de deuxième classe pendant qu'il est cantonné à Moncton » (traduction), enchaîna-t-il. Les Acadiens avaient aussi engagé leur sang. Pourquoi cette parcimonie à leur égard de la part de la Ville de Moncton ? Commentant cette affaire, *L'Acadien* remarqua que « nos soldats sont tous éparpillés dans la ville, faute de local propre à les loger […] et que pendant longtemps ces mêmes soldats devaient trépigner deux heures durant, devant le bureau de recrutement près du bureau de poste, pour ne pas trop avoir froid en attendant l'heure du congé ».

Les réponses du maire et du conseiller MacLeod ne tardèrent pas. Les critiques du lieutenant-colonel D'Aigle étaient fondées sur de faux renseignements, affirmaient-ils, et les paroles du maire avaient été mal citées. Les autorités municipales avaient toujours collaboré de bonne foi avec D'Aigle et ses officiers. Au lieutenant-colonel D'Aigle de choisir l'espace qui lui convenait. Il ne serait pas dit que la Ville de Moncton était moins loyale ou généreuse que n'importe quelle autre ville de l'Empire. On ne parla plus de cette affaire, du moins publiquement. Toutefois, quelques jours plus tard, les hommes du 145e bataillon purent se rendre à leur nouvelle caserne, qui était enfin prête. Pour leur part, les soldats du bataillon acadien continuaient à s'entasser dans leurs maisons de chambres, et certains commençaient à questionner la salubrité et la mauvaise ventilation des lieux.

Peu à peu, le corps d'officiers se constitua. À la mi-février, un sergent d'origine britannique, W.A. Coyne, arriva de Halifax pour devenir le capitaine-adjudant (*adjutant*), c'est-à-dire l'officier

administrateur du bataillon. Auparavant, il avait occupé un poste dans l'administration de l'état-major à Halifax. Une semaine plus tard, le lieutenant Joseph Arthur Léger arriva à la gare de Moncton, ayant débarqué à Saint-Jean du paquebot *Missanabe*. Comme nous l'avons vu, il avait pris congé du 26e bataillon au front et devait s'occuper de la formation au combat du bataillon acadien. Dans les reportages des journaux de langue française, on lui accordait déjà le titre de capitaine. Il fut reçu à la gare de Moncton avec les honneurs militaires par les soldats du 165e, commandés par le capitaine Coyne, et deux des fanfares de Moncton. Moins remarqué que Léger, le soldat Émile Violette, originaire de Saint-Léonard (N.-B.), était aussi descendu du même navire. Il avait passé neuf mois au front dans une compagnie d'état-major de la 2e division et avait été rappelé au Canada pour exercer les fonctions de lieutenant dans le 165e. Du côté de la troupe, on parlait de former un peloton uniquement de LeBlanc, tellement les hommes portant ce patronyme y étaient nombreux.

En France, le 22 février, les Allemands lancèrent une attaque massive dans le secteur de Verdun, inaugurant une des plus affreuses batailles que le monde ait connues. Le bombardement incessant durerait jusqu'à l'automne et ferait un demi-million de morts parmi les soldats qui tentaient désespérement de s'accrocher à leurs positions. Les noms de petites localités environnant Verdun devinrent familiers aux lecteurs des journaux, qui embellissaient leurs reportages quotidiens sur la bataille par des récits marqués par l'héroïsme français et les amas de cadavres d'Allemands. Au Nouveau-Brunswick, comme partout ailleurs au pays, des milliers de femmes continuaient à tricoter des chaussettes qui seraient envoyées aux soldats de l'armée d'outre-mer par des organismes comme la Croix-Rouge, les instituts féminins ou les Daughters of the Empire. Un film tourné au front remplissait les théâtres et les salles de projection d'un public avide d'images de cette guerre.

Au début de mars, on commença l'organisation d'une fanfare pour le bataillon acadien, et le directeur de la fanfare du 69e bataillon canadien-français, Georges Labadie, prit congé de son unité cantonnée à Saint-Jean pour venir à Moncton y occuper le poste de directeur de fanfare du 165e. Aussitôt, on lança une souscription

publique pour l'achat d'instruments. Pendant plusieurs semaines, les hebdomadaires de langue française publièrent les résultats de la souscription, y compris les listes de donateurs et le montant de leurs dons. Certains individus bien nantis comme Olivier Melanson, de Shédiac, et le juge Pierre-Amand Landry offrirent 25 $. Un individu anonyme de Saint-Jean, on pense à Mgr Édouard LeBlanc, en donna autant. Le sénateur Poirier, Mme Ambroise D. Richard et quelques autres personnes apportèrent chacun une contribution de 10 $. Ferdinand Robidoux fit un don de 5 $, de même que W.B. Chandler, J. Friel et les Dames Assomptionnistes de Shédiac. À la fin de mars, les officiers du nouveau bataillon se cotisèrent et firent un don collectif de 80 $. La cotisation parmi les hommes de troupe se chiffra à plus de 450 $, soit 300 $ des soldats de Moncton, 55 $ d'Antigonish, 53 $ de Caraquet, 25 $ d'Edmundston et 20 $ de Meteghan. Les dons de la troupe, qui ne furent pas nécessairement offerts de plein gré, sont intéressants parce qu'ils fournissent sans doute une indication du nombre relatif d'hommes dans les différents détachements pendant cette période. D'autres dons à la fanfare étaient de 1 $ et de 2 $, ou encore de 25 ¢ et de 50 ¢. Un don de 1,45 $ provenait des recettes d'un *Little Jitney Tea Party*, à sonorité très *british*. À la mi-avril, le total des sommes recueillies se chiffrait à 851,20 $.

Le 9 mars, on présenta un concert au Grand Opera House au bénéfice du fonds régimentaire. Les recrues du bataillon s'y rendirent en rangs derrière la fanfare communautaire, et les sous-officiers agirent comme placiers. Comme d'habitude, la salle était comble et ce fut une soirée haute en patriotisme et en galanterie impériale. Sur l'estrade, en arrière-scène, quelques soldats du bataillon étaient assis autour d'un feu de camp devant une tente, les armes accotées tout près, tandis qu'une sentinelle, fusil à l'épaule, marchait d'un pas régulier d'un côté à l'autre. Devant ce bucolique portrait militaire se succédèrent une série de chanteurs et de comédiens, y compris Jean Malenfant, qui entonna *La Marseillaise* de sa remarquable voix de baryton.

Pendant cette même période, le lieutenant-colonel D'Aigle, le capitaine-aumônier Jean Vital Gaudet, et « plusieurs autres orateurs distingués » entreprirent une série de tournées de recrutement.

Pendant deux semaines, du lundi 6 mars au samedi 18 mars, ils participèrent à une assemblée chaque jour dans le comté de Kent, allant d'une localité à la prochaine, de Saint-Ignace à Grande-Digue, en passant par Richibouctou, Saint-Paul, Saint-Norbert, Saint-Antoine, Bouctouche… La semaine suivante débutait une tournée semblable dans la région de la Baie Sainte-Marie, en Nouvelle-Écosse, mais plusieurs de ces assemblées durent être annulées à cause du mauvais état des routes. En avril, on passa aux villes et villages du Madawaska.

Il est difficile de chiffrer les résultats de cette campagne. À Saint-Louis-de-Kent, village natal du lieutenant-colonel D'Aigle, on enrôla 11 hommes lors de la première tournée. On nota toutefois que 11 autres hommes du village étaient déjà en uniforme outre-mer. À Acadieville, le lendemain, quatre hommes s'engagèrent, et cinq en firent autant le surlendemain à Rogersville. Plus de 80 ans plus tard, ces tournées de recrutement semblent avoir été difficiles et le rythme épuisant, en regard d'assez piètres résultats. Il fallait faire plus. Il fallait surtout obtenir le transfert promis au 165e des Acadiens intégrés dans divers autres unités. Dans les journaux, si on affichait toujours la confiance dans la réussite du bataillon, on questionnait le retard dans ces transferts et on commençait à blâmer les colonels des bataillons en question. On avait publié à nouveau le texte de l'ordre aux commandants de permettre les transferts, et D'Aigle lui-même était retourné dans le nord-est du Nouveau-Brunswick, où se trouvait l'unité ayant recruté le plus d'Acadiens : le 132e bataillon.

Un article publié le 2 mars en première page du *Campbellton Graphic*, journal libéral, suggère que l'accueil réservé à D'Aigle ait été plutôt froid. En voici le texte intégral (traduction) :

> **On ne peut pas prendre les hommes du 132e bataillon**
>
> *Le colonel Daigle cherche à prendre des Acadiens d'ici*
>
> Il se trouve un grand nombre d'Acadiens parmi les membres de la compagnie A du 132e bataillon cantonné chez nous. Ces hommes sont originaires des environs et désirent rester dans le 132e.
>
> Le colonel Daigle semble avoir certaines difficultés à recruter son bataillon, et nous pouvons d'emblée comprendre pourquoi des hommes

> seraient peu enclins à passer sous le commandement d'un homme qui n'a reçu pratiquement aucune instruction militaire et qui a pris la place qui avait été offerte à un militaire de chez nous et dont il a été écarté pour des motifs politiques.
>
> Au lieu de prendre contact avec les officiers recruteurs locaux et le comité de recrutement de Restigouche, le colonel Daigle nous envoie des affiches et envoie un télégramme au *Graphic* pour annoncer qu'une assemblée de recrutement se tiendra ici samedi, sans préciser où et quand !
>
> Par ses déclarations inexactes, le colonel a entrepris d'inciter les hommes à quitter le 132e pour se joindre au 165e. Voilà le genre de démarches qui ne favorisent pas les bons sentiments et qui nuiront à l'effort de recrutement.
>
> Pour régler la question une fois pour toutes, le président du comité de recrutement local a envoyé un télégramme au ministère de la Milice au sujet d'individus qui désirent transférer des hommes d'un bataillon à un autre. Voilà le télégramme qu'il en a reçu :
>
>> Ottawa, Ont., le 29 février 1916
>>
>> H.F. McLatchey
>>
>> Président du comité de recrutement, Campbellton, N.-B.
>>
>> Votre télégramme au ministre le 25 courant. Le colonel D'Aigle, qui commande le 165e bataillon, n'a pas reçu l'autorité pour transférer des recrues sans le consentement de l'officier commandant le bataillon auquel elles appartiennent.
>>
>> L'adjudant général
>
> Si cette affaire avait été traitée dans l'esprit qui convient, nous n'avons aucun doute que Restigouche aurait fourni un plus grand nombre d'hommes au 165e. Mais nous savons maintenant qu'il obtiendra peu de recrues ici.
>
> Le colonel Daigle a peut-être fait du bon travail comme inspecteur du beurre pour le gouvernement, mais il manque lamentablement son coup dans l'organisation d'un bataillon.

C'est *Le Moniteur Acadien* qui se chargea de répondre aux insultes du *Graphic* une semaine plus tard. Affichant une confiance indéfectible envers le lieutenant-colonel D'Aigle et envers le succès du bataillon acadien, le rédacteur nia toute intervention politique dans le dossier. « Nous demandons à nos compatriotes d'accorder

aux attaques du *Graphic* le silence du mépris », renchérit-il. Ce que firent les autres journaux français. Ils continuèrent cependant de réclamer le transfert des soldats acadiens au 165e : « L'intérêt spirituel de nos soldats et l'intérêt national de toute la race exigent le transfert de nos soldats dans le bataillon national », réitéra *L'Évangéline* en éditorial du 15 mars 1916. Ici et là, quelques soldats furent transférés des bataillons néo-écossais, du 104e, du 145e et du 115e, mais aucun du 132e apparemment, malgré les efforts des organisateurs acadiens et leurs protestations auprès des autorités militaires. *L'Acadien* et *L'Évangéline* accusèrent le capitaine Tilley et Sam Hughes, tous deux politiciens conservateurs, d'avoir berné la communauté acadienne avec de fausses promesses, alors que le très conservateur *Moniteur Acadien* garda le silence.

Toutefois, on avait beau blâmer les commandants et les politiciens, et plaindre le malheur supposé de tous ces jeunes Acadiens retenus contre leur gré dans des unités anglophones et protestantes, rien n'indique que les soldats acadiens demandaient à être transférés, notamment du 132e, où ils étaient si nombreux. L'enrôlement volontaire d'Acadiens dans le 132e bataillon avait continué bien après l'annonce de la formation du 165e. En outre, au mois d'avril 1916, des Acadiens de Rivière-du-Portage, sous la direction de l'instituteur A.W. Losier, organisèrent une soirée sociale au profit de la fanfare : celle du 132e bataillon.

À la mi-mars, le lieutenant-colonel D'Aigle et le Dr Fred A. Richard procédèrent à l'inspection des conditions de salubrité des maisons de chambres de Moncton où étaient logés les soldats du 165e bataillon. On trouva des abus. Certaines maisons logeaient un trop grand nombre de soldats, et la ventilation y était insuffisante. Un peu plus tard, on envoya un détachement de 50 hommes à Richibouctou, où un homme d'affaires offrait un entrepôt comme logement temporaire au 145e bataillon, que celui-ci cédait au 165e. La question d'une caserne pour la troupe du 165e à Moncton ne fut plus discutée, du moins dans les journaux. De toute façon, il était trop tard, car l'hiver tirait à sa fin, et il était prévu que les bataillons iraient tous à Valcartier vivre sous la tente dès le mois de mai.

Ce qui commençait à se discuter davantage, c'était le service militaire obligatoire. L'idée n'était pas nouvelle. Déjà, l'automne précédent, d'importants hommes publics, y compris le juge Pierre-Amand Landry, avaient réclamé l'instauration de la conscription comme étant la façon la plus juste de lever l'armée promise à l'Empire par le premier ministre Robert Borden. Maintenant que les efforts de recrutement de volontaires pour les bataillons du Nouveau-Brunswick s'avéraient moins fructueux que prévu, l'idée était de plus en plus évoquée par les militaristes et les impérialistes de toutes parts. Et le bataillon acadien n'était pas seul à éprouver des difficultés. Reconnaissant que la majorité des recrues du 145e bataillon de Moncton ne venaient pas de la ville mais des localités et des régions rurales environnantes, certains prônaient un recensement des hommes d'âge militaire dans la ville, ce qui permettrait d'approcher directement les intéressés puisque ceux-ci ne se présentaient ni aux bureaux de recrutement, ni aux assemblées publiques de recrutement. On parlait aussi de distribuer des macarons que pourraient porter les hommes désireux de s'engager mais ayant été refusés pour des raisons médicales ou d'autres causes jugées valables, afin d'isoler davantage les récalcitrants dans la honte. On employa deux hommes pour faire du recrutement de porte à porte dans la ville, et les autorités municipales annoncèrent une politique d'emploi pour la municipalité, stipulant que les hommes qui avaient fait leur devoir militaire auraient la préférence d'embauche et, surtout, qu'aucun récalcitrant (*slacker*) apte au service militaire ne serait employé par la municipalité[50]. Certaines personnes désiraient que des mesures semblables soient adoptées dans tout le comté de Westmorland. On demanderait la collaboration des officiers des bataillons et même des districts scolaires pour identifier des jeunes hommes que l'on pourrait approcher directement.

À l'échelle de la province, on organisa des réunions d'hommes publics issus de différents milieux et représentant tous les comtés, où l'on discuta des moyens à prendre afin de compléter le recrutement des 4 000 hommes que cherchait le capitaine Tilley pour les quatre

---

50. *The Moncton Transcript*, 18 avril 1916, p. 3.

bataillons autorisés dans la province l'automne précédent, en plus de ceux du 165e. Une association provinciale de recrutement fut fondée. Quelques Acadiens sont mentionnés dans les articles portant sur ces activités, dont J.B. Hachey, de Gloucester, ainsi que Joseph Pelletier et Charles Cyr, du Madawaska. À l'Assemblée législative, le lieutenant-colonel Guthrie et le capitaine Tilley faisaient pression pour qu'une résolution en faveur de la conscription soit transmise au Parlement fédéral. Une telle résolution fut adoptée par l'Assemblée le 12 avril. Le lendemain, l'Assemblée discuta d'un projet de loi concernant la tenue d'un recensement militaire dans la province. Selon Guthrie, les assemblées publiques de recrutement avaient effectivement atteint la limite de leur utilité.

Jusque-là, on avait fait peu de cas publiquement de l'enrôlement des Acadiens par rapport à celui de leurs concitoyens anglophones. Dans les articles et les commentaires des journaux, on insistait plutôt sur la loyauté et le patriotisme des deux communautés linguistiques. Dans son éditorial du 29 mars, le *Moncton Transcript* fit allusion à des marmonnements (*grumbling*) que l'on entendait en ce sens à l'occasion dans des « cercles mal informés » de la communauté anglophone. Pour faire taire les protestations, le journal cita l'exemple de la famille du juge Pierre-Amand Landry, dont deux des fils, Pierre et Wilfrid, étaient déjà officiers en France, tandis que deux autres s'apprêtaient à endosser le kaki. Le lendemain, l'éditorialiste récidiva avec l'exemple de la famille de Jean Malenfant, lui-même capitaine dans le 165e bataillon, dont les deux fils mariés, Ferdinand et Robert, venaient tout juste de s'engager dans ce même bataillon. Tous deux musiciens, ils devinrent membres de la fanfare. Quelques jours plus tard, William C. Bourque, un ancien directeur de la fanfare de Shédiac, devint le 12e membre de la fanfare du 165e. Il en fallait au moins 20.

Le premier soldat du 165e bataillon qui perdit la vie fut John Devine, de Cap-Pelé. Il mourut à l'hôpital le 30 mars 1916 des suites d'une pneumonie. Il avait été parmi les premiers enrôlés par Léandre Melanson à Shédiac en décembre 1915, et avait atteint le rang de sergent recruteur à Shédiac. Il avait 31 ans et était père de trois enfants. Sa dépouille mortelle reçut les honneurs militaires des deux bataillons de Moncton avant d'être rapatriée à son village

natal. Cinq autres des recrues succomberaient à des maladies et une dernière devait mourir sous les roues d'un train avant le départ du régiment outre-mer.

L'hiver céda sa place au printemps. La température devint plus clémente, les jours plus longs. Sur les rivières et les baies, les glaces commencèrent à fondre, puis à se briser pour être emportée par les courants. Avec le dégel, les routes se transformèrent en bourbiers, et le transport routier devint difficile. Les efforts de recrutement se poursuivirent néanmoins. Au début avril, on rapporta dans les journaux que le 165e bataillon comptait 550 inscrits, mais les chiffres officiels de l'armée en date du 25 avril sont de 515[51]. Le capitaine Arthur Losier devint officier médical du 165e. Médecin et ancien officier du 73e régiment de milice, il arrivait au pays après avoir passé plus d'un an comme médecin militaire en France. En Nouvelle-Écosse, le lieutenant Rémi Alphonse Pertus fut nommé commandant du détachement d'Antigonish, composé d'une cinquantaine d'hommes du Cap-Breton, la plupart enrôlés par le capitaine Édouard Gallant. Pertus était secondé par le lieutenant Arthur J. LeBlanc. Et à l'autre bout de la Nouvelle-Écosse, à Meteghan, le lieutenant Émile Stehelin s'employait à l'organisation d'un autre détachement. Stehelin était fils d'une famille patricienne française qui s'était établie près de Weymouth et y avait fondé une entreprise d'exploitation forestière. Au début de la guerre, ses cinq frères s'étaient rendus en France pour rallier leurs régiments. Émile, âgé de 45 ans et père de sept enfants, fut exempté, puis appelé au service par le consulat de France à Halifax. Il fut exempté à nouveau, puis s'enrôla dans l'armée canadienne et fut finalement affecté au 165e bataillon[52].

Les lieutenants Edgar LeBlanc et Alfred Blanchard partirent s'occuper de la formation et du recrutement à Caraquet. Vers la fin d'avril, le détachement de Caraquet comprenait 52 hommes de troupe[53]. Toutefois, non loin de là, à Bathurst, la compagnie

---

51. ANC, RG24, vol. 4579, 30-1-1.
52. P.H. Stehelin. *The Electric City. The Stehelins of New France*. Hantsport (N.-É), Lancelot Press, 1983.
53. *The Gloucester Northern Light*, 21 avril 1916, p. 1.



Groupe d'officiers du 73e régiment d'infanterie de milice
au camp militaire de Sussex (N.-B.), juin 1914, « The five Arthurs » :
le capitaine Arthur J. Losier, M.D., le capitaine Arthur T. LeBlanc,
le lieutenant Arthur L. Barry, le capitaine Arthur MacKenzie,
le lieutenant J. Arthur Léger.
Photo tirée de col. A.L. Barry, *Batman to Brigadier*.

D du 132e bataillon comptait environ 140 Acadiens de la région, des hommes qui n'avaient pas pu ou pas voulu s'engager dans le bataillon acadien[54].

Le 11 avril, le général Thomas Benson, de Halifax, commandant militaire des provinces Maritimes, et le général Hugh MacLean, qui commandait de Saint-Jean la brigade en formation au Nouveau-Brunswick, firent une visite d'inspection des troupes et des installations militaires de Moncton. Les lieutenants-colonels D'Aigle du 165e et Forbes du 145e reçurent les dignitaires à la gare. Le groupe se rendit d'abord de l'autre côté de la rue, devant l'hôtel Brunswick, où étaient rangées la compagnie d'état-major ainsi

54. *The Gloucester Northern Light*, 26 mai 1916, p. 3.



Hôtel Brunswick, Moncton (N.-B.), 1915.
Photo tirée de L. Machum, *A History of Moncton. Town and City 1855–1965.*

que la fanfare du 165e bataillon, commandées par le capitaine Coyne. D'autres officiers du bataillon étaient aussi présents. Les honneurs militaires rituels et l'inspection des hommes du bataillon se déroulèrent sous les yeux de centaines de gens attirés par cette cérémonie inusitée. Les dignitaires se rendirent ensuite à la caserne du 145e bataillon, où l'on répéta la cérémonie. Par après, les généraux dînèrent avec les officiers du 145e mais, curieusement, les officiers du 165e ne furent pas invités.

Quelques jours plus tard, on annonça la démission soudaine du capitaine Coyne, adjudant du bataillon, et de Léandre Melanson, qui avait été officier payeur. Aucune explication ne fut donnée, mais on indiqua que tous deux seraient réaffectés à d'autres tâches militaires. *L'Évangéline* nota que « dans un bataillon acadien français comme le 165e, il serait plus naturel et plus avantageux de posséder comme adjudant un officier de langue française. Les affaires du bataillon pourront alors se faire en français et nos officiers et soldats auxquels la langue anglaise n'est pas toujours familière seront ainsi

plus à l'aise[55]. » Coyne s'en retourna à Halifax, mais fut affecté peu après à l'état-major du général Hugh MacLean, à Saint-Jean. Quant à Léandre Melanson, il se rendit en Angleterre à l'automne de 1916, et en France à l'été de 1917 en tant qu'officier payeur[56]. Rufin Arsenault fut nommé capitaine-adjudant, et c'est Alphé Langis, un ancien comptable à la Banque Provinciale, qui remplaça Melanson comme officier payeur. Ces nominations furent de courte durée. Par ailleurs, on annonça une nouvelle campagne de recrutement, qui devait remplir les rangs du bataillon « dans un avenir très rapproché[57] ». Dans son éditorial du 18 avril, *L'Acadien* poursuivit : « Cette campagne promet des résultats prompts [...] Nous nous demandons souvent comment les Acadiens peuvent s'enrôler dans d'autres unités quand ils ont leur propre bataillon à remplir [...] Comblons notre bataillon ! Faisons honneur à notre race. C'est notre devoir ! C'est notre avantage ! »

Le soir du 13 avril, un autre spectacle eut lieu, cette fois à la salle l'Assomption, au profit du fonds de la fanfare du bataillon. Le spectacle comprenait une pièce de théâtre, *The Matchmaker*, des interprétations musicales par la fanfare, une démonstration d'exercices militaires présentée par un groupe d'environ 25 jeunes femmes, et du chant, notamment *La Marseillaise* entonnée encore une fois par Jean Malenfant. La soirée fut un succès, et on présenta une supplémentaire le lendemain soir. On modifia l'horaire des trains locaux pour accommoder les gens des villes environnantes qui étaient désireux d'y assister[58]. Jean Malenfant chanta de nouveau *La Marseillaise* deux semaines plus tard, toujours à la salle l'Assomption, à l'occasion d'une soirée formelle organisée par la succursale locale de la Société l'Assomption en l'honneur du lieutenant-colonel D'Aigle. Il y eut discours, présentations, et interprétations musicales par la fanfare et par plusieurs chanteurs et chanteuses.

Au début de mai, le capitaine-aumônier Jean Vital Gaudet lança une campagne pour une offrande d'expiation dédiée au bataillon

---

55. *L'Évangéline*, 13 avril 1916.
56. *Le Moniteur Acadien*, 20 septembre 1917, p. 1.
57. *L'Évangéline*, 13 avril 1916.
58. *The Moncton Transcript*, 14 avril 1916.

acadien. Il s'agissait surtout de recueillir des fonds pour un autel portatif et autres objets religieux, médailles, scapulaires et ainsi de suite, pour le secours spirituel des soldats. Il ne faisait aucun doute, selon l'aumônier, que le grand responsable de cette guerre était le Kaiser allemand. Toutefois, selon le dogme du péché originel, la guerre pouvait être perçue comme châtiment divin pour toute l'humanité coupable, « pour la punition des crimes des sociétés civiles, des familles et des individus ». Ceux qui subissaient la guerre et en souffraient le faisaient pour toute l'humanité, car « nous tous sommes responsables de la grande calamité ». Tous devaient donc souffrir et prier pour la paix. Pour leur part, les hommes du bataillon acadien joindraient « l'immolation à l'invocation »[59]. L'aumônier demandait une participation directe de toute la communauté à cette œuvre d'expiation. Ainsi, au cours des mois suivants, les journaux acadiens publièrent chaque semaine la liste des dons à cette œuvre, en plus des dons à la fanfare.

C'est pendant cette période que l'on accorda aux fils d'agriculteurs un congé leur permettant d'aller aider leurs familles à faire les semences. D'autres soldats du 165e furent employés à garder les installations civiles et la route ferroviaire de l'Intercolonial à Moncton et vers le nord. Les hommes du 145e s'occupaient de la voie ferrée de l'autre côté de la ville, jusqu'à Amherst (N.-É.). On craignait le sabotage de cette voie, la principale qui liait le port de Halifax aux provinces du Canada, et soldats ou miliciens en armes étaient postés tout au long de la voie.

La fanfare du 165e reçut finalement ses propres instruments et se rendit à Saint-Jean, où elle participa à un concours de fanfares militaires. Ensuite, en compagnie d'un groupe d'officiers menés par le capitaine-aumônier Gaudet et le capitaine Joseph Arthur Léger, elle fit une nouvelle tournée de recrutement dans les régions acadiennes près de Moncton. On visita des localités comme Bouctouche, Grande-Digue, Scoudouc, Pré-d'en-Haut, Memramcook et Middle Sackville. Comme d'habitude, il s'agissait d'assemblées publiques dans les écoles ou les salles communautaires,

---

59. *Le Moniteur Acadien*, 4 mai 1916.

présidées par les curés ou autres dignitaires locaux, où les officiers prenaient la parole et sollicitaient des recrues. Là où sa présence coïncidait avec une messe dominicale ou une cérémonie religieuse quelconque, la fanfare participait généralement au culte, jouant un salut militaire au moment de l'offrande. On rapporta que les recruteurs avaient enrôlé 27 hommes au cours de cette tournée[60].

Par ailleurs, des voix inquiètes s'élevaient concernant le recrutement des bataillons du Nouveau-Brunswick. Le 145e était en sérieuse difficulté. Certains désiraient étendre son champ de recrutement à toute la province, mais cela lui coûterait son identité propre au sud-est anglophone du Nouveau-Brunswick. De toute façon, il fallait attendre que les autres bataillons anglophones complètent leurs propres rangs avant de pouvoir recruter dans leurs territoires. À ces unités, il ne manquait qu'une centaine d'hommes, mais le recrutement se faisait lent et difficile. Le comité provincial de recrutement espérait que la formation de ces bataillons soit bientôt complétée afin d'ouvrir le champ au 145e. Les organisateurs de ce dernier lancèrent campagne après campagne de recrutement dans les comtés de Westmorland et de Kent, et traversèrent la Petitcodiac pour parcourir le comté d'Albert en un cortège de voitures. L'inquiétude tourna en amertume : si le 145e n'était pas rempli, disait-on, il serait démantelé et son effectif serait versé dans d'autres unités à court d'hommes. Ainsi, les efforts et la fierté régionale investis dans son organisation profiteraient aux bataillons des autres, et la région serait déshonorée par rapport aux autres régions de la province et du pays. L'autre possibilité était que le 145e soit complété avec des hommes venant d'autres unités, mais on savait que les colonels des autres unités saisiraient alors l'occasion de se débarrasser des indésirables de leurs rangs en les refilant au 145e.

C'était une situation assez curieuse, résultat de la méthode anarchique de Sam Hughes. Le 132e bataillon du *North Shore* contenait amplement d'Acadiens pour combler les rangs du 165e, alors que ce dernier comptait assez d'hommes des environs de Moncton pour compléter l'effectif du 145e, ou à peu près. Le deux

---

60. *The Moncton Transcript*, 19 mai 1916.

autres bataillons anglophones de la province, le 115e et le 140e, étaient près du but sans toutefois y toucher, ce qui empêchait le 145e d'étendre son territoire. Il est à parier que plusieurs parmi les organisateurs et les partisans du 145e en voulaient amèrement au bataillon acadien d'être en quelque sorte la cause de leur échec imminent. Et c'était une situation qui se répétait partout au pays, car si le recrutement avait atteint son apogée en mars 1916, il chuta aussitôt et tomba au point mort au mois de juin. Partout, les unités incomplètes s'arrachaient les quelques volontaires qui osaient encore s'offrir, et les territoires des autres unités n'étaient pas toujours respectés, au contraire : au Madawaska, on nota bientôt la présence de recruteurs du 189e bataillon, une unité québécoise dont le territoire comprenait le Témiscouata voisin. On rapporta que ces recruteurs tenaient des propos insultants à l'égard des officiers du bataillon acadien, les qualifiant d'incompétents ou pire, pour attirer des volontaires dans le 189e. Un des agents alla jusqu'à prétendre que le major Firmin Bissonnette, récemment nommé commandant en second du bataillon acadien, lui avait confié « qu'il ne resterait pas dans le 165e puisque ce bataillon n'avait pas d'officiers[61] ». Bissonnette nia ces propos, affirmant n'avoir jamais parlé à l'officier recruteur en question. Le Dr Albert Sormany critiqua vertement cette affaire dans *Le Madawaska*, traitant de mal élevés les recruteurs du 189e bataillon et les invitant à s'en retourner chez eux.

Aux rumeurs du départ imminent des unités néo-brunswickoises pour Valcartier, le comité de recrutement de la région de Moncton implora Sam Hughes d'accorder au 145e et au 165e le temps de compléter leurs rangs avant de les envoyer hors de la province. Une fois partis, jamais on ne réussirait à les compléter. On suggérait même le camp militaire de Sussex comme lieu d'entraînement estival, ce qui les garderait au moins dans la province. Après plusieurs annonces et fausses rumeurs de succès, la réponse finale de Hughes fut négative. Le moment venu, tous les bataillons devaient aller à Valcartier tels quels. Et ce moment approchait.

---

61. *Le Madawaska*, 6 juillet 1916, p. 1.

La situation du bataillon acadien n'était guère meilleure que celle du 145[e]. À la fin de mai, on rapporta que son effectif se chiffrait à 641 hommes. C'est à ce moment que le major Firmin Bissonnette arriva à Moncton pour occuper le poste de commandant en second du bataillon acadien. Originaire du Québec, Bissonnette avait une longue expérience en tant qu'officier de milice, et son affectation au 165[e] bataillon constituait sa troisième au sein du Corps expéditionnaire canadien. Un autre officier du 165[e] à cette époque fut le capitaine Placide Boucher, un soldat d'expérience et vétéran de la guerre sud-africaine. On rapporta qu'il avait été membre de la délégation militaire représentant le Canada au couronnement du roi George V à Londres en 1910.

Le soir du 2 juin, une grande assemblée de recrutement pour le 145[e] eut lieu à l'hôtel de ville de Moncton. Elle s'avéra une âpre déception, non seulement du fait qu'aucun jeune homme ne s'enrôla, mais surtout parce que très peu d'hommes aptes au service s'étaient même présentés. « Pourquoi une assemblée de recrutement ressemble-t-elle à un naufrage ? », demandait-on. « Les femmes et les enfants d'abord ! » était la réponse amère qu'on donnait. Deux soirs plus tard, une assemblée se tint dans la salle l'Assomption, cette fois-ci pour le 165[e]. La fanfare se promena dans les rues de Moncton pour soulever l'intérêt de la population avant l'assemblée, et six nouvelles recrues s'engagèrent. Le lendemain, un lundi, Bissonnette quitta Moncton en train avec la fanfare et un groupe de recruteurs pour mener une tournée de deux semaines débutant dans le Restigouche et le Madawaska. Ils s'arrêtèrent à Charlo, puis continuèrent en voiture sur le chemin encore primitif et souvent escarpé jusqu'à Kedgwick, Anderson, Saint-Léonard, Saint-Basile, Edmundston, Saint-Jacques, Saint-Hilaire, Lac-Baker et Connors. Selon les rapports, ils furent bien reçus partout. À Kedgwick, l'école réservée pour l'assemblée se révéla trop petite pour la foule et l'assemblée eut lieu dehors. Une vingtaine de recrues furent enrôlées. Ensuite, revenant sur leurs pas, les recruteurs visitèrent Jacquet River, Pointe-Verte et Petit-Rocher, s'arrêtant à Bathurst le soir du 19 juin, pour une dernière grande assemblée au théâtre Opera House. Pour préparer cette dernière, pendant la journée, la fanfare joua des airs militaires dans divers quartiers de



Le sergent Georges Labadie, directeur de la fanfare, le capitaine-aumônier Jean Vital Gaudet, l'abbé Louis Napoléon Dugal, curé de Saint-Basile (N.-B.), et les membres de la fanfare du 165e bataillon, à Saint-Basile, le 10 juin 1916.

Coll. Raoul Dionne, Moncton.

la ville. D'autres officiers du bataillon arrivèrent de Moncton pour participer à l'assemblée, aux côtés de toute l'élite de Bathurst et devant une salle comble. Vingt-quatre hommes ajoutèrent leurs noms à la liste de recrues[62]. Le lendemain, la fanfare et les recruteurs reprirent la route pour visiter plusieurs villages de la Péninsule acadienne : Grande-Anse, Paquetville, Saint-Isidore, Tracadie, Inkerman, Shippagan, Lamèque et Miscou, aboutissant à Caraquet, où ils furent reçus par le détachement local.

Pendant la même période, trois autres officiers du bataillon parcouraient l'Île-du-Prince-Édouard, un terrain difficile pour le 165e, où la plupart des Acadiens préféraient s'engager dans les unités locales. D'autres officiers subalternes ratissaient le comté de Kent et le Cap-Breton, pendant que René Fréchet enrôlait quelques hommes de la région de Moncton et Stehelin, quelques autres dans les villages côtiers de la Baie Sainte-Marie, en Nouvelle-Écosse.

Pour renforcer l'image du 165e bataillon comme unité acadienne, les organisateurs, pour la plupart issus du milieu nationaliste, s'efforcèrent d'intégrer dans la culture et le cérémonial du bataillon la symbolique nationale que l'Acadie s'était donnée encore assez récemment. Ainsi, l'insigne du 165e serait élaboré autour de l'étoile et de la devise *Ave Maris Stella*. Et à une époque où les activités et les manœuvres militaires étaient commandées par des notes de clairon, l'appel distinctif du bataillon serait les deux premières mesures de la mélodie populaire *Évangéline*, du père André T. Bourque, professeur de musique à l'Université Saint-Joseph, décédé en 1914[63].

Outre la reprise de tant d'activités civiles et militaires au Canada, la belle saison apporta aussi une recrudescence des combats en Europe. Ainsi, les efforts ultimes pour compléter les bataillons néo-brunswickois avant leur départ pour Valcartier coïncidèrent avec la publication quotidienne de listes de soldats morts, mutilés ou disparus, y compris certains Acadiens. Si nombreuses étaient les pertes que les journaux locaux se mirent à ne publier que celles des provinces Maritimes. Il est difficile d'évaluer l'effet que cela

62. *The Gloucester Northern Light*, 23 juin 1916, p. 1.
63. *The Moncton Transcript*, 23 juin 1916, p. 6.

a pu produire sur les enrôlements, même si l'on s'efforçait de teindre de gloire et d'héroïsme ces sacrifices pour la patrie, pour l'Empire ou pour la « civilisation chrétienne ». Toujours est-il que la flambée des combats coïncida avec une période très difficile pour le recrutement à la grandeur du pays.

Il est difficile aussi de mesurer l'effet que la politique partisane a pu avoir sur l'organisation du 165e bataillon, car si ses instigateurs étaient tous des Acadiens nationalistes, la plupart étaient aussi de près ou de loin impliqués dans la politique partisane. Pour n'en nommer que quelques-uns, Pierre Veniot, René Fréchet et Clément Cormier étaient tous actifs dans le Parti libéral, tandis que Ferdinand Robidoux, Pascal Poirier et le capitaine Tilley étaient du Parti conservateur. De plus, les gouvernements au pouvoir à Fredericton et à Ottawa étaient conservateurs, et tous deux devaient se défendre contre des accusations sensationnelles et des révélations accablantes de corruption, claironnées sans relâche par des libéraux comme Pierre Veniot et leurs organes de presse, tel *L'Acadien* de Clément Cormier. À Moncton, le ton des accusations grimpa au mois de mai 1916, car le comté de Westmorland se préparait pour une élection locale à la fin du mois. Les insultes haineuses lancées quotidiennement à l'égard des conservateurs, notamment par le *Moncton Transcript* et *L'Acadien*, étaient telles que l'on s'imagine difficilement les parrains du 165e assis autour d'une même table à régler les difficultés du bataillon.

Et pour comble, *L'Évangéline* et *L'Acadien*, dont les dirigeants étaient intimement liés à l'organisation du bataillon, se trouvaient en chicane. Par le biais de *L'Acadien*, Arthur T. LeBlanc et Alphonse Sormany s'en prenaient vertement à *L'Évangéline*, qui avait publié une série d'articles contre la participation acadienne à la guerre. Apparemment, ces articles avaient été rédigés et publiés à l'insu des dirigeants de *L'Évangéline* par un employé renégat, disciple d'Henri Bourassa, qui signait du pseudonyme « J'en Suis Là ». Fortement embarrassés, les dirigeants de *L'Évangéline* durent clamer leur innocence et s'excuser auprès de leur lectorat, réaffirmant leur appui à l'effort de guerre et, surtout, au bataillon acadien. Un certain J.S. Léger, qui avait remplacé Rufin Arsenault comme rédacteur en

chef à *L'Évangéline*, fut congédié[64], et des insultes furent proférées par *L'Évangéline* à l'intention de LeBlanc et de Sormany. Ces derniers eurent cependant le dernier mot dans *L'Acadien*, accusant *L'Évangéline* de servir la cause du Parti conservateur tout en se cachant derrière une façade de nationalisme et de religion. À peine dissimulées, les difficultés du bataillon acadien se situaient au centre de cette chicane publique.

Le 12 juin, le ministre Sam Hughes s'arrêta à Moncton, le temps de passer en revue les soldats des unités de la ville rassemblés à la gare et de prononcer un discours devant les officiers. Hughes était en tournée d'inspection des troupes des provinces Maritimes, et la brève cérémonie se déroula en présence de milliers de citoyens attirés par le spectacle. Les généraux Thomas Benson et Hugh MacLean étaient aussi de la cérémonie, après laquelle Sam Hughes monta dans son wagon privé et continua sa tournée. Le samedi 17 juin, un autre grand événement militaire se produisit à Moncton, et la ville entière fut envahie d'hommes en kaki des bataillons locaux et d'autres unités invitées ou de passage. Des milliers de gens des alentours vinrent gonfler les foules qui assistaient aux manifestations militaires, aux parades, aux fanfares, aux présentations et discours, et aux compétitions de techniques militaires et d'athlétisme. Un message d'adieu fut prononcé par le maire McAnn devant les troupes des deux bataillons qui avaient passé l'hiver en ville et dont le départ était annoncé. Le major Bissonnette prononça le discours d'adieu et de remerciement au nom du 165e bataillon, en l'absence du lieutenant-colonel D'Aigle. Ce dernier était depuis quelques semaines à recevoir sa formation d'officier à la Royal School of Infantry, en Nouvelle-Écosse.

Le 19 juin, on rapporta que le 165e comptait 727 hommes en uniforme, en plus de 25 nouvelles recrues dispersées de part et d'autre[65]. Il manquait donc 370 hommes[66]. Comme d'habitude, ces chiffres ne concordent pas tout à fait avec ceux de l'armée,

---

64. CEA, 51.1 G., procès-verbal du conseil d'administration de *L'Évangéline*, 25 mai 1916. À noter la similitude des initiales de *J'en Suis Là* et de *J.S. Léger*.
65. *The Moncton Transcript*, 19 juin 1916, p. 5.
66. *The Moncton Transcript*, 23 juin 1916, p. 6.

qui étaient plus modestes, soit 708 hommes, répartis comme suit : 20 officiers et 382 hommes à Moncton ; 2 officiers et 74 hommes à Meteghan ; 1 officier et 59 hommes à Antigonish ; 1 officier et 55 hommes à Richibouctou ; 2 officiers et 62 hommes à Caraquet ; et 1 officier et 49 hommes à Edmundston[67].

Le départ des troupes commença par celui des hommes du 145e bataillon le dimanche 25 juin, parmi les larmes, les acclamations et les bons souhaits de milliers de gens présents à la gare pour l'occasion. Le lendemain soir, un détachement d'environ 100 hommes du 165e, sous les ordres du capitaine Jean Malenfant, monta à son tour à bord du train qui le transporterait à Valcartier. Ces hommes devaient préparer le terrain et les installations avant l'arrivée du bataillon au camp. Deux fanfares civiles et celle du bataillon ainsi que plusieurs centaines de citoyens étaient rassemblés à la gare pour l'au revoir habituel. Le soir du 27 juin, on organisa un banquet au Paris Café pour fêter le départ des officiers du 165e qui se trouvaient encore à Moncton, avec les discours et les toasts de circonstance. Les officiers présents étaient les capitaines Rufin Arsenault, Placide Boucher et Joseph Arthur Léger, de même que les lieutenants Jean Lepage, James Arthur LeBlanc, René Fréchet, François Arsenault, Wilfrid D. LeBlanc, Arthur Michaud et Émile Stehelin[68]. Le même soir, à Richibouctou, le capitaine Charles Gallant et les hommes du détachement de l'endroit furent aussi honorés lors d'un banquet semblable offert par les dames de la Croix-Rouge.

C'est donc le 28 juin en fin d'après-midi que les hommes du bataillon acadien de Moncton se rassemblèrent une dernière fois devant l'hôtel Brunswick, sous les ordres du major Bissonnette. Malgré une forte pluie, ils défilèrent en rangs sur la rue Main jusqu'à la gare, acclamés par une foule de gens. Les détachements d'Antigonish et de Meteghan se trouvaient à Moncton depuis deux jours. Le spectacle d'au revoir fut répété au son des fanfares, en présence de milliers de parents, d'amis, d'admirateurs et de simples

---

67. ANC, RG24, vol. 4579, 30-1-1, « Valcartier Camp inward movement orders, 165th bn ».
68. *The Moncton Transcript*, 28 juin 1916, p. 5.

curieux. Les soldats montèrent dans les wagons, et le train s'ébranla vers 18 h 30. Deux longues bannières étaient attachées au convoi, sur lesquelles on pouvait lire : « 165e bataillon » et « Acadiens-Français, venez avec nous ». Le détachement de Richibouctou monterait à bord à Kent Junction, celui de Caraquet se joindrait au convoi à Bathurst et celui d'Edmundston compléterait l'effectif à Rivière-du-Loup. Selon les reportages, le bataillon dénombrait maintenant 850 hommes[69], mais ce chiffre était probablement exagéré.

La fanfare du bataillon et un petit détachement de recruteurs sous les ordres du capitaine Joseph Arthur Léger demeurèrent à Moncton pour continuer leur travail. « Le champ de recrutement du 165e est plus étendu que celui de bien d'autres régiments et il ne faut pas que ceux-ci le devancent », insista *Le Moniteur Acadien* le 29 juin.

---

69. *Le Moniteur Acadien*, 29 juin 1916, p. 1.

Chapitre 7

Été 1916 : Valcartier, Québec

Le camp militaire de Valcartier avait été aménagé d'urgence en 1914, suivant des plans préétablis, pour recevoir l'armée de recrues du premier contingent canadien d'outre-mer. Il devint ensuite le principal lieu de rassemblement de l'armée dans l'est du Canada. Environ 16 000 hommes y passeraient l'été de 1916 sous la tente pour y être transformés en soldats. Bien entendu, leur formation comprendrait l'apprentissage du métier des armes et de l'organisation militaire, mais plus encore, il fallait inculquer aux recrues la discipline, l'obéissance et les habitudes de pensée propre à l'esprit militaire. En effet, à leur arrivée au camp, la plupart des hommes demeuraient essentiellement des civils en uniforme, avec leurs attitudes et leurs habitudes de civils. Beaucoup eurent de la difficulté à se plier à la vie militaire, et les cas de désertion augmentèrent au cours de l'été, comme nous le verrons plus loin.

Le camp était situé à une vingtaine de kilomètres au nord du fleuve Saint-Laurent, un peu derrière Québec, sur une vaste plaine sableuse drainée par la rivière Jacques-Cartier. Les cantonnements des bataillons étaient rangés de chaque côté de l'axe principal du camp, qui longeait la rive est de la Jacques-Cartier. Du même côté de la rivière, un peu en aval, un plateau servait à la formation technique, aux manœuvres et aux revues, et plus loin, un vaste champ de tir avait été aménagé face aux collines abruptes qui marquent la fin du plateau. Le camp était pourvu d'un réseau d'aqueducs, de rues bétonnées et de terrains sportifs, et il était relié à Québec et à son port d'embarcation par une voie ferroviaire[70]. Les soldats dormaient sous des tentes en forme de cloche, dont chacune pouvait contenir une quinzaine d'hommes. Même s'il

---

70. Col. G.W.L. Nicholson. *Canadian Expeditionary Force, 1914–1919. Official History of the Canadian Army in the First World War*. Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1962.

L'ACADIEN

165e Bataillon
D'outre-mers

Officier Commandant
Lt.-Col. L. C. D'Aigle

Commandant
en Second
Major F. Bissonnette

Adjudant Provisoire
Capt. R. A. Arseneau

Quartier Maitre
Capt. Jean Malenfant

Maitre-Payeur
Provisoir
G. B. Robertson

Commandants
de Compagnies
Capt. C. F. Gallant
Capt. P. Boucher
Capt. J. A. Leger
Major F. Bissonnette

Bureaux de Recrutement à

Moncton, Digby,
Yarmouth, Caraquet,
Campbellton, Shediac.

Le Bataillon Acadien
Français d'outre-mers

Dignes de la vaillance ancestrale, les intrépides Canadiens Français s'en vont, bataillon aprés bataillon, combattre pour le Canada et les Alliés.

Conformément à leur amour de paraitre propres et bien mis, ces braves soldats ne sont pas content qu'ils aient chacun un Gillette Safety Razor.

Ceux qui reviennent de la ligne de feu parlent avec enthousiasme de la commodité — du comfort — presque de la necessité d'avoir un Gillette si un homme dans le service actif veut jouir de se razer à l'aise.

De toutes les articles que vous pouvez leur donner, vos amis ou parents enrolés apprécieront le plus un

Gillette Safety Razor

SUR LE THEATRE DE LA GUERRE.

Il est apparent que la résistance des Teutons sur le centre de ı ligne attaquée par les Russes est acharnée e tque tous leurs efforts tendent désormais à arrêter l'avance russe dans ce secteur.

Il ne parait pas cependant que cette résistance puisse tenir très ongtemps contre la poussée de nos alliés qui comme l'a déclaré le énéral Brusiloff, dans une très intéressante entrevue donnée à la resse, ne font que commencer l'opération à grande envergure qu's ont si soignusement et si heureusement préparée durant les mois aléa laisse douteuse la date réelle du déclanchement de notre offensive là-bas.

Mais il y a tout lieu de croire que les événements ne vont pas tarder à se précipiter dans les Balkans.

Si seulement les Roumains réalisant la situation décidaient enfin à sortir de leur expectative on pourrait prédire que la solution dans les Balkans serait vite acquise.

Mais avec ou sans la Roumanie, nous pouvons être confiants que les Alliés d'ici peu vont entrer en scène dans les Balkans.

C'est, nous le croyons de plus en plus fermement, l'expectative vraisemblablement légitime du commencement de la dernière phase tactique et stratégique de la guerre.

Les chances sont raisonnablement que, d'ici l'hiver, nous aurons obtenu la décision tactique qui aura réglé définitivement la victoire des Alliés.

Le 29 juin 1916, une publicité pour les rasoirs Gillette, parue dans le journal *L'Acadien* de Moncton, utilise le thème du bataillon acadien. Il est probable que la même publicité était adaptée à chacun des bataillons canadiens. Le texte, en dépit de la piètre qualité de la traduction, trace un portrait idyllique de la vie des soldats sur « la ligne de feu ».
Coll. Centre d'études acadiennes, Université de Moncton.

avait été recruté partout dans les provinces Maritimes, le 165e bataillon fut affecté à la brigade du Nouveau-Brunswick avec les unités de cette province : les 132e, 140e et 145e. L'autre bataillon néo-brunswickois, le 115e, bien qu'incomplet, serait transporté de Halifax vers l'Angleterre à la mi-juillet et démantelé peu après. Son effectif serait transféré dans une unité de réserve cantonnée en Angleterre, pour être envoyé par détachements comme renforts aux bataillons sur le front.

À Valcartier, le cantonnement du 165e consistait en de multiples rangées de tentes longeant la rue bétonnée qui formait l'axe principal du camp. En face, de l'autre côté de la rue, se dressait le cantonnement du 145e, et les autres bataillons de leur brigade se trouvaient dans le même secteur. Le commandant de la brigade du Nouveau-Brunswick et supérieur immédiat des colonels des bataillons était le général Hugh Havelock McLean, un homme politique et ancien milicien qui avait endossé l'uniforme pour le service de l'Empire. McLean avait alors 62 ans et était député fédéral des comtés de Queens et de Sunbury, au Nouveau-Brunswick. Il deviendrait lieutenant-gouverneur de sa province de 1928 à 1935.

Les hommes du 165e bataillon arrivèrent à Valcartier le 29 juin vers 7 h du soir et s'y installèrent pour un séjour d'environ trois mois. Selon le court historique du régiment publié en 1918 : « Quoique nouvelle, la vie sous la tente fut agréable aux soldats acadiens. Le site de Valcartier est idéal de salubrité et de pittoresque. Malgré les grandes chaleurs, peu de soldats furent malades. La plupart se fortifièrent solidement. » Une description plus intime est donnée dans une lettre que le soldat Alphé Langis écrivit à son ami Clément Cormier peu après l'arrivée du 165e au camp : « Nous sommes arrivés sains et saufs et crois-moi *'it's a hell of a sport'* mais c'est très sain, toujours au grand air. Mais le pire est qu'on gèle la nuit. On couche sur la terre et pour le moment nous sommes à court de couvertures de lit et nous n'en avons que chacun une pour s'abriter[71]. » Langis, qui avait été employé d'une banque, espérait devenir officier et demandait à Clément Cormier d'intercéder

---

71. CEA, 512, fonds Clément Cormier.

en sa faveur. Il n'atteint pas son but, mais fut assez rapidement promu au rang de sergent. Sa nomination au poste d'officier payeur annoncée en avril, comme nous l'avons noté plus tôt, se révéla donc de courte durée.

L'appel du clairon vers 5 h 30 signalait le début de la routine quotidienne du camp, suivi peu après des airs martiaux des fanfares de service. Les hommes se présentaient alors en rangs devant leurs tentes et les officiers ou sous-officiers faisaient l'appel des présences. Après le petit-déjeuner, les hommes avaient un certain temps pour ranger leur équipement, faire leur toilette et nettoyer leurs tentes, ou encore se rapporter au médecin ou aux bureaux administratifs. La journée de travail typique débutait dans les cantonnements à 8 h par une heure d'exercice physique, suivie d'une heure d'escrime à la baïonnette. Ensuite, les bataillons se groupaient dans leurs formations respectives et se dirigeaient au pas de marche vers les terrains d'entraînement situés sur le plateau, à trois milles des cantonnements, où ils passaient la journée en formation programmée. Ils allaient aussi au champ de tir se familiariser avec la carabine Ross de calibre .303 pouces, alors l'arme réglementaire de l'infanterie canadienne. Au cours de leur séjour, ils devaient atteindre un niveau réglementaire de compétence au tir, c'est-à-dire atteindre une certaine cible à une certaine distance et à un certain rythme de tir. À la fin de l'après-midi, les soldats retournaient à leurs cantonnements pour le repas du soir, à la suite duquel, hormis ceux qui étaient de garde ou affectés à des corvées quelconques, ils étaient libres jusqu'à l'heure du coucher. Ils pouvaient alors participer aux activités sportives ou à d'autres divertissements au camp.

Comme les autres unités rassemblées à Valcartier et ailleurs au pays, le bataillon acadien eut à composer avec sa part d'absentéisme et de désertions car, à tout moment, un certain nombre d'hommes manquaient à l'appel. Déjà, au printemps, quand le bataillon était encore à Moncton, au moins 10 hommes avaient quitté illégalement ses rangs et étaient recherchés. Les absents qui revenaient de leur propre initiative étaient punis selon la gravité de leur cas, puis réintégrés. Les autres, après quelques semaines d'absence et une brève enquête, étaient déclarés déserteurs, rayés de l'effectif (*struck*

off strength), et leur cas était soumis aux autorités civiles. Désormais, ils étaient considérés comme hors-la-loi et devenaient donc des fugitifs. Avant l'entrée en guerre des États-Unis, en avril 1917, ils pouvaient se diriger vers la Nouvelle-Angleterre ou ailleurs aux États-Unis. S'ils arrivaient à se rendre à la frontière, il existait un réseau d'individus capables de les faire traverser pendant la nuit contre une somme d'argent, du moins dans la région de la rivière Sainte-Croix. En août, on rapporta qu'une unité canadienne-anglaise cantonnée dans la région frontalière de Saint Andrews (N.-B.) avait perdu pas moins de 100 hommes au cours des quatre semaines précédentes, et on les pensait rendus aux États-Unis[72]. À Valcartier, le 145e bataillon perdit plus de 100 hommes en cinq semaines[73]. Autre exemple, dès la mi-juillet, plus de 1 500 hommes avaient déserté le camp Borden, en Ontario[74]. En ce qui concerne le 165e bataillon, un certain nombre de ses déserteurs furent arrêtés et traduits devant la justice civile, qui les condamnait généralement à six mois de prison ferme. Le registre des déserteurs couvrant la période du séjour du 165e à Valcartier contient 27 noms pour le mois de juillet, 37 pour le mois d'août et 25 pour le mois de septembre[75]. Seulement quelques-uns sont retournés au bataillon, et quelques autres y furent ramenés de force. Les autres furent expulsés.

Tout cela rendait à peu près nuls les efforts de recrutement du 165e, qui se poursuivaient cependant dans les provinces Maritimes. Comme nous l'avons vu précédemment, la fanfare et un petit groupe de recruteurs sous les ordres du capitaine Joseph Arthur Léger étaient demeurés à Moncton après le départ du bataillon. Et on avait publié un appel aux mères, aux épouses et aux fiancées acadiennes, les priant de ne pas retenir leurs maris ou leurs fils, mais au contraire de les encourager à s'enrôler dans le bataillon acadien[76].

---

72. *The Moncton Transcript*, 19 août 1916, p. 1.
73. R.C. Brown et D. Loveridge. « Unrequited Faith: Recruiting the CEF 1914–1918 ». *Revue internationale d'histoire militaire*, vol. 51, 1982.
74. *L'Acadien*, 25 juillet 1916, p. 2.
75. Documents personnels de L.C. D'Aigle.
76. *L'Acadien*, 4 juillet 1916, p. 2.

Tandis que René Fréchet s'occupait toujours du bureau de recrutement de Moncton, le capitaine Léger et la fanfare entreprirent de nouvelles tournées, dont une à l'Île-du-Prince-Édouard à la mi-juillet, après quoi la fanfare s'en alla à Valcartier retrouver le bataillon. Léger s'y rendit à son tour le 14 août. En août, le major Bissonnette fit une tournée de la région de la Baie Sainte-Marie en compagnie du lieutenant Théophile Doucet et du sergent Ambroise Léger. Notons qu'Ambroise Léger, de Barachois (N.-B.), fut un des principaux recruteurs du bataillon. Il participa à plus d'une centaine d'assemblées publiques du mois de mars jusqu'à la fin août, accompagnant plusieurs des officiers, dont le capitaine-aumônier Gaudet et le capitaine Charles Gallant. Malgré de tels efforts, les résultats de la campagne estivale furent plutôt maigres. On rapporta 11 recrues pour la première semaine de juillet et 17 pour la deuxième, mais certains de ces volontaires seraient rejetés par l'examinateur médical. À la mi-août, on indiqua que 10 recrues se rendaient à Valcartier, accompagnées de deux soldats du bataillon. Au cours de la dernière semaine d'août, seulement trois hommes s'enrôlèrent. La fanfare du bataillon cherchait aussi des hommes, quoique à la fin de l'été elle compte 24 membres. Parallèlement aux efforts de recrutement, on continuait d'organiser des collectes de fonds pour la fanfare du bataillon, le fonds d'expiation de l'aumônier et le fonds régimentaire. Comme nous l'avons vu, les organisateurs des bataillons devaient fournir une partie importante des fonds pour l'organisation en cotisant parmi la population.

En cet été de 1916, d'autres hommes que les déserteurs de l'armée canadienne fuyaient eux aussi les autorités. Il s'agissait de prisonniers allemands du camp d'internement d'Amherst qui s'évadaient de temps à autres, seuls ou en petit groupe, causant un certain émoi dans la région. Ces hommes n'avaient qu'un seul espoir : se rendre aux États-Unis, en territoire neutre. La plupart furent repris car, contrairement aux déserteurs canadiens, ils ne trouvaient personne pour leur venir en aide. Au moins un des prisonniers qui s'étaient échappés lors d'une corvée à l'extérieur de la prison fut abattu par les gardiens qui le poursuivaient, et un autre fut blessé. Un petit groupe de téméraires furent rattrapés dans une

chaloupe sur les eaux de la baie de Fundy, naviguant le long de la côte en direction du Maine. L'hiver précédent, 11 prisonniers s'étaient évadés par un tunnel ingénieux. Ils se rendirent à la gare, montèrent dans un train comme de simples passagers, arrivèrent à Moncton, puis prirent un second train jusqu'à la frontière. L'affaire souleva un tollé et le commandant du camp fut traduit en cour martiale[77]. Un de ceux qui avaient été techniciens à la station de télégraphie sans fil de Newcastle au début de la guerre, un nommé Pfiel, réussit à s'échapper. Il parvint à se rendre en Allemagne, où il s'engagea dans la marine de guerre, et périt en mer[78].

Un autre événement vint marquer l'été de 1916 : le 28 juillet, l'Acadie perdait un de ses esprits dirigeants les plus distingués, avec le décès de *sir* Pierre-Amand Landry à son domicile de Dorchester, au terme d'une longue maladie. Âgé de 70 ans, il occupait alors le poste de juge en chef de la Cour suprême de la province. Ses imposantes funérailles eurent lieu à Saint-Joseph-de-Memramcook et des dignitaires de partout y assistèrent. Une polémique éclata quand certains journaux de langue anglaise remarquèrent l'absence du drapeau impérial, le *Union Jack*, sur l'édifice du Collège Saint-Joseph, alors que des « *Tricolors* » avaient été aperçus. Dans le contexte de l'époque, les esprits surchauffés et certains impérialistes empreints d'un patriotisme criard y virent un manque de loyauté chez les Acadiens, et des sentiments anti-acadiens jusqu'alors à peine voilés surgirent dans certains journaux, notamment le *Kings County Record*. La réponse du père Benjamin Lecavalier, supérieur du Collège, ne tarda pas : puisque des rénovations étaient en cours au Collège, ni le *Union Jack*, ni le tricolore ne pouvaient y flotter car on avait dû enlever temporairement le mât. Le Collège n'y était pour rien, et les reportages sur les drapeaux étaient erronés ou déplacés, selon Lecavalier.

Mais le *Kings County Record* persista dans ses écrits anti-acadiens. En septembre, il rapporta que le conseil du comté de Kent, constitué à majorité d'Acadiens, avait rejeté une demande de soutien financier au Fonds patriotique canadien, alors que les comtés anglophones

---

77. *Débats du Sénat*, 30 mars 1916.

78. Col. A.L. Barry. *Batman to Brigadier*. Newcastle (N.-B.), chez l'auteur [1965 ?].

y avaient contribué généreusement. Le *Record* y voyait un autre exemple de la déloyauté acadienne et affirmait que non seulement les Acadiens avaient refusé de participer à la guerre, voici qu'ils refusaient maintenant jusqu'à leur appui financier. Les Acadiens seraient contents lorsque le dernier anglophone de la province aurait été tué en les protégeant, poursuivait le *Record*, et il était grand temps que les anglophones y fassent quelque chose.

Sans doute ce sentiment était-il partagé par bon nombre de citoyens anglophones, mais il paraissait rarement sous forme écrite. Les journaux anglais de Moncton et la plupart des grands journaux du Nouveau-Brunswick insistaient plutôt sur la loyauté des deux communautés linguistiques de la province et se gardaient de publier à leur compte des propos incendiaires ou haineux envers la communauté acadienne. Ils rapportaient rarement de tels propos venus d'ailleurs et s'efforçaient d'en atténuer la portée. S'ils en voulaient manifestement au bataillon acadien d'avoir causé des difficultés aux unités anglophones, ils n'attaquaient jamais directement le bataillon, mais s'en prenaient avec amertume aux autorités militaires pour en avoir autorisé la création en même temps que les autres. Il est assez difficile de jauger avec précision l'importance du sentiment anti-acadien occasionné par les réalités de la guerre et par l'attitude non conformiste perçue chez les Acadiens, car les références qui nous restent sont plutôt obliques et de deuxième ordre. Ces références, du genre de « ceux qui nous accusent de ne pas faire notre part », paraissaient de temps à autre dans les éditoriaux et les reportages des journaux de langue française, qui du reste préféraient eux aussi mettre l'accent sur la loyauté des deux communautés.

Un événement qui aurait sans doute attisé les préjugés des *jingos* s'il avait été ébruité fut la présence d'Henri Bourassa, le grand nationaliste canadien-français et champion des opposants à la guerre, aux célébrations de la Fête nationale de l'Acadie le 15 août 1916 à Rogersville. Après la cérémonie religieuse, en après-midi, une foule se massa autour de l'estrade pour entendre le message du grand orateur aux Acadiens. Si Bourassa y fit de la polémique nationaliste ou de la propagande contre la guerre, rien n'en parut dans le reportage de *L'Acadien*. Le discours cité consistait plutôt

en un long éloge de la langue française, de la foi catholique, et de leur défense en terre d'Amérique. Une fois seulement, il fit allusion à la guerre : « Comme les alliés font leur devoir devant les Boches d'outre-Rhin, faisons le nôtre devant les Boches d'Ontario et d'ailleurs [...][79]. » Ni sa présence, ni son discours ne furent rapportés par les autres journaux. Ce n'est qu'à la mi-septembre que *Le Moniteur Acadien* nota en éditorial :

> La présence de M. Henri Bourassa à la grande démonstration patriotique qui a eu lieu à Rogersville à l'occasion de notre fête nationale a laissé chez certains esprits l'impression que les Acadiens étaient opposés à la participation du Canada à la guerre dans laquelle se trouve engagée aujourd'hui la Grande-Bretagne. Cette impression est absolument erronée ; c'est le contraire qui est la vérité. [...] M. Bourassa est sans doute un superbe orateur dont la belle éloquence n'est pas sans exercer sur nos oreilles un charme considérable ; mais il n'y a pas de place chez nous pour les idées politiques du chef nationaliste[80].

Cependant, de l'autre côté de l'océan, la guerre se poursuivait. En France, deux immenses batailles étaient à faucher les vies humaines par dizaines de milliers : autour de Verdun, l'offensive allemande qui avait débuté en février continuait à se buter quotidiennement à la résistance désespérée des Français ; et en Picardie, dans la vallée de la Somme, les Britanniques avaient lancé leur offensive majeure le 1er juillet, au moment où les hommes du 165e bataillon s'installaient à Valcartier. Planifiée minutieusement, l'attaque britannique avait été annoncée par un bombardement massif des lignes allemandes durant plusieurs jours, et les généraux britanniques avaient déclaré à leurs hommes que, le moment venu, ils pourraient sortir de leurs tranchées et traverser paisiblement les fortifications allemandes, où tout serait mort.

Mais ce fut un vain espoir. L'infanterie britannique qui grimpa hors de ses tranchées en ce 1er juillet était constituée en grande partie de volontaires recrutés l'année précédente et à peine formés, essentiellement des civils en uniforme. Les Allemands, grâce à leurs abris profonds et à leur système de défense, avaient survécu

---

79. *L'Acadien*, 22 août 1916, p. 2.

80. *Le Moniteur Acadien*, 14 septembre 1916, p. 1.

au bombardement et leurs imposants réseaux de barbelés étaient intacts et infranchissables. Tous les ingrédients étaient réunis pour un massacre, et c'est ce qui arriva. Des dizaines de bataillons britanniques avançant lentement à découvert en de longues vagues successives vers les lignes allemandes, baïonnettes aux canons, furent surpris et criblés de balles par des centaines de mitrailleuses que les Allemands, sortis de leurs abris à la fin du bombardement, avaient installées à la hâte. En quelques heures seulement, 20 000 Britanniques gisaient morts par terre ou accrochés aux barbelés et 40 000 autres étaient blessés, contre des pertes négligeables de l'autre côté. Ce fut la pire journée de toute l'histoire de l'armée britannique. Le peuple britannique ne s'en remit jamais, car des villages et des quartiers entiers avaient perdu d'un seul coup tous leurs jeunes hommes, enrôlés par groupes d'amis dans l'enthousiasme martial de l'année précédente. Parmi les plus touchés, il y avait le régiment de volontaires de Terre-Neuve, qui fut littéralement anéanti. Le lendemain, les généraux britanniques ordonnèrent de nouvelles attaques, puis ils s'entêtèrent jusqu'à l'automne à poursuivre l'offensive, gagnant un maigre terrain. Mais cette nouvelle offensive planifiée pour enfoncer le front allemand se solda par un échec, se transformant bientôt en un âpre combat d'usure où les attaquants payaient le gros prix. Le front allemand demeura intact.

Les nouvelles de cette grande offensive parurent dans les journaux canadiens dès le début de juillet, comme d'habitude en des termes triomphalistes et sans un seul mot sur les pertes catastrophiques infligées aux armées britanniques. Le séjour du bataillon acadien à Valcartier se déroula donc dans l'ignorance de cette terrible vérité : la guerre n'était nullement glorieuse et les généraux britanniques étaient, pour la plupart, des incompétents. Les divisions canadiennes de combat se trouvaient encore en Belgique ; ce n'est que vers la fin de l'été qu'elles se rendraient à la Somme pour participer à l'offensive et qu'elles verraient à leur tour les horreurs des combats.

Dès le 10 juillet, le ministre Sam Hughes se rendit à Valcartier et procéda à la revue de ses troupes, qui défilèrent par bataillons devant lui et d'autres dignitaires. Après Hughes, il y eut d'autres grandes cérémonies de revue des troupes, dont l'une par le duc

de Connaught, l'oncle du roi George V, qui était au terme de son mandat comme gouverneur général du Canada ; une autre par le lieutenant-gouverneur du Québec, *sir* Évariste Leblanc, qui nota dans son discours la présence d'un régiment acadien au camp ; et encore une autre par le premier ministre Robert Borden et son bras droit québécois, Albert Sévigny. Et les dignitaires n'étaient pas les seuls à rendre visite aux soldats, comme en témoignent ces quelques lignes du *Moniteur Acadien* :

> C'est la saison des visiteurs, au camp comme ailleurs, les épouses viennent voir leurs maris, les mères, leurs enfants. Quelques officiers et soldats ont eu la visite de leurs parents. Le sergent Muise, tailleur du bataillon, amenait son épouse et son jeune fils passer quelques jours au camp, la semaine dernière, et le musicien Bourque recevait aussi ces jours derniers la visite de trois de ses amis dont deux des États-Unis. Madame (Colonel) D'Aigle et sa jeune fille sont aussi à Valcartier depuis quelques semaines[81].

Parmi tous ces visiteurs, on nota aussi la présence d'un nombre de dignitaires acadiens, dont Pierre J. Veniot, Ambroise D. Richard, Pius Michaud, Ferdinand Robidoux[82], Pascal Poirier et le père Lecavalier, supérieur du Collège Saint-Joseph[83]. Certains parents firent d'une pierre deux coups, en profitant pour faire un pèlerinage au sanctuaire de Sainte-Anne-de-Beaupré, près de Québec et donc non loin de Valcartier.

D'autres « Notes de Valcartier » furent publiées dans les journaux acadiens, donnant au public intéressé au moins une certaine idée de la vie militaire de leurs fils ou amis :

> La pluie est tombée en abondance vendredi. Quelques soldats furent incommodés par l'eau, mais pas en grand nombre. Les canons tonnent presque tout le jour. Le soir les fusées sillonnent et éclairent le ciel. La petite guerre de tranchées est en honneur. Le crépitement de la fusillade sur le plateau frappe aussi sans cesse nos oreilles. Sur les routes tout autour, régiments, patrouilles, éclaireurs, se croisent. C'est la vie militaire en pleine activité. Les autorités du camp ont mis à l'ordre du jour le 165e bataillon comme un modèle de discipline, avec un mot de

---

81. *Le Moniteur Acadien*, 17 août 1916.
82. *The Moncton Transcript*, 14 septembre 1916.
83. *Le Madawaska*, 27 juillet 1916.



Cantonnement du 165e bataillon à Valcartier (Qc), été 1916.
Coll. Musée de Moncton.



Officiers du 165[e] bataillon à Valcartier (Qc), été 1916. Assis : cap. James A.C. Willette, cap. rév. Jean V. Gaudet, cap. Placide Boucher, maj. J. Arthur Léger, lieut.-col. L. Cyriaque D'Aigle, lieut. Rémi A. Pertus, cap. Jean Malenfant, cap. Arthur J. Losier, cap. Jean Lepage. Debout : lieutenant non identifié, lieut. Alfred H. Belliveau, officier non identifié, lieut. Jude P. Bourgeois, lieut. Aimé A. Léger, lieut. Léon J. Ruet, lieut. J. Arthur LeBlanc, lieut. Théophile Doucet, lieut. Arthur Michaud (?), lieut. Émile Violette (?), lieut. Albert J. Melanson. *Coll. Musée acadien, Université de Moncton.*

> félicitations à l'adresse des officiers. Si ces expressions élogieuses peuvent susciter l'envie des autres bataillons elles doivent exciter l'émulation chez nos hommes pour travailler à se perfectionner davantage[84].

Vers le milieu de l'été, le lieutenant-colonel D'Aigle compléta son premier cours d'officier de campagne au camp militaire d'Aldershot, près de Kentville (N.-É.), et se rendit à Valcartier pour s'occuper des affaires de son bataillon. Un des principaux soucis de D'Aigle fut la question de l'existence même du bataillon. Le camp de Valcartier comptait plusieurs bataillons incomplets, et les autorités militaires souhaitaient en combiner pour former des unités complètes, prêtes à se diriger outre-mer, car la fermeture du camp pour l'hiver approchait. Apparemment, il fut question de combiner le bataillon acadien avec des éléments d'unités canadiennes-françaises du Québec. Le 29 août, D'Aigle écrivit une longue lettre à son supérieur immédiat, le brigadier Hugh McLean, dans laquelle il contestait cette éventualité :

> Je m'oppose vivement à ce que mon bataillon soit fusionné avec tout bataillon canadien-français, car les Acadiens français sont un peuple différent des Canadiens français, tant dans leur caractère que dans leur tempérament, et les Acadiens français ne s'entendraient pas bien avec les Canadiens français. Nos gens sont fiers de leur histoire et de leurs traditions et profondément loyaux, et nos prêtres ainsi que nos dirigeants sont fortement en faveur du recrutement pour le service outre-mer [traduction].

Il affirmait pouvoir compléter les rangs de son bataillon à l'automne, après les récoltes et la saison de pêche, et demandait que son unité soit maintenue intacte et transportée outre-mer telle quelle, laissant au pays un petit détachement pour continuer le recrutement. Et tel était, selon D'Aigle, le désir de tous les chefs de file acadiens du Nouveau-Brunswick. Toutefois, l'essentiel de cette lettre de D'Aigle comportait ses doléances, récapitulant l'historique du bataillon et soulignant les difficultés à faire respecter les promesses d'y transférer les recrues acadiennes, ainsi que le refus des commandants d'autres bataillons de se conformer à maints ordres formels en ce sens. Selon D'Aigle, le 132e bataillon

---

84. *L'Évangéline*, 6 septembre 1916.

comprenait 730 Acadiens, le 140e en comprenait 250 et les unités néo-écossaises en comptaient plus de 400. Il affirmait que la vaste majorité de ces hommes auraient souhaité se joindre au bataillon acadien[85].

Il est intéressant de suivre le parcours de la lettre de D'Aigle à travers les échelons militaires et politiques. Le brigadier Hugh McLean transmit une copie de la lettre à son collègue en politique J.D. Hazen, député fédéral de Saint-Jean, ministre fédéral de la Marine et des Pêches et, donc, l'homme fort du Nouveau-Brunswick à Ottawa. La note personnelle de McLean à Hazen, qui accompagnait la copie de la lettre de D'Aigle, est digne de mention :

> Mon cher Hazen. Je t'envoie ci-joint une copie d'une lettre du col. Daigle […] Je sais que tu as de la sympathie pour les Acadiens et que tu te réjouis de l'esprit de loyauté qu'ils démontrent. À mon avis, le 165e doit être envoyé outre-mer et on doit établir un bureau de recrutement de dépôt pour ce bataillon si les recrues offrent volontairement que l'on autorise un autre régiment acadien. Je souhaiterais maintenant que tu écrives à Daigle pour l'informer que tu as lu son rapport, et que tu dises dans ta lettre des choses gentilles au sujet des Acadiens. Dis-lui aussi que tu as vu l'adjudant général et que son bataillon ne sera pas démantelé. En passant, pourrais-tu montrer la lettre de Daigle au général Gwatkin ? Il attache un grand intérêt aux Acadiens. Daigle et ses officiers apprécieront tout intérêt que tu manifesteras envers leur régiment [traduction][86].

L'affaire se rendit jusqu'à ce général Gwatkin, qui était nul autre que le chef de l'état-major de l'armée canadienne, quoique britannique d'origine. Ce dernier rassura Hazen, affirmant qu'il n'avait nullement l'intention de démanteler le bataillon acadien. Donnant suite à la suggestion de D'Aigle, les autorités de l'état-major indiquèrent aussi leur accord pour que le 165e demeure au Canada pendant l'automne, lui accordant ainsi la possibilité de compléter ses rangs avant de quitter le pays. De toute évidence, il s'agissait d'un traitement de faveur.

---

85. ANC, RG24, vol. 1401, HQ 593-6-2-18.
86. ANC, RG24, vol. 1401, HQ 593-6-2-18.

Au cours du mois de septembre, la rumeur se répandit donc que le bataillon acadien n'irait pas outre-mer avec le reste de sa brigade, mais resterait pour une période indéterminée en garnison à Saint-Jean (N.-B.). Aucune raison officielle ne fut donnée pour justifier cette décision, mais les journaux acadiens notèrent que le bataillon avait ainsi la possibilité de compléter ses rangs. La fermeture du camp de Valcartier eut lieu à la fin de septembre. Comme prévu, les 140e et 145e bataillons furent transportés outre-mer presque aussitôt. Le 132e bataillon, aux prises avec une épidémie de rougeole, fut placé en quarantaine au camp de Sussex. Il partit outre-mer à son tour quelques semaines plus tard. Ces trois bataillons furent par la suite absorbés par des unités de réserve en Angleterre et leurs effectifs furent envoyés comme renforts aux unités du front. Ce n'est qu'à la fin de septembre que les rumeurs concernant le 165e bataillon se confirmèrent.

Chapitre 8

Automne 1916 – hiver 1917 : Saint-Jean, Nouveau-Brunswick

Le 1[er] octobre, après une dernière messe matinale à Valcartier, les hommes du 165[e] bataillon montèrent dans le train qui les transporterait jusqu'à Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick. Ils y logeraient dans l'imposante caserne pour une période encore indéterminée et agiraient comme garnison pour cette ville portuaire tout en poursuivant leur formation d'infanterie. Pour les organisateurs et l'état-major du bataillon, il s'agirait d'intensifier les efforts pour compléter le bataillon, auquel il manquait encore 250 hommes. Tous les journaux acadiens publièrent de nouveaux éditoriaux implorant la population et les institutions de se concerter pour trouver les recrues nécessaires, et invitant les mécontents à se rallier à la cause. À l'approche du train transportant le bataillon, à midi, le lundi 2 octobre, le sifflet des pompiers de Moncton sonna le signal du 1-6-5. Le train s'arrêta brièvement à la gare, où la troupe fut acclamée par une importante foule de parents et amis, avant de poursuivre sa route vers Saint-Jean.

On avait apporté de nouveaux changements au sein du corps des officiers. Accusé d'avoir utilisé de l'argent du fonds régimentaire à des fins personnelles, le major Firmin Bissonnette avait été contraint de démissionner en septembre. Plus tard, il insista pour dire que l'argent en question avait servi aux efforts de recrutement et avait été restitué de toute façon, et il accusa D'Aigle d'avoir voulu se défaire de lui pour le remplacer par un Acadien. Néanmoins, les rapports des autorités militaires au sujet de Bissonnette étaient plutôt accablants[87].

C'est Joseph Arthur Léger qui remplaça Bissonnette comme major et commandant en second du bataillon. Il était plutôt jeune pour un tel poste mais avait été officier de milice avant la guerre et,

---

87. ANC, RG24, HQ 683-316-7.

à l'exception possible du jeune Émile Violette, il demeurait le seul parmi les officiers du bataillon à avoir goûté aux combats européens. La liste des officiers confirmés fut publiée dans *L'Évangéline* le 4 octobre. En plus de D'Aigle et de Léger, l'état-major du 165e bataillon comprenait désormais l'aumônier Jean Vital Gaudet, le médecin Arthur Losier, le capitaine-adjudant Rémi Alphonse Pertus, ainsi que Léo Richard, tous des capitaines ; et les lieutenants Léon Ruet, Émile Violette, Albert Melanson et Arthur Michaud, qui commandaient les sections de spécialistes : grenadiers, signaleurs et mitrailleurs. Les officiers des compagnies étaient les suivants : Joseph Arthur Léger, en plus d'être major, commandait la compagnie A et était secondé par le capitaine James Alfred Coleman Willette ; le major Placide Boucher commandait la compagnie B et avait pour second le capitaine Charles Gallant ; et le major Émile Stehelin commandait la compagnie C et était secondé par le capitaine Jean A. Lepage. Le corps d'officiers incluait aussi les lieutenants Rufin Arsenault, Aimé Léger, Arthur Cyr, Jude P. Bourgeois, Alfred Hilaire Belliveau, Léon LeBlanc et Théophile Doucet. Au moins deux noms manquent à cette liste publiée dans *L'Évangéline* : Jean Malenfant, qui était capitaine et intendant (*quartermaster*) du bataillon, et Elphège Léger, qui avait été nommé lieutenant. Ces nominations avaient pour la plupart été confirmées en août et en septembre à partir d'un corps d'officiers provisoires. Au cours de l'été, un certain nombre d'officiers provisoires avaient quitté le 165e pour se rendre outre-mer avec d'autres unités ou pour retourner à la vie civile. D'autres avaient été jugés inaptes au statut d'officiers par les cadres supérieurs[88]. Il restait aussi à l'état-major à combler l'important poste d'officier payeur. En novembre, Camille H. Boudreau quittait son emploi de gérant de la Banque Provinciale à Moncton pour accepter ce poste, avec le rang de capitaine. La nomination définitive des officiers à l'état-major et aux compagnies fournit enfin au bataillon une structure plus stable et nettement définie. Quelques autres nominations et démissions surviendraient au cours des prochains mois, mais l'essentiel du corps d'officiers demeurerait en place.

---

88. ANC, RG24, vol. 1388, 593-6-1-165.

Ces précisions faites, retournons à cette fin d'après-midi du lundi 2 octobre, jour de l'arrivée du 165ᵉ bataillon à Saint-Jean, au terme de 36 heures d'un voyage marqué par un bref et joyeux arrêt à Moncton. Le bataillon fut accueilli à la gare de Saint-Jean par le maire, les échevins et une foule de citoyens. Une fois descendus du train, les hommes se formèrent en colonne de route pour se rendre à la caserne au rythme de la fanfare, chargés de leur accoutrement militaire. C'est le lieutenant-colonel D'Aigle qui mena ce défilé, assis dans l'automobile du maire. Le bataillon fut acclamé par de nombreux citoyens rassemblés le long des rues pavoisées. À la caserne, un repas fut servi aux soldats par les dames du Canadian Club, tandis que les officiers se rendaient en automobile jusqu'au Café Bond, où le maire leur offrit une réception. Après le café, le maire procéda à la traditionnelle offre des clefs de la ville au bataillon, puis D'Aigle ainsi que plusieurs autres dignitaires prirent la parole. Les officiers chantèrent en chœur pour leurs hôtes, et selon tous les reportages, ce fut une soirée agréable. Le lendemain, on reprendrait le travail de formation et, surtout, la tâche de trouver 250 nouvelles recrues.

De toute évidence, l'automne se passa sans incident pour les hommes du 165ᵉ bataillon à Saint-Jean. Comme d'habitude, ils assistaient en corps à la messe dominicale célébrée chaque semaine dans une église paroissiale par leur aumônier Jean Vital Gaudet. Le dimanche 14 octobre, c'est à la cathédrale que se rendit le 165ᵉ, en rangs derrière sa fanfare et la City Cornet Band, où Mᵍʳ Édouard LeBlanc lui-même célébra la messe en honneur du bataillon. Un chœur de soldats chanta l'*Ave Maris Stella* et des chants religieux, accompagné à l'orgue par le lieutenant Rufin Arsenault. Dans son homélie, l'évêque s'adressa particulièrement aux soldats acadiens. Il leur recommanda d'éviter les salles du YMCA où, selon lui, « pour des catholiques l'atmosphère est mauvaise », et leur offrit l'usage des salles et du gymnase de la paroisse cathédrale pour leurs divertissements[89]. « Au front vous serez tous des braves », dit-il d'un ton rassurant. Puis il en arriva à son but : « Rappelez-vous que vous êtes dans une ville mixte et que les protestants vous épient

---

89. *L'Évangéline*, 18 octobre 1916.

pour nous mépriser, si vous autres soldats français catholiques avez une conduite scandaleuse. L'honneur de la race acadienne, de la religion catholique, est entre vos mains ; agissez en chrétiens comme vos pères et vos mères vous l'ont montré. »

Les soldats étaient apparemment à l'écoute des conseils de leur évêque, car aucun incident fâcheux ne souilla le souvenir de leur séjour à Saint-Jean. Quelques mois plus tard, le chef de la police de l'endroit remercia le 165e pour sa conduite exemplaire, le comparant très favorablement aux autres unités ayant séjourné dans sa ville, sources perpétuelles de beuveries et de bagarres entre soldats ou avec les citoyens locaux. Leur programme chargé d'activités de formation, qui les tenait passablement occupés, explique peut-être en partie la bonne conduite des hommes du 165e. Parmi leurs principales activités figuraient de longues marches en colonne de route, le creusage de tranchées dans le paysage environnant et l'incontournable instruction sur le maniement de la baïonnette. Toutefois, le comportement des Acadiens ne fut pas complètement angélique, et un certain nombre de cas de maladies vénériennes furent plus tard recensés par l'officier médical[90]. En outre, le registre des déserteurs témoigne de 15 désertions en octobre, de 46 en novembre et de 14 en décembre[91].

Du côté des parrains civils du 165e, une nouvelle polémique éclata en octobre sous l'impulsion du *Moniteur Acadien* et de *L'Acadien*, respectivement les organes des partis conservateur et libéral. L'affaire débuta par un article dans *L'Acadien* dans lequel on accusait le gouvernement conservateur du Nouveau-Brunswick de parcimonie dans l'octroi d'une aide financière au recrutement pour le bataillon acadien. On y soulignait l'aide généreuse accordée récemment au tout nouveau bataillon de la province, le 236e d'infanterie, que tentait de recruter le colonel Percy Guthrie, personnage que nous avons déjà rencontré. Guthrie avait voulu lancer son bataillon au printemps de 1916 mais avait dû patienter jusqu'à l'été, afin que le départ vers Valcartier des autres bataillons de la province lui libère le champ. Le 236e serait un régiment de

---

90. ANC, RG24, vol. 1662, HQ 683-316-5.
91. Documents personnels de L.C. D'Aigle.

prestige, encadré par des vétérans du front ; il porterait le kilt et serait recruté à la manière d'un régiment des Highlands écossaises. Ainsi, les assemblées de recrutement s'accompagneraient d'immenses feux de signalisation allumés au sommet des montagnes ou en d'autres points visibles à distance, reprenant l'appel aux armes médiéval écossais. Guthrie misait sur cette allure de mystique tribale et sans doute sur son propre prestige pour attirer des hommes dans son régiment. Il réussirait finalement à recruter un plein bataillon après avoir étendu son champ de recrutement au Canada entier et jusqu'aux États de la Nouvelle-Angleterre. Le 236e se rendrait en Angleterre en novembre 1917, pour être démantelé à son tour.

Le Moniteur Acadien se porta à la défense du gouvernement provincial, traitant les propos de *L'Acadien* de « misérable attentat *[sic]* de soulever les préjugés » et affirmant que le bataillon acadien avait eu sa juste part d'argent provincial. « Que *Le Moniteur Acadien* prouve cette déclaration », rétorqua *L'Acadien*, soulignant que les 1 000 $ récemment accordés au 236e par la province étaient en supplément des fonds ordinaires de recrutement, dont avait dû se contenter le 165e. Le favoritisme était trop évident, et le 165e avait lui aussi besoin de plus d'argent pour compléter son recrutement. *L'Acadien* poursuivit : « [...] comme bien d'autres, nous n'avons voulu donner au public les détails écœurants du rôle méprisable qu'ont joué certains politiciens conservateurs dans la formation du 165e. [...] les intérêts des Acadiens et de la patrie en danger étaient subordonnés aux ambitions des *boss* politiques du jour. » Il ajouta que ces détails seraient rendus publics à la fin de la guerre. Manifestement, on était loin des 1 000 $ qui avaient déclenché l'affaire. Et la réplique ne tarda pas : « *Le Moniteur* invite les rédacteurs de *L'Acadien* (l'un de ces rédacteurs, nous dit-on, est officier recruteur du 165e) à parler ouvertement, estimant qu'il est dans l'intérêt public aussi bien que dans l'intérêt du régiment acadien de dire clairement et franchement les choses au lieu de parler à mots couverts et de faire de lâches insinuations. » Le rédacteur en question était sans doute l'architecte René Fréchet, officier recruteur à Moncton pour le 165e et militant connu du Parti libéral.

L'affaire n'eut pas de suite à ce que nous sachions, mais témoigne de la frustration occasionnée par les difficultés du 165e, les uns cherchant à en jeter le blâme sur les autres. Elle illustre aussi les divisions au sein de la classe politique acadienne, mais il est difficile de savoir jusqu'à quel point ces tensions pouvaient gêner le 165e dans ses efforts pour compléter son effectif. Assumant le rôle d'agent neutre, *L'Évangéline* continua d'appeler au devoir national et à la concertation en faveur du 165e, mais si une concertation était réellement nécessaire pour arriver au but, la situation n'était guère prometteuse. Au cours de l'automne, on rapporta quelques enrôlements, mais ceux-ci ne compensaient guère l'effritement de l'effectif causé par les désertions. Le bataillon inscrivit aussi dans ses rangs un certain nombre d'hommes d'autres unités, notamment du 145e bataillon, lesquels étaient malades ou absents lors du départ de leurs formations. Si l'ajout de ces noms permit au 165e de gonfler ses chiffres pour les apparences, il s'avéra un fardeau administratif car beaucoup d'entre eux étaient ceux de déserteurs, de malades hospitalisés, d'hommes déclarés inaptes par les autorités médicales ou encore d'individus sans documents officiels. On corrigea la situation en janvier 1917 après qu'un soldat du 165e eut révélé l'affaire dans une lettre anonyme adressée au premier ministre Robert Borden. La plupart des noms concernés furent supprimés de l'effectif du 165e. On soupçonna aussi que, mine de rien, le bataillon acadien conservait dans ses rangs, une cinquantaine de ses propres recrues déclarées inaptes lors d'un examen médical en septembre à Valcartier. Le lieutenant-colonel D'Aigle dut répondre à ses supérieurs que tous les inaptes avaient été licenciés ou transférés à des unités non combattantes[92].

Pendant cette période, il y eut quelques changements au corps des officiers. En octobre, le capitaine Léo Richard fut nommé capitaine-adjudant du bataillon et Pertus, qui avait tenu ce poste au retour de Valcartier, se retrouva lieutenant. Au début de janvier 1917, Rufin Arsenault avait apparemment démissionné du bataillon, car il se trouvait à la rédaction de *L'Évangéline*. Et en décembre, le sergent Pierre J. « Chap » Veniot, fils de Pierre J. Veniot, arriva

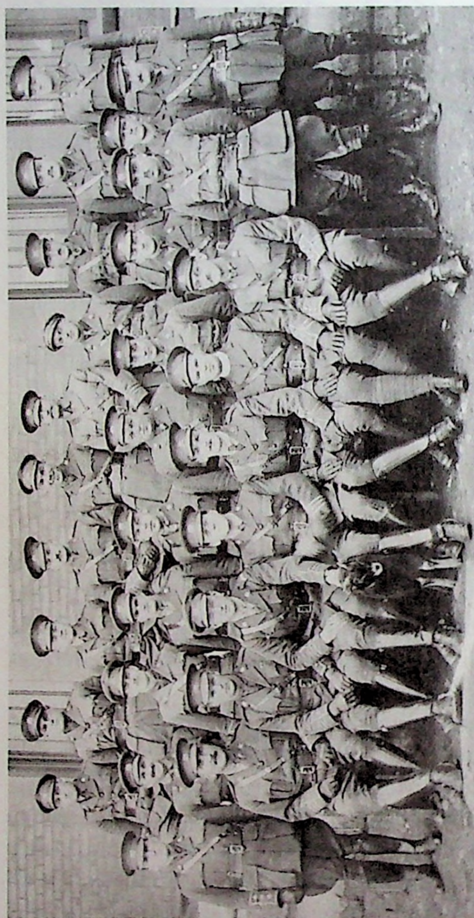
---

92. ANC, RG24, vol. 1662, HQ 683-316-5.

d'Europe et fut nommé lieutenant dans le 165ᵉ. Veniot était un soldat aguerri, ayant combattu dans les rangs du 26ᵉ bataillon. Il fut reçu en héros par une foule avec fanfares et cérémonies dans sa ville natale de Bathurst, avant de se rendre à Saint-Jean pour se joindre à sa nouvelle unité. Toutefois, le séjour de Veniot dans le 165ᵉ fut d'assez courte durée, car en mars 1917, les journaux annoncèrent sa démission du bataillon et son retour à la vie civile, sans en donner les raisons. Selon une lettre trouvée parmi les documents de D'Aigle, le rappel de Veniot du front avait été arrangé par le député Onésiphore Turgeon, à la demande du père de Veniot, et sa nomination comme lieutenant était provisoire. Comme les autres officiers, Veniot devait recevoir une formation à la Royal School of Infantry de Halifax, mais après quelques semaines il en fut expulsé pour mauvaise conduite et pour deux absences injustifiées. D'ailleurs, ne serait-il pas normal qu'un jeune homme qui a intimement connu la guerre ait été perturbé par l'expérience et ait trouvé difficile l'adaptation aux menues formalités imposées sèchement par des officiers de caserne ? Toujours est-il que Veniot retourna à Saint-Jean avec son père, où sa démission honorable fut arrangée par l'officier général commandant les troupes du Nouveau-Brunswick.

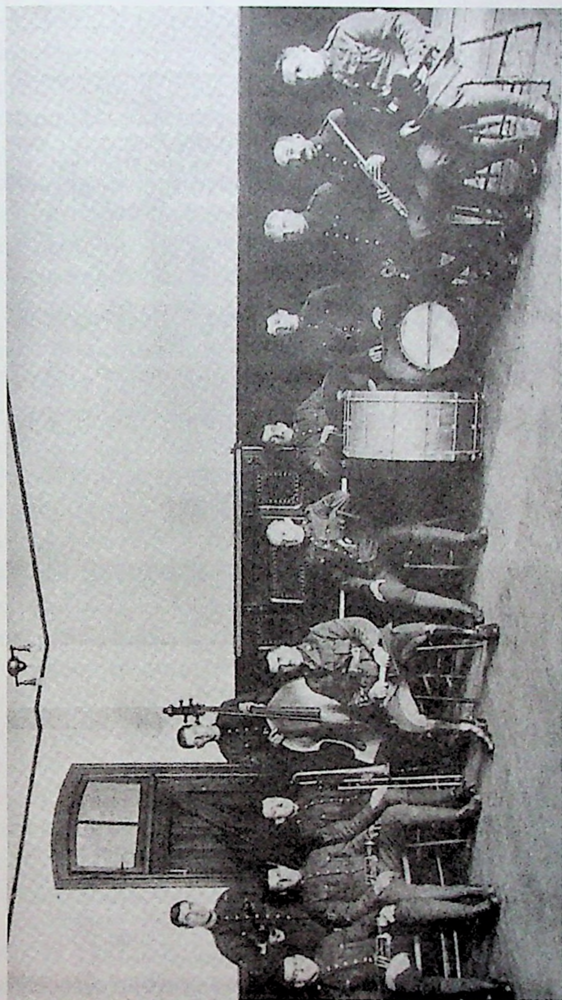
Au début de décembre 1916, on publia un avis aux déserteurs accordant une amnistie à ceux qui rejoindraient le bataillon avant le 15 décembre et menaçant les autres de « la loi militaire suivie à la lettre ». Cette politique émanait du gouvernement fédéral et s'appliquait à tous les déserteurs du Canada, car la majorité des bataillons d'infanterie en recrutement dans tout le pays éprouvaient la même difficulté que le 165ᵉ. En décembre, seulement 5 279 hommes s'enrôlèrent à l'échelle nationale : le plus piètre résultat mensuel depuis le début de la guerre. Et ceux qui s'enrôlaient se dirigeaient de plus en plus vers l'artillerie ou vers des unités non combattantes plutôt que vers l'infanterie, là où justement le besoin en hommes se faisait le plus criant en raison des pertes subies sur la Somme au cours de l'automne.

C'est aussi ce même automne que Sam Hughes fut enfin contraint de démissionner de son ministère à la suite d'un désaccord avec le premier ministre Robert Borden au sujet d'une



Officiers du 165e bataillon à la caserne de Saint-Jean (N.-B.), automne 1916. Assis : maj. Charles F. Gallant, maj. Placide Boucher, maj. J. Arthur Léger, lieut.-col. L. Cyriaque D'Aigle, cap. Léo L. Richard, cap. rév. Jean V. Gaudet, cap. Jean Malenfant. Debout, 1re rangée : cap. Camille H. Boudreau, cap. Jean Lepage, cap. James A.C. Willette, lieut. Jude P. Bourgeois, lieut. Alfred H. Belliveau, lieut. Léon J. Ruet, lieut. J. Alfred Blanchard, officier non identifié, lieut. Albert J. Melanson, lieut. Kenneth S. Barnes, maj. Arthur J. Losier. 2e rangée : lieut. Elphège Léger, lieut. Émile Violette (?), lieut. Arthur J. Cyr, lieut. Théophile Doucet, lieut. J. Arthur LeBlanc, maj. Émile Stehelin, officier non identifié, lieut. Rémi A. Pertus, lieut. Aimé A. Léger, lieut. Arthur Michaud.

Coll. Raoul Dionne, Moncton.



Orchestre du 165e bataillon, automne 1916 - hiver 1917. De g. à d. : Ferdinand Malenfant, Harry Willett, Robert Malenfant, William Bourque, Alonzo Johnson, lieut. Albert Melanson (directeur), Léo Léger, Alyre Léger, Léo Léger, Jack MacMullin, ainsi que les soldats Ryan et Arsenault.
Photo tirée de L. Machum, *A History of Moncton. Town and City 1855–1965.*

CANADIAN OVERSEAS EXPEDITIONARY FORCE.

NOMINAL ROLL.

(Unit) 165th O.S.Bn,C.E.F. (Headquarters) St. John,N.B.

NOTE.—Four copies of Nominal Roll to be prepared. One copy to accompany each of the three sets of Attestation Papers. The fourth copy to be handed to D.A.A.G., C.T.D., Shorncliffe, for filing as reference.
First page of Nominal Roll to contain list of Officers in order of rank. Christian names in all cases to be in full. Other ranks to follow on succeeding pages in ALPHABETICAL ORDER.

Regimental No. | Rank. | NAME IN FULL (Surname first). (To be Typewritten.)



Accountants	8
Agents	9
Bankers	2
Bank Manager	1
Barrister	1
Barbers	6
Bell Boy	1
Blacksmith	7
Book-keepers	1
Butchers	2
Boilermakers	2
Brick Layer	4
Carpenters	28
Chauffeur	4
Chemist	2
Clerks	31
Cooks	9
Cotton Miller	4
Cooper	1
Draftsman	1
Deputy Sheriff	1
Dairy Supt.	1
Druggist	1
Engineers	3
Electricians	3
Employing Printer	1
Fireman	1
Fisherman	68
Farmers	159
Jeweller	2
Laborers	273
Lumbermen	15
Merchants	2
Medicall Student	1
Mill men	10
Miners	20
Machinists	9
Musician	1
Master Mariner	1
Masons	2
Packer	1
Pipe Layer	1
Plasterer	1
Porter	1
Pipe Fitter	1
Plumbers	2
Printers	4
Priest	1
Painters	4
Paper maker	1
Postal Clerk	1
Ry Mail Clerk	1
Saddler	3
Seamen	9
Students	16
Shoemakers	7
Storeman	1
Stenographer	1
Tailors	4
Tinsmith	1
Teamsters	14
Tel Operator	3
Teachers	5
Trainman	1
Waiter	2
	784

Feb. 13th, 1917

Place and Date ________ Signed ________ O. i/c.

M. F. W. 30

H. Q. 1773—39—331.

Liste compilée pour les autorités militaires par l'état-major du bataillon acadien en février 1917, indiquant les occupations et métiers civils des membres du bataillon. Cette liste est surtout intéressante comme portrait sociologique du 165e. *Documents personnels de L.C. D'Aigle.*

réorganisation de l'armée qui lui aurait coûté une part de son pouvoir. Il se trouva peu de gens pour pleurer le départ de Hughes, dont le caractère et le comportement étaient devenus des handicaps politiques. Il fut remplacé par *sir* Edward Kemp, dont la première tâche fut la réorganisation de l'armée souhaitée par Borden. Entre autres mesures, il fut décrété qu'il n'y aurait plus de recrutement de bataillons d'outre-mer au Canada. Désormais, on n'enverrait en Europe que des contingents de renforts pour les unités existantes. Afin de ménager les sentiments des communautés qui avaient créé de nouveaux bataillons au pays, on permettrait à ceux ayant atteint un effectif de 700 hommes de conserver leur identité et de quitter le pays en tant qu'unités.

Comme nous l'avons vu, les bataillons du Nouveau-Brunswick recrutés aux côtés du 165e étaient arrivés en Angleterre dès la fin d'octobre. Quelques semaines plus tard, certains de leurs hommes seraient envoyés au front en renfort, et éventuellement les bataillons eux-mêmes cesseraient d'exister. Au Nouveau-Brunswick anglophone, une certaine indignation se manifestait à cause du fait que le bataillon acadien était encore au pays, apparemment favorisé par les autorités militaires. Au moins une lettre fut envoyée au nouveau ministre de la Milice vers le début de décembre, critiquant vertement le 165e et le comparant défavorablement au 145e. En outre, la lettre accusait les familles des soldats acadiens d'abuser du Fonds patriotique canadien et réclamait le transport immédiat du 165e outre-mer, car il avait vécu et continuait de vivre aux dépens des contribuables. Un extrait de cette lettre dont on avait supprimé le nom de l'auteur descendit les échelons hiérarchiques jusqu'à D'Aigle. En l'absence de celui-ci, qui souffrait de lumbago, le major Joseph Arthur Léger signa la réponse. Celle-ci nous instruit sur l'état du bataillon à la mi-décembre 1916[93]. Elle nous apprend que 890 hommes avaient été recrutés par le 165e et que 91 autres y avaient été transférés d'autres unités. De plus, 147 hommes des 140e et 145e bataillons avaient été rattachés temporairement au 165e, mais la plupart étaient absents sans permission, hospitalisés ou jugés inaptes. Au total, 113 recrues du 165e avaient déserté et

93. ANC, RG24, vol. 4563, 133-36-1.

174 autres avaient été déclarées inaptes par les médecins. Selon Léger, le 18 décembre, 745 hommes étaient présents dans les rangs. Il réfutait les allégations de l'auteur de la lettre selon lesquelles le 165e avait vécu l'hiver précédant aux dépens des contribuables des comtés de Westmorland et de Kent. Au contraire, affirmait Léger, ces deux comtés n'avaient pas contribué un seul sou au 165e bataillon. Il reprenait les doléances de D'Aigle au sujet de la difficulté de faire transférer les Acadiens des autres unités au 165e en dépit des promesses et des ordres formels en ce sens, rassurait ses supérieurs sur la possibilité de compléter le bataillon avant la fin de janvier 1917 et terminait en demandant le nom de l'auteur de la lettre en question. Selon Léger, cet individu, qui nous demeure inconnu, était un champion du 145e bataillon et un ennemi du 165e.

À Moncton, à la mi-novembre 1916, des centaines de citoyens s'entassèrent dans le théâtre Empress et autant d'autres firent la queue dehors pour voir le film très attendu *The Battle of the Somme*, un montage de scènes de la grande bataille, qui faisait fureur dans les salles de cinéma de l'Empire. Les journaux acadiens multipliaient les appels au patriotisme et au devoir envers le 165e, ainsi que les accusations contre les commandants des bataillons qui avaient refusé de transférer les Acadiens, et même contre les autorités militaires qui auraient essayé « d'empêcher notre bataillon de trouver des recrues[94] ». On couvrit de louanges le lieutenant-colonel D'Aigle pour son courage et sa persévérance. On suggéra aux paroisses, aux municipalités, même aux succursales de la Société l'Assomption de se charger de trouver chacune un certain nombre de recrues. On laissa enfin planer la possibilité du démembrement du bataillon s'il n'était pas complété bientôt. À l'approche des Fêtes, on demanda aux soldats qui seraient en permission dans leurs communautés de ramener chacun un ami ou un parent au bataillon. Le 21 décembre, dans un ultime effort pour trouver les moyens de compléter le 165e, le lieutenant-colonel D'Aigle convoqua des membres de l'élite acadienne de la région de Moncton à la salle paroissiale l'Assomption. Quelques jours plus tard, *Le Moniteur Acadien* remarqua la piètre

---

94. *L'Évangéline*, 8 novembre 1916, p. 1.

assistance à cette assemblée et déplora une certaine indifférence du public acadien envers son bataillon. L'assemblée se solda par une série de vœux pieux, la seule suggestion pratique étant de demander une fois de plus le concours des journaux et, surtout, celui du clergé pendant la période des Fêtes. Mais au début de 1917, il manquait toujours 230 hommes.

En dernier recours, le 3 janvier 1917, *L'Évangéline* fit appel à « nos bons parents » qui « souvent s'opposent à l'enrôlement de leurs enfants pour des raisons bien motivées ». Ceux qui craignaient la mort ou la mutilation de leurs fils ne devaient pas « trop s'illusionner et considérer les choses au pis aller ». Et ceux dont le souci était d'ordre spirituel, et qui craignaient que leurs fils ne finissent par perdre leur foi catholique au contact de tous ces étrangers, n'avaient rien à craindre. Au contraire : « Notre bataillon, j'oserais bien dire le seul dans les armées de l'Empire, est essentiellement catholique. » Le commandant, les officiers, le directeur de la fanfare étaient tous de bons catholiques. L'aumônier, « de pasteur pieux et dévoué », était devenu « chapelain infatigable ». En outre, ceux qui refusaient d'envoyer leurs fils au bataillon acadien seraient peut-être responsables de la perte spirituelle ou même de l'apostasie des enrôlés, car le bataillon serait démembré et tous ces jeunes Acadiens éparpillés dans des régiments anglais et protestants, où ils risqueraient de perdre leur foi. « Soyons patriotes, mais avant tout soyons chrétiens. »

Ce fut à peu près le dernier appel qui parut dans les journaux acadiens. Au grand plaisir des commerçants de Saint-Jean, les soldats acadiens continuaient d'attendre l'ordre qui les mènerait outre-mer, poursuivant officiellement leur formation en vue d'un service éventuel dans les tranchées, mais dont le but réel était sans doute de les tenir occupés. Cependant, dans les rues et les places publiques de Moncton, on pouvait entendre les anglophones se moquer du *Safety First Battalion*, lancer des accusations de favoritisme envers le 165e et réclamer son transport outre-mer[95]. À quelques reprises, on annonça le départ imminent du 165e, des rumeurs qui s'avérèrent fausses.

95. *The Daily Times*, 8 janvier 1917, p. 2.

Or, il est probable que l'attente était attribuable à l'achalandage des réseaux de transport et des cantonnements en Angleterre plutôt qu'à toute autre raison propre au bataillon. Il devait être amplement évident pour tous les intéressés que le bataillon ne serait jamais complété. Toutefois, cette attente accorda aux officiers l'occasion d'offrir un bal formel à la haute société de Saint-Jean, avec toute la cérémonie, la galanterie et l'élégance impériales de rigueur à l'époque. Une équipe de hockey du 165ᵉ fut championne d'un tournoi militaire. On laissa entendre que le bataillon ferait partie de la 5ᵉ division de l'armée canadienne, s'il échappait au démembrement. Certains faits ne parurent pas dans les journaux : un vérificateur venu de l'état-major critiqua vertement et sans ménagement le laisser-aller dans l'administration financière du bataillon, allant jusqu'à menacer D'Aigle de limogeage si la situation n'était pas vite rectifiée. Et un rapport médical nota un certain nombre de cas de maladies vénériennes parmi les soldats. Par contre, au début de mars, la condition physique et morale des hommes ainsi que le niveau de compétence du bataillon furent louangés par l'inspecteur général de l'armée. Selon cet officier, le 165ᵉ était prêt pour le service outre-mer.

À Moncton, cependant, on continuait les cueillettes pour le fonds régimentaire. En février 1917, à l'occasion d'une « *tag day*[96] », certaines femmes qui faisaient du porte-à-porte furent rabrouées, et le bataillon acadien fut insulté par plusieurs anglophones de la ville. Une longue lettre de la part d'une des organisatrices de la cueillette à la rédaction des deux journaux anglais de Moncton en témoigna publiquement[97]. L'auteure de la lettre était Alice Comeau, sœur d'Arthur Comeau, ce jeune soldat mort en 1915 de blessures reçues à Ypres. Elle remercia en premier lieu les citoyens ayant contribué à la cueillette, qui par ailleurs avait connu un certain succès, mais déplora l'attitude d'un certain nombre d'anglophones :

> Il est impossible de passer sous silence le fait qu'un trop grand nombre de citoyens qui ont refusé de donner à la collecte, ont vulgairement

---

96. Collecte de fonds au moyen d'une vente de macarons, ou *tags* en anglais.
97. *L'Évangéline*, 21 février 1917, p. 1.

> insulté les dames qui sollicitaient poliment leur contribution. Dans certains cas, on leur a lancé des jurons. D'autres se sont contentés de diffamer le bataillon acadien, traitant ses hommes de « lâches », de « peureux », de « bons à rien », de « bande de peureux qui se traînent les pieds », etc. Quelqu'un a dit qu'il souhaiterait qu'on leur donne un bon coup de pied pour les envoyer outre-mer ; d'autres ont répondu qu'ils ne donneraient pas une m… cent […] » [traduction].

Même l'épouse d'un haut placé de la ville avait fermé sa porte au nez de la jeune femme qui l'avait approchée, et un pharmacien bien connu avait remarqué que les hommes du 165e méritaient d'être abattus un à un.

Sans prendre la défense de ceux qui avaient insulté le 165e, le *Daily Times* essaya de minimiser l'affaire, remarquant que de toute façon, si la collecte de fonds s'était avérée un succès, il fallait bien que les gens aient été généreux, et c'était cela qui importait. Pour sa part, le *Moncton Transcript* fustigea les détracteurs du 165e, affirmant que la décision de demeurer ou de partir n'appartenait pas au bataillon, mais plutôt à l'état-major de l'armée. Il nota toutefois que la situation provenait des efforts de l'état-major de faire du 165e un bataillon « acadien », mais que de toute façon le départ du 165e se ferait sous peu. Par ailleurs, comme nous l'avons vu, les journaux anglais de Moncton avaient bien accueilli et encouragé le bataillon acadien tout au long de son organisation, quoiqu'ils aient critiqué les responsables du recrutement pour avoir autorisé la constitution de 165e en même temps que celle d'autres unités. De même, de toute évidence, le 165e avait été bien reçu à Saint-Jean, où les marchands avaient souscrit une importante contribution à son fond régimentaire. Mais le fait que le 165e était toujours au Canada alors que l'on pleurait déjà des morts et des blessés parmi les hommes du 145e avait suscité une certaine polémique à Moncton. Cette controverse venait approfondir l'amertume que ressentaient sans doute plusieurs anglophones en raison de l'échec du 145e dans son recrutement et de son démantèlement en Angleterre. La portée du malaise paraît encore plus évidente dans une lettre que reçut le lieutenant-colonel D'Aigle à Saint-Jean[98].

---

98. Documents personnels de L.C. D'Aigle.

Celle-ci jette une rare lumière sur l'attitude de la population de Moncton envers le bataillon acadien, et aussi sur celle de certains soldats du bataillon. En voici la traduction :

> Moncton, N.-B.
>
> Le 20 février 1917
>
> À L.C. Daigle, cmdt 165e bataillon d'outre-mer, Saint-Jean, N.-B.
>
> Cher Monsieur,
>
> J'espère que vous me pardonnerez de vous écrire ainsi, mais je crois que vous devez savoir ce qui s'est passé ici lors de la journée de la collecte publique qui a eu lieu au profit de votre bataillon.
>
> Comme je suis l'une des jeunes dames qui ont défilé dans les rues de la ville toute la journée pour vendre des macarons, j'ai entendu l'opinion d'un grand nombre de personnes de cette ville au sujet de votre bataillon. Je suis vraiment navrée de dire que la plupart des gens n'en pensent pas grand-chose de bon, peut-être parce qu'ils ne comprennent pas bien la situation.
>
> Je dois dire que, de bien des façons, on ne nous a pas encouragées. J'ai commencé à 7 h, et le premier à qui j'ai demandé d'« acheter un macaron, s'il vous plaît » m'a insultée et m'a dit des choses très méchantes sur le 165e. Je l'ai remercié et j'ai continué, rassemblant mon courage pour la journée qui m'attendait, et je suis désolée de dire que j'ai reçu autant d'insultes que de sous, et j'ai recueilli pas mal d'argent car j'étais dans le secteur qui en a obtenu le plus. La plupart des Acadiens de cette ville ne sont pas en faveur de notre maire (le maire Masters) depuis ce jour, car sa femme et lui ont insulté deux dames (des vendeuses de macarons). Il s'est exprimé à peu près dans ces mots : « Non, je ne lèverai pas le petit doigt pour le 165e bataillon, cette bande de peureux devrait être dans les tranchées et avoir été abattue depuis longtemps. » Croyez-vous que les amis du 165e puissent être favorables à un tel homme ?
>
> Je peux dire que plus de la moitié des citoyens de langue anglaise à qui je me suis adressée m'ont accueillie de la même façon. Même notre pharmacien « Kierstead », qui est bien connu, a répondu : « Non, pas pour cette m… bande de Français, ils devraient être abattus un à un, ce n'est qu'une bande de peureux. » Et d'autres : « Pourquoi ne sont-ils pas dans les tranchées ? » C'est tout ce que j'ai entendu durant toute la journée.
>
> Il me semble que ce n'est pas leur faute s'ils sont encore ici puisqu'ils doivent obéir aux ordres militaires. Et je suis sûre qu'ils sont disposés

et prêts à passer outre-mer. Quand on leur dit cela, ils nous rient en pleine face.

Il me semble que certaines de ces personnes comprennent mal ce qui se passe, et il faudrait faire quelque chose pour clarifier la situation. Je sais que certains étaient jaloux parce que le 165e est encore ici, mais je ne m'attendais pas à ce que tant de gens disent de pareilles choses. Même certains de nos hommes d'affaires français ont froidement refusé de contribuer, et d'autres (Acadiens) qui semblent s'intéresser au 165e ont déclaré qu'ils prêchent partout pour le fait d'avoir un bataillon purement acadien-français, mais que pendant ce temps ils voient des protestants de langue anglaise être promus à des postes qui pourraient être comblés par des Acadiens tout aussi aptes, mais dont ils sont injustement écartés.

Peut-être que ces derniers ont dit la vérité, je ne connais pas grand-chose aux affaires du bataillon mais je m'y intéresse beaucoup. Mais qui est le directeur de sa fanfare ? N'est-il pas protestant ? Plusieurs d'entre nous aimeraient bien savoir s'il était le seul dans toute cette fanfare qui pouvait remplir ce poste.

Quand j'entends les gens parler de cette dernière affaire (et j'en entends beaucoup), je ne peux m'empêcher de me dire que c'est une raison suffisante pour que je parle. Même si je ne dirais jamais rien contre le 165e, car j'ai plusieurs amis et connaissances dans ses rangs. Je dois avouer que je suis contente de voir qu'il est encore ici, et j'espère qu'il n'aura jamais à aller outre-mer.

Ce que je ne peux comprendre, c'est que j'entends certains des garçons du 165e parler contre leur propre bataillon. J'ai entendu un jeune homme du 165e qui était à Moncton le jour de la collecte de fonds (je crois qu'il fait partie de l'état-major). Après avoir refusé de contribuer, il a dit à la vendeuse de macarons que nous, les filles, devrions avoir honte de vendre des macarons pour le 165e bataillon parce que c'était tout simplement jeter de l'argent par les fenêtres, que l'argent ne profitait aucunement au bataillon car les officiers le gaspillaient complètement en faisant toutes sortes de dépenses pour leur propre plaisir. Pensez si c'était encourageant ! Je ne vois pas pour quelle raison il disait de telles choses, et plusieurs personnes qui se trouvaient juste à côté l'ont entendu. D'autres soldats du 165e m'ont répondu non et ne semblaient pas me croire quand je disais que l'argent était pour leur bataillon, affirmant qu'ils ne voyaient pas en quoi il pouvait les aider et qu'ils ignoraient tout d'un fonds régimentaire. Je vous prie de m'excuser si je vous écris si longuement et si je prends de votre temps. Mais j'ai pensé que, si certains de ces faits étaient portés à votre connaissance, vous pourriez penser à ce qu'il convient de faire, car il n'est pas bon de

> laisser les choses continuer comme ça. Il nous ferait plaisir à tous de voir dans certains de nos journaux locaux un article du colonel Daigle qui expliquerait à ces personnes entêtées qu'elles se trompent au sujet du 165e bataillon. Je trouve toute cette situation bien déplorable, parfois j'aimerais dire quelques mots en faveur de notre bataillon acadien-français, mais je dois faire attention à qui j'en parle, afin de ne pas me faire insulter.
>
> Les gens de Saint-Jean semblent avoir une très bonne opinion de votre bataillon. Si c'est le cas là-bas, je m'en réjouis. J'espère que vous m'excuserez d'avoir écrit en anglais, c'est une mauvaise habitude que j'ai et j'étais rendue à la moitié de la lettre quand j'y ai pensé, et comme il se fait tard, je n'ai pas le temps de vous en écrire une autre en français.
>
> Je vous souhaite, à vous et à votre bataillon, la meilleure des chances.
>
> Très respectueusement,
>
> Une Acadienne de Moncton.

Quoique l'auteure de cette lettre ne se soit pas identifiée, tout laisse croire qu'il s'agissait de cette même Alice Comeau qui avait écrit aux journaux de Moncton. Notons en passant que le directeur protestant de la fanfare auquel elle faisait allusion était sans doute un certain G. Harry Willett, un anglophone originaire de Bathurst, musicien reconnu et directeur de fanfares, qui fut temporairement attaché au 165e. On avait pourtant rapporté en décembre que c'était Robert Malenfant qui avait été nommé directeur de la fanfare, le sergent-directeur Labadie étant malade. C'est peut-être en réaction à cette lettre que D'Aigle, « afin de détruire l'impression qui pourrait exister chez plusieurs que l'argent sollicité est employé pour l'avantage et l'amusement des officiers et des soldats », fit publier une liste des débours du fonds régimentaire[99]. Le gros des dépenses pour la période couverte par la liste portait sur l'achat de matériel publicitaire et de bureau.

La hargne envers le 165e fut peut-être amplifiée par un contexte de tension politique palpable et croissante au Nouveau-Brunswick à l'approche de l'élection générale provinciale annoncée pour le samedi 24 février. Comme l'a raconté l'historien Arthur Doyle dans son livre *Front Benches and Back Rooms*, la campagne électorale

---

99. *Le Madawaska*, 15 mars 1917, p. 1.

de février 1917 fut un combat politique sans merci, remarquable par l'âpreté des accusations lancées de part et d'autre et par le venin coulant à flots dans les pages des journaux partisans. À Moncton, l'affaire de la « *tag day* » du 165e et la lettre publique d'Alice Comeau prirent une dimension politique dans les derniers jours précédant le scrutin, lorsqu'une rumeur circula, sans doute propagée par les libéraux, selon laquelle le député sortant et candidat conservateur Otto B. Price était de ceux qui avaient insulté et refusé de contribuer au fonds régimentaire du bataillon. Price protesta de son innocence dans un court article bilingue publié en première page du *Daily Times* à la toute veille de l'élection.

Les résultats du scrutin annoncèrent un nouveau chapitre dans l'histoire politique de la province, lorsque l'opposition libérale remporta la victoire dans un revirement éclatant, largement attribué à la population acadienne, qui avait voté en bloc pour les libéraux. Arthur Doyle accorde en grande partie le mérite de cette victoire à Pierre J. Veniot, qui avait consacré quatre ans à bâtir la machine électorale de son parti et qui fut lui-même élu député de son comté de Gloucester. Parmi les nouveaux élus figurait également Arthur T. LeBlanc, qui échangeait son titre de capitaine de milice pour celui d'honorable membre du gouvernement. L'infortuné Otto B. Price se trouva parmi les conservateurs balayés du pouvoir.

Cependant, dès le lendemain du scrutin, une certaine presse orangiste et francophobe des comtés anglais cria au coup d'État monté par les Acadiens catholiques contre la majorité anglaise et protestante. Avec amertume, on accusa les libéraux d'avoir établi secrètement un rapprochement entre le Parti conservateur et la conscription lors de leurs sollicitations auprès des Acadiens, attisant et exploitant la crainte de ceux-ci envers le service outre-mer obligatoire. Les libéraux nièrent l'accusation, qui d'ailleurs ne fut jamais prouvée, mais selon l'historien Doyle, elle serait de toute évidence justifiée. De plus, les conservateurs attribuèrent bientôt leur défaite dans certains comtés anglophones à l'absence de milliers d'électeurs partis à la guerre, lesquels représentaient autant de votes perdus pour eux. Et effectivement, constate Arthur Doyle, quelques dizaines de votes ici et là dans cinq comtés anglais auraient fait pencher la balance en faveur des conservateurs. Donc,

si on était d'avance porté à ignorer plusieurs autres facteurs, la perception que la défaite des conservateurs était due à la loyauté militaire de leurs partisans pouvait se justifier. Ainsi, comme par un complot diabolique, les Acadiens auraient profité de l'absence de loyaux anglophones pour saisir le pouvoir dans la province.

Tout cela souleva aussitôt la polémique concernant l'enrôlement des Acadiens. Chiffres à l'appui, Clément Cormier affirma dans *L'Acadien* et les journaux anglais de Moncton que l'enrôlement acadien était, toutes proportions gardées, égal à celui des anglophones. Mais il fut réduit au silence, et ses arguments furent réfutés par un autre correspondant qui avançait d'autres chiffres, mais signait d'un nom de plume. On voulut aussi prétendre que, parmi les hommes de l'élite acadienne, les libéraux avaient été les principaux artisans de la création et du recrutement du bataillon acadien. La réponse ne se fit pas attendre longtemps : les militaires eux-mêmes s'étaient occupés du recrutement, affirmait celle-ci, enchaînant avec une liste de conservateurs acadiens qui avaient été présents et actifs dans la création du bataillon. D'ailleurs, poursuivait la lettre, ce grand libéral Arthur T. LeBlanc n'avait-il pas fait son possible pour nuire au bataillon ? Et comment se faisait-il que l'officier recruteur René Fréchet consacrait son temps, rémunéré par l'État, à rédiger des articles qui insultaient les efforts des autres ?

Au milieu de tout ce brouhaha politique, vers le 8 mars, le lieutenant-colonel D'Aigle reçut l'ordre de préparer son bataillon à partir outre-mer. Bien que de tels ordres soient normalement secrets, la rumeur se répandit vite et le Saint John Local Council of Women organisa aussitôt une grande collecte de chaussettes pour les soldats, recommandant aux femmes qui désiraient contribuer de le faire vite. D'autres femmes étaient à préparer des trousses de couture et d'autres petits cadeaux pour les soldats. Du côté du bataillon, on expédia aux soldats en permission l'ordre de rejoindre immédiatement le bataillon. De nombreux soldats s'étaient rendus dans leurs localités pour participer à l'élection du mois précédent et plusieurs n'avaient pu regagner le bataillon, car les lignes ferroviaires secondaires étaient bloquées par d'importantes chutes de neige. Pour certains, ce retour précipité fut pénible. Ainsi, un train transportant 17 hommes du bataillon de Bouctouche à Moncton

se buta à mi-chemin à des bancs de neige infranchissables, et les soldats furent contraints de compléter le voyage en traîneau tiré par des chevaux. Un événement beaucoup plus tragique se produisit à l'autre bout de la province : un accident coûta la vie à un jeune soldat parmi un groupe qui avait finalement pu quitter Caraquet le samedi 17 mars. En effet, Antoine Nowlan, de Pokemouche, glissa des marches du train qui roulait vers Bathurst et mourut sous les roues du wagon.

À Saint-Jean, les officiers et les hommes s'affairaient aux derniers préparatifs. Les officiers subalternes commandant les pelotons devaient vérifier et répertorier tout le fourniment militaire, le « *kit* », de chaque soldat : insignes, sacs et trousses, chaussures, linge d'été et d'hiver, articles de toilette, armes et matériel de combat[100]. Il fallait enregistrer les absences dans les rangs, inspecter la caserne et la remettre en ordre, rendre compte de tout l'équipement et du matériel utilisé et s'occuper des derniers détails administratifs. Il fallait aussi régler les comptes avec les marchands, les fournisseurs et les banques. À cet égard, plusieurs réclamations, factures impayées et chèques sans provision surgiraient au cours des mois et des années à venir et troubleraient l'existence du lieutenant-colonel D'Aigle.

Quelques jours avant le départ du bataillon, sans doute parce qu'on éliminait la compagnie qu'il commandait afin d'affecter ses hommes aux autres compagnies, le major Stehelin fut détaché du bataillon et envoyé chez lui à la Baie Sainte-Marie, ayant reçu l'autorité d'organiser une compagnie d'Acadiens pour le Corps des forestiers de l'armée canadienne. Il devint commandant en second d'une unité comprenant trois compagnies de forestiers néo-écossais (Nova Scotia Forestry Draft), qui se rendrait en Angleterre en juillet 1917[101]. Plus tard, Stehelin se rendrait en France, dans les Landes de Bordeaux, avec son unité de bûcherons militaires. Un autre officier supérieur du bataillon, le capitaine-médecin Arthur Losier,

---

100. Le « livre de *kit* » du peloton n° 5 (compagnie B), « Les Nouveaux Poilus », conservé par le lieutenant Aimé A. Léger, se trouve au Musée acadien de l'Université de Moncton, où il a été déposé par le père L.M. Daigle en 1969 (objet 69-12-67).

101. M.S. Hunt (dir.). *Nova Scotia's Part in the Great War*, chap. XXII : « The Canadian Forestry Corps ». N.S. Veteran Publ. Co. Ltd., 1920.

fut réaffecté à une unité ambulancière avec laquelle il retournerait lui aussi en Europe. Plusieurs autres soldats, jugés inaptes lors d'un nouveau et strict examen médical quelques semaines plus tôt, furent contraints de demeurer à Saint-Jean en attendant leur réaffectation à des unités non combattantes. Un certain nombre seraient enrôlés dans la compagnie de forestiers de Stehelin. D'autres furent apparemment oubliés ou abandonnés à Saint-Jean dans un édifice du ministère de l'Immigration et laissés pour compte sans paie et dans un état miséreux. Ce n'est qu'au mois de mai que leur situation scandaleuse s'améliorerait, après avoir été soulevée au Parlement fédéral en réponse à la publication d'un article dans le *Saint John Standard*.

Le samedi 24 mars 1917, en fin d'après-midi, les citoyens de Moncton qui étaient mécontents envers le 165e virent leur souhait exaucé : le bataillon quittait enfin Saint-Jean pour le long voyage qui devait le mener à la guerre. Comme nous venons de le mentionner, l'effectif du bataillon avait de nouveau été réduit en raison de nouvelles exigences médicales, et le nombre d'hommes dans la troupe varie un peu selon la source citée. D'après le décompte effectué et fourni officiellement à ses supérieurs par le capitaine-adjudant Richard, le 165e bataillon comptait 24 officiers, 39 sous-officiers et 469 soldats à son départ de Saint-Jean, soit un total de 532 hommes[102]. Ceux-ci défilèrent à la gare de Saint-Jean, sous les acclamations de nombreux citoyens venus faire leurs adieux, et montèrent dans deux trains spéciaux à destination de Halifax. Par respect du secret militaire, les journaux avaient laissé entendre que le 165e se rendait à de « nouveaux quartiers » pour parfaire son entraînement, mais tout le monde savait qu'il s'agissait du départ vers l'Europe. La nouvelle se répandit et vers minuit, lorsque le convoi fit un arrêt d'environ une heure à la gare de Moncton, une importante foule de parents et amis, accompagnés de deux fanfares, les attendaient. « On avait un train spécial de Shédiac à Moncton, on était 180 de Shédiac qui ont été voir nos soldats acadiens et leur souhaiter bon voyage », nota Anselme M. Léger dans son journal[103].

---

102. ANC, RG24, vol. 4563, 133-36-1, « 165th bn. Marching out State », 24 mars 1917.
103. CEA, 695-2, fonds A.M. Léger.

Il n'y eut pas de défilé, car le temps et la condition des rues ne s'y prêtaient pas, mais un certain nombre de soldats descendirent du train et se mêlèrent à la foule pendant que d'autres étaient penchés aux fenêtres des wagons et que jouaient les fanfares. « Là mon cher Edmond c'était triste », écrirait plus tard le soldat Jaddus Lanteigne. « Il y avait des mères ayant un fils attaché au régiment, le baisant peut-être pour la dernière fois et pleurant à chaudes larmes. Ça m'a rappelé ma mère et mes petites sœurs qui pleuraient quand j'ai quitté le foyer paternel[104]. » Puis, le sifflet sonna le départ qui se fit « parmi les pleurs et les gémissements des mères et des fiancées[105] ». Une heure plus tard, une autre foule acclama les soldats au passage du train à Sackville.

Arrivé à Halifax vers 8 h 30 le dimanche matin, le bataillon se rendit en rangs jusqu'au quai, où il dut attendre jusqu'en après-midi pour embarquer sur le navire qui le transporterait en Angleterre. Il s'agissait du *Metagama*, un vapeur qui faisait la navette entre le Canada et l'Angleterre, transportant des soldats vers la guerre puis ramenant des blessés et permissionnaires à son retour au Canada. Les soldats étaient affamés, n'ayant rien mangé depuis leur départ de Saint-Jean, la veille. Le général Thomas Benson, commandant à Halifax, inspecta les unités sur le quai et fut étonné du petit nombre d'hommes de troupe dans le 165ᵉ. On lui avait dit que l'examen médical final à Saint-Jean éliminerait peut-être 120 hommes du bataillon, laissant une troupe d'environ 520 soldats en plus des officiers et sous-officiers, mais voilà que ce nombre était de 50 inférieur à ses attentes. Une semaine plus tard, il dut expliquer la situation à ses supérieurs à Ottawa et prétexta que les officiers du 165ᵉ avaient conservé dans leurs registres les noms d'hommes absents. S'il demanda des explications au lieutenant-colonel D'Aigle, il n'en fit pas mention dans sa lettre[106].

---

104. *Le Moniteur Acadien*, 24 mai 1917.
105. Raoul Dionne. « Journal d'un aumônier de la guerre 1914 : Mgr Jean Gaudet ». *Les cahiers de la Société historique acadienne*, vol. 17, nº 2, 1986.
106. ANC, RG24, vol. 4563, 133-36-1, « Lettre de Benson au Conseil de la Milice ».

À Moncton, le départ du bataillon avait semé un grand émoi : « La paroisse l'Assomption compte un grand nombre de familles désolées en voyant leurs garçons partir pour la guerre. En ces moments de grande aventure, heureuses sont les âmes qui ont recours au Divin Consolateur et à la Mère de Douleur. Imbues de cet esprit chrétien, 300 enfants de Marie, dont la plupart ont un frère chéri enrégimenté, communièrent en corps, "pour protéger les nôtres" qui partaient pour la guerre[107]. »

---

107. CEA, 806.2, notes historiques, paroisse Notre-Dame-de-l'Assomption.

Chapitre 9

Le séjour en Angleterre et en France

En après-midi du dimanche 25 mars 1917, après avoir enfin reçu de quoi manger, les Acadiens du 165e purent monter à bord du *Metagama*. Deux autres unités, le 198e bataillon de Toronto et les Nova Scotia Highlanders, s'embarquèrent sur le même navire, ce qui faisait un total d'environ 1 700 soldats. Le lieutenant-colonel D'Aigle fut nommé commandant militaire du navire pour la traversée et son sergent-major Arthur P. LeBlanc fut nommé principal sous-officier. Les hommes s'installèrent dans les cabines et les entreponts puis, vers la fin de la journée, le *Metagama* s'éloigna du quai et jeta l'ancre dans le havre parmi d'autres navires. Le lendemain, l'aumônier Jean Vital Gaudet célébra la messe pour le bataillon acadien et sans doute pour les autres catholiques à bord. Les Acadiens chantèrent l'*Ave Maris Stella* et *Marie, veille sur tes enfants*.

Ce n'est que trois jours plus tard, le mercredi en fin d'après-midi, que le *Metagama* leva l'ancre et quitta le port de Halifax, en convoi avec quatre autres navires chargés de troupes et un navire de guerre. Selon le journal de bord du *Metagama*, le temps était beau, la mer calme, et les soldats tranquilles et de bonne humeur[108].

La traversée dura 10 jours et se fit sans incident. Beaucoup d'hommes souffrirent du mal de mer dès le départ et surtout après le troisième jour, quand la mer devint plus agitée. Mais une routine s'installa. À tour de rôle, les hommes pouvaient aller prendre l'air et faire de l'exercice physique sur le pont, et les officiers multipliaient les inspections. La fanfare répétait ses pièces et donnait des concerts. Quelqu'un prononça une conférence sur une expédition en Antarctique. Le soir, les hommes devaient demeurer

---

108. Cité dans : Raoul Dionne. « Journal d'un aumônier de la guerre 1914 : Mgr Jean Gaudet ». *Les cahiers de la Société historique acadienne*, vol. 17, n° 2, 1986.

à l'intérieur et garder les rideaux tirés, afin qu'aucune lumière ne s'échappe qui puisse servir de point de cible aux sous-marins allemands, qui causaient alors de sérieux dégâts aux flottes marchandes des alliés. Le 1er avril étant le dimanche des Rameaux, l'aumônier Gaudet célébra la messe et un capitaine-aumônier Johnson célébra l'office religieux pour les protestants. Le jeudi 5 avril, un groupe de torpilleurs de la marine britannique arriva à la rencontre du convoi pour l'escorter jusqu'en Angleterre. Le lendemain, Vendredi saint, il y eut d'autres services religieux, et on aperçut la côte irlandaise. Les hommes furent payés, pour la première fois en espèces britanniques. Comme le convoi traversait alors une zone d'activité des sous-marins allemands, alors on procéda à des exercices d'évacuation du navire, et les matelots redoublèrent de vigilance. Un des navires du convoi, le *Lapland*, toucha une mine et fut endommagé, et un des passagers fut tué.

Le 7 avril 1917, le bataillon débarqua enfin à Liverpool et fut transporté immédiatement par train au grand cantonnement canadien de Shoreham-by-Sea, sur la côte sud de l'Angleterre. Il arriva à destination le soir même, après neuf heures en train, « à travers des champs superbement cultivés, des haies d'acacias et de buissons quelconques le long de tous les chemins de fer, grands chemins, division de terrains, des chênes à profusion, de vieux châteaux de temps en temps, de grandes villes à tous les 10 ou 15 milles, de belles maisons[109]… »

Après le départ du 165e vers l'Europe, il y eut dans les journaux un grand silence à son sujet, jusqu'au 11 avril, date de parution dans *L'Évangéline* d'un bref communiqué annonçant son arrivée en Angleterre. En mai, des lettres de soldats furent publiées dans les journaux, y compris une du capitaine-aumônier Gaudet. Envoyées de Shoreham, elles étaient datées de la mi-avril et racontaient la traversée de l'océan, le paysage et l'architecture anglaise, et la vaste étendue de la ville de Londres qu'avait traversée le train les transportant à Shoreham. On y apprenait par ailleurs que « le bataillon est forcé de rester dans les limites du camp à cause de maladies contagieuses, non dangereuses cependant […] On

---

109. *L'Évangéline*, 16 mai 1917, p. 4.

ne sait encore si le bataillon doit être transféré comme renforts dans d'autres corps d'armée et quand il sera appelé à se rendre au front. »

En fait, dès son arrivée à Shoreham, le bataillon acadien avait cessé d'exister comme unité indépendante. Selon le journal de guerre du 13ᵉ bataillon de réserve, cantonné en permanence à Shoreham, 24 officiers et 524 soldats du 165ᵉ lui furent transférés dès leur arrivée le 7 avril 1917[110]. Ce 13ᵉ bataillon de réserve était une création assez récente dont le principal but était de recevoir et de cantonner tous les soldats du Nouveau-Brunswick arrivant du Canada en Angleterre, et de les acheminer comme renforts au 26ᵉ bataillon, l'unité représentant le Nouveau-Brunswick au front. Il recevait aussi les blessés du 26ᵉ à leur congé de l'hôpital. Le commandant du bataillon était le lieutenant-colonel George Fowler, l'ancien commandant du 145ᵉ bataillon. Il est intéressant de noter que le nombre de soldats transférés du 165ᵉ au 13ᵉ bataillon de réserve est supérieur au nombre qui avait quitté Saint-Jean deux semaines auparavant. Il est probable que la différence s'explique par le fait qu'un certain nombre d'hommes qui n'avaient pu se rendre à temps à Saint-Jean pour le départ du 165ᵉ avaient réussi à rejoindre le bataillon à Halifax. Il pourrait aussi s'agir en partie de soldats d'autres unités ayant été rattachés au 165ᵉ pour la traversée de l'Atlantique. L'automne précédent, à cause de la soudaineté du départ de leur régiment, une trentaine d'hommes du 132ᵉ bataillon avaient manqué leur embarquement et avaient été rattachés à une unité de Halifax jusqu'au printemps[111].

Le 165ᵉ bataillon fut donc démembré, comme l'avaient été les 115ᵉ, 132ᵉ, 140ᵉ, 145ᵉ et presque tous les bataillons canadiens d'infanterie ayant un numéro supérieur à 100. Comptant quatre divisions déjà au front, l'armée canadienne n'avait plus besoin de nouvelles unités, mais demandait toujours des hommes pour combler les vides dans les unités existantes. Les vides à combler se situaient au niveau des troupes, des sous-officiers et des officiers subalternes nécessaires pour les mener au combat, car les

---

110. ANC, RG9, III, vol. 4951, 477, « Hist. Rec. 13th Res. Bn ».

111. *The Gloucester Northern Light*, 8 décembre 1916, p. 2.

postes d'officiers supérieurs étaient comblés à partir de subalternes aguerris.

Le sort des officiers supérieurs du 165e était donc fixé d'avance. Un règlement tout récent stipulait que l'infanterie n'avait plus de place pour les officiers supérieurs arrivant du Canada avec leurs unités, mais offrait des possibilités à ceux qui accepteraient une rétrogradation au rang de lieutenant. La rétrogradation serait rétroactive au jour du départ du Canada. Ceux qui refusaient ces conditions auraient droit à une permission d'une semaine à Londres et seraient ensuite renvoyés au Canada sur le premier navire disponible. Devant ce choix peu agréable, le lieutenant-colonel D'Aigle, les majors Boucher et Gallant, et les capitaines Willette, Doucet et LePage cédèrent, demandant la permission de revenir au rang de lieutenant afin de pouvoir participer à la guerre. Ils demandaient toutefois que leur rétrogradation n'entre en vigueur qu'au moment de leur départ pour le front, car ils désiraient conserver leur grade tant qu'ils demeureraient en sol anglais[112]. Pour leur part, le major Léger et le capitaine Léo Richard contestaient cette rétrogradation en tant que vétérans, l'un du front, l'autre d'une unité s'étant éventuellement rendue au front sans lui. Ils protestaient contre l'injustice du règlement qui s'appliquait à eux, alors que des centaines d'autres officiers supérieurs canadiens qui avaient été déchus de leurs bataillons demeuraient en Angleterre sans emploi tout en conservant leur grade.

Le règlement ne s'appliquait pas aux trois autres officiers d'état-major du 165e bataillon, tous capitaines, en raison de la nature de leur rôle : l'officier payeur Camille Boudreau, l'aumônier Jean Vital Gaudet et l'intendant Jean Malenfant pouvaient conserver leur grade en attendant une réaffectation[113]. Mais envers D'Aigle et les autres, l'armée était implacable. Le règlement serait appliqué tel que stipulé : les rétrogradations auraient lieu et seraient rétroactives au moment du départ de Halifax, sans quoi les officiers devraient retourner au Canada. Le major Léger pourrait aller en France avec

112. ANC, 9III-B-1, 3003, u-44-33.
113. ANC, 9III-B-1, 3003, u-44-33.

le même rang qu'il détenait au moment de quitter le 26e bataillon, soit celui de lieutenant.

Toutefois, des événements allaient jouer en faveur des officiers, du moins pour certains d'entre eux. À son arrivée à Shoreham, le bataillon avait été placé en quarantaine à cause de maladies contagieuses dans ses rangs, une épidémie d'oreillons notamment. Il était prévu que la période de quarantaine durerait au moins jusqu'au 6 mai et qu'entre-temps l'application du règlement au sujet des officiers était mise en suspens. Selon le journal intime de l'aumônier Jean Vital Gaudet, pendant cette période, on offrit aux soldats acadiens le choix de demeurer dans le 13e bataillon de réserve pour aller éventuellement au combat avec le 26e bataillon du Nouveau-Brunswick, ou de se joindre au 10e bataillon de réserve, qui cantonnait les troupes destinées au 22e bataillon canadien-français. Trois cent vingt-deux Acadiens choisirent le 10e et 172 optèrent pour le 13e, « au désespoir de l'aumônier »[114]. Mais, comme nous le verrons plus tard, ces transferts n'eurent pas lieu.

Patriote jusqu'au bout et espérant sans doute préserver le statut de ses officiers et une présence acadienne reconnue, le lieutenant-colonel D'Aigle adressa une lettre datée du 22 avril à l'officier général commandant les Canadiens en Angleterre. Soulignant la loyauté des Acadiens et leur désir que soit reconnu leur patriotisme, D'Aigle suggérait au haut commandement de rassembler les Acadiens éparpillés dans des unités un peu partout en Angleterre, y compris ceux du 165e bataillon, pour créer un bataillon de réserve acadien semblable au 13e bataillon de réserve néo-brunswickois. Selon D'Aigle, cette unité acadienne de réserve fournirait des combattants au 22e bataillon canadien-français : « […] ils auraient l'avantage de parler la même langue et d'avoir le même tempérament, et seraient ainsi assurés des services de leurs propres chapelains » (traduction), remarquait D'Aigle, affirmant le contraire de ce qu'il avait écrit à Valcartier au sujet de la compatibilité des Acadiens et des Canadiens français[115].

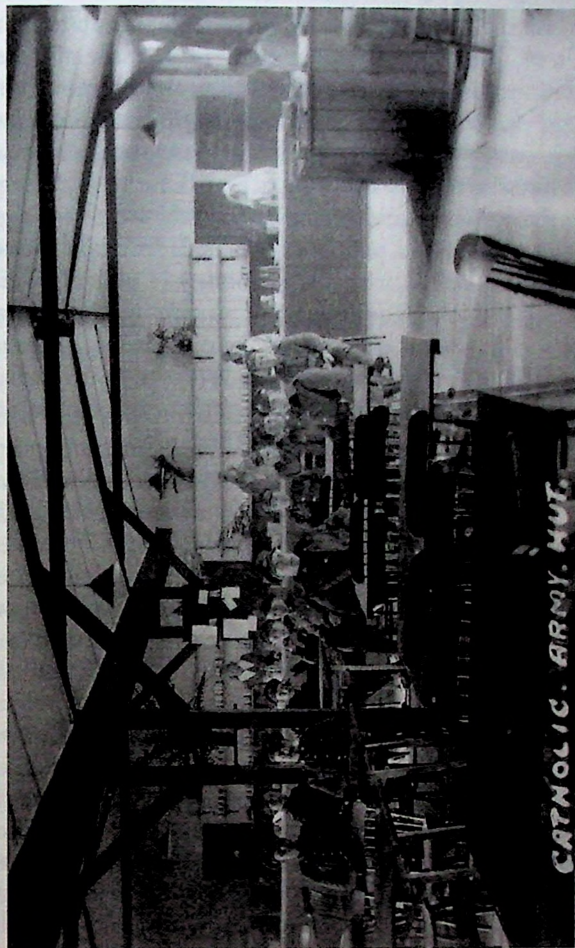
---

114. Raoul Dionne. « Journal d'un aumônier de la guerre 1914 : Mgr Jean Gaudet ». *Les cahiers de la Société historique acadienne*, vol. 17, no 2, 1986.

115. ANC, 9III-B-1, 3003, u-44-33.



Le lieutenant Aimé A. Léger devant la hutte des lieutenants, surnommée *The Crimson Stain*, Shoreham (Angleterre), 1917.
Coll. Centre d'études acadiennes, Université de Moncton.



Intérieur de la « K of C Catholic Army Hut », Shoreham (Angleterre), 1917.
Coll. Raoul Dionne, Moncton.

La réponse du haut commandement contenait une seule phrase indiquant que le projet de D'Aigle n'était pas faisable, ainsi qu'une réprimande lui reprochant d'avoir outrepassé la hiérarchie militaire en faisant parvenir sa lettre directement au général. En fait, le sort des hommes du 165e était déjà décidé depuis au moins deux jours. Une lettre du haut commandement adressée au directeur des opérations forestières, en date du 20 avril, le démontre : « On m'a chargé de vous informer que le personnel du 165e bataillon, Shoreham, doit être considéré comme disponible pour être transféré au Corps forestier canadien[116] » (traduction). Une lettre subséquente adressée au commandant du camp de Shoreham au sujet du 165e, toujours en quarantaine, précise encore : « Il faut faire tout ce qui est nécessaire pour mettre en disponibilité le plus d'officiers et d'hommes possible afin qu'ils servent au sein du Corps forestier canadien au plus tôt, car la Direction des opérations forestières en a un urgent besoin[117] » (traduction). Seule la section des signaleurs, soit une dizaine d'hommes formés en technique de communication au combat, intégrerait les rangs du 22e bataillon.

En apprenant le transfert de plus de 500 Acadiens de son unité au Corps des forestiers, le commandant Fowler du 13e bataillon de réserve protesta vigoureusement. Il affirma que ces hommes étaient tous de classe « A », des combattants formés et triés soigneusement et dont le 26e bataillon aurait certainement besoin pour les combats qui se préparaient. Il fit de plus remarquer ce qui devait être évident : « La formation que ces hommes ont reçue à grands frais durant la dernière année ne les a en aucune façon préparés à couper des arbres et à scier des billots, et des hommes sans expérience venus du Canada feraient tout aussi bien l'affaire, sinon mieux, que le 165e pour servir à cette fin[118] » (traduction). Mais l'état-major de l'armée n'avait pas d'explication à donner à un lieutenant-colonel de réserve et répondit simplement et irrévocablement que le général avait considéré les points avancés par Fowler avant d'arriver à sa décision au sujet du 165e bataillon.

---

116. ANC, 9III-B-1, 3003, u-44-33.
117. ANC, 9III-B-1, 3003, u-44-33.
118. ANC, 9III-B-1, 3003, u-44-33.

Le Corps forestier canadien avait été créé par le Canada un an plus tôt, à la demande du gouvernement britannique. Avant 1914, la Grande-Bretagne importait des millions de tonnes de bois d'œuvre chaque année, mais avec la guerre, le transport maritime était devenu précaire, et les navires disponibles avaient été affectés au transport de matériel de guerre et de vivres. Afin de pallier les difficultés d'importation du bois et de répondre à la demande accrue en raison de la guerre, il fut décidé d'exploiter les forêts publiques des îles britanniques, et en 1916 on demanda au Canada de fournir une main-d'œuvre expérimentée pour venir en aide à la trop petite industrie forestière britannique. La participation des forestiers canadiens à ses débuts se limitait à un seul bataillon, mais elle s'était accrue à mesure que les besoins avaient grandi.

Or, si au début de la guerre les généraux alliés n'avaient pas voulu rendre les tranchées et les installations trop confortables, croyant à la reprise d'une guerre de mouvement, ils s'étaient finalement résignés à un long siège où il importait d'être bien installé afin de tenir plus longtemps que l'adversaire. En outre, on avait appris que l'issue d'une bataille ne dépendait ni du courage des soldats ni de la compétence des officiers, mais de la quantité brute de matériel et de chair humaine engagés. Ainsi, la demande de bois d'œuvre augmenta. Il fallait des planches, des poteaux et des madriers pour affermir les tranchées, les tunnels et les casemates, et pour toutes sortes d'autres constructions militaires. Au front et à travers le paysage dévasté des arrières, les troupes marchaient et le matériel roulait souvent sur des voies pavées de madriers. De plus, on avait besoin de milliers de kilomètres de voies ferrées pour assurer le ravitaillement et on recruta des compagnies de cheminots canadiens pour les installer, les réparer et les étendre au gré des mouvements de troupes. Toute cette infrastructure était constamment soumise aux bombardements, donc constamment à reconstruire. Vers la fin de 1916, les généraux britanniques planifiaient déjà la prochaine grande offensive, qui allait nécessiter des quantités énormes de matériaux. Une entente fut alors conclue avec la France selon laquelle on verrait des scieries et des bûcherons canadiens au travail dans les forêts nationales françaises.

C'est dans ce contexte que le Corps de forestiers canadien prit une importance sans doute imprévue au moment de sa création. Dès le début de l'année 1917, on recruta des compagnies de forestiers dans tout le Canada. Comme nous l'avons déjà vu, le major Émile Stehelin avait été détaché du 165e bataillon pour aller à la Baie Sainte-Marie recruter une compagnie de forestiers acadiens. Et au moment du départ du 165e de Saint-Jean, une compagnie de forestiers était à s'organiser à Sussex, et deux autres compagnies de bûcherons néo-brunswickois suivraient. Quoique soumis au régime de vie militaire, ces forestiers n'étaient pas des combattants, et les exigences médicales et physiques les visant étaient plus souples. Aussi leur formation aux armes était-elle plutôt rudimentaire, quoique certains aient dû finalement aller au front dans des moments critiques. On attirait des hommes en promettant un départ rapide vers l'aventure et un service honorable mais peu dangereux en Europe. Au moment de l'armistice, en novembre 1918, il y avait 101 compagnies canadiennes de forestiers à l'œuvre en France et en Grande-Bretagne, comprenant plus de 30 000 hommes dont le quart étaient des ouvriers de diverses nationalités et des prisonniers allemands. Par ailleurs, certaines des compagnies de forestiers furent finalement affectées à la construction de pistes d'atterrissage et à d'autres travaux d'infrastructure. Notons aussi que l'armée américaine, qui arriva en France à partir de la fin de 1917, possédait son propre corps de forestiers.

C'est le surlendemain de l'arrivée du bataillon acadien à Shoreham, le 9 avril, qu'eurent lieu l'attaque et la prise de la crête de Vimy, près d'Arras, par les quatre divisions canadiennes, une victoire éclatante d'autant plus acclamée au Canada que ce fut une opération entièrement canadienne. Mais plus de 3 500 Canadiens périrent en quelques jours sous les obus allemands et environ 7 000 furent blessés. Compte tenu de l'importance des vides à combler dans les unités combattantes, il est étonnant que l'état-major ait décidé quelques jours plus tard d'envoyer au Corps forestier les combattants formés qu'étaient les hommes du 165e bataillon, et on comprend le désarroi du lieutenant-colonel Fowler à cet égard. Mais comme nous l'avons noté plus haut, « la Direction des opérations forestières en a un urgent besoin » (traduction). Dans

cette guerre, le matériel comptait autant que les hommes. Et des forêts françaises attendaient la hache et la scie.

Pendant qu'on décidait ainsi de leur avenir, les Acadiens du 165e purent jouir d'une période assez paisible au camp de Shoreham, comme en témoignent plusieurs lettres publiées dans divers journaux au cours du mois de mai. De froid et pluvieux à l'arrivée des Acadiens, le climat devint vite doux et agréable, et les soldats remarquèrent bientôt le grain et les autres cultures qui poussaient dans les fermes des environs. Les soldats ont laissé peu de descriptions matérielles du camp de Shoreham, mais un soldat québécois arrivé en janvier le décrivit comme « des longues files de baraques grises inspirant la tristesse[119] ». La hutte des lieutenants portait le nom évocateur de *The Crimson Stain* (La Tache cramoisie)[120]. La Manche était visible du camp, ainsi que les toits des villes et villages côtiers, quoique certains, sinon tous, soient interdits d'accès aux soldats. Les hommes ne travaillaient pas fort et étaient bien nourris, et on procéda à d'autres examens médicaux. Tous attendaient la fin de leur quarantaine et la possibilité de partir en permission à Londres ou ailleurs. Certains avaient hâte d'aller au front. Il y avait un champ d'aviation près du camp, et plusieurs des soldats aperçurent pour la première fois des avions qui volaient nombreux au-dessus, « comme des oiseaux par chez nous ». Ils retrouvèrent aussi des amis enrôlés dans d'autres unités, y compris des soldats des 132e, 140e et 145e bataillons, qui attendaient leur tour de traverser la Manche. Malgré cela, certains, comme le jeune Jacques LaFrance, de Moncton, avouèrent leur mal du pays et leur hâte de revoir maison et famille. On notait aussi la rareté des denrées et du tabac et leurs prix élevés, ainsi que la pauvreté qui entourait le camp. Certains s'apitoyaient sur le sort des enfants des environs. D'autres s'adonnèrent aux simples plaisirs de la camaraderie, comme en témoigne le commentaire suivant : « [...] Nos gars sont toutefois joyeux. L'irrépressible "Frico" (Alyre P. Léger) et ses amis, Ferdinand et Robert Malenfant, Léo Léger et Armand Caissie, de Shédiac, se sont construit une hutte qu'ils ont surnommée la

---

119. A.-J. Lapointe. *Souvenirs et impressions de ma vie de soldat*. Montréal, Éditions Édouard Garand, 1919.

120. CEA, P37.

"Shediac Hut". Ici, dans les heures de loisirs on se rassemble pour s'égayer. Cette tente avec ses décorations fait l'envie de tous les autres bataillons[121]. »

C'est au début de mai que s'effectua le transfert des soldats du 165e bataillon au Corps forestier. Cela signifiait un nouveau déménagement au dépôt de base du Corps, un cantonnement nommé Smith's Lawn, situé à Sunningdale, à l'ouest de Londres. Le camp se trouvait dans une forêt royale nommée le Windsor Great Park, non loin du château de la famille royale des Windsor. Certains des Acadiens s'y trouvaient dès le 4 mai, et la plupart des autres arrivèrent peu après. Un certain nombre demeurèrent quelque temps encore en quarantaine à Shoreham. Des travaux de coupe et de sciage étaient en cours à Sunningdale, et il se peut que des Acadiens y aient participé. Toutefois, la plupart ne seraient à Sunningdale que le temps de s'organiser en compagnies et de préparer leur départ vers la France. Ils eurent l'occasion de se promener dans les alentours, et certains purent visiter le château royal.

Malheureusement, le lieutenant-colonel D'Aigle ne put assister au déménagement de ses hommes, car il était à l'hôpital depuis le 24 avril, à la suite d'un accident survenu à Londres : en traversant la rue, un compagnon civil et lui furent heurtés par un taxi dont le chauffeur avait perdu le contrôle. Le civil fut tué sur le coup et D'Aigle fut blessé à la jambe gauche. Il quitta l'hôpital le 11 mai, ayant été transféré lui aussi au Corps de forestiers, et se rendit à Sunningdale retrouver ses troupes. Le capitaine Jean Malenfant fut aussi admis à un hôpital militaire le 5 mai, souffrant d'une maladie contagieuse qu'il avait apparemment contractée à Saint-Jean. Il y demeura jusqu'au 10 juillet.

En arrivant à Sunningdale, D'Aigle trouva son bataillon en pleine désintégration et échappant à son emprise. Dès le 15 mai, la *No. 39 Company, C.F.C.* était en formation sous les ordres de Joseph Arthur Léger, qui conservait finalement son grade de major. Sa compagnie comprenait cinq autres officiers : les lieutenants Jude Bourgeois, Théophile Doucet et Kenneth Barnes, du 165e,

121. *L'Acadien*, 29 mai 1917, p. 4.

ainsi qu'un certain capitaine LeClair et le lieutenant Welch, qui provenaient d'une autre unité démembrée. Ils commandaient 169 hommes, dont la grande majorité étaient originaires du 165e bataillon. La *No. 40 Company* fut organisée en même temps, sous les ordres du capitaine C.W. Rideout, un ancien du 145e bataillon, et de cinq autres officiers, dont trois étaient du 165e : le capitaine Lepage et les lieutenants Rémi Alphonse Pertus et Albert Melanson. La troupe comprenait 173 hommes, apparemment tous du bataillon acadien[122].

Toujours fidèle à ses principes, D'Aigle demanda à ses supérieurs du Corps forestier la permission que les Acadiens du 165e bataillon conservent leur insigne régimentaire, et que leur nouvelle unité soit appelée *39th Acadian Companies, Canadian Forestery Corps*[123]. Le colonel Hepburn, de la Direction des opérations forestières, répondit qu'il lui était égal que les hommes portent leur insigne, mais qu'en aucun cas l'appellation de ces compagnies ne pourrait être distincte de celle des autres compagnies du Corps[124]. Apprenant ensuite que l'organisation des compagnies de forestiers ne prévoyait aucun poste d'aumônier, D'Aigle protesta en affirmant que ses hommes avaient été recrutés avec la promesse des services d'un prêtre et insista pour que le capitaine Jean Vital Gaudet soit rattaché comme aumônier aux compagnies acadiennes, dont le départ pour la France était imminent[125]. L'armée avait en fait prévu l'affectation d'un certain nombre d'aumôniers au Corps forestier et accéda à la demande de D'Aigle. Ainsi, le capitaine-aumônier Gaudet pourrait accompagner ses ouailles en France, mais ses responsabilités s'étendraient également aux catholiques des autres unités.

Le 23 mai, la 39e compagnie de forestiers acadiens se mit en route pour la France avec ses bagages et 71 chevaux de trait, accompagnée du capitaine-aumônier Gaudet. Le lendemain, ce fut au tour de la 40e compagnie, qui emportait avec elle 73 chevaux. Les soldats et officiers acadiens furent transportés, sans doute en train, au

---

122. ANC, RG III C8, vol. 4499, « Hist. rec. no. 39, no. 40 coys. CFC ».

123. D'Aigle sous-entendait sans doute les *39th* et *40th Acadian Companies*.

124. Documents personnels de L.C. D'Aigle.

125. Documents personnels de L.C. D'Aigle.

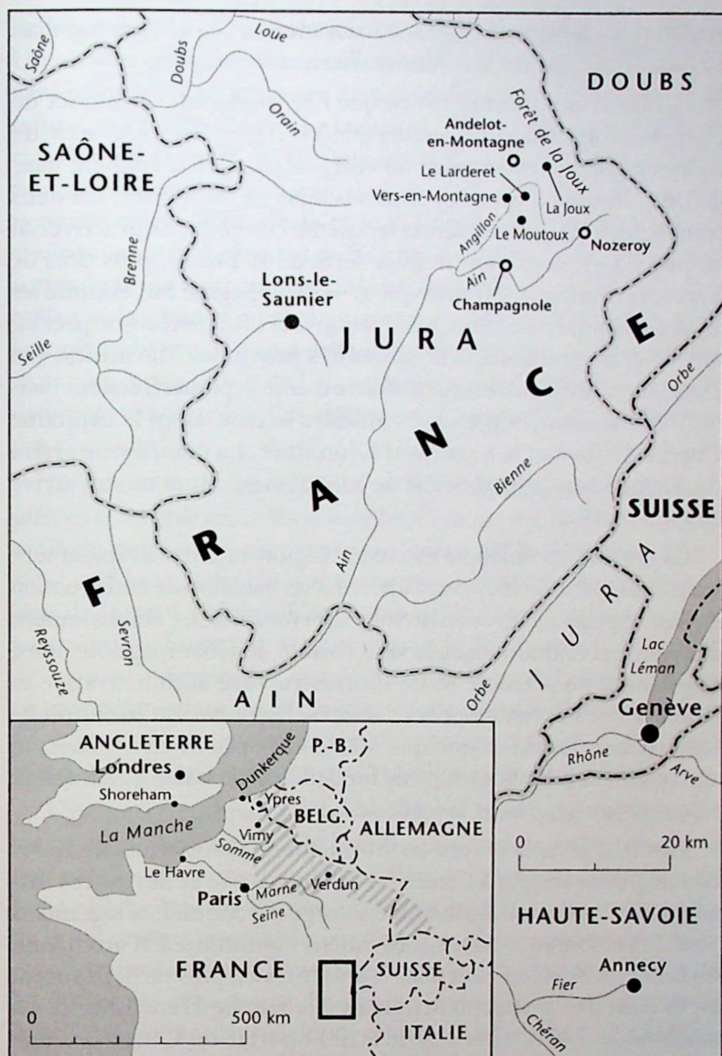
port de Southampton, où un vapeur les attendait pour la traversée de la Manche. Ils débarquèrent ensemble au Havre le 25 mai et purent se reposer dans un cantonnement des environs. Le 28 mai, ils montèrent dans un dernier train pour un long voyage jusqu'au lointain Jura, dans les contreforts des Alpes, près de la frontière suisse. C'était une région de plateaux et de monts boisés, entrecoupés de ruisseaux limpides et parsemés de lacs subalpins. Les habitants de ces villages souvent reculés vivaient essentiellement d'agriculture, et on se souvenait encore que pendant de nombreuses années certains « se faisaient enterrer face contre terre en signe de protestation contre l'annexion de la province par la France », qui datait pourtant de plus de deux siècles[126]. Toutefois, la vie paysanne était évidemment assez rude et, malgré d'importants progrès techniques, on déplorait, comme en Acadie, une forte tendance à l'abandon des terres.

Descendues du train à Andelot-en-Montagne le 29 mai, les deux compagnies parcoururent le lendemain une courte distance jusqu'à un village nommé Vers-en-Montagne, où elles dressèrent leurs tentes et installèrent un cantonnement. Une semaine plus tard, la 40e compagnie se rendit plus haut vers le plateau et la forêt, près d'une localité appelée Le Moutoux. Il avait été décidé que la 39e compagnie installerait et ferait fonctionner une scierie à Vers, alors que la 40e effectuerait la coupe en forêt.

Le village de Vers-en-Montagne est situé sur un plateau et traversé par une petite rivière appelée l'Angillon, qui descend de la montagne. Au-delà des champs environnants, au nord et à l'est du village, le terrain s'élève en pente assez douce, puis plus abruptement, formant une longue montagne nommée la Fresse, couverte d'une forêt de grands conifères qui porte le même nom. Plus loin, en direction des Alpes, se trouve le plateau de Nozeroy, dont la couverture de conifères forme la grande forêt nationale de la Joux. C'est sur ce territoire que s'installèrent graduellement, à partir de l'hiver 1917, plus de 2 000 Canadiens du Corps des forestiers, répartis en plusieurs compagnies, camps et chantiers. Encore plus

---

126. Robert Curtat. *Les Cahiers de la montagne, tome I : Les Canadiens et leurs amis en Forêt de Joux 1917-1918*. Nozeroy (France), Éditions des Annonciades, 2000.



La fôret de la Joux est située dans le nord-est du département français du Jura, à environ 25 kilomètres de la frontière suisse. La majorité des combats de la Première Guerre mondiale eurent lieu au nord de cette région, principalement le long de la frontière franco-belge.

haut vers les Alpes et la Suisse se trouve la forêt de Levier, qui allait être exploitée par les forestiers militaires américains.

Les Canadiens formaient ce que l'on désigna le 5e district du Corps des forestiers. Son quartier général et ses principales activités étaient sur le plateau autour du village de La Joux, en plein dans la forêt du même nom. Comprises dans ce 5e district, les deux compagnies acadiennes et une troisième compagnie qui arriverait en juin, la 47e, exploiteraient la forêt de la Fresse, plus près de Vers-en-Montagne. Notons que la 47e compagnie fut, comme les autres, organisée à Sunningdale, et un très bref historique précise qu'elle était constituée d'hommes des provinces Maritimes. Un certain nombre d'entre eux, peut-être même la plupart, étaient issus du 165e bataillon, et parmi ses officiers se trouvaient le capitaine Charles Gallant et le lieutenant Léon Ruet. La compagnie arriva dans le Jura vers la fin du mois de juin, quoique Ruet ne soit arrivé que le 17 juillet.

La présence canadienne dans cette région augmenta rapidement à près de 3 000 individus avec l'arrivée d'un bataillon de construction et d'une équipe d'entretien de véhicules motorisés, l'établissement d'un hôpital militaire dans la ville voisine de Champagnole, ainsi que la mise en place de toute l'infrastructure administrative et sanitaire que nécessitaient ces activités. En outre, un bataillon de construction formé de quelque 500 soldats russes arriva bientôt, ainsi qu'un important groupe de forestiers américains qui devaient effectuer la coupe dans la forêt de Levier[127].

Dès leur arrivée à Vers-en-Montagne, les Acadiens de la 39e compagnie se mirent à l'érection de leur scierie et des autres installations : bureaux, cuisine, ateliers, forge et écuries. Les logements pour le personnel seraient construits à l'automne. En attendant, les hommes demeurèrent dans leurs tentes et, plus tard, ils furent logés dans une grange appartenant à la famille Henri Putod. La machinerie destinée à la scierie était importée du Canada et était mue par des engins à vapeur, le tout ayant peut-être été apporté sur les lieux par les Acadiens eux-mêmes. La scierie se trouvait sur

---

127. Robert Curtat. *Les Cahiers de la montagne, tome I : Les Canadiens et leurs amis en Forêt de Joux 1917-1918*. Nozeroy (France), Éditions des Annonciades, 2000.

la berge de l'Angillon, non loin de la gare ferroviaire du village. Un artiste peintre itinérant du nom d'A.J. Munnings[128], chargé par les autorités canadiennes d'immortaliser à sa façon les activités militaires du Canada, nous a laissé quelques tableaux de forestiers canadiens à l'œuvre. L'un d'eux illustre une scierie en construction dans une scène pastorale du Jura. Selon les notes de l'artiste, la température était idéale et le paysage délicieux. Les champs environnants regorgeaient de foin entremêlé de trèfle et de toutes sortes de fleurs aromatiques. Le bruit des marteaux et des égoïnes se mêlait au lointain et musical tintement des cloches à vaches[129]. « De la forêt à abattre, il y en a de la belle, remarqua un soldat acadien dans une lettre. Il y a de belles têtes de bétail ; de gros attelages de bœufs tirant de lourdes, d'énormes charges. Nos forestiers ont des chevaux[130]. »

La scierie et les installations de la 39e compagnie furent complétées et en opération dès le 9 juillet. Pour sa part, la 40e compagnie avait dû construire ses propres installations au Moutoux, face à Vers, sur le versant de la montagne, et la 47e fit de même non loin de là, au Larderet. L'équipement de la scierie, les haches et autres outils forestiers étaient importés du Canada. Un chemin de fer à voie étroite fut installé pour le transport des billots des chantiers forestiers jusqu'à la scierie, une distance d'environ quatre kilomètres. Une autre voie ferrée fut construite de la scierie jusqu'à la gare, y compris un pont sur l'Angillon, devant la scierie.

Une autre compagnie de forestiers, la 48e, fut constituée à partir de la compagnie C du bataillon acadien, laquelle conserva à peu près sa structure pour ce qui était de la troupe. Le lieutenant J.A. LeBlanc était du nombre. Toutefois, les « hommes techniques » de la 48e étaient pour la plupart des anglophones retirés des unités combattantes au front. Sous le commandement du major J.I. Hartt, la compagnie débarqua en France le 23 juin 1917 et voyagea vers le Midi, atteignant, dans la douce région de la Gironde, une localité

---

128. Mieux connu plus tard comme *sir* Alfred J. Munnings.

129. *Building a Mill in the Jura*. Pl. XLII de *Art and War*, Bureau canadien des archives de guerre, 1919.

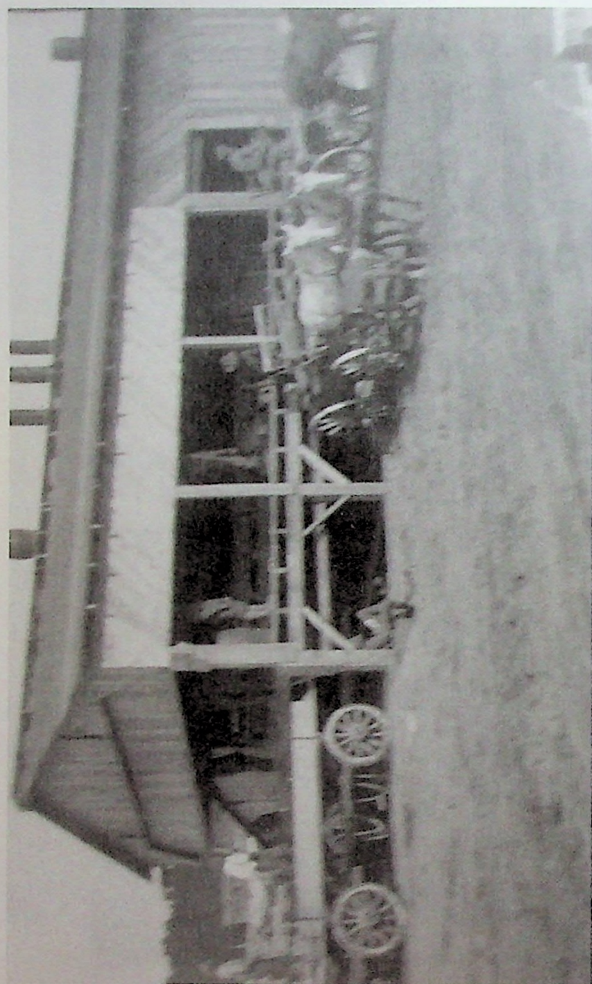
130. *L'Évangéline*, 11 juillet 1917, p. 1.



Cantonnement de la 39e compagnie du Corps forestier canadien, Vers-en-Montagne (France), 1917.
Coll. Raoul Dionne, Moncton.



Scierie de la 39e compagnie, sur la berge de l'Angillon, Vers-en-Montagne (France).
Coll. Raoul Dionne, Moncton.



Hommes et chevaux au travail à la scierie, Vers-en-Montagne (France).
Coll. Raoul Dionne, Moncton.



Cérémonie religieuse à laquelle participent les soldats
des 39ᵉ et 40ᵉ compagnies de forestiers acadiens,
Vers-en-Montagne (France).
Coll. Raoul Dionne, Moncton.



Infirmier arborant l'insigne du 165e bataillon,
photographié devant l'école Nazareth, Vers-en-Montagne (France).
Coll. Raoul Dionne, Moncton.



Soldats tirant une salve lors des funérailles du sergent-major Laurie Olivier Comeau, 47e compagnie, d'Amherst (N.-É.), mort le 3 octobre 1917 à l'âge de 21 ans. Cimetière de Supt, Jura (France). *Coll. Raoul Dionne, Moncton.*



Officiers acadiens en compagnie de dignitaires français, Vers-en-Montagne (France). Le major Léger est le deuxième à gauche.
Coll. Raoul Dionne, Moncton.



Forestiers acadiens devant leur baraque.
Coll. Raoul Dionne, Moncton.



Pierre tombale de Félicien Roy, 40e compagnie, de Saint-Antoine (N.-B.), mort le 25 mars 1918. Cimetière de Champagnole, Jura (France).
Coll. Raoul Dionne, Moncton.

nommée La Saussouze. Douze compagnies de forestiers canadiens allaient travailler dans cette région, formant le district n° 12 du Corps forestier. À son arrivée, la 48e compagnie s'employa à préparer une route forestière, ensuite à abattre et à livrer des billots aux scieries dont étaient chargées les 45e et 46e compagnies. En août, la 48e compagnie se rendit à Marcheprime, dans les Landes de Bordeaux, près d'Arcachon et de la côte, où les hommes installèrent leur propre scierie[131].

Le 13 juin, *L'Évangéline* nota en première page : « Toutes sortes de rumeurs nous arrivent sur le compte du 165e bataillon acadien, et s'il fallait en croire les uns, le bataillon serait rendu en Égypte, tandis que d'autres annoncent son démembrement et sa traversée en France, par mode de renforts [...] Le fait est que, grâce aux instances du Lieutenant-colonel D'Aigle, le 165e bataillon est aujourd'hui à peu près assuré de rester intact et de traverser en France comme tel. » Plus bas, à la même page, une lettre du capitaine-aumônier Gaudet, datée du 16 mai, annonçait que les hommes du 165e étaient maintenant membres du Corps des forestiers. Ils n'iraient pas au front. Il n'y avait donc plus de 165e bataillon d'infanterie. En juillet, on put lire dans *L'Évangéline* que les hommes du bataillon acadien formaient désormais deux compagnies de forestiers, la 39e et la 40e, et qu'ils se trouvaient « quelque part en France ». Ces nouvelles plutôt rassurantes quant à l'avenir des soldats du bataillon suscitèrent sans doute d'énormes soupirs de soulagement chez des milliers de parents et amis.

Par la suite, l'information sur les compagnies de forestiers acadiens se fit plutôt rare dans les journaux, à l'exception de quelques lettres de soldats publiées de temps à autre. Au Canada, toute l'attention était alors fixée sur la question de la conscription. À la fin de l'année précédente, le gouvernement fédéral avait réagi aux difficultés d'enrôler des volontaires pour l'armée d'outre-mer en instituant un recensement national des hommes d'âge militaire. En principe, il s'agissait de rendre plus cohérente la gestion de la main-d'œuvre du pays afin de répondre aux besoins militaires tout en protégeant les intérêts du secteur agricole et des industries

131. ANC, RG III C8, vol. 4499, « Hist. rec. no. 48 coy. CFC ».

de pointe. Tous les hommes étaient priés de remplir des cartes d'enregistrement distribuées par les bureaux de poste, mais cet enregistrement était volontaire. Le projet s'avéra un échec dès le printemps de 1917.

Dans l'intervalle, le premier ministre Borden avait assisté à une conférence des chefs des pays de l'Empire britannique à Londres et avait saisi l'occasion pour visiter les troupes canadiennes au front et discuter avec leurs commandants. Il rentra au Canada en mai 1917, convaincu de la nécessité du service militaire obligatoire et fermement décidé à agir en ce sens. Borden se mit immédiatement à préparer la propagande et, surtout, la mesure législative nécessaires. Ses efforts pour obtenir l'unanimité au Parlement furent dénoncés par Wilfrid Laurier, le chef de l'opposition libérale, qui se prononça contre la conscription telle que préconisée par Borden. Néanmoins, Borden parvint à diviser le parti de Laurier, et plusieurs libéraux anglophones se rangèrent derrière lui sur la question de la conscription. Le projet de loi autorisant la conscription pour le service outre-mer fut adopté par les deux chambres du Parlement au cours de l'été et devint loi le 29 août. Toutefois, le gouvernement de Borden était au pouvoir depuis 1911 et, faute d'unanimité au Parlement, il devait se légitimer par le biais d'une élection générale. Celle-ci aurait lieu le 17 décembre 1917 et reposerait sur la seule question de la conscription. En outre, avant l'élection, le gouvernement adopta une série de mesures extraordinaires de découpage électoral pour assurer sa victoire. Associées à l'épineuse question du service militaire obligatoire, ces mesures semèrent l'émoi au pays. Au cours du débat parlementaire, les députés acadiens Onésiphore Turgeon et Pius Michaud se prononcèrent contre la conscription[132]. Parmi les politiciens acadiens à se prononcer en faveur du projet de loi, il y eut Pascal Poirier au Sénat et Ferdinand Robidoux à la Chambre des communes[133]. Or, si le siège de Poirier au Sénat était inattaquable, celui de Robidoux à la Chambre basse ne l'était pas, comme le lui rappela Clément Cormier dans *L'Acadien*

---

132. *L'Acadien*, 10 juillet 1917, p. 1.

133. *Débats de la Chambre des communes*, 26 juin 1917.

en lui reprochant d'avoir trahi la volonté de ses électeurs dans le comté de Kent et prédisant sa défaite électorale[134].

Après le départ en France de ses troupes, le lieutenant-colonel D'Aigle demeura en Angleterre. Il chercha à obtenir un poste de commandant de compagnie au Corps des forestiers, et il fut même question qu'il soit nommé commandant du district du Jura où se trouvaient la majorité de ses anciens soldats, mais ses efforts furent infructueux. En juin, D'Aigle séjourna 10 jours au front dans la région de Vimy, rattaché à un bataillon de combat, le Royal Canadian Regiment, de la 3e division canadienne. De toute évidence, il s'agissait d'une assignation temporaire que l'armée offrait alors comme consolation aux officiers supérieurs déchus de leurs bataillons en Angleterre, leur accordant ainsi la dignité d'une expérience du front. Ces visiteurs étaient souvent traités avec mépris, et les officiers combattants avaient baptisé cette pratique du nom de *Cook's Tours*, faisant allusion à la célèbre agence de voyages anglaise[135]. Toutefois, plus tard, D'Aigle décrivit en des termes dramatiques un événement au cours duquel il aurait escorté un chargement de munitions d'artillerie à travers un bombardement ennemi, contre les conseils de son commandant, qui avait jugé la chose impossible[136]. Cette aventure terminée, il retourna en Angleterre.

Malgré sa désintégration physique, le bataillon acadien n'avait pas encore été aboli officiellement, et des questions relatives à son administration, particulièrement financière, continuaient à surgir. À ce propos, un rapport écrit par D'Aigle à ses supérieurs témoigne d'une vive querelle ayant éclaté entre lui et le major Joseph Arthur Léger, apparemment au sujet d'une somme d'argent qui manquait au fonds régimentaire du bataillon[137]. Le rapport est sans date, mais il renvoie à une lettre de Léger datée du 2 août 1917. D'Aigle rendait Léger responsable de la disparition de l'argent et laissait

---

134. *L'Acadien*, 3 juillet 1917, p. 1.

135. Desmond Morton. *When Your Number's Up. The Canadian Soldier in the First World War.* Toronto, Random House of Canada, 1993.

136. ANC, RG150, acc. 92-93, boîte 2261-74 (dossier L.C. Daigle), « L.C.D. à Officer i/c War Service Badges », 17 février 1920.

137. Documents personnels de L.C. D'Aigle.

entendre qu'il l'avait empoché. Il l'accusait aussi de s'être approprié des articles de l'entrepôt du bataillon, y compris un revolver, avec lesquels il serait parti en France. Il était aussi question d'accusations que Léger avait proférées contre D'Aigle et Jean Malenfant, et D'Aigle réclamait une enquête officielle pour tirer les choses au clair. Par ailleurs, il reconnaissait avoir demandé la mutation de Léger à son bataillon en 1915, mais minimisait le rôle que Léger y avait joué par la suite, réfutant des déclarations de Léger selon lesquelles ce dernier avait été responsable de l'organisation du bataillon et de la formation des soldats. D'Aigle affirmait aussi que la nomination de Léger au poste de second du bataillon n'avait été que provisoire, sa nomination définitive ayant été rejetée par le brigadier à cause de son jeune âge. Enfin, D'Aigle invitait ses supérieurs à consulter certains rapports révélateurs au sujet de Léger. Il faut noter que nous n'avons qu'une version assez fragmentaire des faits tels que rapportés par D'Aigle. À notre connaissance, l'affaire n'eut aucune suite. Toutefois, elle jette un éclairage sur les rapports qui ont pu exister au sein du corps des officiers du bataillon acadien. Certains sentiments ont sans doute été attisés par le démembrement du régiment, lequel aurait fait des gagnants et des perdants parmi les officiers.

D'Aigle demeura en Angleterre jusqu'à l'automne, attendant vainement une affectation quelconque et s'occupant encore des dernières affaires de son régiment. Il n'était pas seul, car d'autres parmi ses officiers étaient restés en Angleterre, y étant apparemment peu ou pas employés. Dans une lettre de Sunningdale datée du 19 juillet, Jean Malenfant se disait en formation technique pour un rôle au sein du Corps des forestiers. Ses deux fils étaient en France avec la grande majorité des autres soldats du 165e, et Malenfant avait hâte d'aller les retrouver. Il laissait aussi entendre que le lieutenant-colonel D'Aigle serait bientôt nommé à un important poste dans le Corps forestier[138]. Il se trompait, car D'Aigle serait renvoyé au Canada en novembre, rapportant avec lui les instruments de la fanfare de son bataillon. Malenfant lui-même serait rapatrié vers la fin d'octobre et affecté à des tâches administratives au sein

---

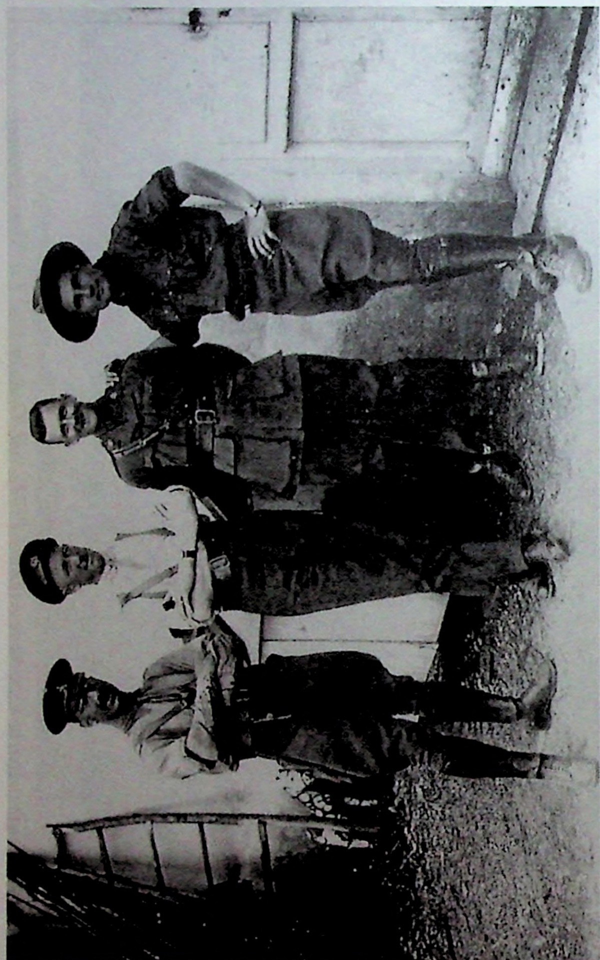
138. *The Daily Times*, 8 août 1917, p. 7.



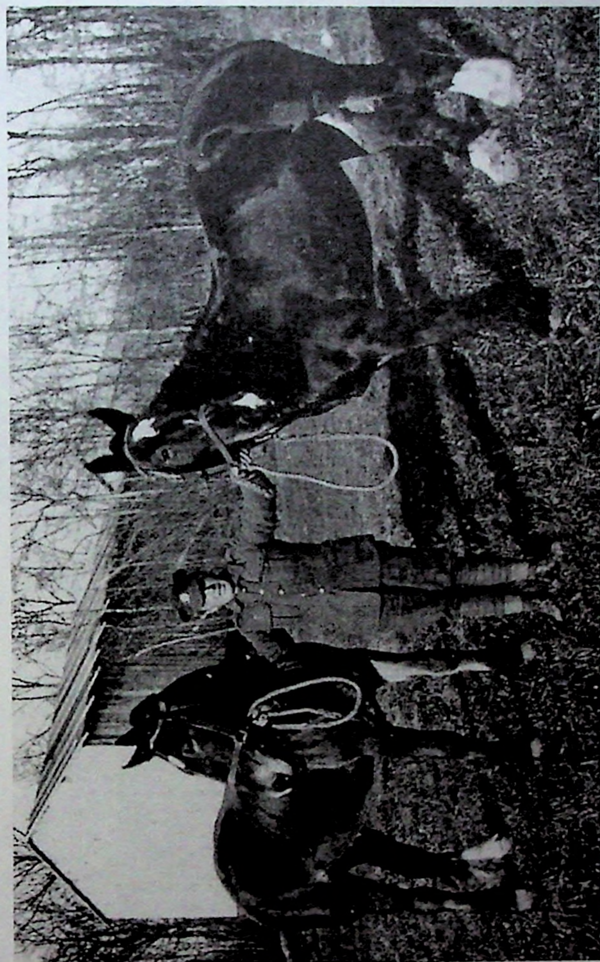
Deux jeunes soldats du 165[e] bataillon, photographiés devant l'école Nazareth, Vers-en-Montagne (France).
Photo : Agathe Coutemoine (1867-1931), coll. C. Rameaux, Les Nans (France).



Forestiers acadiens au travail, Vers-en-Montagne (France).
Photo : Agathe Coutemoine (1867-1931), coll. C. Rameaux, Les Nans (France).



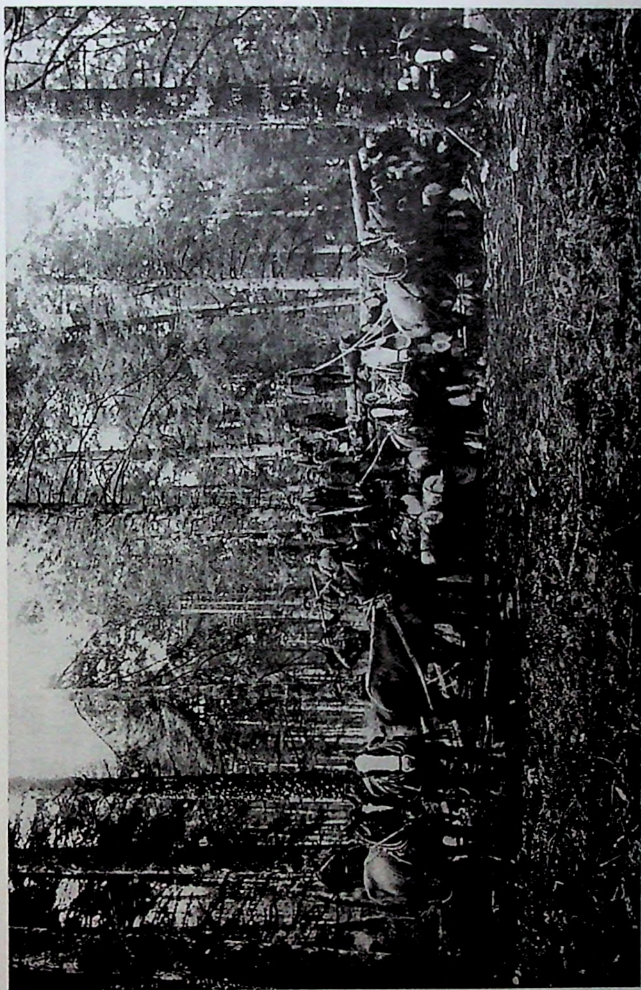
Officiers de la 39e compagnie du Corps forestier canadien à Vers-en-Montagne (France).
On reconnaît le major Léger, deuxième à gauche. Le premier à droite est peut-être Théophile Doucet.
Photo : Agathe Coutemoine (1867-1931), coll. C. Rameaux, Les Nans (France).



Palefrenier acadien avec deux chevaux de trait apportés d'Angleterre, Vers-en-Montagne (France).
Photo : Agathe Coutemoine (1867-1931), coll. C. Rameaux, Les Nans (France).



Le major Léger avec deux chiens bergers allemands, Vers-en-Montagne (France).
Photo : Agathe Coutemoine (1867-1931), coll. C. Rameaux, Les Nans (France).



Forestiers canadiens à l'œuvre dans une forêt du Jura.
Coll. Martelet Voidey, Nozeroy (France).



Trois officiers canadiens posent devant leurs hommes au travail.
Coll. Martelet Voidey, Nozeroy (France).



Sous-officiers acadiens clients d'un photographe français.
Coll. Martelet Voidey, Nozeroy (France).

du district militaire du Nouveau-Brunswick, en rapport avec la nouvelle loi sur le service militaire obligatoire. L'armée trouva apparemment un emploi en Angleterre pour le lieutenant Alfred Blanchard, qui avait agi comme secrétaire du comité lors de la création du 165e bataillon. Il demeura en Angleterre jusqu'à la fin de la guerre et rentra au Canada en 1919, accompagné de sa nouvelle épouse anglaise, Alice Kent[139]. L'officier payeur Camille Boudreau fut affecté au même poste au sein du Corps des forestiers dans la région de Bordeaux. En janvier 1918, il travaillait au bureau de la paie à Paris[140], puis il revint à Moncton en mars 1918[141].

C'est apparemment de bon gré que la majorité des hommes du 165e bataillon s'en allèrent travailler comme forestiers en France. Un certain nombre d'individus, par contre, devinrent combattants dans diverses unités au front ou dans l'aviation. Il s'agissait sans doute pour certains d'un choix personnel motivé par l'esprit d'aventure, l'orgueil, la curiosité ou peut-être le désir de retrouver des amis. D'autres, comme la section des signaleurs, y furent affectés par l'armée.

Après quelques semaines d'oisiveté à Sunningdale, trois des jeunes officiers, les lieutenants Aimé Léger, Alfred Belliveau et Arthur Cyr, optèrent pour le chevaleresque en s'enrôlant comme pilotes de combat dans le Royal Flying Corps (RFC). Des décennies plus tard, Belliveau écrirait dans ses mémoires que les trois compagnons étaient peu enthousiastes à l'idée de devenir des forestiers et avaient été fascinés par les avions si nombreux dans le ciel de Shoreham[142]. Aussitôt inscrits au RFC, Belliveau et Léger furent envoyés à Reading, non loin de Sunningdale, pour leur formation théorique au pilotage, tandis que Cyr, souffrant d'une inflammation des amygdales, fut admis à l'hôpital. Ce dernier poursuivrait sa

---

139. Société historique Nicolas Denys. *Revue d'histoire de la Société historique Nicolas Denys*, vol. XXIII, n° 1, 1995, p. 21-23.

140. ANC, RG24, 1662, HQ 683-316-9.

141. Documents personnels de L.C. D'Aigle ; lettre de J. Malenfant à L.C.D., 25 mars 1918.

142. CEA, 37-1. Voir aussi : C.E. Léger. « Acadiens in exelsis : trois aviateurs acadiens, 1917-1918 ». *Sur l'Empremier*, vol. 4, n° 2, 1997 (revue de la Société historique de la Mer Rouge).

formation d'aviateur à la fin de l'été. Aimé Léger a laissé une description de ses débuts d'aviateur, détaillée et empreinte d'humour, dans quelques lettres publiées dans *L'Évangéline* au cours de l'été de 1917. À la mi-août, Belliveau et Léger avaient terminé avec succès leurs études théoriques et retournaient à Shoreham pour leur formation pratique dans des avions-écoles. Malheureusement, Aimé Léger fut tué le 11 septembre 1917, lorsque l'avion qu'il pilotait seul plongea dans la mer, au large de Shoreham, apparemment victime d'une défaillance mécanique. Il avait 21 ans. En Acadie, on apprit la tragédie avec consternation, et plusieurs articles parurent dans les journaux acadiens au cours de l'automne, faisait l'éloge d'une vie si prometteuse et si tragiquement écourtée.

En apprenant la mort de Léger, le lieutenant-colonel D'Aigle se rendit à Shoreham pour s'occuper de la dépouille de son jeune subordonné. Pensant qu'il serait possible de le faire envoyer à la famille Léger, à Cocagne (N.-B.), D'Aigle discuta avec un embaumeur de Londres, qui le rassura quant à la possibilité d'une telle procédure. Toutefois, les autorités militaires avaient d'autres intentions à ce sujet, et D'Aigle dut annuler les dispositions qu'il avait prises avec l'embaumeur. Léger fut inhumé en terre anglaise dans un cimetière de Shoreham. Plusieurs officiers du 165e bataillon demeurés en Angleterre assistèrent à ses funérailles militaires : le lieutenant-colonel D'Aigle, le major Placide Boucher, les capitaines Jean Malenfant, Léo Richard et James Willette, les lieutenants Émile Violette, Elphège Léger et Alfred Belliveau, ainsi que le lieutenant Walter Veniot, du 132e bataillon[143]. Ils se cotisèrent pour payer une imposante pierre tombale en dernier hommage au jeune Aimé Léger. Malheureusement pour D'Aigle, sa bienveillance envers la famille Léger lui attira des difficultés lorsque l'embaumeur qu'il avait retenu envoya à l'armée une réclamation pour ses services non autorisés. Quelques mois plus tard, de retour au Canada, D'Aigle dut s'expliquer et clamer son innocence lorsque l'armée lui transmit la facture de l'embaumeur[144].

---

143. *L'Évangéline*, 3 octobre 1917.
144. Documents personnels L.C. D'Aigle.

Alfred Belliveau et Arthur Cyr continuèrent leur instruction d'aviateurs de combat au sein du Royal Flying Corps, qui devint la Royal Air Force au printemps de 1918. Au début de l'été, ils avaient perdu contact l'un avec l'autre et furent affectés séparément à des escadrilles de combat en France. Dans ses mémoires, Belliveau raconte ses aventures comme pilote de combat au sein de la 54e escadrille de la Royal Air Force, une unité spécialisée dans l'attaque de positions ennemies au sol à la mitrailleuse et à la bombe. Le 27 août 1918, au cours d'une attaque contre un ballon captif d'observation de l'artillerie allemande, ses mitrailleuses s'enrayèrent, et il fut pris en poursuite et abattu par des aviateurs allemands derrière les lignes ennemies. Il en sortit indemne mais se trouva aussitôt prisonnier des Allemands. Quelques semaines plus tard, alors qu'il était dans un camp pour officiers prisonniers en Allemagne, il se retrouva à sa grande surprise en présence d'Arthur Cyr qui, lui aussi, s'était fait descendre le 20 juillet 1918 en revenant d'un raid aérien sur l'Allemagne avec la 46e escadrille. Selon Belliveau, Cyr s'était trouvé aux prises avec un problème mécanique et s'était séparé de son escadrille, lorsqu'il eut la malchance de croiser une patrouille aérienne ennemie. Après avoir passé quelques mois dans diverses prisons allemandes, les deux camarades furent libérés à la fin de la guerre et purent rentrer en Acadie en 1919.

D'autres parmi les hommes du 165e bataillon devinrent éventuellement aviateurs de combat. Ainsi, le lieutenant Albert Melanson, qui avait été affecté à la 40e compagnie de forestiers dans le Jura, quitta cette compagnie vers le début de 1918 pour s'enrôler dans le Royal Flying Corps. Il fut intégré finalement à la 2e escadrille de la Royal Air Force, mais le 9 mai 1918, après qu'il eut passé à peine deux semaines au front en tant que pilote, son avion était abattu en territoire ennemi, et il trouva la mort à l'âge de 27 ans. Le commandant de la patrouille aérienne dont il faisait partie rapporta qu'il avait aperçu Melanson pourchassé par quatre avions ennemis et avait vu son avion plonger au sol[145]. Son corps ne fut jamais récupéré, et son nom est gravé sur un monument aux aviateurs britanniques disparus, à Arras, dans le Pas-de-Calais[146].

---

145. *The Gloucester Northern Light*, 17 mai 1918, 31 mai 1918, 30 août 1918.
146. Commonwealth War Graves Commission, registre des sépultures, www.cwgc.org



Le lieutenant Alfred H. Belliveau, pilote de combat
dans la Royal Air Force, 1917-1918.
Coll. Centre d'études acadiennes, Université de Moncton.

Par ailleurs, François Gallant, de Rogersville, s'était enrôlé comme simple soldat dans le 165e alors qu'il n'avait que 16 ans. En Angleterre, il se fit muter au Royal Flying Corps et devint aviateur avec le grade de lieutenant. Il participa aux combats aériens, et on rapporta qu'il avait abattu deux avions ennemis et avait été décoré. Gallant survécut à la guerre et, en mars 1919, il se trouvait toujours en France, dans la région de Maubeuge, où son unité occupait apparemment une ancienne base d'aviation allemande. Par un jeudi après-midi, le 13 mars, alors qu'il pratiquait la pêche à la grenade dans une rivière des environs, Gallant tomba dans l'eau profonde et se noya[147]. Il repose dans un cimetière militaire à Maubeuge.

Quant à Edgar P. LeBlanc, un des lieutenants qui avaient démissionné du 165e bataillon à l'été de 1916, il s'engagea dans l'aviation au Canada à l'automne de 1917 et fut tué le 29 avril 1918 lors d'une collision aérienne en Ontario[148]. Un autre soldat du bataillon acadien, Hubert Petitpas, fit comme François Gallant et devint lieutenant d'aviation dans la Royal Air Force, puis fut affecté à une unité en Égypte. Plus chanceux que Gallant, il put rentrer à Moncton en septembre 1919[149].

D'autres Acadiens devinrent aviateurs au cours de cette guerre. Le lieutenant Wilfrid Landry, fils du juge Pierre-Amand Landry, se rendit outre-mer vers le mois de septembre 1915 et devint par la suite observateur aérien. Il fut blessé au visage lorsque son avion fit une chute et s'écrasa contre une maison en France en février 1917[150]. Un mois plus tard, on rapporta qu'il était de retour en Angleterre et inscrit à l'école de pilotage[151]. En octobre 1917, il était de retour au Canada et s'apprêtait à se rendre aux États-Unis, où il espérait devenir instructeur d'aviation[152]. En mars 1918, on mentionna qu'Émery Boudreau, de Bathurst, poursuivait

---

147. *L'Évangéline*, 24 avril 1919, p. 5.
148. *L'Évangéline*, 1er mai 1918, p. 8.
149. *L'Évangéline*, 29 septembre 1919.
150. *The Moncton Transcript*, 21 février 1917.
151. *The Moncton Transcript*, 21 mars 1917.
152. *Le Moniteur Acadien*, 18 octobre 1917.

en Angleterre la formation d'aviateur qu'il avait commencée en Ontario l'automne précédent[153].

Au moins un des officiers ayant appartenu au 165e bataillon fut décoré de la Croix militaire. Le lieutenant Alfred Bourque, fils du médecin Louis Napoléon Bourque, de Moncton, avait travaillé comme officier de recrutement quand le bataillon en était à ses débuts. C'est lui qui avait été pris par les glaces aux îles de la Madeleine au cours de l'hiver de 1916. Il accompagna le bataillon à Valcartier en juin 1916, mais le quitta au mois d'août pour se rendre outre-mer avec un détachement de renforts. Il reçut sa décoration en août 1917 pour avoir, de sa propre initiative, mené avec succès un détachement qui avait perdu ses officiers à un moment critique d'une contre-attaque[154]. L'année suivante, on apprit que le lieutenant Bourque avait été blessé[155].

Pour sa part, le lieutenant Théophile Doucet participa aux dernières attaques devant mettre un terme à la guerre. Ayant quitté la 39e compagnie de forestiers en septembre 1917, il retourna en Angleterre et réintégra le 13e bataillon de réserve. En février 1918, il fut envoyé au front comme officier combattant du bataillon d'infanterie néo-brunswickois, le 26e. Le 8 août 1918, les bataillons canadiens attaquèrent comme troupes de choc devant Amiens, dans ce qui deviendrait l'offensive finale de la guerre, les « 100 jours de la victoire ». Au cours de l'attaque, en après-midi, Théophile Doucet fut grièvement blessé à une hanche par un éclat d'obus. Le lendemain 9 août, aux petites heures du matin, il succomba à sa blessure, dans un poste de secours. Il laissait une veuve à Bathurst[156].

De la dizaine de soldats de la section des signaleurs du 165e bataillon versés au 22e bataillon, trois furent tués au combat : Richard Albert, de Salisbury, au Massachusetts, fut tué le 21 juillet 1917 ; Hubert Poirier, de D'Escousse, au Cap-Breton, mourut le 30 avril 1918 ; et Félix Labrie, de Caraquet, perdit la vie le

---

153. *The Gloucester Northern Light*, 8 mars 1918.
154. *The Daily Times*, 30 août 1917, 12 octobre 1917.
155. *L'Évangéline*, 10 juillet 1918, p. 8.
156. ANC, RG150, Acc 92-93 / 166, boîte 2614, dossier J.T. Doucet.

28 août 1918[157]. Un autre soldat nommé Pascal LeBlanc était natif du New Hampshire et, se trouvant en Nouvelle-Écosse au début de la guerre, il s'était enrôlé dans un bataillon néo-écossais. Plus tard, il fut muté au 165e comme candidat à un poste d'officier et fut éventuellement nommé sergent. Il arriva finalement au front dans les rangs du 38e bataillon et fut tué le 2 septembre 1918. L'historique du 26e bataillon néo-brunswickois mentionne que 12 soldats du 165e furent transférés dans cette unité. Sans doute d'autres parmi les soldats du 165e bataillon allèrent au front comme combattants. Un certain nombre furent éparpillés en Angleterre et au pays de Galles avec le Corps des forestiers. Mais, comme nous l'avons vu, la grande majorité des soldats ainsi que l'âme et l'identité du 165e passèrent le reste de la guerre dans les forêts françaises.

Si nous avons peu de renseignements sur la vie et les activités de la compagnie qui fut envoyée dans la région de Bordeaux, le séjour des compagnies dans le Jura nous est mieux connu. L'aumônier Jean Vital Gaudet garda un journal intime de son service outre-mer. Comme mentionné précédemment, Gaudet fut attaché à la 39e compagnie de forestiers à Vers-en-Montagne, où il demeura jusqu'en juillet 1918. Il y fit la connaissance des curés et des paysans de la région, et participa à leurs offices religieux ainsi qu'aux activités communautaires et familiales. Dans son journal, il raconte aussi la pratique religieuse des soldats acadiens qui, au début de leur séjour, assistaient en formation aux messes dans l'ancienne église en pierre de Vers-en-Montagne, comme ils avaient fait à Moncton, à Valcartier et à Saint-Jean. « Ils font des gardes d'honneur devant le saint sacrement, des présentations d'armes pendant l'élévation [...] Pendant la procession de la fête du Sacré-Cœur, les officiers portent le dais. Les soldats des 39e et 40e compagnies assuraient une garde d'honneur, la fanfare jouait du clairon, les enfants du pensionnat Saint-Laurent ont chanté l'*Ave Maris Stella* pendant l'élévation[158]. » Quelques mois plus tard, toutefois, le père Gaudet

157. Royal 22e Régiment, liste nominative 1914-1918, Musée du Royal 22e Régiment, Citadelle de Québec.

158. Raoul Dionne. « Journal d'un aumônier de la guerre 1914 : Mgr Jean Gaudet ». *Les cahiers de la Société historique acadienne*, vol. 17, n° 2, 1986.

nota une diminution dans le zèle religieux de ses charges : « Il trouve qu'ils boivent trop et surtout se laissent gagner aux charmes des jolies coquettes qu'ils rencontrent. » Ou encore : « [...] les officiers ne lui rendent pas la tâche facile, quand ils traitent les cérémonies religieuses de spectacle, méprisent les aumôniers, encouragent les soldats à s'enivrer, et à courir les hétaïres [...] Ils ne favorisent pas l'assistance à la messe, en imposant toutes sortes de corvées les dimanches. » Le père Gaudet put toutefois jouir d'une grande marge de liberté personnelle et saisit l'occasion pour visiter les quatre coins de la France non occupée par les Allemands. En juillet 1918, il fut muté à un poste plus près du front, comme aumônier auprès des blessés, et plus tard au 22e bataillon canadien-français, où il côtoya les pires horreurs de la guerre.

Évidemment, la venue de ces Acadiens et, plus généralement, de tous ces Canadiens dans les petits villages du Jura ne passa pas inaperçue. Les gardes forestiers français devaient appliquer la politique de conservation forestière, dirigeant la coupe et désignant les arbres à abattre. Cependant, ils se trouvaient souvent « dans l'impossibilité de faire la loi à ces barbares qui s'imaginaient exploiter une forêt du Nouveau Monde[159] ». En outre, note J.F. de Falvard : « il y a lieu de penser que les Canadiens coupaient bien les bois marqués, mais devaient "forcer gentiment" les forestiers à marteler les coins les plus propices[160] ». On se plaignit aussi que les bûcherons canadiens maniaient leurs grosses scies à deux manches sans daigner se pencher, ce qui laissait des souches bien hautes et entraînait un gaspillage de la ressource forestière. Des décennies plus tard, les gardes forestiers de la région désignaient encore ces souches comme les « souches canadiennes »[161].

---

159. Jean Lamy. *Andelot – Histoire de mon village*, cité dans J.F. de Falvard. *Histoire des Canadiens de La Joux et des Américains du Ronde en Fôret de Levier*. Fascicule de recherche, Champagnole (France), 1988.

160. Jean Lamy. *Andelot – Histoire de mon village*, cité dans J.F. de Falvard. *Histoire des Canadiens de La Joux et des Américains du Ronde en Fôret de Levier*. Fascicule de recherche, Champagnole (France), 1988.

161. Jean Lamy. *Andelot – Histoire de mon village*, cité dans J.F. de Falvard. *Histoire des Canadiens de La Joux et des Américains du Ronde en Fôret de Levier*. Fascicule de recherche, Champagnole (France), 1988.

Les relations entre les Canadiens et la population des environs semblent avoir été assez courtoises. Néanmoins, les Canadiens étaient considérés par plusieurs comme des hommes durs qui avaient un penchant pour le rhum. Il y eut quelques incidents malheureux, y compris des agressions et un viol perpétrés par des Canadiens de la Joux. Les Acadiens ont laissé un souvenir beaucoup plus agréable : « Des Canadiens français avaient construit une scierie à Vers. Leurs noms fleuraient bon le vieux terroir et leur accent du temps de Louis XV amusait les gens. Ils étaient catholiques, leurs mœurs étaient douces, la population les sentait près d'elle[162]. » On rapporta que le climat des montagnes était salubre, quoique les journées estivales aient tendance à être plutôt chaudes. L'automne de 1917 fut très pluvieux, ce qui explique peut-être l'aménagement des soldats acadiens dans la grange de la famille Putod en attendant que soient érigés leurs logements.

À la fin de l'automne de 1917, le major Joseph Arthur Léger, même s'il était installé confortablement à Vers-en-Montagne, déclencha une polémique dans le sud-est du Nouveau-Brunswick, probablement sans s'en rendre compte. On était à la veille de l'élection fédérale du 17 décembre 1917, dont l'unique question d'importance était celle de la conscription pour l'armée d'outre-mer. Le pays et la région étaient déchirés sur la question. Les journaux conservateurs reprochaient à Wilfrid Laurier et à ses libéraux s'opposant la conscription d'être des dupes du Kaiser allemand. Une haine toute particulière était vouée à Henri Bourassa, accusé d'être un agent à la solde de Berlin[163]. Laurier promettait de poursuivre la guerre en misant sur les volontaires et de tenir un référendum sur la question de la conscription car, insistait-il, celle-ci avait été imposée sans le consentement de la population. Pour leur part, les journaux libéraux comme *L'Acadien* accusaient le Parti unioniste de Robert Borden, formé de conservateurs et de libéraux dissidents, de mener une campagne sale et anti-française qui allait mener à l'éclatement du pays.

---

162. Jean Lamy. *Andelot – Histoire de mon village,* cité dans J.F. de Falvard. *Histoire des Canadiens de La Joux et des Américains du Ronde en Fôret de Levier*. Fascicule de recherche, Champagnole (France), 1988.

163. *The Daily Times*, 15 décembre 1917.

Or, les libéraux du comté de Kent avaient choisi comme candidat l'ancien shérif Auguste T. Léger, le père du major Joseph Arthur Léger. Auguste Léger affronta le député sortant, le conservateur (ou unioniste) Ferdinand Robidoux. Le major Léger avait apparemment eu une correspondance au sujet de la conscription avec le redoutable J.B.M. Baxter, un ancien officier de milice devenu chef de file conservateur au Nouveau-Brunswick et qui deviendrait premier ministre de la province. Dans deux lettres à Baxter, dont une rédigée en français, Léger s'était prononcé pour la conscription, une opinion partagée par la vaste majorité des soldats canadiens outre-mer. En outre, il conspuait ceux qui, en particulier au Canada français, étaient contre cette politique. Selon Léger, leur opposition venait de leur ignorance des véritables enjeux de la guerre.

Il n'en fallut pas plus pour que la presse conservatrice se saisisse des prétendues lettres du fils et les publie en éditorial pour humilier le père[164]. Auguste Léger nia que son fils ait pu écrire de telles lettres, affirmant qu'il avait de la difficulté à écrire en français. Toutefois, lors d'une assemblée publique à Saint-Charles-de-Kent quelques jours plus tard, Ferdinand Robidoux affirmait tenir les lettres du major Léger en sa possession. Rappelons cependant que la lettre écrite par Joseph Arthur Léger au Dr Fred Richard en novembre 1915, dans laquelle il demandait sa mutation au bataillon acadien et que nous avons citée plus tôt, était rédigée en anglais. On imagine difficilement qu'il ait écrit en français à J.B.M. Baxter, un de ceux que *L'Acadien* accusait de tenir des discours anti-français dans leur propagande partisane[165]. Il se peut toutefois que Joseph Arthur Léger ait signé une lettre rédigée pour lui par un autre.

Désirant profiter au maximum de cette occasion d'embarrasser Auguste Léger, *Le Moniteur Acadien* publia les lettres à trois reprises, la dernière à quelques jours de l'élection. Mais cet acharnement ne sauva pas le siège de Ferdinand Robidoux. Les résultats du scrutin

---

164. *Le Moniteur Acadien*, 29 novembre 1917 ; *The Daily Times*, 3 décembre 1917.

165. Notons par contre que Mgr François Bourgeois affirmait dans ses *Mémoires* que Baxter avait été « comme premier ministre, homme sympathique aux français, ayant fait de nobles efforts pour apprendre le français, comme pour testifier *[sic]* qu'il était le ministre de tous les éléments de la province ». *Sur l'Empremier*, vol. 5, nº 1, 2001 (texte en préparation) (revue de la Société historique de la Mer Rouge).

révélèrent qu'Auguste Léger avait gagné haut la main. Comme leurs compatriotes ailleurs au Canada francophone, les Acadiens avaient voté majoritairement pour le parti de Laurier et contre la conscription. Au Nouveau-Brunswick, tous les comtés à majorité acadienne élurent des libéraux. Même le comté de Westmorland, autour de Moncton, où les Acadiens demeuraient pourtant minoritaires, se donna un député libéral à la suite d'un vote acadien massif pour ce parti[166]. Par contre, et malgré la désaffection quasi totale du Canada francophone, Robert Borden et le Parti unioniste remportèrent l'élection avec une forte majorité de députés élus. La conscription, dont les bases avaient été jetées au cours de l'automne, deviendrait enfin une réalité. Les journaux acadiens, et même Henri Bourassa, conseillèrent aux jeunes hommes de se plier à la loi et de se présenter quand viendrait l'appel. Ils auraient l'occasion par après de formuler des demandes d'exemption, surtout les fils d'agriculteurs, ce que firent la grande majorité des appelés, non seulement en Acadie, mais dans tout le Canada[167]. En mai 1918, Anselme M. Léger fut nommé au tribunal qui recevait les demandes d'exemption pour la région de Shédiac, en compagnie de Valentin Bourque : « C'est une office que je n'ai pas acceptée par plaisir, mais plutôt pour rendre service à nos Acadiens », nota Léger dans son journal[168]. Il ajouta que du 10 au 31 mai le tribunal avait reçu 39 demandes d'exemption, « et on les a tous exemptés jusqu'au premier novembre ». Il s'agissait sans doute en majorité de fils d'agriculteurs.

Commença aussitôt une autre mesure découlant de la conscription : la chasse aux insoumis. Celle-ci donnerait lieu à au moins trois fusillades dans le seul comté de Kent en 1918 et en 1919[169], ainsi qu'à plusieurs arrestations dans Kent et ailleurs. À la Chambre des communes, en septembre 1919, le nouveau député de Kent,

---

166. M.S. Spigelman. « Les Acadiens et les Canadiens en temps de guerre : le jeu des alliances ». *Les cahiers de la Société historique acadienne*, vol. 8, n° 1, 1977.

167. R.C. Brown et D. Loveridge. « Unrequited Faith: Recruiting the CEF 1914–1918 ». *Revue internationale d'histoire militaire*, vol. 51, 1982.

168. CEA, 695-2, fonds A.M. Léger.

169. *The Moncton Transcript*, 21 mai 1918, p. 1 ; *L'Évangéline*, 25 août 1919, p. 1 ; *Débats de la Chambre des communes*, 5 septembre 1919.

Auguste Léger, s'insurgea contre ce qui constituait selon lui des abus de pouvoir de la part des agents fédéraux, qui faisaient irruption chez les gens en pleine nuit, les armes au poing. Un jeune homme de Saint-Édouard, Laurent Jaillet, avait été grièvement blessé lors d'une telle descente dans la maison de son père. Près de Sainte-Marie, un autre avait eu la jambe transpercée d'une balle alors qu'il avait été surpris à travailler dans un champ. Lors d'un troisième incident, un agent fédéral avait été tué par l'explosion de son propre revolver, qu'il brandissait « non contre un insoumis mais contre le propriétaire essayant de maintenir l'ordre chez lui[170] ». Parmi les hommes arrêtés, plusieurs étaient des fils de fermiers qui s'étaient pensés exempts du service militaire. Malgré la misère économique qui sévissait en permanence dans cette région, les tribunaux imposaient des amendes pouvant varier de 25 $ à 350 $. Incapables de payer de telles sommes, certains coupables furent condamnés à deux ans d'emprisonnement. Pour comble, Auguste Léger rapporta qu'au printemps de 1919 un vieillard de 75 ans avait été arrêté et condamné à six mois de prison et à une amende de 350 $ « pour avoir donné à manger à son fils accusé de désertion[171] ».

L'imposition du service militaire obligatoire donna également lieu à des incidents ailleurs au pays. Le plus célèbre se produisit à Québec en mars 1918, lorsque des émeutes populaires anti-conscriptionnistes et leur répression par des militaires ontariens armés entraînèrent la mort d'au moins quatre personnes parmi les manifestants.

Pendant qu'au Canada les esprits s'échauffaient en raison de l'enrôlement forcé, aucun incident majeur ne troubla le séjour des Acadiens dans les forêts françaises. « Les Acadiens du 165e se sont fait un bon nom en France. Ce sont de durs travailleurs et ils connaissent leur métier », indiqua le lieutenant Arthur Cyr du Royal Flying Corps en novembre 1917[172]. Ce mois-là, la 40e compagnie de forestiers fut envoyée du Larderet à La Joux, et plusieurs de ses hommes furent détachés et affectés à diverses

---

170. *Débats de la Chambre des communes*, 15 septembre 1919.

171. *Débats de la Chambre des communes*, 15 septembre 1919.

172. *L'Acadien*, 4 décembre 1917.

tâches dans d'autres compagnies. Les soldats soulignèrent qu'ils devaient travailler sans répit et n'eurent que le jour de Noël comme seul congé général. En ce jour de fête, le repas principal fut particulièrement copieux. Puis arriva 1918. Sans arrêt, les scieries continuaient à fonctionner et les grands conifères à tomber. Malgré cela, comme en témoignent les commentaires désapprobateurs du capitaine-aumônier Gaudet cités plus haut, il reste que la vie des soldats n'était pas dépourvue de tout plaisir.

En mars 1918, après avoir conclu séparément la paix avec la Russie en révolution, les Allemands purent concentrer toutes leurs forces sur le front occidental et lancèrent une série d'attaques importantes. Ce fut leur ultime offensive, dans l'espoir d'achever les Britanniques et les Français avant l'arrivée en force des Américains. L'offensive défonça le front des Britanniques, semant la panique, et ceux-ci durent battre en retraite. Les forestiers acadiens ne demeurèrent pas indifférents à la situation, car on distribua des armes à tous les membres du Corps forestier, avec l'ordre de se tenir prêts. Certaines unités de forestiers qui se trouvaient près du front furent envoyées au combat, mais les compagnies acadiennes ne furent pas appelées. Puis, l'attaque allemande manqua de souffle, et ce fut au tour des forces alliées d'avancer. Les Acadiens rangèrent les fusils et reprirent leurs outils forestiers. En juillet, pour marquer l'anniversaire de la Confédération canadienne, on organisa des compétitions sportives opposant les diverses unités canadiennes, auxquelles participèrent des équipes françaises, le tout dans un esprit d'amitié.

Par ailleurs, au cours de leur séjour en Europe, il y eut parmi les forestiers acadiens quelques décès dus à diverses maladies contagieuses, et au moins un accident mortel dans la région de Bordeaux. Grâce peut-être à leur vie en plein air, ils furent toutefois épargnés par les ravages de la « grippe espagnole », un fléau d'origine inconnue qui fit le tour de la planète en quelques mois à partir du printemps de 1918, tuant 30 millions de personnes. L'épidémie frappa le continent nord-américain vers la fin de l'été de 1918 et sévit particulièrement en Acadie au cours du mois d'octobre. Pour ne citer que quelques chiffres, Anselme M. Léger nota dans son journal que « dans la deuxième semaine [d'octobre] il y a été

enterré 28 personnes à l'église St-Joseph [de Shédiac] [...] l'année 1917 il y a seulement été enterré 5 grandes personnes dans toute l'année. [...] des prêtres beaucoup sont morts de cette maladie, les docteurs la prennent et beaucoup sont morts [...][173]. » Le petit village rural de Haute-Aboujagane, situé non loin de Shédiac, qui ne comptait qu'entre 100 et 150 familles, perdit 17 de ses habitants au cours de l'automne de 1918, y compris son jeune curé[174]. Bathurst pleura le décès d'un de ses plus illustres citoyens, le médecin et ancien maire Joseph Michaud[175]. À Bouctouche, trois jeunes frères succombèrent en une seule journée, suivis de leur mère quelques jours plus tard. Au Madawaska, on dénombra plus de 5 300 cas de la maladie et 259 décès[176]. *L'Évangéline* fut réduite à quatre pages et *Le Madawaska* cessa de paraître pendant quatre semaines, parce que leurs employés restaient chez eux, malades, soignant des malades, ou peut-être par peur de circuler. Pour freiner l'épidémie, les autorités civiles ordonnèrent la fermeture des écoles et des théâtres et interdirent les assemblées publiques, y compris les services religieux. L'épidémie s'atténua sensiblement après le mois d'octobre et disparut au début de 1919, ayant ravagé toutes les communautés et y laissant d'énormes vides.

Dès le mois d'octobre 1918, au milieu des nouvelles tragiques et effrayantes engendrées par l'épidémie, les rumeurs d'un armistice prochain en Europe commencèrent à circuler. Comme nous le savons, l'armistice fut enfin conclu le 11 novembre de cette même année. Il est difficile de mesurer l'effet que l'ambiance de deuil et de frayeur a pu causer sur les célébrations marquant la fin de la guerre et, peut-être surtout, la victoire. La joie fut toutefois impossible à contenir, et l'interdiction de tenir des assemblées publiques, toujours en vigueur, fut oubliée ou ignorée. Mais dans les journaux de l'époque, les articles sur les célébrations populaires juxtaposaient les nombreux avis de décès, témoins d'autant de tragédies personnelles et familiales.

---

173. CEA, 695-2, Fonds A.M. Léger.

174. M.A. Léger. « La grippe espagnole à Haute-Aboujagane en 1918 ». *Sur l'Emprenier*, vol. 4, nº 4, 1999 (revue de la Société historique de la Mer Rouge).

175. *The Gloucester Northern Light*, 25 octobre 1918.

176. *Le Madawaska*, 12 décembre 1918.

Ce 11 novembre, à Moncton, la population se réveilla au vacarme de cloches d'églises, de sirènes, de klaxons et de sifflets de locomotives. Des milliers de citoyens envahirent aussitôt les rues, et on improvisa des défilés joyeux, suivis d'un rassemblement monstre où plusieurs dignitaires prirent la parole. Partout dans la région, des manifestations semblables eurent lieu. À Shédiac, on célébra une messe spéciale dans l'église en dépit de l'interdiction, et la fête populaire se termina au milieu de la nuit suivante autour d'un feu de joie, avec fanfare et feux d'artifice. Dans le village de Cap-Pelé, la cloche de l'église sonna pendant une heure et les drapeaux flottèrent partout. Une foule se rassembla sur la place publique, où une effigie du Kaiser allemand placée sur un trône fut démolie à coups d'un canon du XVIIIe siècle, puis brûlée avec le drapeau allemand dans un énorme feu de joie[177]. L'interdiction qui frappait les assemblées publiques fut levée quelques jours plus tard, permettant aux communautés de se recueillir dans leurs églises pour rendre grâce à Dieu et hommage aux disparus de la guerre.

Après l'armistice, les compagnies acadiennes du Jura y demeurèrent jusqu'en décembre 1918. Ensuite, comme des dizaines de milliers d'autres soldats du Corps expéditionnaire canadien, les Acadiens durent attendre en Grande-Bretagne les navires qui les ramèneraient au pays. En février et mars 1919, les journaux publièrent de longues listes de noms de soldats acadiens débarqués des navires à Halifax et à Saint-Jean, lesquelles comprenaient sans doute la plupart des hommes du bataillon acadien. Un an auparavant, le 5 avril 1918, sans que personne ne s'en aperçoive, le 165e bataillon avait été officiellement aboli par les autorités militaires.

---

177. *L'Évangéline*, 27 novembre 1918.

Épilogue

Parmi les officiers dont la rentrée fut remarquée au printemps de 1919 figure le major Joseph Arthur Léger[178]. De tous les officiers acadiens, c'est Léger qui semble avoir eu l'esprit militaire le plus ardent. Fort de son expérience de commandant, il redevint officier de milice et fut un des premiers officiers du North Shore Regiment du Nouveau-Brunswick quand celui-ci fut fondé au début des années 1920, dans le cadre d'une réorganisation de la milice canadienne. Le North Shore fut créé comme régiment d'infanterie de milice pour l'est du Nouveau-Brunswick, en remplacement de l'ancien 73e régiment d'avant la guerre. Conformément à une tradition de filiation militaire, c'est le North Shore qui héritait de l'histoire, des honneurs et de l'esprit du vieux 73e régiment, mais aussi de ceux des plus récents 132e, 145e et 165e bataillons. C'est donc dans le North Shore qu'est perpétuée officiellement la mémoire du 165e bataillon.

Joseph Arthur Léger demeura actif dans le North Shore Regiment pendant la période maigre des années 1920 et 1930, et à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, c'est lui qui en était le commandant et lieutenant-colonel. Il dirigea le recrutement et la mobilisation du North Shore pour cette nouvelle guerre, et ses rangs se remplirent bientôt d'une nouvelle génération de volontaires prêts à aller se battre outre-mer. Toutefois, avant le départ du bataillon expéditionnaire, Léger dut en céder le commandement à son second, qui avait été nommé par l'armée et était plus jeune que lui. Le North Shore Regiment maintenait cependant un bataillon de milice en sol canadien, et Joseph Arthur Léger en conserva le commandement. Plusieurs des miliciens formés sous sa surveillance allèrent par après renforcer le bataillon de combat en Europe[179]. Léger se retira

---

178. *L'Évangéline*, 30 mars 1919.

179. Will R. Bird. *North Shore (New Brunswick) Regiment*. Brunswick Press, 1963.

du service militaire en 1946, mais demeura actif dans les affaires de la communauté de Newcastle, où il avait vécu de nombreuses années. En avril 1957, en revenant d'une partie de pêche sur la Miramichi, Léger fut grièvement blessé dans un accident de la route et succomba à l'hôpital quelques heures plus tard[180].

Quant au capitaine-aumônier Jean Vital Gaudet, il quitta le 22e bataillon et retourna en Angleterre en octobre 1918. Il rentra au Canada à la fin de mars 1919. Le père Gaudet poursuivit sa vocation comme curé dans diverses paroisses, dont celle de Shédiac de 1925 à 1939. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, il redevint aumônier militaire, sans toutefois quitter le sol canadien. Il termina sa carrière comme curé à Dieppe (N.-B.) et prit sa retraite en 1956. Il mourut à Dieppe en 1971.

Le capitaine Jean Malenfant demeura dans l'armée jusqu'en 1919 et fut impliqué dans la mobilisation des conscrits et le transport des troupes. En au moins une occasion, en 1918, il se retrouva en Angleterre. Après la guerre, il s'installa à Moncton et reprit son métier de typographe au *Daily Times*, ensuite dans une imprimerie et, plus tard, à *L'Évangéline*. Sa principale préoccupation semble avoir été d'encourager et de promouvoir la carrière de cantatrice de sa fille Anna, qui devint célèbre au Canada et ailleurs. En 1935, âgé de 69 ans, Malenfant perdit son emploi au journal *L'Évangéline* et, comme tant d'autres à cette époque, il tomba dans la misère. Grâce à l'aide financière d'Anna, dont la carrière était maintenant bien établie, Malenfant et son épouse purent s'établir à Cap-Pelé (N.-B.), où il mourut en 1944[181].

Comme nous l'avons déjà noté, J. Alfred Blanchard rentra au Canada avec sa nouvelle épouse anglaise en 1919. Il avait apparemment été promu au rang de capitaine. Le couple s'installa à Moncton, puis Blanchard reprit son travail dans les bureaux de l'Intercolonial, qui devint bientôt le Canadien National. Il demeura actif dans les organismes communautaires et prit sa retraite du Canadien National en 1945. Il mourut à Moncton en janvier 1951[182].

---

180. *The Daily Times*, 30 avril 1957.

181. Anselme Chiasson. *Anna Malenfant, gloire de l'Acadie et du Canada*. Moncton, Éditions d'Acadie, 1999.

182. *Revue d'histoire de la Société historique Nicolas Denys*, vol. XXIII, n° 1, 1995.

Le lieutenant Elphège Léger retourna quant à lui à son village natal de Saint-Joseph-de-Memramcook où, pendant de nombreuses années, il exploita un magasin général situé en face du collège. Le lieutenant Arthur Cyr, qui avait été jeune avocat avant de s'enrôler dans le 165e bataillon en Nouvelle-Écosse, retourna à sa profession et fonda sa propre étude à Edmundston, sa région d'origine. Son collègue aviateur et prisonnier de guerre Alfred Belliveau opta pour l'exil. Il se rendit à Chicago, où il travailla pendant de nombreuses années dans le domaine du développement de la téléphonie. Il se retira au Massachusetts en 1959. Vingt ans plus tard, seul au monde, il rédigea ses mémoires, racontant sa vie et ses souvenirs de guerre, à partir d'un journal intime qu'il avait gardé. Ces documents sont aujourd'hui conservés au Centre d'études acadiennes de l'Université de Moncton.

Après son retour au Canada à la fin de novembre 1917, le lieutenant-colonel D'Aigle séjourna pendant un certain temps à Moncton, puis il se rendit à Jacquet River (N.-B.), où il habita chez son frère, l'abbé François D'Aigle. Quoique écarté de tout poste de pouvoir, D'Aigle demeurait le dernier responsable des affaires irrésolues de son ancien bataillon, notamment des dettes impayées, des questions concernant le fonds régimentaire et des réclamations pour du matériel militaire endommagé. Il dut répondre à des demandes d'explications et subir diverses tracasseries administratives. Désirant retourner en Angleterre ou en France, il tenta d'obtenir un poste au sein du Corps des forestiers, avec le concours politique de Ferdinand Robidoux. L'armée répondit sèchement que D'Aigle avait été rapatrié car jugé inapte (*technically unsuitable*) à un poste au Corps forestier, n'ayant aucune expérience du domaine forestier et une trop maigre expérience militaire. On souligna aussi le piètre état financier du 165e bataillon. Et Robidoux, défait aux élections de décembre 1917, n'avait plus d'influence : « [...] je n'ai plus mot à dire et on n'a pas manqué l'occasion de me le faire comprendre », écrivit-il à D'Aigle[183].

---

183. Documents personnels de L.C. D'Aigle, lettre de F. Robidoux à L.C.D., 10 avril 1918.

D'Aigle dut assister à des rencontres au sujet des instruments de la fanfare, apparemment devenus objets de convoitise et de discorde[184]. Il s'occupa aussi des détails de la publication de l'album-souvenir du bataillon, qui devint aussi source de controverse. « Certains de nos soldats semblent accuser les officiers d'avoir fait une assez bonne affaire de cela [...] », nota Jean Malenfant dans une lettre à D'Aigle[185]. Quelques jours plus tard, Malenfant écrivit : « Mon cher Colonel, Je viens de recevoir votre bienvenue lettre qui m'apprend, à mon regret, que les autorités militaires ne trouvent pas encore moyen de vous reconnaître. C'est au moins *tough* quand on voit tant d'autres qui n'en méritent pas et qui reçoivent tout et même plus que leur part. Je crois que nous, les responsables pour l'organisation du 165e, sommes dans la catégorie des réservés à l'infini. C'est là notre récompense[186]. » Quelque temps plus tard, le sénateur Pascal Poirier renchérissait : « Je regrette bien, mon cher Colonel, la situation qui vous a été faite [...][187]. »

D'Aigle tenta ensuite de réintégrer son ancien poste au ministère de l'Agriculture du Nouveau-Brunswick, mais sans succès. Les vœux pieux concernant la protection des emplois, proférés au début de la guerre pour inciter les hommes à s'enrôler, avaient été oubliés. La guerre avait été beaucoup plus longue que prévu. En outre, le gouvernement provincial avait changé de mains en 1917. C'est du bout des doigts que Pierre J. Veniot, qui était devenu un ministre très puissant au sein du nouveau gouvernement provincial et qui devait bien connaître D'Aigle, sembla traiter ce dernier :

> Cher Monsieur [...] J'ai porté cette affaire à l'attention du ministre de l'Agriculture, et il n'a pas réussi jusqu'à présent à trouver dans les dossiers quoi que ce soit qui indiquerait que l'on ait réservé quelque

---

184. C. Léger. « Pascal Poirier et le bataillon acadien. Une lettre de Pascal Poirier au lieut.-col. L.C. D'Aigle, 1918 ». *Sur l'Empremier* (revue de la Société historique de la Mer Rouge), vol. 4, n° 4, 1999.

185. Documents personnels de L.C. D'Aigle, Malenfant à L.C.D., 12 mars 1918.

186. Documents personnels de L.C. D'Aigle, Malenfant à L.C.D., 15 mars 1918.

187. Documents personnels de L.C. D'Aigle, Poirier à L.C.D. au sujet du fonds régimentaire et des instruments de la fanfare (sans date). Voir aussi la note 184.

> position aux personnes qui se sont enrôlées pour le service outre-mer. Cependant, nous sommes très occupés en ce moment avec la session, et dès que les travaux de l'Assemblée seront suspendus, nous trouverons une nouvelle occasion de nous pencher sur la question [traduction][188].

D'Aigle chercha du travail comme inspecteur des aliments à Montréal et dans la fonction publique de la Saskatchewan. Finalement, c'est dans cette province qu'il se rendit en mai 1918, ayant réussi à obtenir un emploi dans une entreprise laitière, la Saskatchewan Creamery Company, de Moose Jaw. Par ailleurs, c'est là aussi qu'il s'enrôla dans l'association des anciens combattants. En 1919, il déménagea à Gravelbourg, en Saskatchewan, où il s'intéressa à l'élevage de bovins. Il tenta à nouveau d'obtenir un emploi comme agronome, cette fois auprès du gouvernement fédéral. Au début de 1920, il passa quelques mois à Montréal, puis retourna dans l'Ouest, cette fois à Pincher Creek, en Alberta. C'est pendant cette période que l'armée décerna aux vétérans de la guerre les médailles pour leur service. D'Aigle fut outré de ne recevoir qu'une médaille de classe « C », plutôt que celle de classe « A », qu'il croyait mériter :

> Je vous retourne cette médaille en vous remerciant de vos efforts pour avoir tenté de m'obtenir une médaille différente. [...] Si le fait d'avoir recruté un bataillon, d'y avoir investi jusqu'au dernier dollar de mes économies accumulées durant 30 ans, d'avoir passé huit mois en Angleterre, et alors que je me trouvais en France, quand le commandant de ma compagnie a jugé qu'il était impossible qu'un cheval transportant un chargement d'obus puisse se rendre à une certaine batterie, je suis sorti du lit et j'ai escorté l'homme et son cheval au milieu des tirs d'obus les plus intenses jusqu'à sa batterie, sans même prendre le temps de m'habiller ; si tout cela ne m'a valu qu'une médaille que portent les soldats qui n'ont jamais quitté le Canada, alors sans doute vaut-il mieux que je ne demande pas à mon pays de dépenser pour moi ce que coûte une médaille [traduction][189].

---

188. Documents personnels de L.C. D'Aigle, Veniot à L.C.D.
189. Documents personnels de L.C. D'Aigle, « 12MD-7-D-47, District Records Office, Military District 12 (Regina, Sask.) to Officer in charge, War Service Badges », 24 février 1920.

Mais les règlements de l'armée étaient formels. D'Aigle était allé en France dans le cadre d'une période d'instruction (*tour of instruction*) et n'avait jamais été officiellement membre d'une unité dans la zone des combats. Il ferait une autre demande en 1926 et une troisième en 1929, mais sans plus de succès.

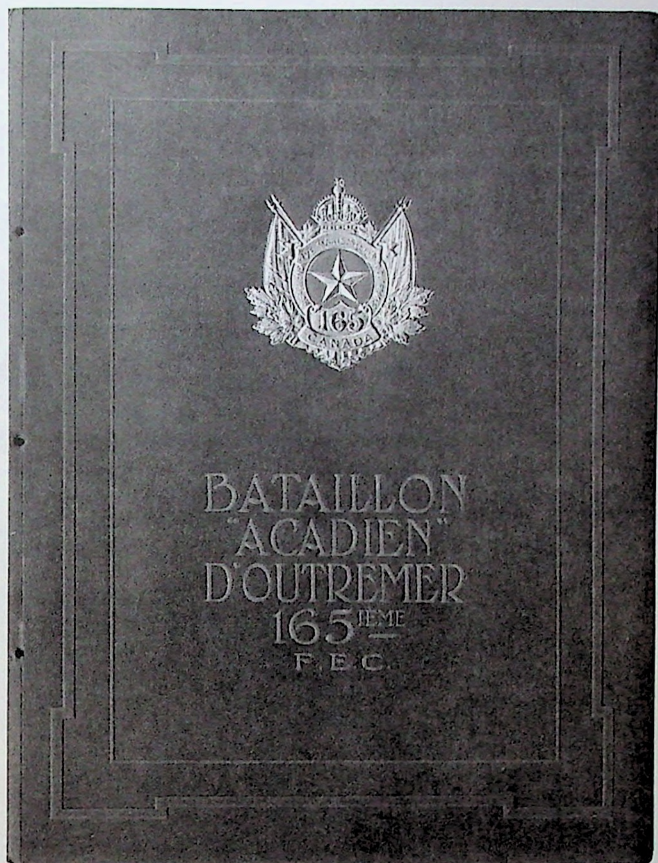
D'Aigle vécut en Alberta durant les années 1920. Amateur d'histoire acadienne, il entreprit en 1927 le projet de rédiger un historique de sa paroisse natale de Saint-Louis-de-Kent. Il y consacra plusieurs années à compiler les données obtenues en réponse à ses demandes postées aux détenteurs de l'histoire orale et officielle du comté de Kent. Il fut aidé par son neveu Cyriaque Brideau, domicilié à Saint-Louis-de-Kent, qui mena à sa demande des enquêtes dans la région, recueillant des renseignements historiques et fouillant dans les registres paroissiaux[190]. Son ouvrage fut enfin publié en 1948. Entre-temps, D'Aigle avait de nouveau déménagé. En 1927, il était à Medecin Hat, employé à la Crystal Dairy. Plus tard, dans la même ville, il possédait une entreprise de transport par autobus, la Bluebell Bus Ltd. Au début des années 1930, D'Aigle s'en alla vivre dans l'État de Washington, à Snohomish, non loin de Seattle. De toute évidence, les temps étaient difficiles car, pendant cette période, il fut contraint de vendre sa bibliothèque, qui contenait plus de 500 ouvrages, principalement sur l'histoire du Canada et de l'Acadie. Par l'entremise de son ancien compagnon d'armes, le père Jean Vital Gaudet, D'Aigle proposa sa collection à la Société historique et littéraire acadienne. Mais celle-ci n'avait pas les moyens de lui payer la somme demandée, et c'est finalement *sir* James Dunn, un millionnaire originaire du Nouveau-Brunswick mais domicilié à Londres, qui consentit à acheter la collection, évaluée à 997,75 $[191].

D'Aigle et sa famille demeurèrent à Snohomish pendant les années 1930. Depuis sa démobilisation, il avait gardé le rang de lieutenant-colonel en tant que membre de la réserve des officiers de la milice canadienne. En 1932, à cause de son âge, son nom fut

---

190. Cyriaque Brideau, émission radiophonique *Un brin de souvenance*, Radio-Canada Atlantique, 4 janvier 2001.

191. Documents personnels de L.C. D'Aigle, lettre F. T. Sims à L.C.D., 13 juillet 1931.



Couverture de l'album-souvenir du 165e bataillon acadien.
Coll. de l'auteur.

Pages suivantes :

Double page de l'album-souvenir du 165e bataillon acadien.
Coll. de l'auteur.



COMPAGNIE "A"

1 666878, Soldat William Donaldson

2 666164, Soldat Théotime S. Léger

3 666710, Soldat William Burns

4 666653, Soldat Alban S. LeBlanc

5 666122, Soldat Alfred A. Arsenault

6 666269, Soldat Honoré A. Cormier

7 832233, Soldat Clarence Church

8 666072, Soldat Gilbert Caissie

9 666839, Soldat Wilson Éloquin

10 666153, Soldat Jean Doiron

11 666495, Soldat Émile P. LeBlanc

12 832291, Soldat Guy C. McLean

13 666884, Soldat Norman Sullivan

14 666036, Soldat Émilien LeBlanc

15 666091, Sergent Abel Belliveau

16 832609, Soldat Ivey Scott

17 666089, Soldat Isaï Caissie

18 666683, Soldat William Lacombe

19 832810, Soldat Percy Garland

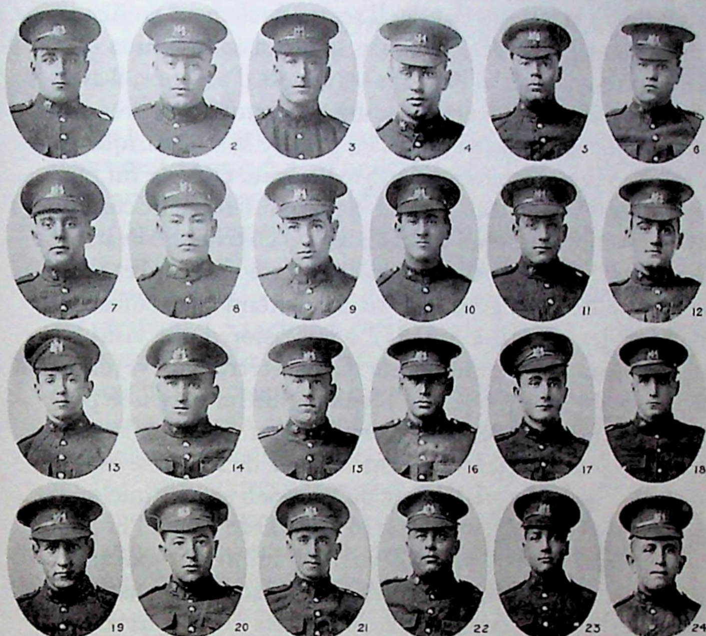
20 666382, Soldat François H. Paulin

21 666049, Sergent Christin Arsenault

22 666616, Soldat Félix Paulin

23 666350, Soldat Camille A. Gaudet

24 666248, 1er Soldat Maxime Richard



COMPAGNIE "A", suite

1 666001, Soldat Albert Gallant

2 666885, Soldat Magloire Thibeault

3 742409, Soldat Émile Rioux

4 666094, Soldat François Comeau

5 817629, Soldat Milledge Grant

6 666016, Soldat Hermace Breau

7 666872, Soldat François Caissie

8 666764, Soldat Charles Doucet

9 666912, Soldat George S. Dunham

10 666156, Soldat Edgar L. Cormier

11 666132, Soldat Gilbert Vautour

12 666653, Soldat Alban S. LeBlanc

13 666935, Soldat Alexander Lang

14 832049, Soldat Fidèle Després

15 666045, Soldat Charles McDonald

16 666030, Soldat Henri Boucher

17 666213, Soldat Jérome Arsenault

18 666116, Soldat André P. LeBlanc

19 666651, Soldat Jean J. Léger

20 666568, Soldat Lévi J. LeBlanc

21 666221, Soldat Édouard Mazerolle

22 666123, Soldat Edmond Thibodeau

23 666418, Soldat Edgar Cormier

24 666083, Soldat Philicien Roy

rayé de la liste des officiers de réserve, mais il conservait son titre de lieutenant-colonel retraité. Il perdit le droit à ce titre officiel en 1937 en devenant citoyen américain. Au début des années 1940, D'Aigle habitait la ville de Seattle. Il rentra finalement en Acadie en 1946, à Saint-Louis-de-Kent, mais sans son épouse ni sa fille, qui demeurèrent à Seattle. Pendant ses années d'absence, il avait maintenu son intérêt envers l'histoire acadienne et, après son retour, il publia quelques ouvrages en plus de son historique de Saint-Louis. Selon son neveu Cyriaque Brideau, D'Aigle fut bien aimé et respecté de ses concitoyens, qui le considéraient comme sage et éloquent. Agronome de formation, il cultivait de beaux et grands jardins[192]. Vers 1950, il eut des problèmes de santé et passa des périodes à l'hôpital pour anciens combattants de Lancaster, près de Saint-Jean (N.-B.). En 1951, à l'occasion d'une visite de la princesse Élisabeth, future reine d'Angleterre, aux vétérans hospitalisés, c'est D'Aigle qui eut l'honneur de lui faire une présentation[193]. La même année, il reçut enfin un autre honneur lorsque l'Université Saint-Joseph lui décerna le grade de Maîtrise ès arts *honoris causa*. Il demeura actif en tant qu'historien jusqu'à quelques semaines avant sa mort, qui survint le 25 septembre 1958 à l'hôpital militaire de Lancaster. Il avait 89 ans. On lui fit d'imposantes funérailles militaires à Saint-Louis-de-Kent, auxquelles assistèrent une centaine d'anciens combattants. Parmi les nombreux dignitaires se trouvait son ancien aumônier, Mgr Jean Vital Gaudet, qui participa à l'office religieux[194]. Le *Daily Times* de Moncton lui rendit hommage dans un éditorial[195].

---

192. Cyriaque Brideau, émission radiophonique *Un brin de souvenance*, Radio-Canada Atlantique, 4 janvier 2001.
193. Cyriaque Brideau, lettre à l'auteur, 1998.
194. *L'Évangéline*, 29 septembre 1958, p. 3.
195. *The Daily Times*, 29 septembre 1958.

Conclusion

Au terme de cette chronique, quelques questions demeurent, et demeureront peut-être, à considérer. La plus pertinente est celle-ci : la création et le passage du 165e bataillon ont-ils laissé des traces sur le parcours temporel de la communauté acadienne depuis 1918 ? Peut-on lui attribuer quelque contribution au succès de la cause nationaliste dans les années subséquentes, comme l'avaient envisagé ses créateurs ? À première vue, il semble que non. Le régiment ne rapporta à l'Acadie aucune gloire mémorable des champs de bataille européens, contrairement à cette autre unité ethnique, le 22e bataillon canadien-français, qui fut déclaré régiment « royal » de l'armée régulière canadienne. Après la guerre, les soldats et les officiers du 165e sont rentrés chez eux et la plupart ont repris leur vie dans l'anonymat de l'avant-guerre, comme la vaste majorité des membres de l'armée expéditionnaire canadienne. Du vivant des soldats et des officiers, on se souvenait certainement du bataillon, et sans doute de la camaraderie de jeunesse qu'on y avait connue, mais peu à peu le souvenir s'est fait flou. Aucune association d'anciens du régiment ne fut créée, comme ce fut le cas ailleurs. Aucun parmi les officiers ne rédigea l'historique du bataillon, et personne ne publia de mémoires, même pas le lieutenant-colonel D'Aigle, qui était pourtant passionné d'histoire. Pour D'Aigle, le souvenir était peut-être trop amer. Finalement, c'est surtout dans les nécrologies de ses anciens membres que l'on faisait allusion au bataillon acadien de la Première Guerre mondiale, oubliant souvent son nom officiel. Dans une lettre à l'auteur, l'historien Cyriaque Brideau écrit : « Tout ce que j'ai appris du bataillon acadien quand j'étais jeune est ceci : Rendu en Angleterre on a jugé qu'il n'était pas assez fort ni prêt pour le combat alors il fut divisé, ce qui ne fit pas l'affaire de tout le monde. Plusieurs ont joint d'autres régiments. Aimé Léger est mort dans l'avion qu'il pilotait[196]. »

---

196. Cyriaque Brideau, lettre à l'auteur, 1998.

L'enrôlement au sein du 165e bataillon, depuis sa création jusqu'à son départ outre-mer, semble avoir suivi la tendance générale du recrutement observée dans tout le Canada. Hormis l'enthousiasme martial du tout début de la guerre, alors que dans certaines régions du Canada on se bousculait devant les portes des bureaux de recrutement, la période allant de l'automne de 1915 jusqu'au printemps de 1916 fut la plus fructueuse pour le recrutement au pays. Par la suite, et malgré les efforts soutenus des recruteurs, le taux d'enrôlement diminua. « Ceux qui désirent se porter volontaires sont déjà partis ; les autres, il faut les enrôler de force » (traduction), remarqua un colonel ontarien, cité par l'historien Desmond Morton[197], qui note aussi, parlant de ces fameuses assemblées de recrutement : « Les jeunes hommes prudents ont vite appris à éviter de telles assemblées publiques » (traduction).

Comme l'attestent amplement de nombreux documents que nous avons cités, le démantèlement du 165e bataillon n'eut rien de particulier car, dès le printemps de 1916, la plupart des bataillons canadiens débarquant en Angleterre subissaient le même sort. Plus curieuse, par contre, fut la décision de l'armée d'envoyer ces soldats acadiens, formés pour le combat armé, au Corps forestier. Comment expliquer cette décision ? Rien n'indique que l'on mettait en doute leurs qualités individuelles en tant que combattants, puisqu'ils avaient franchi toutes les étapes de formation et d'endoctrinement prescrites par l'armée, et qu'ils avaient été triés par de rigoureux examens médicaux. Quant au jugement défavorable évoqué plus tôt par Cyriaque Brideau, il est probable qu'il visait le bataillon en tant qu'organisation, ou peut-être l'ardeur de son leadership, des considérations sans intérêt pratique si le démantèlement était déjà inéluctable. Par ailleurs, nous avons constaté que le travail effectué par les forestiers s'avérait important pour l'effort de guerre et que le besoin d'hommes pour accomplir ce travail se faisait pressant au printemps de 1917. Aux yeux des généraux, sans doute, la région d'origine des Acadiens, rurale et fortement boisée, les aurait prédisposés à ce genre de travail. Il se peut aussi que l'élite

---

197. Desmond Morton. *When Your Number's Up. The Canadian Soldier in the First World War*. Toronto, Random House of Canada, 1993.

acadienne ait exercé des pressions sur les autorités militaires au Canada pour que soient gardés ensemble les soldats du bataillon national acadien, une promesse réitérée à maintes occasions depuis l'automne de 1915. On peut supposer aussi que le lieutenant-colonel D'Aigle ait fait valoir ce principe fondamental du bataillon auprès de ses supérieurs en Angleterre. Or, si les Acadiens étaient allés au front comme renforts, ils l'auraient fait selon les besoins, par petits groupes et dans diverses unités. En outre, l'armée savait qu'au front une concentration de soldats inexpérimentés constituerait une faiblesse. Ainsi, la décision de créer des compagnies de forestiers à partir des hommes du 165e bataillon répondait aux besoins pressants du Corps des forestiers et peut-être, par ricochet, au désir de la communauté acadienne.

Si on ne peut affirmer que la création du 165e bataillon ait eu un impact ou ait été utile aux nationalistes acadiens de la génération suivante, on peut néanmoins conclure que le bataillon ne fut rien d'autre que la manifestation même de ce nationalisme, du désir de se démarquer comme peuple en fondant ses propres institutions, dans un contexte précis : puisque par la force des choses l'époque appartenait au militaire, le nationalisme acadien s'est exprimé sur le plan militaire. Bien que ce soit un officier recruteur anglophone, le capitaine Tilley, qui fut le premier à exprimer tout haut l'idée d'une unité acadienne, la rapidité et l'enthousiasme avec lesquels une certaine élite en Acadie s'en empara suggère que l'idée germait déjà dans l'esprit de la communauté acadienne. Plus tard, dans d'autres contextes, c'est sur d'autres terrains que les revendications nationalistes se sont transportées, notamment sur ceux des institutions religieuses, civiles et politiques.

En outre, plusieurs documents que nous avons consultés font ressortir un aspect fondamental du nationalisme acadien de l'époque : son catholicisme. La religion étant constamment présente dans le quotidien des Acadiens, il était impensable que les jeunes hommes qui partaient vers l'inconnu en soient dépourvus, puissent échapper à son contrôle ou soient exposés à trop d'idées non conformistes. C'est pourquoi il apparaissait nécessaire d'assurer un strict encadrement religieux que seul pouvait fournir un corps d'officiers ayant les valeurs qui y correspondaient.

Un autre facteur qui a fortement motivé la création de ce régiment est le sentiment d'insécurité insufflé par leur histoire aux Acadiens, surtout dans les communautés vivant à proximité des anglophones et constamment confrontées au mépris et à l'intimidation. Il importait à l'époque que l'Acadie manifeste sa loyauté envers la Couronne britannique, en réaction à la haine des éléments orangistes du Canada anglais. Par contre, il ne faut pas supposer que cette loyauté était entièrement motivée par la crainte ou par des intérêts nationaux. Certaines lettres de soldats acadiens au front pendant les premières années de la guerre parlent du devoir envers le roi et l'Empire avec une révérence et une apparente sincérité étonnantes et difficilement compréhensibles pour nous qui les lisons trois générations plus tard. C'était une autre époque, avec d'autres valeurs. D'ailleurs, les valeurs de l'avant-guerre furent ébranlées par le massacre futile de toute une génération, et c'est toute la société occidentale qui en sortit amère et cynique. En 1920, le monde d'avant la guerre, avec son optimisme pourtant si récent, devait sembler une époque rêvée, lointaine et incroyablement naïve.

Au cours de la Deuxième Guerre mondiale, on réclama à nouveau la création d'un régiment acadien, mais cette fois l'idée fut rejetée fermement par les autorités militaires et civiles[198]. Il est probable que l'idée était d'avance exclue car, contrairement à celle de 1914, la mobilisation de civils en 1940 se faisait autour de régiments de milice existants.

Enfin, il subsiste au moins un lien direct entre l'Acadie et son régiment d'autrefois, en la personne de M. Henri-Marcel Allain, qui fêtait ses 104 ans le 14 février 2001[199]. M. Allain, originaire de Rogersville, fut membre de la compagnie B du 165e bataillon.

---

198. Ronald Cormier. *Les Acadiens et la Seconde Guerre mondiale*. Moncton, Éditions d'Acadie, 1996.

199. *L'Étoile* (Moncton), 14 février 2001, p. 3.

Annexe

L'annexe qui suit reproduit les cinq dernières pages de l'album-souvenir du 165[e] bataillon, tel que publié en 1918. Il s'agit de la liste nominative des hommes du bataillon « à son départ de Saint-Jean ». Il est à noter que tous ceux nommés dans la liste n'allèrent pas outre-mer avec le 165[e] bataillon. Au moins deux des officiers, les majors Stehelin et Losier, ainsi que le sergent G. Harry Willett, furent mutés à d'autres unités avant le départ du 165[e]. D'autres soldats nommés dans cette annexe ont peut-être été séparés du 165[e] avant son départ vers l'Europe, pour diverses raisons.

Quand la création du bataillon fut autorisée, l'armée canadienne lui assigna les numéros de matricule commençant par les chiffres 666 et 667. Ainsi, tous les matricules commençant par 666 sont ceux d'hommes recrutés par le 165[e]. Les autres matricules sont ceux de soldats enrôlés dans d'autres unités et ayant été mutés par la suite au 165[e]. Par exemple, les matricules commençant par 742 ou 743 sont ceux d'individus engagés dans le 115[e] bataillon; ceux commençant par 832 ou 833 venaient du 145[e] bataillon; les 818 ou 819 venaient du 140[e], et ainsi de suite.

165ième Bataillon d'Outre-mer, Corps Expéditionnaire canadien

Liste des officiers à son départ de St-Jean, N.-B.

Grade	Nom	Adresse
Lieut. Colonel	D'Aigle, L. Cyriaque,	Moncton, West. Co., N.B.
Major	Léger, J. Arthur,	Richibucto, Kent Co., N.B.
Major	Losier, Arthur J.,	Chatham, North. Co., N.B.
Major	Boucher, Placide,	Springhill, Mines, N.S.
Major	Gallant, Charles F.,	Caledonia Mines, C.B.
Major	Stehelin, Émile J.,	Church Point, Digby Co., N.S.
Capitaine	Richard, Leo L.,	Dorchester, West. Co., N.B.
Capitaine	Malenfant, Jean,	Moncton, N.B.
Capitaine	Boudreau, Camille H.,	Moncton, N.B.
Capitaine	Gaudet, Jean V. (Rev.),	St-Joseph, West. Co., N.B.
Capitaine	Willett, James A. C.,	Belle Isle, Ann Co., N.S.
Capitaine	Doucet, J. Théophile,	Bathurst, N.B.
Capitaine	LePage, Jean,	St-Jean, N.B.
Lieutenant	Barnes, K. Seymour,	St-Jean, N.B.
Lieutenant	Cyr, Arthur J.,	St-Hilaire, Mad. Co., N.B.
Lieutenant	Michaud, Arthur,	Edmundston, N.B.
Lieutenant	Belliveau, Alfred H.,	Fredericton, N.B.
Lieutenant	Léger, Aimé A.,	Cocagne, Kent Co., N.B.
Lieutenant	Pertus, Rémi A.,	D'Escousse, C.B.
Lieutenant	Violette, Émile F.,	St. Léonard, Mad. Co., N.B.
Lieutenant	Melanson, Albert J.,	Bathurst, N.B.
Lieutenant	Ruet, Léon J.,	Siagas, Mad. Co., N.B.
Lieutenant	LeBlanc, Arthur J.,	St-Jean, N.B.
Lieutenant	Blanchard, J. Alfred,	Bois Hebert, Glouc. Co., N.B.

Liste des soldats du 165ième Bataillon à son départ de St-Jean, N.-B.

A

666049, Arseneau, Christin, Moncton, West. Co., N.B.
666204, Arseneau, Robert Albert, Moncton, West. Co., N.B.
666122, Arseneau, Alfred A., St-Augustin, Kent Co., N.B.
666214, Arseneau, Auguste, Adamsville, Kent Co., N.B.
666066, Arseneau, Aubin, Moncton, West. Co., N.B.
666198, Arseneau, George H., Bonsecours, Kent Co., N.B.
666553, Arseneau, Edgar A., Legerville, Kent Co., N.B.
666213, Arseneau, Jérome, Adamsville, Kent Co., N.B.
666143, Arseneau, Placide B., Belle Cote, Inv. Co., C.B.
666350, Arseneau, François, Legerville, Kent Co., N.B.
666766, Arseneau, Daniel P., Inkerman, Glouc. Co., N.B.
666737, Arseneau, Joseph, Upper St. Maurice, Kent Co., N.B.
666350, Arseneau, François, Cape Bauld, West. Co., N.B.
666172, Allain, Henri M., Rogersville, North. Co., N.B.
666041, Bourgeois, Félix, Moncton, N.B.
666030, Boucher, Henri, Moncton, N.B.
666097, Bourque, Philippe, Cocagne, Kent Co., N.B.
666865, Bourgeois, Alban, College Bridge, West. Co., N.B.
666186, Boucher, Édouard C., LeBlanc's Office, West. Co., N.B.
666268, Boudreau, Flavien, Petit Rocher, Glouc. Co., N.B.
666130, Belliveau, Alyre A., Shediac, West. Co., N.B.
666732, Belliveau, Jude, Shediac, West. Co., N.B.
666801, Boudreau, Daniel, Free Grant, Glouc. Co., N.B.
666301, Boudreau, Albert, Moncton, N.B.
666026, Boucher, Edmond, Moncton, N.B.
666028, Boucher, Irénée, Moncton, N.B.
666215, Boudreau, Harry T., Petit de Grat, Rich. Co., N.S.
666367, Bourgeois, James P., Moncton, N.B.
666091, Belliveau, Abel, St. Paul, Kent Co., N.B.
666352, Bourgouin, Jean, Jacquet River, Rest. Co., N.B.
666689, Bernard, Jean, St-Chrysostome, Île. P.É.
666974, Bijou, Henri, Campbellton, Rest. Co., N.B.
666995, Bond, Edward, D'Escousse, Rich. Co., N.B.
666856, Boulay, Wilfred, Montréal, P.Q.
666548, Beaulieu, Eustache, Frenchville, Maine, U.S.A.
666849, Bernard, Rodolphe, Bathurst, Glouc. Co., N.B.
666954, Breau, Félix, Breau Village, Kent Co., N.B.
666939, Bosco, Nicolo, Bathurst, Glouc. Co., N.B.
666991, Boudreau, Hubert, St-Jean, N.B.
666484, Belliveau, Louis, Belliveau's Cove, N.S.
666596, Bisson, Lubin, Cheticamp Point, C.B.
666472, Bourque, Édouard J., Rivière Bourgeois, Rich. Co., N.S.
666468, Bourque, Harvey, D'Escousse, Rich. Co., N.S.
666966, Burdency, Mike, Russie.

666351, Albert, Sylvain, Hebert, Kent Co., N.B.
666259, Arseneau, Abraham, Rogersville, North. Co., N.B.
666373, Aucoin, Patrice P., Grand Etang, Inv. Co., C.B.
666361, Aucoin, Willie P., St-Joseph, Inv. Co., C.B.
666722, Arseneau, Azade, St-Isidore, Glouc. Co., N.B.
666813, Arseneau, Beloni, Egmond Bay, Ile.-P.-É.
666576, Arseneau, Jean, Paquetville, Glouc. Co., N.B.
666815, Albert, Éli, Sheila, Glouc. Co., N.B.
666536, Amiro, Alcide W., West Pubnico, Yar. Co., N.S.
733223, Amiro, Désiré, Meteghan, Digby Co., N.S.
733648, Amiro, Robert J., Little River, Yar. Co., N.S.
666363, Arseneau, Joseph A., Belle Cote, Inv. Co., N.B.
666106, Arseneau, Théodore, Adamsville, Kent Co., N.B.
666362, Arseneau, Alexis, St-Joseph du Moine, Inv. Co., C.B.
666851, Arseneau, Philippe, West Branch, Kent Co., N.B.
666325, Amiro, Joseph, Plympton, Digby Co., N.S.
666605, Albert, Anatole J., Caraquet, Glouc. Co., N.B.
666370, Albert, Bruno, Caraquet, Glouc. Co., N.B.
733639, Amiro, Charles A., Meteghan, Digby Co., N.S.
666907, Amiro, Adolphe, West Pubnico, Yar. Co., N.S.
666796, Albert, Joseph Guy, Pokemouche, Glouc. Co. N.B.

B

666162, Bourgeois, Albert, Lewisville, West. Co., N.B.
666008, Boudreau, Jean, Moncton, West. Co., N.B.
666275, Bastarache, Alyre, Ste-Marie, Kent Co., N.B.
666016, Breau, Hermas, Breau Village, Kent Co., N.B.
666140, Boucher, Adélard, Moncton, N.B.
666666, Brideau, Francis, Bois Hebert, Glouc. Co., N.B.
666020, Bourque, Arthur A., Cocagne, Kent Co., N.B.
666178, Barton, John, Springhill Mines, Cumb. Co., N.S.
666802, Boudreau, George J., Free Grant, Glouc. Co., N.B.
742488, Bernier, Joseph, Keegan, Maine, U.S.A.
666055, Belliveau, Ernest, Painsec Settlement, West. Co., N.B.
666891, Boudreau, Byron, St-Jean, N.B.
666893, Bundy, Clifford, Osakis, Minn., U.S.A.
666152, Bourgeois, James, Moncton, West. Co., N.B.
666126, Barrieau, Fred., Adamsville, Kent Co., N.B.
666621, Babin, Delphis, St-Charles, Kent Co., N.B.
666037, Blanchard, Arthur, St-Charles, Kent Co., N.B.
666295, Blais, Wilfred, Moncton, West. Co., N.B.
666563, Boucher, Théodore, Acadieville, Kent Co., N.B.
666238, Bourque, Adélard, Oldtown, Maine, U.S.A.
666048, Babineau, Arthur, Cape Lumiere, Kent Co., N.B.
666422, Blanchard, Marcellin, Caraquet, Glouc. Co., N.B.
666828, Bérubé, Théodule, St-Léonard, Mad. Co., N.B.
666499, Blanchard, Wilfred, Caraquet, Glouc. Co., N.B.
666875, Boudreau, Richard P., St-Jean, N.B.
666900, Banville, Moïse, Glencoe, Rest. Co., N.B.
666293, Babineau, Anselme, St-Louis, Kent Co., N.B.
666930, Bélanger, Ubald, Lac Baker, Mad. Co., N.B.
666931, Beaulieu, Béloni, Lac Baker, Mad. Co., N.B.
666952, Brown, Ernest, St-Jean, N.B.
666957, Bourque, Rosaire, Breau Village, Kent Co., N.B.
666424, Brideau, Charles, Caraquet, Glouc. Co., N.B.
666987, Bradstreet George A., Salem, Mass., U.S.A.
665080, Boudreau, Isidore, St-Pierre, Kent Co., N.B.
666792, Boudreau, Nicolas, Nigadoo, Glouc. Co., N.B.
666374, Blanchard, Edmond J., Bathurst, Glouc. Co., N.B.
667001, Bouchard, Joseph, Montreal, P.Q.
667003, Breaul, Wilfred, Moncton, N.B.
733780, Blinn, Charles, Grosses Coques, Digby Co., N.S.
666702, Boudreau, Léon J., Green Point, Glouc. Co., N.B.
666862, Bastarache, Gilbert, Lewisborough, N.B.
666059, Bourque, Éric, Shediac, West. Co., N.B.
666265, Bélanger, Joseph, Westville, Maine, U.S.A.
666099, Boucher, Zoël, Moncton, N.B.
666134, Bourque, Alibe, Halifax, N.S.
666821, Brune, David L., Little Shippegan, Glouc. Co., N.B.
666394, Burt, Jean J., St-Pierre and Miquelon,
666672, Bourque, François D., Middle Sackville, N.B.
666714, Bérubé, Pierre J., St-Modeste, Tem. Co., P.Q.
666450, Boudreau, Fidelis, Comeauville, Digby Co., N.B.
666702, Boudreau, Léon J., Green Point, Glouc. Co., N.B.
666778, Blanchard, Amédée, Aldouane, Kent Co., N.B.
733888, Boudreau, Albeni, Saulnierville, Dibgy Co., N.B.

C

666072, Caissie, Gilbert, Moncton, N.B.
666082, Caissie, Auguste, St-Marie, Kent Co., N.B.
666089, Caissie, Joseph, St-Augustin, Kent Co., N.B.
666211, Cormier, David F., Great Shemogue, West. Co., N.B.
666368, Chenard, Joseph, Caraquet, Glouc. Co., N.B.
666154, Cormier, Thomas N., St-Cecime, Kent Co., N.B.
666149, Cormier, Célestin N., St. Cecime, Kent Co., N.B.
666270, Cormier, Irénée A., St-Damien, Kent Co., N.B.

Liste des soldats du 165ième Bataillon à son départ de St-Jean, N.-B.—suite

666347, Cormier, Gérard M., Mont Carmel, Kent Co., N.B.
666341, Comeau, Raphaël, Moncton, N.B.
666806, Cormier, Hector G., Bouctouche, Kent Co., N.B.
666404, Cool, François, Bois Hebert, Kent Co., N.B.
666640, Cormier, Gilbert A., Bouctouche, Kent Co., N.B.
666529, Cyr, Joseph M., Lower Caraquet, Glouc. Co., N.B.
666633, Cormier, Henri, Bouctouche, Kent Co., N.B.
666840, Cormier, Alexis, Great Shemogue, West. Co., N.B.
666384, Chiasson, Onésime H., Upper Shippigan, Glouc. Co., N.B.
666837, Chevarie, Walter D., Souris, Île P-É.
666156, Cormier, Edgar L., Moncton, N.B.
666860, Charest, Ronald, St-Jacques, Mad. Co., N.B.
666872, Caissie, François, Moncton, N.B.
666876, Cormier, Fidèle, Upper Aboujagan, West. Co., N.B.
666923, Caissie, Didas, Évangeline, West. Co., N.B.
666093, Collette, Delphis, Bouctouche, Kent Co., N.B.
666027, Caissie, Eugène, Moncton, N.B.
666094, Comeau, François, Painsec, Sett. West. Co., N.B.
666272, Chamberlan, Donat, St-Pascal, Kamouraska Co., P.Q.
733754, Comeau, Harry H., Marhalltown, Digby Co., N.S.
666729, Cyr, Georges A. St-Hilaire, Mad. Co., N.B.
666365, Comeau, Irénée, Saulnierville, Digby Co., N.S.
666646, Cormier, Aurèle G., Sackville, West. Co., N.B.
666543, Chiasson, Gustave, Doucetville, Glouc. Co., N.B.
666417, Chiasson, Amédée J., Upper Shippigan, Glouc. Co., N.B.
666657, Chiasson, Léonard, Lameque, Glouc. Co., N.B.
666665, Comeau, William, Upper Frenchville, Maine, U.S.A.
666717, Charest, J. Amédée, St-Jacques, Mad. Co., N.B.
666886, Collette, Clovis, Amherst, Cumb. Co., N.B.
666356, Chiasson, Jean H., Belle Cote, C.B.
666056, Cormier, Dismas, Upper Dorchester, West. Co., N.B.
832296, Cormier, Fred., Lewisville, West. Co., N.B.
666673, Comeau, Édouard W., Yarmouth, N.S.
666480, Comeau, Frédéric, Belliveau's Cove, Digby Co., N.S.
832402, Collier, Clifford, Elgin, West. Co., N.B.
666216, Chiasson, William L., Glace Bay, C.B.
666509, Cormier, Wilfred, Lower Caraquet, Glouc. Co., N.B.
666757, Comeau, Édouard A., Petit Rocher, Glouc. Co., N.B.
666604, Cormier, Joseph C., Caraquet, Glouc. Co., N.B.
666745, Cormier, Édouard J., Beresford, Glouc. Co., N.B.
666035, Collette, Sylvain, St-Damien, Kent Co., N.B.

D

666433, Doiron, Jean, Meadowbrook, West. Co., N.B.
832049, Desprès, Fidèle, Shediac, West. Co., N.B.
666613, Deraspes, Eusèbe A., Étang du Nord, Magd. Islands.
666779, D'Aigle, Béloni, Kent Lake, Kent Co., N.B.
666617, Duguay, Octave, Lameque, Glouc. Co., N.B.
666764, Doucet, Charles, West Bathurst, Glouc. Co., N.B.
666731, Duplessis, Évariste, Moncton, N.B.
666878, Donalson, William, St-Jean, N.B.
666912, Dunham, George S., St-Jean, N.B.
666946, DeWolfe, Charles W., St-Jean, N.B.
666171, Duguay, Joseph E., Petit Cape, West. Co., N.B.
666372, Doucet, Abraham D., Grand Étang, Inv. Co., N.S.
666591, Deveau, Jean, Plateau, Inv. Co., C.B.
666176, Delaney, Leo P., Grand Étang, Inv. Co., C.B.
666267, Doucet, James J., Elm Tree, Glouc. Co., N.B.
666507, Doucet, Alexandre V., Magdaleine Island.
666528, Degrace, François X., Shippigan, Glouc. Co., N.B.
733628, Doucet, Albeni G., Meteghan, Digby Co., N.S.
666276, Deveau, Thimothé, Weymouth, Dibgy Co., N.S.
666360, Doucet, George J., Belle Cote, C.B.
666688, Doucet, Jean W., Grand Étang, C.B.
733631, Deveau, Charles F., Meteghan, Digby Co., N.S.
733219, Deveau, Édouard C., Meteghan, Digby Co., N.S.
733630, Deveau, Henri A., Meteghan, Digby Co., N.S.
666437, Deveau, Laurent, Mavillette, Digby Co., N.S.
666687, Doucet, Calixte, Grand Étang, C.B.
733572, Doucet, James E., Wedgeport, Yar. Co., N.S.
733629, Doucet, Jean A., Meteghan, Digby Co., N.S.
666278, Doucet, William, Mavillette, Digby Co., N.S.
666582, Duguay, Wallace, Caraquet, Glouc. Co., N.B.
666197, Doiron, Alphonse M., Dupuis Corner, West. Co., N.B.
666882, Deltoure, Auguste, Stellarton, Cumb. Co., N.S.
733852, Deveau, Benjamin A., Meteghan, Digby Co., N.S.
666914, Doucet, George J., Elm Tree, Glouc. Co., N.B.
666506, Doucet, Édouard, Little Brook, Digby Co., N.S.
666371, Doucet, Romuald, Point Cross, Inv. Co., C.B.
733232, Deveau, Jean B., Meteghan, Digby Co., N.S.
666392, Deveau, Thomas, Grand Étang, C.B.
666279, Doucet, Abraham, Meteghan, Digby Co., N.S.
733622, Doucet, George A., Meteghan, Digby Co., N.S.
666377, Dubé, Gilbert, St-Léonards, Mad. Co., N.B.
666291, D'Aigle, Thomas G., St-Charles, Kent Co., N.B.
666388, Doucet, James, Belle Cote, C.B.
666847, Doiron, Fred, Shediac, West. Co., N.B.
793885, Doucet, James Joseph, Beresford, Glouc. Co., N.B.

666688, CORMIER, LOUIS, Cape Bald, West. Co., N.B.
666968, CORAM, CECIL, St-Jean, N.B.
666959, CHIASSON, WILLIAM C., Cheticamp, Inv. Co., C.B.
666986, COMMIER, FRED. H., Barachois, West. Co., N.B.
709607, COMEAU, LAURIE O., Amherst, Cumb. Co., N.B.
733234, COMEAU, AMBROISE, Meteghan, Digby Co., N.S.
666679, COTTREAU, P. ALCIDE, Wedgeport, Yar. Co., N.S.
666234, CAISSIE, ALPHONSE M., Adamsville, Kent Co., N.B.
666655, CAISSIE, ANDRÉ, Lower Sackville, N.B.
666592, CHIASSON, ALEXANDRE G., Margaree Forks, Inv. Co., C.B.
666505, COMEAU, AUGUSTIN, Saulnierville Station, Digby Co., N.S.
733230, COMEAU, CAMILLE H., Meteghan, Digby Co., N.S.
734333, COMEAU, ÉDOUARD, Meteghan, Digby Co., N.S.
733233, COMEAU, LÉONCE P., Meteghan, Digby Co., N.S.
734205, COMEAU, WALLACE, Meteghan, Digby Co., N.S.
666639, CORMIER, ARTHUR P., Cocagne, Kent Co., N.B.
666355, CORMIER, JEAN M., Belle Cote, C.B.
666799, COTREAU, BERNARD J., Wedgeport, Yar. Co., N.S.
666678, COTTREAU, NORMAND T., Wedgeport, Yar. Co., N.S.
666988, CLARK, ROBERT, New York City, N.Y., U.S.A.
666693, CYR, JOSEPH, Lac Baker, Mad. Co., N.B.
666380, COPELAND, WILLIAM, Dalhousie, Rest. Co., N.B.
667002, CAISSIE, VALENTIN, Six Roads, Glouc. Co., N.B.
666449, COMEAU, PATRICE H., Comeauville, Digby Co., N.S.
666480, COMEAU, FRED., Belliveau's Cove, Digby Co., N.S.
666866, CORMIER, MARCELLIN, Eastern Harbour, Ant. Co., N.S.
666513, COMEAU, ADOLPHE, Meteghan, Digby Co., N.S.
666452, CAISSIE, ARTHUR J., Shediac, West. Co., N.B.
666809, CAISSIE, ÉMILE, Shediac, West. Co., N.B.
666158, COMEAU, TILLIE, Moncton, N.B.

666182, D'AIGLE, MAXIME F., Edmundston, Mad. Co., N.B.
666460, D'AIGLE, BENJAMIN, Richibucto, Kent Co , N.B.
666619, D'AIGLE, DONAT B., St-Charles, Kent Co., N.B.
666339, D'AIGLE, ADOLPHE J., St-Charles, Kent Co., N.B.
666292, D'AIGLE, ERNEST, St-Charles, Kent Co., N.B.
666490, D'AIGLE, LOUIS C., Richibucto, Kent, Co., N.B.
666043, D'AIGLE, JEAN B., Petite Aldouane, Kent Co., N.B.
666587, DESJARDINS, NOËL P., Upper Siagas, Mad. Co., N.B.
666187, DESJARDINS, LAURENT, Ste-Anne, Mad. Co., N.B.
666692, DUGUAY, JOSEPH, Shippigan, Glouc. Co., N.B.
666338, D'AIGLE, MÉDÉRIC B., St-Charles, Kent Co., N.B.
666371, DOUCET, ROMUALD, Petit Rocher, Glouc. Co., N.B.
666556, DOIRON, LOUIS, Burnsville, Glouc. Co., N.B.
666584, DOIRON, JEAN, Upper Shippigan, Glouc. Co., N.B.
666508, DUCLOS, JAMES, Pigeon Hill, Glouc. Co., N.B.
666298, DIONNE, CYRIAC J., Edmundston, Mad. Co., N.B.
666857, DELAMARE, EUGENE, Montréal, P.Q.
666906, DOUCET, FRANÇOIS, Rexton, Kent Co., N.B.
666921, DESROCHES, JEAN, Portage River, Glouc. Co., N.B.
666514, DOUCET, JOSEPH, Big Pond, C.B.
666507, DOUCET, ALEXANDRE, Little Brook, Digby Co., N.S.
666999, DUBÉ, JOSEPH A., St-Léonards, Mad. Co., N.B.
666620, DAVID, ERNEST, Richibucto, Kent Co., N.B.
666545, DUBÉ, BAPTISTE ABRAHAM, St-Léonards, Mad. Co., N.B.
666137, D'AIGLE, JEAN S., Moncton, West. Co., N.B.

666267, DOUCET, JAMES J., Elm Tree, Glouc. Co., N.B.
666249, DUBÉ, DELPHIS, St-Léonards, Mad. Co., N.B.
666725, DUFOUR, GEORGE, Edmundston, Mad. Co., N.B.
666317, DOUCET, WILLIAM, Bathurst Village, Glouc. Co., N.B.
666136, DAUVERCHIN, AUGUSTE, Somain, Dept. du Nord, France.
666795, DOUCET, ROMUALD, Petit Rocher, Glouc. Co., N.B.

E

666845, ESTABROOKE, CHARLES, Middle Sackville, West. Co., N.B.
666785, EVOUNG, MURDOCK, West L'Ardoise, Rich. Co., N.S.
666400, EVOUNG, PATRICE, West L'Ardoise, Rich. Co., N.S.
666408, EVOUNG, THOMAS, West L'Ardoise, Rich. Co., N.S.
666839, ELOQUIN, WILSON, Grindstone, Magd. Island.

F

666748, FRENETTE, ALVAIRE, Petit Rocher, Glouc. Co., N.B.
666701, FRENETTE, ROMÉO, Ste-Thérèse, Glouc. Co., N.B.
666754, FRENETTE, LÉON V., Petit Rocher, Glouc. Co., N.B.
818115, FLETCHER, ALBERT, St-Jean, N.B.
666947, FRENETTE, ALBENI, Petit Rocher, Glouc. Co., N.B.
666111, FOUGÈRE, DOMINIQUE, Shediac, West. Co., N.B.
847782, FOREST, WILLIAM P., Shediac, West. Co., N.B.
666474, FOUGÈRE, LÉONARD, D'Escousse, Rich. Co., C.B.
666899, FRIGAULT, Fred., Caraquet, Glouc. Co., N.B.
666948, FRIGAULT, EDMOND, Middle Caraquet, Glouc. Co., N.B.
666980, FOSTER, GEORGE G., St-Jean, N.B.
666996, FLANNIGAN, Robert, Richibucto, Kent Co., N.B.
666375, FERGUSON, DAVID A., Six Roads, Glouc. Co., N.B.
666670, FORAN, MICHAEL, Moncton, West. Co., N.B.
666993, FITSPATRICK, FRED., St-Jean, N.B.
715782, FAGAN, FRANÇOIS, Cape Bald, West. Co., N.B.

Liste des soldats du 165ième Bataillon à son départ de St-Jean, N.-B.—suite

666738, Forest, Léandre J., Moncton, N.B.
666776, Frenette, François, Robertville, Glouc. Co., N.B.
666245, Fogarty, Roy A., LeBlanc's Office, West. Co., N.B.

G

666296, Goguen, Raymond A., Cocagne, Kent Co., N.B.
666219, Gaudet, Jean T., Moncton, N.B.
666001, Galland, Albert, Moncton, N.B.
666160, Goguen, Théophile P., McDougall's Sett., West. Co., N.B.
666330, Gaudet, Camille A., St-Joseph, West. Co., N.B.
666727, Gauthier, Joseph, Jacquet River, Rest. Co., N.B.
666557, Gallant, Éphrem, Shediac, N.B.
666780, Gallant, Joseph A., Egmond Bay, Île P.É.
666690, Gallant, Irénée J., Egmond Bay, Île P.É.
666686, Guérette, Alfred, Arseneault's Siding, Rest. Co., N.B.
666572, Goguen, Aurèle, Shippigan, Glouc. Co., N.B.
817629, Grant, Milledge, St-Jean, N.B.
666615, Guillard, Adolphe, Étang du Nord, Magd. Island.
666908, Gallant, Lucien, Adamsville, Kent Co., N.B.
666937, Gallant, Joseph, Shediac, N.B.
666101, Gould, Amédée, Cape Bald, West. Co., N.B.
832810, Garland, Percy, Prosser Brook, Albert Co., N.B.
666179, Gagné, Gilman, Pelletier's Mills, Mad. Co., N.B.
666290, Grey, Jean P., St-Charles, Kent Co., N.B.
666345, Gallant, Alyre, Richibucto, N.B.
666273, Girouard, Napoléon S., Mont Carmel, Kent Co., N.B.
666306, Gauthier, Antoine, Upper Aboujagan, West. Co., N.B.
666344, Gauthier, Alphé O., Upper Aboujagan, West. Co., N.B.
666287, Gaudet, Joseph J., Collette, North. Co., N.B.
666146, Goguen, Raymond D., Humphrey's Mills, Moncton, N.B.
666015, Girouard, Joseph O., Moncton, N.B.
666762, Gallant, Leonard, Bathurst, Glouc. Co., N.B.
666207, Gallant, Arsène P., Adamsville, Kent Co., N.B.
666104, Gallant, François J., Rogersville, North. Co., N.B.
666125, Gallant, Aubin R., St Augustin, Kent Co., N.B.

H

666814, Holmes, John B., Portage River, Glouc. Co., N.B.
666718, Hache, Albeni, Portage River, Glouc. Co., N.B.
666719, Hache, Alexandre, Portage River, Glouc. Co., N.B.
666768, Hache, Thomas A., Robertville, Glouc. Co., N.B.
666783, Hickie, Arthur J., Nash's Creek, Rest. Co., N.B.
666894, Hache, Arthur, St-Jean, N.B.
666910, Herney, Stephen, Sydney, C.B.
666193, Hebert, Joseph, Rogersville, North. Co., N.B.
666895, Hébert, Joseph R., Moncton, N.B.
666846, Hébert, Olarie, Bouctouche, Kent Co, N.B.
666940, Hache, Félix W., Bathurst Mines, Glouc. Co., N.B.
666069, Hébert, Willie, Grande Digue, Kent Co., N.B.
666761, Hache, Cléophas, Bathurst, N.B.
666871, Horseman, Henry H., Joggins Mines, Cumb. Co., N.S.
666752, Henry, Leonard P., South Tetagouche, Glouc. Co., N.B.
666486, Hache, Walter George, Bathurst, Glouc. Co., N.B.

I

666887, Irvine, George, St-Jean, N.B.

J

666009, Jacob, Louis J., Petit Cap, West. Co., N.B.
666007, Jacob, Désiré, Petit Cap, West. Co., N.B.
666223, LeBlanc, Willie A., St-Anselme, West. Co., N.B.
666318, LeBlanc, Arthur P., St-Antoine, Kent Co., N.B.
666477, LeBlanc, Willie T., East Margaree, C.B.
666142, LeBlanc, Michael J., East Margaree, Inv. Co., N.S.
666174, LeBlanc, Charles M., Cheticamp, Inv. Co., C.B.
666342, LeBlanc, Pierre M., Fox Creek, West. Co., N.B.
666653, LeBlanc, Alban S., Moncton, N.B.
666153, LeBlanc, Calixte C., Moncton, N.B.
666036, LeBlanc, Émilien, Moncton, N.B.
666095, Lirette, Régis D., Moncton, N.B.
715273, Léger, Herman, Sackville, West. Co., N.B.
666444, Lanteigne, Edmond J., Caraquet, Glouc. Co., N.B.
666057, Lirette, Harry, Upper Sackville, West. Co., N.B.
666282, Lirette, Philippe R., Amherst, Cumb. Co., N.S.
666164, Léger, Théotime S., Cape Bald, West. Co., N.B.
666651, Léger, Jean T., Shediac, West. Co., N.B.
666542, Lécouter, François, Miscou, Glouc. Co., N.B.
666107, Léger, Ambroise F., Barachois, West. Co., N.B.
666781, LeBlanc, Joseph S., Cheticamp, Inv. Co., N.S.
666750, LeBreton, Sandy A., Tracadie, Glouc. Co., N.B.
666432, Landry, George, Tracadie, Glouc. Co., N.B.
666770, Landry, Ernest J., Caraquet, Glouc. Co., N.B.
666637, LeBlanc, Emmanuel M., Bouctouche, Kent Co., N.B.
666683, LaCombe, William, Caron Brook, Mad. Co., N.B.
666552, LeBreton, Martin, Tracadie, Glouc. Co., N.B.
666661, LeBlanc, Alfred P., Bouctouche, Kent Co, N.B.
666670, Larocque, François E., Bathurst, Glouc. Co., N.B
666116, LeBlanc, André P., Shediac, West. Co., N.B.
666240, Léger, Albenie J., Lewisville, West. Co., N.B.

666549, GAUDREAULT, ARTHUR, St-Léonards., Mad. Co., N.B.
666744, GAGNÉ, THOMAS, Pelletier's Mills, Mad. Co., N.B.
666354, GAUVIN, ROMUALD J., St-Léonards, Mad. Co., N.B.
666281, GALLANT, THÉODORE, Rogersville, North. Co., N.B.
666833, GIONET, CAMILLE, Bathurst, Glouc. Co., N.B.
666423, GIONET, PATRICE J., Middle Caraquet, Glouc., N.B.
666863, GREY, FRED., Little Aldouane, Kent Co., N.B.
666869, GIROUARD, ADÉLARD, Mont Carmel, Kent Co., N.B.
666874, GAUTREAU, ARTHUR, Moncton, N.B.
666896, GALLANT, JOSEPH, Bangor, Maine, U.S.A.
666925, GAUTREAU, AMÉDÉE, Shediac, N.B.
666944, GODIN, AMÉDÉE, Elm Tree, Glouc. Co., N.B.
666314, GREY, ALPHÉ, Petit Aldouane, Kent Co., N.B.
666916, GIROUARD, HENRI D., Bouctouche, Kent Co., N.B.
666416, GIONET, ADÉLARD, Caraquet, Glouc. Co., N.B.
666938, GLAZIER, WILFRED, Bathurst, Glouc. Co., N.B.
733632, GERMAIN, THOMAS T., Meteghan, Digby Co., N.S.
666600, GALLANT, ALFRED P., Rogersville, North Co., N.B.
666357, GALLANT, CHARLES B., Belle Cote. C.B.
666447, GAUDET, LOUIS J., Saulnierville, Digby Co., N.S.
666497, GOULD, ADÉLARD, Middle Sackville, West. Co., N.B.
666929, GALLANT, WILLIAM, Shives Athol, Rest. Co., N.B.
666928, GOGUEN, JOSEPH S., Moncton, N.B.
666961, GALLANT, FRANÇOIS E., Point du Chêne, West. Co., N.B.
666970, GENEAU, THOMAS, Egmond Bay, Île P.É.
666191, GAGNÉ, SILVIO, Edmundston, Mad. Co., N.B.
666909, GENEAU, ANTOINE, Adamsville, Kent Co., N.B.
733865, GAUDET, ADOLPHE S., Yarmouth, N.S.
733641, GEDDRY, EDMOND J., Meteghan, Digby Co., N.S.
666018, GOGUEN, ALEXIS D., Breau Village, Kent Co., N.B.

666890, JONES, CECIL J., Steeves Mountain, West. Co., N.B.
666658, JEAN, ISIDORE, St-Jean de Dieu, P. Q.
666463, JOYCE, CLANCY, D'Escousse, Rich. Co., C.B.
666844, JACQUARD, FRANÇOIS, Yarmouth, N.S.
470830, JOHNSON, ALONZO J., Richibucto, Kent Co , N.B.
666515, JEAN, LÉON, Edmundston, Mad. Co., N.B.
666803, JONES, THOMAS T., Upper Pokemouche, Glouc. Co., N.B.
666735, JONCAS, JEAN, Jacquet River, Rest. Co., N.B.
666812, JOHNSON, E. BASILE, Richibucto, Kent Co., N.B.

K

666919, KNOCKWOOD, JOHN, Woodstock, Carlt. Co., N.B.
666943, KABOAL, JOSEPH, Canton, Ohio, U.S.A.
666949, KELLY, WALTER, Glen Falls, St-Jean, N.B.
666455, KINNEY, MICHAEL, Upper Ste-Rose, Glouc. Co., N.B.
817279, KHARCUK, NIKETA, Russie.
666892, KOOCKER, MIK, Russie.
666902, KINNEY, ARCHIBALD, Kelly's Cove, Yarmouth Co., N.B.

L

666014, LEBLANC, HENRI M., Moncton, N.B.
666495, LEBLANC, ÉMILE P., Moncton, N.B.
666118, LEBLANC, EMMANUEL, Fox Creek, West. Co., N.B.
666103, LEBLANC, ALBAN J., Moncton, N.B.
666188, LEBLANC, FRÉDÉRIC P., Memramcook, West. Co., N.B.
666088, LEBLANC, IRÉNÉE, Cape Bald, West. Co., N.B.

666568, LEBLANC, LÉVIS J., Acadieville, Kent Co., N.B.
666935, LANG, ALEXANDRE, St-Jean, N.B.
666623, LEBLANC, PIERRE D., Notre-Dame, Kent Co., N.B.
666224, LEBLANC, LELICE P., Moncton, N.B.
666569, LÉGER, CLARENCE, Shediac, West. Co., N.B.
666609, LÉGER, PHILIPPE P., Shediac, West. Co., N.B.
666144, LEBLANC, LAURENT, East Margaree, Inv. Co., C.B.
666058, LIRETTE, JOSEPH, Sackville, West. Co., N.B.
666978, LINES, ROBERT, Moncton, N.B.
666138, LEBLANC, MARTIN, East Margaree, Inv. Co., C.B.
666434, LEBLANC, PHILIAS A., Moncton, N.B.
666286, LEBLANC, PIERRE B., Richardvillage, Kent Co., N.B.
666753, LANTEIGNE, IRÉNÉE P., Lower Caraquet, Glouc. Co., N.B.
666244, LEBLANC, ALFRED J., Renaud's Mills, Kent Co., N.B.
666705, LEBLANC, CYRICE, Barachois, Magd., Ile.
666391, LEFORT, THOMAS P., Point Cross, Inv. Co., N.S.
666648, LEVESQUE, HENRI, Powers Creek, Mad. Co., N.B.
666492, LEBLANC, ÉDOUARD, St-Léonards, Mad. Co., N.B.
666554, LEVESQUE, PHILIPPE, Edmundston, Mad. Co., N.B.
666257, LÉGER, ALYRE, Rogersville, North. Co., N.B.
666577, LABRIE, FÉLIX, Paquetville, Glouc. Co., N.B.
666758, LANTEIGNE, CYRILLE, Island River, Glouc. Co., N.B.
666421, LANTEIGNE, JADDUS J., Lower Caraquet, Glouc. Co., N.B.
666385, LANTEIGNE, AVILLA, LeBoutellier, Glouc. Co., N.B.
666588, LANTEIGNE, CÉLESTIN, Caraquet, Glouc. Co., N.B
666960, LACOMBE, JOSEPH, Caron Brook, Mad. Co., N.B.
666703, LAGACÉ, E. VICTORIEN, Green Point, Glouc. Co., N.
666489, LÉGER, CAMILLE, Moncton, N.B.
666971, LAROCQUE, WILFRED, Pigeon Hill, Glouc. Co., N.B.
666973, LANDRY, CAMILLE F., Amherst, Cumb. Co., N.S.

Liste des soldats du 165ième Bataillon à son départ de St-Jean, N.-B.—suite

666634, LeBlanc, Fidèle, St-Damien, Kent Co., N.B.
666982, Losier, George, Chatham, North. Co., N.B.
666700, Léger, Éric A., Richibucto. Kent Co., N.B.
666997, Landry, Philicien, Moncton, N.B.
666332, LeBlanc, Alphée, Richibucto, Kent Co., N.B.
666950, LeBlanc, Antoine M., Bouctouche, Kent Co., N.B.
666911, LeBouthillier, Placide, Upper Caraquet, Glouc. Co., N.B.
666252, LeBlanc, J. Irois, Halifax, N.S.
666206, LeBlanc, Pascal L., Newcastle, North. Co., N.B.
666199, LeBlanc, Thomas L., Cheticamp, Inv. Co., N.S.
666241, LeBlanc, Pierre J., Moncton, N.B.
666772, LeVasseur, Michel H., Belle Dune, Glouc. Co., N.B.
666175, LeBlanc, Paul L., Cheticamp, Inv. Co., N.S.
666169, LeBlanc, Henri S., Middle Sackville, West. Co., N.B.
832260, LaFrance, James J., Moncton, N.B.
666603, Lambert, Louis, Inverness Mines, C.B.
666445, Landry, Romain T., Waugh, Glouc. Co., N.B.
666232, Lavoie, Joseph A., Rogersville, North Co., N.B.
666261, LeBlanc, Édouard A., St-Anselme, West. Co., N.B.
666488, LeBlanc, Henri S., Moncton, N.B.
666598, Lelièvre, Jean P., Eastern Harbour, C.B.
666386, Lelièvre, Joseph, Inverness, C.B.
666680, Lavoie, Paul P., Kedgewick, Rest. Co., N.B.
666481, LeBlanc, Marc, Belliveau's Cove, Digby Co., N.S.
666747, Lagacé, James, Bathurst, Gouc. Co., N.B.
666523, Landry, Édouard J., St-Jean, N.B.
1030312, LeBreton, Roderick, Newcastle, North. Co., N.B.
666166, LeBlanc, Arthur F., Sunny Brae, West Co., N.B.
666390, LeBlanc, Jean, Cheticamp, Inv. Co., N.B.
666496, Léger, Léandre, Moncton, N.B.
666695, LeBlanc, David M., Yarmouth, N.S.
733695, LeBlanc, Simeon C., Grosses Coques, Digby Co., N.S.
666498, Léger, François J., Moncton, N.B.
666758, Lanteigne, Cyrille, Island River, Glouc. Co., N.B.
666982, Losier, George, Chatham, North Co., N.B.
666651, Léger, Jean, Aboujagan, West. Co., N.B.
666432, Landry, George, Tracadie, Glouc. Co., N.B.
666770, Landry, Ernest J., Upper Caraquet, Glouc. Co., N.B.
666240, Léger, Albény J., Lewisville, West. Co., N.B.

M

666208, Melanson, Jean, Richibucto, Kent Co., N.B
666195, Melanson, Willie P., St-Fabien, Kent Co., N.B.
666221, Mazerolle, Edward, Moncton, N.B.
666045, McDonald, Charles, Moncton, N.B.
832791, McLean, Guy C., Boom Road, Newcastle, North. Co., N.B
832755, McKinley, H. C., Apple River, N.S.
666933, McIntyre, Léo, Alberton, Île-P.-É.
666934, May, Joseph, Chatham, North Co., N.B.
666183, Michaud, Louis, Edmundston, Mad. Co., N.B.
666618, Maloney, John, Rexton, Kent Co., N.B.
666051, Maillet, Albert, Cap Lumière, Kent Co., N.B.
666250, Martin, Abel G., St-Léonards, Mad. Co., N.B.
666151, Melanson, Théophile G., Moncton, N.B.
666517, Martin, Vital F., St-Basile, Mad. Co., N.B.
666047, Maillet, Frédéric, Cap Lumière, Kent Co., N.B.
666969, Martin, Lamand, Amherst, Cumb. Co., N.S.
666981, Martin, Frédéric, Amherst, N.S.
666147, Muise, Alphée J., Weymouth, Yar. Co., N.S.
666401, Michaud, Edmond, Caraquet, Glouc. Co., N.B.
666457, McGrath, Maurice, Lozier Sett., Glouc. Co., N.B.
666708, Michaud, Luc, St-Épiphane, P.Q.
666829, Muise, Benjamin, Yarmouth, N.S.
666855, McMullen, John, St-Jean, N.B.
833755, McKinley, H. C., Apple River, N.S.

N

666889, Nichol, James S., Steeves Mountain, West. Co., N.B.
666716, Nause, Freeman, St-Hilaire, Mad. Co., N.B.
666834, Nadeau, Félix, Caron Brook, Mad. Co., N.B.
666930, Nadeau, Ligorie, Caron Brook, Mad. Co., N.B.
448471, Noel, Maxime A., Lemacque, Glouc. Co., N.B.
666804, Nowlan, Antoine, Upper Pokemouche, Glouc. Co., N.B.

O

666941, Oram, John, St-Jean, N.B.
666537, Ouellet, Joseph E., St-André, Mad. Co., N.B.
666962, Ouellet, Maxime, Caron Brook, Mad. Co., N.B.
666518, Ouellet, Magloire, St-Hilaire, Mad. Co., N.B.
666967, O'Brien, George, Little River, Albert Co., N.B.
666379, O'Neil, William, Frankville, Ant. Co., N.S.
666441, O'Hara, John, Moncton, N.B.
832259, O'Brien, George A., Moncton, N.B.

P

666260, Joseph, Pitre, Rogersville, North Co., N.B.
666262, Pellerin, Alfred G., Moncton, N.B.
666466, Petitpas, Léonard A., D'Escousse, C.B.
666382, Paulin, François H., Petit Lamecque, Glouc. Co , N.B.

734071, LeBlanc, Edmond, Meteghan, Digby Co., N.B.
734072, LeBlanc, Joseph E., Meteghan, Digby Co., N.B.
666541, Landry, Tranquil J., Burnsville, Glouc. Co., N.B.
733215, LeBlanc, George E., Meteghan, Digby Co., N.B.
666522, Levesque, Martin F., Bathurst, Glouc. Co., N.B.
666511, LeBlanc, Claude, Moncton, N.B.
666626, LeBlanc, Harold H., Moncton, N.B.
666453, Léger, Alyre P., Moncton, N.B.
666454, Léger, Léo P., Moncton, N.B.
666451, Léger, Léo J., Shediac, West. Co., N.B.
666709, Levesque, Xavier, Baker Brook, Mad. Co., N.B.
666288, LeBlanc, Patrice J., Rogersville, North .Co., N.B.
666594, LeBlanc, Pierre P., Glace Bay, C.B.
666387, Lelièvre, Alexandre, Inverness, C.B.
666471, Langlois, Ambroise, D'Escousse, Rich. Co., N.B.
666483, LeBlanc, Léo. A., Grosse Coques, Digby Co., N.S.
666161, Landry, Joseph A., Moncton, N.B.
666300, LeBlanc, Rodolphe, St-Bernard, Digby Co., N.B.
666819, LeBlanc, Thadée S., Bouctouche, Kent Co., N.B.
666108, LeBlanc, Edmond E., Moncton, N.B.
666567, Langis, Alphée J., Moncton, N.B.
666603, Landry, Pierre P., Six Roads, Glouc. Co., N.B.
666696, LeBrun, Adélard, Baker Brook, Mad. Co., N.B.
666632, LeBlanc, Arthur P., Moncton, N.B.
666078, LeBlanc, J. Adrice, Moncton, N.B.
666086, Léger, Arthur E., Scoudouc, West. Co., N.B.
666489, Léger, Camille J., Moncton, N.B.
666854, Léger, Adelbert, Caraquet, Glouc. Co., N.B.
666322, LeBlanc, Ernest, Chartersville, West Co., N.B.
733215, LeBlanc, Édouard G., Meteghan, Digby Co., N.S.
742892, Marr, Ira Manford, Rothesay, St-Jean, N.B.
666428, Mailloux, Pierre, LeBouthillier, Glouc. Co., N.B.
666956, McDonald, Charles, Upper St-Maurice, Kent Co., N.B.
666462, Mariner, Philippe, Chatham, North. Co., N.B.
666311, Melanson, Clarence, Scoudouc, West. Co., N.B.
666667, McGrath, Placide, McDougall Sett., West. Co., N.B.
666409, Martel, Michel, Rockdale, Rich. Co., C.B.
733635, Melanson, Isaac, Meteghan, Digby Co., N.S.
666397, Mombourquette, Félix, West L'Ardoise, N.S.
734078, Muise, Thomas F., Yarmouth, N.S.
666395, McEachern, Simon J., L'Ardoise, C.B.
666406, Martel, Félix, Lower L'Ardoise, C.B.
666767, Muise, Henri J., Eel River Bridge, Rest. Co., N.B.
666988, Mazerolle, Antoine, Richibucto, Kent Co., N.B.
666843, Muise, George, Yarmouth, N.S.
666627, Mahé, Constant, Inverness, C.B.
666500, Malenfant, Ferdinand J., Moncton, N.B.
666501, Malenfant, Robert J., Moncton, N.B.
666304, Maillet, Maxime, St-Louis, Kent Co., N.B.
733943, McLaughlin, Auguste, Meteghan, Digby Co.N.S.,
733227, Maillet, Jean V., Meteghan, Digby Co., N.S.
734202, Maillet, Joseph W., Meteghan, Digby Co., N.S.
666096, Melanson, Severin, Scoudouc, N.B.
666129, Muise, Jean J., East Margaree, C.B.
666458, Pinette, Ernest W., Burnsville, Glouc. Co., N.B.
666918, Poirier, Joseph J., Caraquet, Glouc. Co., N.B.
666861, Parks, James W., Edgeworth, Mass., U.S.A.
832431, Prosser, William B., Moncton, N.B.
666579, Poirier, Joseph, Moncton, N.B.
666004, Petitpas, Patrice, Point du Chêne, West Co., N.B.
666189, Petitpas, Alfred, Shediac, West Co., N.B.
666616, Paulin, Félix, Lower Caraquet, Glouc. Co., N.B.
666599, Pelletier, Édouard, St-Basile, Mad. Co., N.B.
666742, Pelletier, Henri, St-Basile, Mad. Co., N.B.
666701, Pelchat, Henri J., St-Paul du Buton, P.Q.
666420, Parisé, Gustave, Caraquet, Glouc. Co., N.B.
666848, Pitre, Léo, Tatagouche, Glouc. Co., N.B.
666864, Paul, Jean N., Nyanza, Vict. Co., N.B.
666915, Poitras, Édouard, Power's Creek, Mad. Co., N.B.
666913, Patterson, Charles, St-Jean, N.B.
666316, Pelletier, Maxime, Van Buren, Maine, U.S.A.
733633, Pothier, Carol J., Meteghan, Digby Co., N.S.
666464, Poirier, Philias, D'Escousse, C.B.
666674, Petitpas, Fred, D'Escousse, C.B.
666570, Pitre, George, Rogersville, North Co., N.B.
666642, Poirier, Alexandre, Plateau, Inv. Co., C.B.
666706, Pottie, Siméon, West L'Ardouse, C.B.
666032, Poirier, André, Moncton, N.B.
666593, Poirier, Charles, Eastern Harbour, C.B.
666612, Pothier, Charles A., Yarmouth, N.S.
666335, Pothier, Hilaire H., West Pubnico, Yar. Co., N.S.
666671, Paulin, Alexis, Caraquet, Glouc. Co., N.B.
832298, Petitpas, Hubert E., Moncton, N.B.
666155, Porelle, André, Moncton, N.B.

Liste des soldats du 165ième Bataillon à son départ de St-Jean, N.-B.—suite

666475, Poirier, Hubert, D'Escousse, Rich. Co., N.S.
666465, Poirier, Laughlin, D'Escousse, N.S.
666533, Pothier, Cyrille E., Wedgeport, Yar. Co., N.S.
666616, Paulin, Félix, Lower Caraquet, Glouc. Co., N.B.
666410, Peters, Charles, L'Ardouse, C.B.
666610, Pothier, Luc A., Halifax, N.S.
693170, Poirier, Antoine E., Bathurst, N.B.
666694, Pothier, Albert A., Wedgeport, Yar. Co., N.S.
666163, Poirier, Ben C., Sunny Brae, West Co., N.B.
666674, Pitts, Alfred, Antognish, N.S.
666713, Plourde, Maxime, St-Hilaire, Mad. Co., N.B.

R

666248, Richard, Maxime, Moncton, N.B.
742409, Rioux, Émile, Trois Pistoles, P.Q.
666200, Roach, Daniel C., New Waterford, C.B.
666098, Richard, Patrice, Petit Cap, West. Co., N.B.
666192, Richard, François, Aboujagan, West. Co., N.B.
666611, Roussel, Pierre, Five Fingers, Rest. Co., N.B.
666808, Robichaud, Thadée, Moncton, N.B.
666749, Robichaud, Isidore, Pokemouche, Glouc. Co., N.B.
666226, Richard, Camille, Moncton, N.B.
666765, Roy, Amédée J., Petit Rocher, Glouc. Co., N.B.
666877, Richard, Adélard, Upper Aboujagan, West. Co., N.B.
666085, Richard, Albert, Moncton, N.B.
832201, Roberts, Charles, St-Jean, N.B.
666303, Richard, Joseph A., St. Louis, Kent Co., N.B.
666083, Roy, Félicien, St. Antoine, Kent Co., N.B.
666649, Roach, Joseph W., Inverness, C.B.
733228, Romain, Édouard, Meteghan, Digby Co., N.S.
666413, Richardson, Basile, Leach P.O., Glouc. Co., N.B.
832160, Richard, Arthur, Bourgeois Mills, Glouc. Co., N.B.
666897, Richer, Ovila, Ste-Anne de Bellevue, P.Q.
666165, Roy, Calixte, St-Damien, Kent Co., N.B.
666763, Rogers, James, Rogersville, North. Co., N.B.
666638, Richard, Fred. J., Sackville, West. Co., N.B.
666236, Richard, Aldéric O., Rogersville, North Co., N.B.
733217, Robichaud, Isaac, Salmon River, Digby Co., N.S.
666953, Ramard, Pierre, East Margaree, Inv. Co., C.B.
666746, Rioux, Jean B., St-Isidore, Glouc. Co., N.B.
666502, Ryan, Frederic W., Lewisville, West. Co., N.B.
666063, Robichaud, Elixta, Lagacéville, North. Co., N.B.
666254, Robichaud, Richard, Richibucto, Kent Co., N.B.
733623, Robichaud, Henri, Meteghan, Digby Co., N.S.
666440, Richard, Valérie A., Moncton, N.B.
733021, Robichaud, Louis P., Meteghan, Digby Co., N.S.
666698, Roy, Jean, Dalhousie, Rest. Co., N.B.
733623, Robichaud, Henri A., Bridgetown, N.S.

S

666884, Sullivan, Norman J., Salisbury, West. Co., N.B.
832609, Scott, Roy J., Moncton, N.B.
666527, Savoie, Antoine, Upper Pokemouche, Glouc. Co., N.B.
666677, Surette, Maxime, Moncton, N.B.
666721, Saulnier, Wilfred F., Tracadie, Glouc. Co., N.B.
666879, Shalie, John, Tusket Hill, N.S.
666524, Simmons, Peter, Moncton, N.B.
733218, Samuels, Benjamin, Meteghan, Digby, Co., N.S.
666128, Snow, James J., Moncton, N.B.
733626, Saulnier, William, Meteghan, Digby, Co., N.S.
733627, Saulnier, Léandre, Mavillette, Digby Co., N.S.
766405, Sampson, Martin, Lower L'Ardouse, Rich. Co., N.S.

T

666866, Tait, Lindsay, St-Jean, N.B.
666123, Thibodeau, Edmond, Richibucto, Kent Co., N.B.
666885, Thibodeau, Melbourne, Wedgeport, N.S.
666068, Thibodeau, Docité, Richibucto, Kent Co., N.B.
666283, Thibeault, Étienne, Acadieville, Kent Co., N.B.
666352, Thibodeau, Léo, St-Léonards, Mad. Co., N.B
666706, Tardif, Émile, St-Léonards, Mad. Co., N.B.
666858, Thibodeau, Joseph, Brest, Kent Co., N.B.
666924, Thibeault, Antoine E., Kedgewick, Rest. Co., N.B.
666759, Thériault, Philias J., Belliveaux Cove, Digby Co., N.S.
666975, Tremblay, Elzéar, Mille Vaches, Saguenay Co., P.Q.
666958, Thibodeau, Grégoire, Dorchester, West. Co., N.B.
733959, Trahan, Albert, Meteghan, Digby Co., N.S.
666855, Tripp, Charles, Bathurst, N.B.
666990, Thibeault, Joseph, Anderson's Siding, Rest. Co., N.B.
666334, Thibodeau, Hilaire, Mavillette, Digby Co., N.S.
666482, Thériault, Denis, Meteghan, Digby Co., N.S.
666958, Thibodeau, Grégoire, Dorchester Crossing, West. Co., N.B.
667006, Turgeon, Joseph, Edmundston, Mad. Co., N.B.

666202, Richard, Jacob O., St-André, West. Co., N.B.
666393, Roach, Charles, Plateau, C.B.
666285, Richard, Placide, Richibucto Village, Kent Co., N.B.
666704, Roy, Herménégilde, Étang du Nord, Magd. Island.
666510, Roy, Auguste, Moncton, N.B.
666555, Robichaud, Albert, Bic, Rimouski, P.Q.
666575, Richard, Télesphore, Bois Hebert, West. Co., N.B.
666544, Roussel, Gustave, Shippigan, Glouc. Co., N.B.
666699, Richard, Blair, Petit Cap., West. Co., N.B.
666180, Richard, Ernest, Sackville, West. Co., N.B.
666071, Richard, Maxime, Moncton, N.B.
666922, Roy, Joseph, Val Brillant, Rimouski Co., P. Q.
666964, Roy, Léo N., Elm Tree, Glouc. Co., N.B.
666227, Richard, Joseph H., Rogersville, North. Co., N.B.
666977, Ritchie, John H., St-Jean, N.B.
734333, Reynolds, Joshua, Port Latour, N.S.
666787, Roach, Thomas, Halifax, N.S.
733234, Roy, Alfred N., Petit Rocher, Glouc. Co., N.B.
733624, Robichaud, Jean H., Meteghan, Digby Co., N.S.
666595, Roach, Joseph P., Belle Marche, Inv. Co., N.S.
666364, Ramard, Thomas, St-Joseph du Moine, C.B.
666521, Saulis, John C., St. Mary's, York Co., N.B.
666920, Scott, Joseph, Newcastle, North Co., N.B.
666936, Sherwood, Stanley, Prince of Wales, St-Jean, N.B.
666905, Stubbard, William, Sydney, C.B.
666443, Savoie, Marcel, Rogersville, North Co., N.B.
666707, Soucy, Addis, St-Léonards, Mad. Co., N.B.
666741, Soucy, Frédéric, Lac Baker, Mad. Co., N.B.
666805, Soucy, Édouard, Lac. Baker, Mad. Co., N.B.
666743, Soucy, Armand, Edmundston, Mad. Co., N.B.
666190,St. Onge, Jacques, Edmundston, Mad. Co., N.B.
666121, Surette, Joseph, Cocagne, Kent Co., N.B.
733231, Saulnier, Thomas J., Meteghan, Digby Co., N.B.
733737, Saulnier, Joseph P., Meteghan, Digby Co., N.S.
733226, Saulnier, Maxime, Meteghan, Digby Co., N.S.
666389, Sampson, Walter C., Rockdale, Rich. Co., C.B.
734070, Saulnier, Émile, Meteghan, Digby, Co., N.S.
733640, Saulnier, Paul H., Meteghan, Digby Co., N.S.
666448, Smith, Frank J., Saulnier's Station, Digby Co., N.S.
817171, Steeves, Guy, Sussex, Kings Co., N.B.
832014, Sentell, Frank, Moncton, N.B.
733225, Saulnier, François, Meteghan, Digby Co., N.S.

U

666607, Upton, James C., Arichat, Rich. Co., C.B.
666644, Upton, Henry C., Arichat, Rich. Co., C.B.

V

666132, Vautour, Gilbert, Shediac, West. Co., N.B.
666945, Veniot, Arthur, Petit Rocher, Glouc. Co., N.B.
666002, Vautour, Séverin, Shediac, West. Co., N.B.
666850, Vautour, Joseph, Kouchibouguac, Kent Co., N.B.

W

469163, Webb, Leslie J., Havre Boucher, N.S.
666842, Wilson, H. A., Echo Harbour, U.S.A.
666942, Wallace, Édouard J., St-Jean, N.B.
666955, Wilson, James G., St-Jean, N.B.
666376, Williams, T. Vincent, St-Jean, N.B.
666976, Wheaton, George J., St-Jean, N.B.
818203, Woick, Tony, Russie.
832762, Willett, G. Harry, Moncton, N.B.
666710, Burns, William, Concession, Digby Co., N.S.
666269, Cormier, Honoré A., St-Damien, Kent Co., N.B.
666817, Duplessis, Antoine, Buctouche, Kent Co., N.B.
666989, Bergeron, Charles, L'Anse St-Jean, Chic. Co., P. Q.
665512, Bourque, Willie C., Shediac, West. Co., N.B.

Bibliographie

Livres publiés

Barry, col. A.L. *Batman to Brigadier*. Newcastle (N.-B.), chez l'auteur [1965 ?].

Beatty, David P. *Memories of the Forgotten War. The World War I Diary of pte. V.E. Goodwin*. Port Elgin (N.-B.), Baie Verte Editions, 1986.

Bernard, Antoine, c.s.v. *La renaissance acadienne au XXe siècle*. Québec, Comité de la survivance française, Université Laval, 1949.

Berton, Pierre. *Vimy*. Penguin Books Canada, 1986.

Bird, Charles W., et J.B.P. Davies. *The Canadian Forestry Corps*. London, H.M. Stationery Office, 1919.

Bird, Will R. *North Shore (New Brunswick) Regiment*. Brunswick Press, 1963.

Bowering, George. *Egotists and Autocrats. The Prime Ministers of Canada*. Toronto, Viking (Penguin Group), 1999.

Brun, Régis. *Shédiac. L'histoire se raconte*. Shédiac, Corporation de développement du centre-ville de Shédiac, 1994.

Brun, Régis. *Les Acadiens à Moncton. Un siècle et demi de présence française au Coude*. Moncton, chez l'auteur, 1999.

Brun, Régis, Bernard LeBlanc et Armand Robichaud. *Les bâtiments anciens de la Mer Rouge*. Moncton, Michel Henry Éditeur, 1988.

Chaballe, Joseph. *Histoire du 22e bataillon canadien-français, Tome 1 : 1914-1919*. Montréal, Éditions Chantecler, 1952.

Cormier, Ronald. *Les Acadiens et la Seconde Guerre mondiale*. Moncton, Éditions d'Acadie, 1996.

D'Aigle, Louis Cyriaque. *Un aperçu historique et un registre photographique du bataillon « acadien » d'outre-mer 165e F.E.C.* Ottawa, Mortimer Co. Ltd. [1918].

D'Aigle, Louis Cyriaque. *Histoire de Saint-Louis-de-Kent*. Moncton, L'Imprimerie Acadienne Ltée, 1948.

Doyle, Arthur T. *Front Benches and Back Rooms*. Toronto, Green Tree Publishing Co. Ltd, 1976.

Duguid, col. A.F. *Official History of the Canadian Forces in the Great War 1914-1919*, vol. 1, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1938.

Farrar-Hockley, Anthony. *Death of an Army*. London (Angleterre), Wordworth Editions Ltd., 1998.

Finlay, John L., et Douglas N. Sprague. *The Structure of Canadian History* (chap. 20 et 21). Prentice Hall Allyn and Bacon Canada, 2000 (6e éd.).

Fischer, Fritz. *World Power or Decline. The Controversy over Germany's Aims in the First World War*. New York, W.W. Norton, 1974 (traduction de *Weltmacht oder Niedergang*, Frankfurt am Main, Europäische Verlagsanstalt, 1965).

Graves, Robert. *Goodbye to All That*. Penguin Books, 1957.

Gwyn, Sandra. *Tapestry of War. A Private View of Canadians in the Great War*. Toronto, Harper Collins Publishers Ltd., 1992.

Historical Section, Gen. Staff. Army HQ. *The Western Front, 1914*. Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1957.

Horne, Alistair. *The Price of Glory. Verdun 1916*. Penguin Books, 1962.

How, Douglas. *One Village, One War, 1914–1945*. Hantsport (N.-É.), Lancelot Press, 1995.

Hynes, Samuel. *A War Imagined. The First World War and English Culture*. New York, Atheneum, 1991.

Lapointe, A.-J. *Souvenirs et impressions de ma vie de soldat*. Montréal, Éditions Édouard Garand, 1919.

MacDonald, Lyn. *They Called it Passchendaele*. Penguin Books, 1978.

MacDonald, Lyn. *1914, The Days of Hope*. Penguin Books, 1987.

MacDonald, Lyn. *1915, The Death of Innocence*. Penguin Books, 1993.

MacGowan, S.D., H. Heckbert et B. O'Leary. *New Brunswick's "Fighting 26th". A History of the 26th New Brunswick Battalion, C.E.F., 1914–1919*. Saint-Jean (N.-B.), Neptune Publishing Co. Ltd., 1994.

Machum, Lloyd A. *A History of Moncton. Town and City 1855–1965*. Moncton, Ville de Moncton, 1965.

Marie-Dorothée, sœur, n.d.s.c. *Quand tourne le vent. Mgr Édouard Alfred LeBlanc, premier évêque acadien 1912-1935*. Moncton, Religieuses de Notre-Dame du Sacré-Cœur, 1991.

Massie, Robert K. *Dreadnought. Britain, Germany, and the Coming of the Great War*. New York, Random House, 1991.

Middlebrook, Martin. *The First Day on the Somme*. Penguin, 1971.

Morton, Desmond. *When Your Number's Up. The Canadian Soldier in the First World War*. Toronto, Random House of Canada, 1993.

Morton, W.L. *The Kingdom of Canada. A General History from Earliest Times* (chap. 21). Toronto, McClelland and Stewart Ltd., 1963.

Murdoch, rév. B.J. *Part Way Through*. Toronto, Mission Press, 1946.

Nicholson, col. G.W.L. *Canadian Expeditionary Force, 1914–1919. Official History of the Canadian Army in the First World War*. Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1962.

Peck, Mary B. *A Full House and Fine Singing. Diaries and Letters of Sadie Harper Allen*. Fredericton, Goose Lane Editions, 1992.

Roth, Jack. *World War I: A Turning Point in Modern History*. New York, A.A. Knopf, 1967.

Savoie, Alexandre J. *Un demi-siècle d'histoire acadienne*. Moncton, Assomption mutuelle d'assurance-vie, 1976.

Snyder, Louis L. (dir.). *Historic Documents of World War I*. D. van Nostrand Co. (Canada) Ltd., 1958.

Stehelin, P.H. *The Electric City. The Stehelins of New France*. Hantsport (N.-É.), Lancelot Press, 1983.

Tuchman, Barbara W. *The Guns of August*. Macmillan Publishing Co. Inc., 1962.

Tuchman, Barbara W. *The Proud Tower. A Portrait of the World Before the War, 1890–1914*. Macmillan Publishing Co. Inc., 1966.

Turgeon, Onésiphore (sénateur). *Un tribut à la race acadienne. Mémoires 1871-1927*. Montréal, G. Ducharme, libraire-éditeur, 1928.

« Various Authorities ». *Canada in the Great World War*. Toronto, United Publishers of Canada Ltd., 1920.

Wallace, G.F., W. Higgins et P. McGahan. *The Saint John Police Story. Vol. 2: The Simpson Years 1915–1919*. Fredericton, New Ireland Press, 1992.

Wedelman, P. *Verdun*. Genève, Éditions de Crémille, 1972.

Winter, Jay. *Sites of Memory, Sites of Mourning. The Great War in European Cultural History*. Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

Winter, Jay, et Blaine Baggett. *The Great War and the Shaping of the 20th Century*. Penguin Studio (Penguin Group), 1996.

Wolff, Leon. *In Flanders Fields. The 1917 Campaign*. New York, Ballantyne Books, 1960.

Articles

Brown, Robert C., et Donald Loveridge. « Unrequited Faith: Recruiting the CEF 1914–1918 ». *Revue internationale d'histoire militaire*, vol. 51, 1982.

Curtat, Robert. *Les Cahiers de la montagne, tome I : Les Canadiens et leurs amis en Forêt de Joux 1917-1918*. Nozeroy (France), Éditions des Annonciades, 2000.

Dionne, Raoul. « Journal d'un aumônier de la guerre 1914 : Mgr Jean Gaudet ». *Les cahiers de la Société historique acadienne*, vol. 17, nº 2, 1986.

de Falvard, J.F. *Histoire des Canadiens de La Joux et des Américains du Ronde en Fôret de Levier*. Fascicule de recherche, Champagnole (France), 1988.

Haché, Louis. « J. Alfred G. Blanchard (1885-1951) instituteur, militaire et comptable ». *Revue d'histoire de la Société historique Nicolas Denys*, vol. XXIII, nº 1, 1995.

Léger, Claude E. « Le 165e bataillon d'infanterie d'outre-mer ». *Sur l'Empremier* (revue de la Société historique de la Mer Rouge), vol. 3, nº 5, 1995.

Léger, Claude E. « Acadiens in excelsis : trois aviateurs acadiens, 1917-1918 ». *Sur l'Empremier*, vol. 4, nº 2, 1997.

Léger, Claude E. « Pascal Poirier et le bataillon acadien. Une lettre de Pascal Poirier au lieut.-col. L.C. D'Aigle, 1918 ». *Sur l'Empremier*, vol. 4, nº 4, 1999.

Léger, M.A. ptre. « La grippe espagnole à Haute-Aboujagane en 1918 ». *Sur l'Empremier*, vol. 4, nº 4, 1999.

Robichaud, Mgr Donat. « François DeGrâce ». *Revue d'histoire de la Société historique Nicolas Denys*, vol. XVI, nº 1, 1988.

Société historique Nicolas Denys. « Vétérans de la Première Guerre mondiale 1914-1918 ». *Revue d'histoire de la Société historique Nicolas Denys*, vol. XIV, nº 2, 1986 (contient 10 articles de divers auteurs sur des soldats acadiens du nord-est du Nouveau-Brunswick).

Société historique Nicolas Denys. « Les Acadiens du Nord-Est et la guerre 1914-18 ». *Revue d'histoire de la Société historique Nicolas Denys*, vol. XV, nº 3, 1987 (contient 13 articles).

Société historique Nicolas Denys. « Un Acadien à la Première Guerre mondiale ». *Revue d'histoire de la Société historique Nicolas Denys*, vol. XX, nº 3, 1992 (journal intime du sergent Théodore Dugas et documents connexes).

Spigelman, Martin S. « Les Acadiens et les Canadiens en temps de guerre : le jeu des alliances ». *Les cahiers de la Société historique acadienne*, vol. 8, n° 1, 1977.

Documents officiels

Débats de la Chambre des communes du Dominion du Canada, 1915 à 1919.

Débats du Sénat du Canada, 1915-1918.

Journals of the Legislative Assembly of the Province of New Brunswick, 1914 et 1915.

Synoptic Reports of the Proceedings of the Legislative Assembly of the Province of New Brunswick, sessions de 1914 à 1918.

Journaux d'époque

L'Acadien, Moncton, N.-B.

L'Évangéline, Moncton, N.-B.

Le Madawaska, Edmundston, N.-B.

Le Moniteur Acadien, Shédiac, N.-B.

The Campbellton Graphic, Campbellton, N.-B.

The Daily Gleaner, Fredericton, N.-B.

The Daily Times, Moncton, N.-B.

The Gloucester Northern Light, Bathurst, N.-B.

The Halifax Herald, Halifax, N.-É.

The Kings County Record, Sussex, N.-B.

The Moncton Transcript, Moncton, N.-B.

The Sackville Tribune, Sackville, N.-B.

Sites Internet

Archives nationales du Canada (Corps expéditionnaire canadien) : http://www.archives.ca

Centre d'études acadiennes : http://www.umoncton.ca/etudeacadiennes/centre/cea.html

Commonwealth War Graves Commission : http://www.cwgc.org

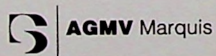
Livres du Souvenir : http://collections.ic.gc.ca/books/souvenir.htm

« Trenches on the Web » – WWI Discussion Forum : http://www.worldwar1.com

World War I Document Archive : http://www.lib.byu.edu/~rdh/wwi/

Document sonore

Radio-Canada Atlantique, émission *Un brin de souvenance*, 4 janvier 2001.



MEMBRE DU GROUPE SCABRINI

Québec, Canada

2001



Au début des années 1910, la communauté acadienne peut enfin goûter aux fruits des luttes nationalistes des trente dernières années. Ainsi, elle obtient la nomination d'un premier évêque acadien, l'épiscopat lui accorde la création d'une paroisse catholique et francophone à Moncton, au Nouveau-Brunswick, elle réalise des progrès dans le domaine de l'éducation, en politique, sur le plan économique... C'est alors qu'éclate en Europe la Grande Guerre, qui ne tardera pas à mobiliser toutes les forces.

Comme partout au pays, les Acadiens sont appelés à faire leur part et à se porter volontaires, mais les structures de l'armée canadienne se révèlent peu invitantes pour eux qui sont de langue française et de religion catholique. Afin de remédier à cette situation, l'élite acadienne décide d'offrir à l'armée de créer un bataillon d'infanterie entièrement acadien. Au prix d'efforts soutenus et de nombreuses difficultés administratives, plusieurs centaines de jeunes hommes seront recrutés dans le 165e bataillon d'infanterie, mis sur pied en 1915. Après avoir été formés au combat, ils se retouveront finalement en Angleterre en 1917, attendant leur départ pour la ligne de feu.

Cependant, sur un coup du destin, le bataillon sera envoyé dans le Jura français pour y accomplir une tâche particulière et essentielle à la poursuite de l'effort de guerre. La valeureuse contribution de ces jeunes hommes ne leur vaudra pourtant aucune place sur les cénotaphes des villages acadiens. Et c'est dans l'indifférence quasi totale que la plupart d'entre eux rentreront au pays après la fin de la guerre.

En dépit des sentiments patriotiques et nationalistes qui avaient conduit à sa création, la vaste majorité des Acadiens ignorent de nos jours jusqu'à l'existence de ce bataillon qui se porta à la défense de l'Empire britannique. Cet ouvrage relate de façon détaillée un épisode oublié de l'histoire acadienne et trace un portrait touchant de ses principaux acteurs, afin de les rétablir dans la mémoire collective.

$ 22.95

ISBN 2-9807014-0-8

